

GADÈS

L'INDE ET LES NAVIGATIONS ATLANTIQUES

DANS L'ANTIQUITÉ¹

Le nom de Cadix (esp. *Cadiz*) est lié pour nous aujourd'hui aux premiers voyages des *descobridores* et *conquistadores* vers l'Amérique, au souvenir des puissantes compagnies de commerce qui, au cours d'environ trois siècles (xvi^e au xviii^e), ayant leur siège à Séville, animèrent le port, à l'image des « galions » ramenant les métaux précieux arrachés au nouveau continent, enfin à celle des corps expéditionnaires que la métropole espagnole, à plusieurs reprises, envoya par delà l'Atlantique, jusqu'au jour historique de 1820 où les troupes, destinées peut-être à réduire les colonies insurgées, préférèrent se tourner contre le roi Ferdinand VII. Pendant plus de trois cents ans, l'histoire de cette « île océane », qu'un isthme fragile relie au continent européen, a paru faire sur le sol du Nouveau Monde et à travers les flots de l'Atlantique au moins autant que dans la péninsule ibérique. Et, avec Sagres sur la côte portugaise, avec Palos aussi, il n'y a sans doute pas de lieu en Europe où il soit plus aisé d'évoquer dans son cadre authentique l'épopée des premières traversées vers les « Indes Occidentales ».

Ce grand rôle historique de porte de l'Europe sur le monde atlantique, de « jetée » vers l'Amérique, Cadix l'avait depuis longtemps mérité ; elle l'avait, pour ainsi dire, essayé une première fois, bien avant le temps de Christophe Colomb. Car, avant l'espagnole Cadiz, il y avait eu, pendant plus d'un millénaire de l'Antiquité — depuis 1100 environ av. J.-C. jusqu'aux quatre premiers siècles de l'ère chrétienne — la phénicienne *Gadès*, gardienne des « Colonnes d'Hercule », exploratrice discrète et avisée des côtes européennes et africaines de l'Atlantique, rivale heureuse des Grecs, rivale de Carthage même, et finalement intégrée comme un bout du monde à demi-léendaire dans la perfection oecuménique de l'*orbis Romanus*.

1. Cette étude, sous une première forme, a été publiée en langue portugaise dans le *Boletim da Historia da Civilização*, n° 7, de la Faculté de Philosophie, Sciences et Lettres de São Paulo, au Brésil (en 1940), où l'auteur assumait alors un enseignement d'histoire.

L'histoire des explorations et du commerce gaditains a déjà été abordée de divers côtés par les spécialistes de l'histoire antique : un Stéphane Gsell, historien de l'Afrique du Nord ancienne, n'y a pas jeté moins de lumière qu'un Huebner ou un Schulten, historiens de la péninsule ibérique ; car c'est encore une des particularités de Gadès que d'avoir appartenu à l'histoire de l'Afrique atlantique presque autant qu'à celle de l'Espagne. Il vaudrait la peine aujourd'hui de tenter une monographie, si l'archéologie de Cadix était plus généreuse. Malheureusement, elle ne l'est guère ; l'épigraphie non plus. L'île propre de Cadix, toujours densément peuplée, ablée au début des temps modernes par le sac de 1594, n'a pas livré d'antiquités, puniques ou romaines, qui soient bien significatives. Quant au temple d'Héraclès-Melqart, qui devait s'élever à plusieurs milles au sud-est de la ville, un des sanctuaires du monde antique qui ont eu le plus de célébrité, reçu les visiteurs les plus illustres, vu les événements les plus historiques, Huebner a pu dire que le site attend toujours son Schliemann : là où Hannibal, Scipion, César, Trajan — sans parler d'un savant comme Poseidonios — ont passé, prié ou rêvé, les modernes ne voient plus aucun vestige. Heureusement, il y a des textes, quelques passages de géographes et d'historiens anciens, toute une chaîne de témoignages grâce auxquels il est peut-être possible aujourd'hui d'esquisser l'histoire de Gadès, de ses marins et de ses dieux¹.

I. — LE SITE ET LES ORIGINES DE GADÈS ; LES « COLONNES D'HÉRAKLÈS » OU LA « PORTE GADIRITE »

Gades insula, quae egressis fretum obvia est...
(POMPONIUS MELA.)

Si la ville actuelle de Cadix perpétue exactement, avec le nom, le site de l'ancienne cité tyrienne, le paysage et la configuration du port et de la baie ont toutefois changé sensiblement depuis deux mille ans. On en jugera par la description suivante, de marin et d'archéologue à la fois, que nous empruntons à Victor Bérard² :

« Cadix, qui a remplacé Gadès, est bâtie en mer sur une plate-forme

1. Les données essentielles sur l'archéologie et l'histoire de Gadès sont commodément rassemblées dans l'article de HÜBNER, s. v. *Gades*, dans la *Real-Encyclopädie* de PAULY-WISSOWA, VII (1912), col. 439-461 ; cf. aussi les nombreuses allusions de St. GSELL dans son *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord*, notamment I, p. 332 ; IV, *passim* ; et celles de R. THOUVENOT, *Essai sur la province romaine de Bétique*, Paris, 1940 (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, fasc. 149).

2. *Calypso et la mer de l'Atlantide*, 1929, p. 279 (t. III des *Navigations d'Ulysse* du même auteur).

rocheuse de quelque 1.500 mètres de long (Est-Ouest) et 1.400 mètres de large (Nord-Sud). Cette plate-forme, aujourd'hui nivelée, était à l'origine un archipel d'îlots entre lesquels la mer circulait ou stagnait. La ville a toujours occupé le plus grand de ces îlots ; d'autres subsistent à quelques mètres du rivage (Castello de San Sebastian) ou plus au large (Los Cochinos, los Puercas, etc.). L'île de Cadix est aujourd'hui reliée à la terre ferme par une bande de sables ; sur 15 kilomètres de long, cet isthme n'a, par endroits, que 200 mètres de large entre la mer extérieure et le golfe boueux où le Guadalete pousse son multiple delta ; dix et vingt bras de ce fleuve découpent en nombreuses îles la terre ferme... Les 50 kilomètres de rail, qui unissent Cadix à Jerez sur le continent, franchissent, dit-on, neuf bras de fleuve ou de mer et traversent une demi-douzaine d'îles, les unes tout encerclées par le Guadalete, d'autres baignées par lui sur deux de leurs rives, les autres noyées dans les eaux boueuses de la baie... [Gadiros-Eumelos] habitait vraiment une série d'îles, sinon concentriques, du moins juxtaposées, que la mer entourait et que des ponts ou des levées devaient relier entre elles. »

En d'autres termes, l'archipel de Gadès devait se trouver, jadis, à la fois plus morcelé et plus séparé que de nos jours de la terre ferme, laquelle, inversement, à l'embouchure du Guadalete, présentait sans doute une apparence moins fragmentée¹. La ville et le sanctuaire de Melqart, qui dépendait d'elle, ne devaient point communiquer directement avec le continent comme la digue et le chemin de fer modernes permettent à Cadix de le faire. Mais les éléments essentiels étaient déjà là : une île principale, propre à porter une ville bien enceinte — un « Enclos », si tel est bien le sens que les sémitisants donnent au mot *Gadir*, ou *Agadir*² — un archipel d'îlots, un estuaire fluvial tout proche, celui du Guadalete, un autre un peu plus distant, mais de plus grande importance, celui du Guadalquivir (le *Baetis* des Anciens) ; à l'Ouest, le large océan, les marées et les tempêtes atlantiques redoutées des Méditerranéens ; à l'Est, entre les îles et la terre ferme, une baie abritée, à la fois port fluvial et port maritime, où la mer et le fleuve confondaient, en effet, leurs eaux boueuses, de telle sorte que des savants comme Polybe et Poseidonios, en observant de près les sources

1. Sur la configuration actuelle de Cadix et de son golfe, cf. l'article *Cadix* de l'Encyclopédie espagnole J. ESPASA (*Enciclopedia universal ilustrada europeo-americana*, Barcelone), X, p. 317-344 ; voir aussi THOUVENOT, *op. cit.*, p. 58 et suiv.

2. Sur la forme phénicienne originelle et sa signification, cf. V. BÉRARD, *op. cit.*, p. 239. La forme grecque usuelle est l'*Ἰθάιπα* (pluriel neutre), la forme latine *Gades* (pluriel) et l'ethnique courant *Gaditanus*.

de l'Hérakléion de Gadès, purent se livrer à d'intéressantes expériences sur le rapport entre l'eau douce et l'eau de mer. Le site convenait à des pionniers phéniciens comme ceux qui, à la fin du II^e millénaire, entr'ouvrirent pour la première fois la porte de l'Océan : bien gardé contre les entreprises venues du continent, il pouvait en revanche s'ouvrir largement à son commerce ; et point de doute, en effet, que, par les basses vallées du Guadalete et du Guadalquivir, les fondateurs de Gadès n'aient visé les fabuleuses ressources de Tartessos, l'Eldorado de tous les métaux, le grand entrepôt de l'étain. Le site, sans doute, eût séduit pareillement les Grecs, si ceux-ci se fussent présentés les premiers. Mais, précisément, la tâche de Gadès devait être, pendant de nombreux siècles, d'être la sentinelle des Sémites au seuil des routes de l'Atlantique, et de barrer impitoyablement ces routes à leurs rivaux helléniques, surtout aux Phocéens de la Méditerranée occidentale.

Gadès passait pour avoir été fondée vers 1100 av. J.-C., exactement en 1110, peu d'années avant Utique ; et aucune vraisemblance historique ne s'oppose gravement à pareille date, à condition d'entendre par fondation l'établissement d'un premier comptoir, sans doute modeste, comme celui dont les marins de Sidon firent précéder la fondation définitive de Carthage. Gadès est une sœur, chronologiquement parlant une sœur aînée de Carthage, la grande cité phénicienne d'Occident. Le destin devait la mettre pour longtemps en rivalité avec sa cadette, à propos de l'exploitation de l'Espagne méridionale comme du littoral de l'Afrique occidentale ; et cette rivalité, longtemps plus tard, fera le jeu de Rome. Il est pourtant probable que Gadès, aux V^e-IV^e siècles avant notre ère, était entrée dans le monde de civilisation punique¹. Colonie de Tyr, la ville, tout en se gouvernant dès l'origine, semble-t-il, avec une large autonomie, marqua toujours sa loyauté à l'égard de sa métropole d'Orient ; on sait qu'au temps d'Alexandre, lorsque le conquérant macédonien fit le siège de Tyr, l'émoi se répandit en Occident jusqu'à Gadès².

1. Cf. GSELL, *Hist. anc. Afr. Nord*, I, p. 443-444, d'après JUSTIN, XLIV, 5, 2-3 : les Gaditains, menacés par les indigènes du continent, auraient appelé les Carthaginois, lesquels en profitèrent pour s'installer en Espagne méridionale ; mais une allusion à un siège de la ville par les Puniques semble se rapporter à la même campagne, de la deuxième moitié du VI^e siècle ; Gadès apparaît ensuite comme l'alliée la mieux traitée de Carthage ; elle bat monnaie, au moins à partir du IV^e siècle.

2. Sur ce siège, ses circonstances et ses conséquences, voir G. RADET, *Alexandre le Grand*. Paris, 1931, chap. VIII (*La succession d'Alcide*), p. 92-101 : il y avait des « théores » de Carthage, à Tyr, pendant ce siège, qui se réfugièrent dans l'Hérakléion ; y en avait-il aussi de Gadès ? — En tout cas, des ambassadeurs de cette cité d'Extrême-Occident se seraient rendus quelques mois plus tard à la cour d'Alexandre à Babylone (en 324 ?), alors qu'on prêtait au prince le projet d'une grande expédition contre Carthage. « La fièvre qui emporta Alexandre

Pour les navigateurs modernes qui ne partent point d'Espagne même, le port de Cadix, à 40 milles du détroit de Gibraltar, peut bien être encore une escale commode sur la route qui, de la Méditerranée, mène vers l'Afrique sénégalaise ou vers les Amériques ; ce n'est plus une escale indispensable — il y a, dans le détroit même, Gibraltar et Algésiras sur la rive d'Europe, Tanger sur la rive africaine — et il n'y a plus de lien nécessaire, malgré le souvenir historique récent qui s'attache, à mi-chemin, au cap Trafalgar, entre le détroit et le port de Cadix.

Il en était autrement dans l'Antiquité : Gadès, que ce fût à l'époque punique ou à l'époque romaine, ne faisait qu'un avec le passage, qui souvent portait son nom : car, si le nom mythologique du Détroit était les « Colonnes d'Héraklès », le nom géographique courant était « le détroit de Gadès », *fretum Gaditanum*, la « porte Gadirite » ; et le nom de « mer gaditaine » s'appliquait, dès la sortie du passage, aux surfaces de l'Océan dans lesquelles les marins sortant de la Méditerranée croyaient apercevoir des périls inconnus.

À l'époque antique, le Détroit proprement dit n'offrant aucun bon relais aux navigateurs — ni la ville phénicienne, puis romaine, de *Tingis* sur la côte maurétanienne, ni la colonie latine de *Carteia* (Algésiras) sur la côte espagnole, depuis l'époque de Scipion, n'étaient de vrais « ports » — c'est Gadès, malgré la distance, qui en était le portier vigilant, jouant à la fois les deux rôles que se partagent, à l'époque moderne, l'espagnole Cadix et l'anglaise Gibraltar.

Au reste, l'examen attentif des légendes antiques qui se fixèrent autour du Passage maritime montre qu'entre le Détroit lui-même et Gadès, la confusion fut longue et multiple. Nous nous contenterons de relever ces quelques traits : tout d'abord, qu'étaient exactement les « Colonnes d'Hercule » ? Deux « piliers du ciel », deux « piliers du Couchant » dressés face à face à l'entrée du Détroit, l'*Abila* africaine et la *Kalpè* européenne du poème géographique d'Avienus (qui résume à la fin de l'Empire romain, comme on sait, de très anciens périples de l'Atlantique, périples punique d'Himilcon, périples grecs d'avant Pythéas, etc.) ; c'est-à-dire, s'il faut en croire les identifications ingénieuses de Victor Bérard, d'un côté le Mont aux Singes de la côte rifaine, de l'autre le « Penhasco » britannique ? Ou deux flots dans le Détroit ? Mais certains auteurs anciens, comme Strabon, se sont demandé s'il ne fallait pas plutôt chercher les Colonnes à Gadès : juste-

« Le mois de juin 323 retarda peut-être de deux siècles la ruine de Carthage » (GSELL, *op. cit.*, III, p. 189). Le destin de Gadès aussi put s'en trouver indirectement modifié.

ment, il y avait là un sanctuaire fameux d'Hercule — en fait, le Melqart tyrien — et, dans ce sanctuaire, de curieuses « stèles », couvertes d'inscriptions... Confusion naïve, sans doute, car le sens métaphorique des « Colonnes d'Hercule » à l'époque classique n'est pas douteux ; mais les stèles de Gadès avaient aussi leur sens, et leur gloire, dont le principe ne pourrait se découvrir que dans un grand sanctuaire d'Orient, comme celui de Tyr. D'autre part, un transfert, un « recul » semblable au delà du Passage, plus loin vers l'Occident, vers ce que Pomponius Mela déjà, au temps de Claude, nomme l'*aequor Atlanticum*, s'observe pour d'autres légendes qui durent être d'abord localisées près des Colonnes : celle d'*Atlas*, le géant mythologique dont le nom finit par s'appliquer à la chaîne montagneuse dominant la Maurétanie ; celle de sa fille *Hespérís* et celle des *Hespérides*, dont le merveilleux jardin aux fruits d'or, symbole des richesses du Couchant et du monde des Morts, fut cherché parfois dans la fertile plaine andalouse, en arrière de Gadès (les Hespérides semblent figurer, près d'*Hercules Gaditanus*, sur des monnaies des Antonins dont on parlera plus loin), d'autres fois dans l'archipel au large de la côte africaine, les Canaries (ou à Madère), les « Iles Fortunées » des légendes gréco-romaines. C'est encore au voisinage de Gadès, dans la basse Bétique sans doute, qu'il faut chercher l'île *Erythia* et les troupeaux fabuleux de Géryon¹ ; et, comme nous le verrons, c'est à partir de Gadès, à travers l'Espagne et la Gaule méditerranéennes, que passe le chemin mythologique de l'*Hercules Conditor*, le fondateur de l'*Ara Maxima* de Rome après le meurtre du géant Cacus sur l'Aventin et la purification des lieux. Gadès, on le voit, a été le berceau, le refuge ou le point de rencontre de tout un faisceau de thèmes mythologiques ; mais ce faisceau est homogène : il est *héracléen*, c'est-à-dire qu'il est dominé par la grande figure divine d'Hercule. Il ne paraît pas douteux qu'un pareil rendez-vous de légendes s'explique avant tout par la rencontre, dans les eaux du Détroit et de Gadès, du culte positif du Melqart phénicien de Tyr avec les mythes helléniques de la Découverte du Couchant ; ni non plus que ceux-ci n'aient subi l'influence de ce grand culte sémitique. Le Melqart originel des Gaditains devait être semblable à celui de la métropole, qui pratiquement nous est connu surtout à travers celui de Carthage ; lequel devint, s'il ne l'était dès l'origine, un dieu brutal de la conquête ou de l'expansion. Mais il est probable aussi qu'à Gadès, plus encore qu'en Méditerranée, il accusa, devant l'immense Océan, son aspect de dieu maritime : *Poseidon* des Grecs autant qu'Héraklès, et plus exactement

1. Cf. THOUVENOT, *op. cit.*, p. 58-59.

encore de ce maître magique de la coquille de pourpre dont les Grecs ont sans doute fait Mélikertès, et les Romains Fortunus (μελίκερτα, chez Aristote, désigne le frai du coquillage de pourpre, et seule sans doute l'ingéniosité des Grecs a retrouvé en ce vieux mot des marins méditerranéens leur nom du miel, sous le prétexte que ce frai a l'apparence de cellules d'abeilles¹). En tout cas, une confusion de plus en plus complète s'établit au cours des siècles entre ce Melqart phénicien et l'Héraclès de la « Koinè » mythologique des Grecs : on en saisit le résultat, quelques dizaines d'années avant notre ère, dans les récits composites d'un Diodore de Sicile². Incorporé alors à l'Empire romain, le sanctuaire d'*Hercules Gaditanus* était devenu l'un des temples mondiaux d'une religion universelle³; c'est à ce moment que nous y surprendrons, rêvant d'Alexandre, de l'Inde et de l'empire mondial, un César et peut-être un Trajan. Même alors, pourtant, le temple, par les détails de son architecture — très reconnaissable sur des revers monétaires d'Hadrien — et, semble-t-il, dans son rituel même, continuait de garder son caractère sémitique⁴. De fait, il avait été, dans toute la force du terme, une filiale du sanctuaire de Tyr, au moins jusqu'au jour où l'*Héraclide* Alexandre s'était imposé à celui-ci avec la violence sacrilège du conquérant (332 av. J.-C.).

Il y avait alors huit siècles environ que l'*Hercules Gaditanus* montait, à quelques milles de la ville, la garde de l'Océan, en avant de ses Colonnnes. Quelques auteurs modernes, comme Victor Bérard, ont admis, en interprétant Strabon⁵, qu'avant de se fixer à Gadès même

1. Voir, sur ce problème de symbolique marine, nos *Huit recherches sur les origines italiennes et romaines*. Paris, 1950, p. 108. — Faut-il supposer que le culte gaditain avait posé une équivalence entre l'élaboration de la pourpre dans la coquille-murex, chère aux Tyriens, et celle d'une sève rouge — μιλτώδες ὑγρόν (Strab., III, 175) — dans les racines d'un arbre rare admiré là par Poséidonios? — Assurément, l'arbre des Hespérides, figuré sur une monnaie d'Hadrien, avait valeur magique.

2. Diod., IV, 8 et suiv. C'est à l'époque hellénistique qu'ont été définitivement constitués les itinéraires mythologiques d'Héraclès et aussi de Dionysos; et il paraît probable que la marche triomphale vers l'Orient et l'Inde prêtée à ces dieux, au second surtout, est en partie une transposition de la conquête historique d'Alexandre.

3. Nous savons par le *Digeste*, XXII, 6 (Ulpien), qu'*Hercules Gaditanus* était, sous l'empire, au nombre des huit titulaires de sanctuaires auxquels il était permis de léguer des héritages.

4. Cf. Silius Italicus, III, v. 17-31; Gsell, *op. cit.*, IV (1920), qui insiste sur l'identité du Melqart de Carthage avec celui de Gadès, a noté spécialement, p. 239, dans le culte de celui-ci, de curieux éléments d'apparence égyptienne; ils ont pu contribuer, pensons-nous, à rendre l'*Hercules Gaditanus* à demi populaire à Alexandrie, comme on doit le déduire, sous Trajan, de sa présence sur des monnaies de cette ville, qui seront évoquées ci-dessous.

5. Strab., III, 168-175, avance que les Phéniciens auraient tenté trois fois leur fondation, la première dans la région de Motril (?), la seconde dans celle de Huelva, la troisième enfin à Cadix. Sur les résultats des fouilles faites à Cadix, cf. Trouvenot, *op. cit.*, p. 55 et suiv.;

la factorerie des Phéniciens avait été établie quelque temps dans le Détroit proprement dit (dans l'île *Perejil*, le long de la côte du Rif?); et, de ce souvenir phénicien, les Grecs, comme en d'autres épisodes de leur Odyssée, eussent tiré la fable de la nymphe *Calypsô* — au sens premier du mot, la « Cachette ». De cette Cachette, de ce premier « magasin » furtif, les marchands phéniciens, plus tard, seraient sortis pour s'installer plus près des richesses de Tartessos, préalablement reconnues. D'autres ont imaginé, sans preuves très sérieuses, une Gadès prétyrienne, antérieure au dernier siècle du II^e millénaire. Le fait possible, *a priori*, c'est que les premiers Sémites ont rôdé quelque temps dans ces parages avant de choisir leur établissement définitif; ceci dit, leur choix s'explique de lui-même, et il ne pouvait tarder beaucoup : outre ses avantages propres — archipel et baie, sources d'eau potable, etc. — le site de Gadès offrait ce triple intérêt d'être encore assez proche du Passage pour le bien contrôler, assez près des richesses de Tartessos pour les exploiter ou les confisquer, enfin dans une situation idéale pour explorer à la fois, au nord, au delà du littoral ibérique, la « route de l'étain », au sud les richesses plus incertaines de la Maurétanie et de l'Afrique occidentale jusqu'à la Guinée. Telle est, en effet, la triple tâche que les marins de Gadès ont remplie dans l'histoire antique.

II. — LES MARINS ET LES NAVIRES DE GADÈS DANS L'ATLANTIQUE; LA ROUTE DE L'ÉTAİN; LA ROUTE CIRCUMAFRICAINNE DE L'INDE? LES ARCHIPELS ATLANTIQUES

*Nos manet Oceanus circumvagus : arva, beata
petimus arva, divites et insulas...*

(HORACE, *Épode XV.*)

Aux beaux temps de l'Empire romain, lorsque la paix impériale fait circuler les hommes et les choses d'un bout à l'autre du monde méditerranéen, Gadès est surtout connue des délicats de Rome pour ses vins (comp. aujourd'hui les crus andalous de Xérès, sur le continent) et pour ses filles aux danses lascives, accompagnées de castagnettes : *puellae Gaditanae*¹. A cette époque, un commerce actif se fait, par

rappelons, toutefois, que M. Bosch-Gimpera propose de faire descendre au VIII^e siècle la constitution de la colonie phénicienne proprement dite.

1. Cf. Martial, V, 78; JUVÉNAL, *Sat.*, XI, v. 162 et suiv. :

*Forcitan expectes ut Gaditana canoro
incipiant prurire choro plausuque probatae
ad terram tremulo descendant cunctae puellae...*

Cf. J. CARCOPINO, *La vie quotidienne à Rome à l'apogée de l'Empire*. Paris, 1939, p. 312. — Sur

mer, entre Gadès et Ostie, le port de Rome (par Carthagène, Tarragone, etc.), route doublée, sur le continent, par cette remarquable *via* allant en Italie (*Augusta*, puis *Domitia*) à travers les Pyrénées, le Rhône et les Alpes, dont les gobelets de Vicarello dénombrent minutieusement les étapes. Gadès était toujours un port important, mais l'orientation générale du monde romain l'avait en quelque sorte ramenée vers la Méditerranée ; dans l'Atlantique dont les côtes, en Europe et en Afrique maurétanienne, étaient tombées sous la domination de Rome (*qua cingit* — ou *includit* — *Oceanus a Gadibus ad ostium Albis fluminis* : c'est ainsi qu'Auguste, dans ses *Res gestae*, limite les provinces des Espagne, des Gaules, et aussi la Germanie, telles qu'il les a « pacifiées »), Gadès maintenant partageait son ancien monopole avec tous les commerçants de l'Empire romain, parmi lesquels assurément il y avait toujours plus de Grecs, de Syriens, d'Italiens du Sud que de Romains proprement dits. Et, du reste, dans la mesure où l'on recherchait encore avec autant d'ardeur les produits du Nord, l'étain des Cassitérides, l'ambre d'Héligoland ou des rivages de la Baltique, le monde romain disposait pour ce commerce de quelques routes continentales (« isthme » de Gaule entre l'Océan ou la Manche et la Méditerranée ; route de la Haute-Italie à la Baltique par les camps du Danube et le seuil de Moravie, etc.). Ces conditions nouvelles, et en général l'affaiblissement de l'instinct de recherche et de la simple curiosité scientifique qui partout accompagne la conquête romaine, avant tout « routière » et terrienne, ont sans doute considérablement réduit, du ^{II}^e siècle av. J.-C. aux ^{III}^e-^{IV}^e siècles de notre ère, la portée et l'intérêt des navigations gaditaines. Elles se limitèrent de plus en plus à l'exploitation des ressources poissonnières des eaux voisines (*mare Gaditanum* : bandes de thons assez denses, à l'époque moderne encore), et aux profits du cabotage le long des côtes de la Maurétanie. Les richesses minières de la Bétique s'écoulaient pour la plupart vers Rome par Carthagène. Pourtant, Gadès restait une ville d'« armateurs » ; et il n'est guère douteux que, comme à Carthage, les entreprises maritimes continuaient d'y faire la fortune et le prestige de la nombreuse aristocratie locale : ces « chevaliers » gaditains (*equites Gaditani*), riches, entreprenants et cultivés, parmi lesquels, au dernier siècle de la République, Pompée et César successivement distinguent et comblent de

le commerce et les produits de Gadès dans l'Empire romain, voir le livre de M. P. CHARLES-WORTH, *Les routes et le trafic commercial dans l'Empire romain* (version française d'après l'anglais), 1938, p. 147-148, 150, etc. : « Le port de Gadès était... le centre d'un trafic important avec les ports italiens, surtout Ostie et Puteoli. »

faveurs le curieux personnage de Cornelius Balbus¹. Mais la fortune de ces gros bourgeois gaditains du dernier siècle avant notre ère, *Merchant Adventurers* de l'Antiquité, repose vraisemblablement sur plusieurs siècles antérieurs d'entreprises profitables. En fait, la grande époque des marins de Gadès va jusqu'au temps du grand essor de Carthage (vi^e-iv^e siècles); à partir de ce temps, la grande cité africaine, d'accord avec Gadès pour fermer l'Atlantique — et même la mer des Baléares — aux Grecs Phocéens, menaçait en même temps de se substituer à elle pour exploiter les routes commerciales du Nord et du Sud : Himilcon et Hannon, les deux capitaines carthaginois, ont dû l'un et l'autre prendre relais à Gadès; à beaucoup d'égards, on peut considérer que leur expédition, à l'un vers les Iles Britanniques, à l'autre vers la Guinée, est partie de ce port; il est probable aussi qu'elle y prit les pilotes et les informations nécessaires. Ainsi devait faire aussi, vers la fin du iv^e siècle, le Grec massaliote Pythéas. Mais, en toutes ces expéditions, Gadès n'apparaît que comme auxiliaire et subordonnée. Au iv^e siècle, le voyage déjà mentionné de Pythéas, si effectivement, comme il est probable, il passa par Gadès, suppose une détente dans les relations entre Sémites et Grecs au sujet de la navigation dans l'Atlantique. Au iii^e siècle, sous la courte mais forte domination des Barcides en Espagne, Gadès revient au premier plan de l'histoire, puisqu'elle voit passer, à peu d'années de distance, Hamilcar, Hasdrubal, Hannibal, puis le premier vainqueur romain, Scipion; mais elle retombe aussi sous le contrôle étranger. Satisfaite d'échapper à Carthage, elle se donne facilement aux Romains, en 206 av. J.-C.; et, pendant près de deux siècles, visitée et honorée par les préteurs d'Espagne Ulérieure, disputée au cours des guerres civiles (cf. le passage de César en 49 et en 45), se romanisant lentement, elle continue apparemment de se livrer aux entreprises maritimes dans l'Atlantique, aux recherches le long de la côte africaine. Car c'est ce que suppose, au minimum, l'aventure d'Eudoxe de Cyzique à la fin du ii^e siècle, telle qu'elle est contée par Strabon d'après le récit encore tout récent de Poseidonios².

1. On sait que P. Cornelius Balbus, client de Pompée, défendu en un procès par Cicéron, devait être par la suite un intime auxiliaire du dictateur César : cas remarquable de ces larges clientèles espagnoles de Pompée, dont une partie se rallia à César avant Munda, tandis que les autres attendirent l'érection des autels de Rome et d'Auguste pour manifester leur dévouement, désormais très sûr, à la maison impériale. — Sur ce Balbus, cf. THOUVENOT, *op. cit.*, p. 216-218; il avait fait construire tout un nouveau quartier dans l'île de Gadès, des arsenaux sur la terre ferme (STRAB., III, v, 3). Au i^{er} siècle de notre ère, Gadès donne à Rome l'écrivain agricole Columelle.

2. STRAB., II, 98-102. Pour toute cette partie de notre étude, voir les ouvrages récents sur

Citoyen de l'importante ville de la Propontide (mer de Marmara), avide à la fois de science, d'aventures et de lucre, Eudoxe, vers 120-110 av. J.-C., avait fréquenté la cour des Lagides, à Cyrène et à Alexandrie, et voyagé par la mer Rouge vers l'Inde ; route maritime connue, bien fréquentée depuis Alexandre et Néarque, mais sur laquelle le fisc des Ptolémées prélevait des taxes décourageantes. De l'Inde, Eudoxe avait été un jour poussé par une mousson jusqu'aux côtes de l'Afrique orientale (entre Zanzibar et le cap Guardafui) ; il trouva là, en même temps que de curieuses peuplades indigènes, un morceau de proue, de bois, orné d'un dessin de cheval. Revenu à Alexandrie, il se fit expliquer par les capitaines qui trafiquaient en ce port que la proue devait appartenir à un navire de Gadès — un navire médiocre, du type employé par les Gaditains pour la pêche le long de la Maurétanie, jusqu'à Lixos ; apparemment, il s'agissait d'un de ces bateaux de pêche qui, s'étant perdu au sud de Lixos, avait été poussé par les courants ou les vents, d'ouest en est croyait-on, le long des côtes d'Afrique, jusqu'au point où Eudoxe l'avait rencontré... Et Eudoxe d'apercevoir aussitôt la double possibilité, à la fois d'éviter les douanes et les tracasseries des Lagides et de trouver, de la Méditerranée à l'Inde, une route maritime le long de l'Afrique — car nul alors ou presque ne doutait que ce continent des « Éthiopiens » ne s'arrêtât vers la ligne de l'Équateur et ne présentât vers le sud un long rivage presque rectiligne. Vrai précurseur de Vasco de Gama, Eudoxe décida donc de gagner Gadès, et de là, ayant soigneusement préparé son vaisseau, ses chaloupes, recueilli des renseignements, il mit le cap « vers l'Inde », à quelque distance des côtes africaines. Cette première expédition tourna court : le navire s'échoua, au sud du Maroc semble-t-il, et Eudoxe, ayant eu l'idée d'aller trouver le roi de Maurétanie, l'historique Bocchus (nous sommes à peu près au temps de la guerre de Jugurtha), reçut le pire accueil et ne regagna Gadès qu'avec peine. Il s'embarqua une seconde fois, emmenant avec lui « des musiciens et des filles » — peut-être déjà les ballerines légères de Gadès ! — pour son divertissement et pour celui des princes de l'Inde qu'il prétendait visiter ; et de ce second voyage il ne revint jamais.

Nous aurons tout à l'heure à revenir sur la tentative d'Eudoxe, qui

l'histoire des découvertes maritimes : notamment M. CARY et E. WARMINGTON, *Les explorateurs de l'Antiquité*. Paris (Payot), 1932, p. 46-82 et p. 140 et suiv. ; Orjan OLSEN, *La conquête de la terre*. Paris (Payot), 1933, I, p. 44-50 ; R. HENNIG, *Terras Incognitas*, I (1936). Leyde, *passim* : ce dernier auteur a probablement tort de supposer (p. 126-127), contre les affirmations positives des Anciens, que Pythéas ait gagné la Manche directement à travers la Gaule ; son passage à Gadès, au début de son périple, était à la fois naturel et indispensable.

doit être authentique pour le fond, à propos des navigations gaditaines le long de l'Afrique ; car Eudoxe a cherché à suivre et *dépasser* la route africaine des marins de Gadès, comme Pythéas avait suivi et dépassé leur route des mers du Nord ; et son séjour en ce port a la même valeur d'un hommage aux devanciers, aux pionniers nécessaires. Mais nous voulons d'abord ici retenir ce détail positif : les navires de Gadès étaient connus à Alexandrie. Il est probable qu'ils y fréquentaient régulièrement depuis que cette ville existait auprès du Delta, ayant remplacé la ligne Gadès-Tyr qui, pendant des siècles, les avait reliés à leur métropole phénicienne, par la ligne Gadès-Alexandrie (comparer le rôle qu'ont aujourd'hui Beyrouth ou Alexandrie pour nos paquebots de Marseille)¹. Et le fret ne devait pas leur manquer, les épices, aromates, soieries et autres produits de l'Orient prenant au retour, sur leurs bateaux, la place occupée à l'aller par le métal, les poissons ou les vins. Comme il est naturel, ces Sémites de Gadès, qu'un destin paradoxal transforma en portiers de l'Atlantique et fit vivre dans l'atmosphère humide et fraîche des embruns de l'Océan, avaient conservé le sens et le goût de leurs origines méditerranéennes. C'étaient des Orientaux ; tout orientale devait être, à l'époque romaine encore, l'opulence de leurs « chevaliers » ; orientales aussi, sans doute, les danses sensuelles de leurs filles. La civilisation phénicienne, ayant recouvert de sa frange l'extrémité méridionale de l'Espagne et l'extrémité occidentale de l'Afrique, en fit pour quelques siècles d'étranges provinces de l'« Orient », à peu près de la même façon que l'invasion arabe devait faire plus tard, en Andalousie et au Maghreb, lorsque Cordoue devint une « Bagdad d'Occident ». Et combien de sujets d'orientalisme en effet, au siècle dernier, ont été puisés en fait dans ce même pays andalou par nos poètes ou nos peintres !

Mais dans l'ensemble, acceptant résolument les conséquences et les responsabilités de leur situation géographique, les marins gaditains se sont faits avant tout les pionniers et les rouliers de l'Atlantique : au nord vers les pays de l'étain, au sud le long du continent africain ; non sans que parfois, les vents les poussant, ils n'aient touché les archipels du Moyen-Atlantique : Canaries ou « Iles Fortunées », Madère sans doute, peut-être, à l'extrême rigueur, les Açores ? — A plusieurs reprises, probablement, ces navigateurs audacieux ont amorcé les

1. La ligne Gadès-Alexandrie devait être pratiquée dès la fin du III^e siècle av. J.-C., et la ligne Gadès-Pouzsoles (variante : Gadès-Ostie) se développer seulement à partir du dernier siècle av. J.-C. — On a rappelé plus haut que des traits égyptiens se rencontraient curieusement dans le culte du Melqart gaditain, et que Trajan fera graver son image sur des monnaies d'Alexandrie.

routes de Christophe Colomb et de Cabral. La discrétion rigoureuse qu'ils s'imposèrent pour garder le monopole de leurs routes maritimes, allant jusqu'à couler, nous dit-on, ceux de leurs navires qu'un navire étranger paraissait suivre, voire à récompenser publiquement le capitaine à son retour¹, a parfois engagé les modernes à leur prêter les découvertes avec trop de générosité; en fait, les Gaditains avaient leurs limites — celles de la technique navale de leur temps, celles aussi de leur intérêt pratique. Leur recherche était très active et ingénieuse, mais tout porte à croire qu'elle restait mercantile, ne tendant réellement qu'au trafic de profit immédiat. Or, une découverte géographique, au sens plein du mot, doit comporter à la fois une identification de caractère scientifique et une exploitation pratique, une intégration dans le monde déjà connu et habité. Si d'aventure quelque marin gaditain, tandis qu'il cherchait à doubler l'Afrique, avait été entraîné par les vents jusqu'aux rivages du Brésil, nul sans doute ne l'eût jamais su à Gadès, car le retour eût été à peu près impossible; en tout cas, il n'en fût alors résulté aucune découverte vraiment identifiable et exploitable². Contentons-nous donc des explorations qui peuvent être portées au compte de Gadès avec certitude, et qui eurent un lendemain.

Pour leurs navigations atlantiques, en général, les marins gaditains se heurtaient à des difficultés particulières. Chacun sait que la navigation en Atlantique présente des données techniques un peu différentes de celles de la navigation en Méditerranée; et qu'à l'époque moderne encore, jusqu'à l'ère des bateaux à vapeur, des différences sensibles de construction, de voilure et de « silhouette », opposèrent les galères françaises ou anglaises de Méditerranée aux frégates et vaisseaux des flottes de l'Atlantique³. Venus du fond de la Méditerranée, avec l'ou-

1. Le cas est raconté par STRABON, III, § 175-176, apparemment d'après POSEIDONIOS : « Au début, les Phéniciens exerçaient seuls ce commerce (de l'étain), tenant bien cachée à tous la route qu'ils suivaient pour s'y rendre depuis Gadès. Lorsque les Romains, afin de découvrir leurs marchés, suivirent un de leurs bateaux, son capitaine l'échoua délibérément sur un banc de sable. Ayant ainsi attiré ses poursuivants vers la destruction qu'il risquait lui-même, il put sauver sa propre vie et reçut publiquement en récompense la valeur du chargement qu'il avait sacrifié... » — WARMINGTON et CARY, *op. cit.*, p. 300, en rapportant cette anecdote, supposent qu'antérieurement à la *pax Romana* les Carthaginois (entendez ici : les Gaditains) n'invitaient pas aussi discrètement les intrus à se perdre, mais qu'ils les pendaient ou les noyaient sans cérémonie, comme il arriva que fissent les Espagnols et les Portugais.

2. La découverte sur laquelle s'était fondé Eudoxe — une proue gaditaine sur la côte d'Afrique érythréenne — devait avoir son pendant au temps de Juba II, lequel, d'après PLINE, *N. H.*, II, 168, sous César encore, pour lequel il composait son ouvrage sur l'Arabie, aurait entendu parler (cf. GSELL, *Hist. anc. Afr. Nord*, VIII, p. 259) de *signa navium ex Hispaniensibus naufragis... agnita*.

3. Cf. commandant LEFÈVRE DES NOËTTES, *De la Marine antique à la Marine moderne : la révolution du gouvernail*. Paris, 1935; sur la marine des Phéniciens, p. 24-33.

tillage maritime remarquable certes, mais spécifiquement méditerranéen des Phéniciens, comment les Gaditains affrontèrent-ils les nouveaux problèmes de l'Océan? — On ne voit pas qu'ils aient perfectionné les instruments de bord, les moyens astronomiques de mesurer les routes de mer; à cet égard, la supériorité d'un Grec comme Pythéas, savant autant que chercheur d'aventures, demeure significative. Mais il est *a priori* vraisemblable qu'ils surent adopter leurs constructions navales aux exigences de l'Océan : coque, ponts et voilure; et que leur expérience compta plus tard, avant celle que César tira de sa lutte contre les Vénètes d'Armorique, pour former chez les Romains le dessin de leur flotte de la Manche et des côtes de Germanie, qui d'ailleurs devait rester médiocre. Les détails de l'histoire d'Eudoxe de Cyzique suggèrent, en effet, qu'il y avait des types variés, et bien définis, de bateaux gaditains, suivant leurs différents usages. Et les arrêts initiaux d'un Himilcon et d'un Pythéas comme d'un Eudoxe dans le port de Gadès s'expliquent apparemment par leur besoin d'y prendre, non seulement des informations et des guides, mais aussi des conseils pratiques et des instruments nautiques. De toute façon, et dans leurs plus grandes audaces, comme à peu près tous les navigateurs anciens, les marins gaditains ne recouraient qu'exceptionnellement à la traversée en droite ligne par le large (par exemple de la pointe nord-ouest de l'Espagne directement à la Bretagne) et préféraient la navigation le long des côtes, une sorte de cabotage entendu au sens large. C'est ainsi qu'au nord comme au sud ils ont jalonné leurs routes.

Au nord, l'appât essentiel était l'étain, dont Tartessos avait fait l'entrepôt auprès de ses propres trésors miniers, et sans doute, avant de succomber, avait appris le chemin à ces Phéniciens. Étain et ambre ont été, on le sait, pendant de longs siècles de la préhistoire déjà, les deux richesses des peuples obscurs du Septentrion, convoitées par tous les peuples du Midi. On en a trafiqué dans les mers du Nord et la Baltique, en des opérations de troc aventureuses et incertaines, bien avant qu'Himilcon et Pythéas vinssent reconnaître les pays d'origine pour le compte des Méditerranéens. Où étaient ces îles *Cassitérides* des Grecs, les îles de l'étain? Était-ce le petit archipel des Sorlingues (Scilly), au sud-ouest de la presqu'île de Cornouailles? ou la Cornouailles elle-même? ou des îles de l'Armorique même? — Le fait certain est qu'au I^{er} millénaire av. J.-C., il y avait déjà des intermédiaires sur la route entre Gadès et la matière première; en particulier, dans la seconde moitié de ce millénaire, en Gaule, la thalassocratie des Celtes vénètes, que César devait rencontrer et détruire entre l'embouchure de la Loire et le Finistère, se fondait certainement en partie sur ce fructueux tra-

se¹. Jusqu'au pays des *Æstrymini*, c'est-à-dire jusqu'à l'île bretonne d'Ouessant, Pythéas a dû se contenter de suivre la route gaditane, en longeant probablement les côtes du golfe de Biscaye ; mais ensuite il paraît bien l'avoir dépassée ; car il est probable que les Gaditains ont connu, au moins superficiellement, l'existence de l'Hibernie — l'Irlande — et de l'île principale d'Albion (Grande-Bretagne), mais il n'y a aucun indice, aucune vraisemblance de leur passage dans le Pas-de-Calais, ni, *a fortiori*, en pleine mer du Nord.

On peut s'étonner que cette route maritime n'ait point développé dès l'époque antique, sur la côte atlantique de l'Espagne, et du Portugal d'aujourd'hui, quelques ports importants. En fait, il n'en fut rien, et, en dehors de la colonie latine de Lisbonne — *Olisipo* — dont l'essor maritime demeure bien obscur pour cette époque, les provinces atlantiques d'Espagne Citérieure et de Lusitanie devaient rester jusqu'à la fin de l'Empire romain singulièrement effacées ; sans doute, les côtes du golfe cantabrique se contentèrent-elles des ressources locales de la pêche². Gadès fut, pratiquement, le seul grand port de l'Empire romain sur l'Atlantique ; ni les ports fluviaux de la Gaule atlantique, comme Bordeaux (*Burdigala*) et le *Corbilo* de l'estuaire de la Loire, ni les ports de la Manche comme Boulogne, malgré l'importance que leur donnent les relations avec la province de Bretagne, ne se peuvent sérieusement comparer à Gadès pour le trafic et l'importance. Des centres de civilisation romaine purent s'y épanouir, celui de Bordeaux particulièrement brillant ; mais il n'en sortit, à notre connaissance, aucune grande école de marins, aucune poussée d'exploration atlantique. Le temps, d'ailleurs, en était passé ; à l'époque romaine, et surtout depuis Claude, ces côtes de la Gaule participent à un trafic plus ou moins actif avec la Bretagne (l'Angleterre romaine). L'ère de l'étain finit ; plus encore, et pour de longs siècles, l'ère des véritables curiosités géographiques.

1. Le premier Romain qui aborda au marché de l'étain semble avoir été Publius Crassus, qui y fut conduit apparemment par la conséquence de sa guerre contre les Vénètes, comme l'ignora César : cf. STRAB., *loc. cit.* : « Les Romains continuèrent d'espionner jusqu'à ce qu'ils eussent découvert cette route ; et, plus tard, lorsque P. Crassus eut fait la traversée et se fut assuré que les mines s'étendaient près de la surface du sol et que les indigènes étaient pacifiques, il ouvrit largement cette mer à tous pour que chacun pût y travailler à volonté, quoique la distance fût plus grande que jusqu'en Bretagne (Angleterre)... » cf. le commentaire de WARMINGTON et CARY, *op. cit.*, p. 83, lesquels sont tentés d'attribuer ce voyage au P. Crassus qui gouverna l'Espagne en 96-93 av. J.-C., ce qui ferait de lui l'héritier direct des maîtres de Gadès ; il nous paraît pourtant plus probable que Strabon a pensé au vainqueur des Vénètes d'Armorique.

2. Faisons exception en faveur du *Portus Brigantinus* (= la Corogne), par lequel, au début de l'Empire, de l'étain britannique continuait d'entrer en Espagne.

Cette ère vécut plus longtemps pour les navigations vers le sud. Dès l'origine, nous l'avons dit, Gadès regarda l'Afrique, le littoral de l'actuel Maroc, au moins autant que les mers du Nord. De ce côté-là, une série de comptoirs phéniciens, de Tanger à son homonyme (?) Agadir, lui offraient autant de points d'appui pour une expansion vers le sud ; et ces points d'appui gardèrent une partie de leur valeur au temps même où le contrôle de Carthage s'étendit sur eux ; ils la recouvrent pleinement après la chute de la capitale punique et jusqu'à leur incorporation dans la Maurétanie Tingitane des Romains. A vrai dire, d'ailleurs, les principales de ces cités phéniciennes de la côte marocaine, comme Tanger et Lixos, gardèrent un statut spécial, qui leur valut d'être assez indépendants à l'égard du procurateur de Maurétanie et les rapprocha au contraire des cités de la province espagnole de Bétique. Les vieilles relations et affinités que la préhistoire et l'histoire révèlent entre l'Afrique du Nord et la péninsule ibérique en général, la pleine lumière historique les révèle entre Gadès et les colonies de l'Afrique occidentale ; encore qu'on ait pu dire que, dans le partage d'influence entre Gadès et Carthage, la première ait eu les colonies d'Espagne, la seconde celles d'Afrique, l'intérêt de Gadès pour les comptoirs de Maurétanie continue de se manifester bien au delà. Si le roi Juba II, qui règne paisiblement en Maurétanie pour le compte d'Auguste, vers le début de l'ère chrétienne, a été sufète (honoraire sans doute) à Gadès, c'est que la vieille cité entretenait avec lui d'excellents rapports. Précisément, Juba II, qui avait le goût de la science, a essayé de reprendre le long des côtes africaines les explorations des Gaditains et d'Eudoxe de Cyzique. Il s'est intéressé aux ressources des Iles Purpuraires — peut-être les îlots auprès de Mogador ; il a fait redécouvrir et dénombrer les Canaries¹. C'est la tâche même des Gaditains qu'il reprenait, probablement d'accord avec eux, et appuyé sur les résultats de leur long travail. Chaque fois que, dans l'Antiquité, une puissance politique s'est développée en ces parages, au sud de l'Espagne ou au Maroc, à plus forte raison à cheval sur l'une et l'autre, on constate que cette puissance essaie de prolonger la route maritime vers le sud. Notons aussi le cas de Sertorius : le chef romain insurgé, vers 80 av. J.-C., menacé de perdre l'Espagne, cherche aventure dans le Rif et rencontre des marins — des marins gaditains encore, comme on pou-

1. Cf. St. GSELL, *Hist. anc. Afr. Nord*, VIII, p. 254 et suiv. ; sur ces problèmes et sur le sens du Périple d'Hannon lui-même pour la géographie littorale de la Maurétanie, voir *Le Maroc antique* de J. CARCOPINO (1944), complété par l'article du même auteur dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire offerts à Charles Picard*, 1949, I, p. 132-141.

rait s'y attendre — qui lui vantent le paradis de leurs Iles Fortunées : Madère cette fois peut-être, plutôt que les Canaries¹.

Quelles étaient les richesses qui pouvaient attirer de ce côté les Gaditains, comme elles y poussèrent l'amiral carthaginois Hannon? — Les côtes de l'Afrique maurétanienne au sud d'Agadir étaient ce qu'elles sont encore aujourd'hui — les ports modernes du Maroc et quelques bases aériennes mises à part : ingrates, inhospitalières, dangereuses même; les populations rares et sauvages (il semble que les Canaries fussent alors désertes, n'ayant reçu que plusieurs siècles après leur peuplement de Guanches venus d'Afrique). Mais plus loin, à l'embouchure du fleuve *Chrétès*, probablement le Sénégal, l'on devait savoir, avant et après Hannon, que l'on pouvait trouver de l'or, l'or soudanais²; et plus loin encore, du côté de la Guinée, sans doute n'ignorait-on pas les ressources précieuses — ivoire, etc. — qui pouvaient racheter les épreuves et les terreurs d'une longue navigation. A ces convoitises mercantiles s'ajoutaient deux facteurs plus désintéressés : d'une part, les Anciens, depuis le vi^e siècle environ av. J.-C., étaient tentés de considérer le Sénégal, voire de moindres fleuves de la côte africaine, comme une « bouche » du Nil, en partie à cause de quelques ressemblances de flore et surtout de faune (crocodiles du Sénégal), et de reconnaître en ce pays une autre face de l'« Éthiopie », ce qui déjà piquait leur curiosité; d'autre part, la plupart, on l'a vu, partant de la même erreur sur le cours du Nil et l'unité du pays des Éthiopiens, croyaient que le continent africain se fermait au sud, à peu de distance de l'Équateur, et qu'ainsi la « circumnavigation » en devait être relativement facile. Il est possible que cette idée ait déjà guidé le Périple d'Hannon, qui ne put dépasser, au maximum, le golfe du Cameroun; il est certain qu'elle fut l'origine des deux tentatives d'Eudoxe de Cyzique et que Juba II y crut encore. Dès lors, en cas de succès, le périple africain devait donner un accès direct à la mer Érythrée, c'est-à-dire à l'océan

1. Cf. J. CARCOPINO, *La Rép. rom., César* (dans l'*Histoire générale* de G. Glotz), p. 501 : « Des matelots, récemment débarqués, les accueillent amicalement (Sertorius et les siens) et, peut-être pour s'en débarrasser, leur démontrent qu'avec un peu d'audace ils pourraient se réfugier aux lointaines « Iles Fortunées », où le climat est toujours égal, la brise d'une perpétuelle douceur, et la végétation inépuisable, vrai paradis terrestre dont les Grecs avaient connu l'existence, mais ignoré la route, jalousement tenue secrète par les Carthaginois, et qui, loin de flotter en dehors des limites du monde dans les rêves de la vie future, n'était, en réalité, distant de Gadès que de dix jours de navigation... » *Ibid.*, n. 77 : « Les Gaditains connaissaient surtout Madère, à laquelle, visiblement, se rapportent les chapitres de Diodore et Plutarque » (PLUT., *Sert.*, 8; SALL., *Hist.*, éd. Maurenbrecher, I, 100-103; DIOD., V, 19-20).

2. Sur le trafic ancien de cet or du Soudan et sur l'ensemble du périple de Hannon, voir le suggestif article de E.-F. GAUTIER dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, VII, 1935, p. 103-123.

Indien, au golfe Persique et à l'Inde elle-même, richesses à la fois fabuleuses et certaines. Le dégoût des tracasseries ptolémaïques et le désir d'une route maritime libre et intégrale jusqu'à l'Inde produisaient ainsi chez Eudoxe de Cyzique, un siècle avant notre ère, le plan même qui devait guider 1.600 ans tard Diaz et Vasco de Gama.

Mais est-il vrai, comme Eudoxe semble l'avoir cru, qu'un navire gaditain au moins, fût-ce par accident, ait jamais doublé le cap de Bonne-Espérance? — Il n'y a aucune raison décisive de l'admettre : d'abord parce que la trouvaille d'une proue certifiée gaditaine en Afrique orientale est susceptible d'autres explications plus simples (s'il s'agissait d'un bateau de tout petit tonnage, comme le suggère le récit, n'aurait-il pu passer de la Méditerranée à la mer Rouge par le canal du Nil, fréquenté par les Ptolémées?), et l'identification demeure naturellement problématique ; ensuite parce que, dans le cas d'un navire perdu — et Eudoxe, semble-t-il, n'admettait pas davantage — le régime défavorable des courants et des vents le long des côtes d'Afrique n'eût guère pu accomplir ce miracle de le transporter de la côte occidentale à la côte orientale. Au reste, nous devons raisonner pour la circumnavigation de l'Afrique comme pour l'éventuelle découverte des Açores, voire de l'Amérique : un navire perdu eût-il, sans le savoir, doublé le cap de Bonne-Espérance, les conséquences fussent probablement demeurées nulles pour de longs siècles. Pour que la route circumafricaine devint praticable, il fallait, d'une part, que l'expansion d'un même peuple — en l'espèce les Arabes — ait commencé de rapprocher les rivages de l'Afrique orientale de ceux de l'Inde, comme il en sera au temps de Gama et d'Albuquerque, entre divers sultanats, d'autre part que la navigation occidentale fût devenue assez maîtresse de la haute mer pour accomplir de longues traversées sans s'astreindre au cabotage. Malgré l'esprit d'aventure et l'énergie de ses marins, Gadès, pas plus que ses rivaux antiques, ne pouvait devancer tant de siècles.

Il lui reste la gloire d'avoir été la première et la plus ample exploratrice de l'Atlantique, avant le nouvel essor maritime des *xiv^e* et *xv^e* siècles, qui devait préparer les grandes découvertes de la fin du *xv^e*. Le rapprochement avec le rôle des « descobridores » ibériques — surtout portugais — s'impose d'autant plus que, selon certains historiens portugais récents, une politique systématique de « sigillo », c'est-à-dire de secret, aurait retardé de plusieurs générations, au *xv^e* siècle, la notification publique de découvertes déjà acquises¹ : ainsi les Gadi-

1. Cette théorie du « sigillo », contestée par certains, a été spécialement défendue au Portugal, depuis vingt-cinq ans, par les publications de M. Jaime Cortesão.

tains essayaient de tenir secrètes leurs routes, ou du moins de les peupler d'épouvantails à l'usage de rivaux possibles. Aussi, pour les Méditerranéens eux-mêmes, Gadès était parfois comme une cité fabuleuse. Comme l'a très justement montré Victor Bérard, l'image de Gadès, l'« île océane », transparait au fond du fameux récit platonicien sur l'Atlantide. Cette Atlantide, d'après Platon, avant de sombrer dans les flots, s'était dressée au delà des Colonnes d'Hercule, en face à la fois de l'Europe et de l'Afrique, une de ses extrémités vis-à-vis de la mer Gadirite ; et les deux premiers rois d'Atlantide, fils jumeaux de Poséidon et de la princesse Clitô, s'étaient appelés l'un *Atlas* et l'autre *Gadirès*... Dans la description même que Platon fait de la capitale mythique, de son port, de ses jardins, de ses canaux, Victor Bérard a cru retrouver, à côté d'images de pure fantaisie et de réminiscences de Babylone, des détails empruntés à l'histoire de Gadès¹. Nous avons déjà vu que le culte de son Héraklès-Melqart avait noué entre eux, sinon inventé pour la première fois, des mythes essentiels du Couchant, tels que celui des Hespérides et de leurs fruits d'or, et celui des troupeaux de Géryon(eus), mugissant dans l'île Erythia. Nous estimons que les mythes d'Atlas, quoiqu'ils aient fini géographiquement par se localiser du côté africain du Détroit, furent également modelés avant tout en cette ville et ce sanctuaire, plus proches alors peut-être de l'Andalousie que de la Maurétanie². En tout cas, il nous paraît presque assuré que ce fut là que, durant de longs siècles de l'Antiquité, s'élaborèrent lentement et définitivement les notions et le vocabulaire même du monde *atlantique*, et la première représentation approximativement scientifique que le Vieux Monde se soit faite du grand Océan³.

1. *Op. cit.*, p. 259 et suiv. Il nous paraît superflu de rappeler la vaste littérature que les modernes ont consacrée au « problème de l'Atlantide ». De ce que des géologues et des botanistes très sérieux ont reconnu comme plausible l'existence, bien des millénaires avant le début de l'ère historique, d'un continent atlantique dont les archipels des Açores, de Madère et des Canaries pourraient être les vestiges, il ne s'ensuit pas rigoureusement que le « mythe » platonicien, pareil à beaucoup d'autres mythes du philosophe (cf. P. M. SCHUHL, *La fabulation platonicienne*. Paris, 1947), ait eu dans sa pensée une base véritablement scientifique ou historique. Comme l'a noté V. Bérard, si l'histoire y est présente, c'est dans la mesure où Platon, écrivant au IV^e siècle, a pu transposer discrètement dans son récit (où Athènes dirige la coalition contre l'Atlantide), les gloires athéniennes des guerres médiques, voire de l'expédition de Sicile. Toutefois, justement les voyages et le long séjour de Platon en Sicile ont pu lui permettre de recueillir là des traditions intéressantes sur les pays de l'Extrême-Occident.

2. C'est un fait que la légende d'Antée (*Antaios*), le géant qui ne reprenait force qu'en touchant terre, s'est particulièrement localisée dans la région de Tanger. — Quant au nom de l'Andalousie, d'origine si obscure, suggérons à ceux que ne convainc pas l'explication par le séjour des Vandales (?) qu'il pourrait procéder d'une racine **and*, laquelle aurait eu un sens au pays de Tartessos, et eût rendu séduisante aux Grecs la transcription *ἄνδα*.

3. L'expression d'Ἀτλαντὶς θάλασσα apparaît déjà chez les Grecs — Aristote et Platon —

III. — GADÈS ET LE RÊVE INDIQUE : HÉRAKLÈS-MELQART ET ALEXANDRE¹

*ab India usque Gades*²...

A l'époque hellénistique et romaine, le nom de Gadès revient souvent, comme un repère géographique, pour désigner le point le plus occidental du monde connu ; c'est, en effet, le « Finisterre » du monde antique, au sens propre : *terrarum finis Gades*... dit le poète de la guerre d'Hannibal, Silius Italicus³ ; l'équivalent, vers le Couchant, de ce qu'était pour les Romains, vers le septentrion, l'*ultima Thule*, avec l'avantage d'une réalité tangible et incontestable. La valeur de ce repère était d'ailleurs double : car, si Gadès a marqué longtemps, dans la géographie d'Ératosthène qui donna ses cadres aux conquérants romains, le méridien le plus occidental de l'Oikoumène (en fait, pour Ptolémée qui compte à partir des Canaries, semble-t-il, la longitude 2° 15'), elle était d'autre part, dans le sens ouest-est, le point de départ occidental du grand parallèle médian, ou « diaphragme », sur lequel, de Gibraltar à l'Inde (mont Paropanis), les savants mesuraient la plus grande longueur de la terre habitée⁴.

Cette position lui valait l'intérêt, non seulement des poètes, mais de deux catégories de personnages parmi les Anciens : les savants et les conquérants.

Les savants venaient en ce bout du monde se livrer à des observations, en face de l'Océan, sur le mouvement des marées, chose neuve, on le sait, pour des Méditerranéens (Aviénus s'émerveille à ce propos de la puissance de la lune), sur les levers et les couchers du soleil. La nature et la tendance de ces observations devait certes être différente selon la représentation générale que les observateurs se faisaient de la terre : un Poseidônios, qui passa à Gadès dans la première moitié du

mais n'y est probablement pas encore un équivalent exact du mot Océan ; point de doute qu'elle ne se soit d'abord appliquée spécialement à la « mer gaditane ».

1. Nous résumons en ce chapitre l'étude spéciale que nous avons publiée dans les *Mélanges Radet* (Rev. Ét. anc. de 1939) sous le titre : *Hercule-Melqart, Alexandre et les Romains à Gadès*.

2. SOLIN, éd. Mommsen, 206.

3. XVII, v. 63 ; cf. JUVEN., X, 1-2 :

*Omnibus in terris, quae sunt a Gadibus usque
Auroram et Gangem...*

Il serait facile de multiplier les citations latines de même sens : p. ex. PLINE, *N. H.*, VI, 176 et 214.

4. Cf. A. BERTHELOT, *Les données... de la géographie antique d'Ératosthène à Ptolémée*, dans la Rev. arch., XXXVI, 1932, p. 11 et suiv.

dernier siècle av. J.-C., avait la supériorité de savoir, sans doute, comme on le sut quelque temps grâce à la science alexandrine, que la terre était sphérique : de sorte que, regardant l'Océan à Gadès, il dut être un des premiers à se représenter la route théorique qui, poussant droit vers le Couchant, devait rejoindre l'Inde. Astronomes et géographes hellénistiques étaient ainsi arrivés, pour un temps malheureusement trop court, à tracer le programme même de Christophe Colomb ; et c'est d'ailleurs en leurs remarques, à travers l'*Almageste* de Ptolémée et la compilation de Pierre d'Ailly au xv^e siècle, l'*Ymago Mundi*¹, que le Génois puiserait un jour la confiance étonnante de son premier voyage.

Nous savons qu'à quelques dizaines d'années de distance, deux des meilleurs esprits de l'Antiquité, deux Grecs ralliés à Rome et cherchant à expliquer son empire, s'arrêtèrent à Gadès, ville alliée, et s'y livrèrent à des observations savantes : l'historien Polybe y passa sans doute vers le temps de la troisième guerre punique, au moment où son protecteur et ami Scipion-Émilien, ayant détruit Carthage (146 av. J.-C.), lui confia une expédition de reconnaissance des anciennes colonies puniques le long de la côte d'Afrique. Remarquons au passage qu'il s'agit de la dernière tentative concrète de l'Antiquité — si l'on met à part le cas du roi Juba II — pour reprendre de ce côté les recherches des Sémites et des Grecs. Polybe n'alla pas loin, semble-t-il, et son séjour à Gadès fut peut-être l'épisode le plus fructueux de son expédition. Poseidonios, lui, le philosophe rhodien, continuateur de Polybe aussi sur le plan de l'histoire, se rendit là-bas à son compte, à ce qu'il semble, et, comme en ses voyages à travers la Celtique encore indépendante, ce fut la curiosité scientifique qui l'y mena. Nous savons par Strabon qu'il s'intéressa particulièrement — après Polybe — à l'examen des sources d'eau de Gadès, lesquelles présentaient la particularité de jaillir — eau douce — tout près du rivage de l'Océan : « Polybe décrit la source d'eau potable qui se trouve dans l'Hérakléion de Gadès... Poseidonios prétend que l'Hérakléion a deux sources, et la ville une troisième²... »

Le récit de Strabon suffit à montrer que, au moins pour une part importante, Polybe et Poseidonios surtout (celui-ci serait resté à Gadès trente jours !) avaient choisi pour lieu de leurs observations l'*Hérakléion*, et non la ville même, dont il était assez distant. Bâti sur une

1. Voir l'intéressante édition de cet ouvrage — de l'exemplaire même de Chr. Colomb, annoté par le navigateur — publiée par le Canadien Edmond Biron, *Ymago Mundi*, Paris, 1930 (introduction au t. I).

2. STRAB., III, 168-175.

langue de terre, ce sanctuaire était probablement, entre l'Océan et la baie, le lieu idéal pour observer la rencontre et les mouvements respectifs de la marée et de l'eau fluviale. Mais il s'imposait aussi par son prestige mondial, par la science confidentielle de ses prêtres et, semble-t-il, par un oracle réputé ; et nous allons y voir rêver, après les hommes de science, les hommes de guerre, les conquérants.

Par une anecdote rapportée à la fois par Suétone et par Dion Cassius, nous savons qu'au dernier siècle av. J.-C., il y avait dans l'Héracléion de Gadès une statue d'Alexandre : César passant là pendant sa questure en Espagne Ulérieure, en 68, l'aurait regardée, et il aurait pleuré à la pensée qu'à son âge (trente-trois ans environ) le Macédonien avait eu le temps de vivre, de conquérir et de mourir glorieux¹.

Dès ce temps, sans doute, c'est de conquêtes en Orient, d'un empire à la façon d'Alexandre, que rêvait la jeune ambition de César. Un siècle et demi après, il est curieux de voir le nom et les images de l'*Hercules Gaditanus* figurer sur les monnaies des empereurs Trajan et Hadrien — sans parler des monnaies d'Alexandrie où le même dieu apparaît vers 107 — au moment même où Rome fut plus près qu'à aucune autre époque d'étendre sa domination, après Alexandre, jusqu'au golfe Persique². L'Hercule de Gadès paraît avoir été un des patrons de Trajan dans son expédition contre les Parthes³. Il est bon aussi de se souvenir

1. Voir Suét., *Cæs.*, 7 ; Cass. Dio., XXXVII, 52, 3 ; Plut., *Cés.*, 11, 3 (celui-ci avec une confusion) ; cf. le commentaire de J. Carcopino, dans son étude sur la « royauté de César », *Points de vue sur l'impérialisme romain*, 1934, p. 109-110, et dans son *César* (coll. Glotz), p. 608. — Si l'on interprète rigoureusement les récits concordants de Suétone et de Dion Cassius, comme l'a fait J. Carcopino, il semble que dans le même Héracléion César ait alors demandé aux « prêtres » ou « devins » l'interprétation d'un « rêve incestueux » qui venait de le troubler : ceux-ci lui auraient prédit « l'empire de la terre »... L'anecdote, sans doute, ressemble à beaucoup d'historiettes antiques, qui paraissent parfois ne reposer que sur un thème de folklore. Il est pourtant intéressant de la rapprocher de l'oracle rendu par Delphes, au temps de Tarquin, au profit de Junius Brutus, où l'*osculum matri* est interprété religieusement comme un rite d'adoration de la terre et une promesse de puissance. N'est-ce pas le cas de rappeler le thème d'Antée, errant dans ces parages ? — Tout ce que nous savons du temple gaditain, des attributs de son dieu, de sa connexion avec Alexandre, rend plausible qu'une doctrine religieuse de ce sens s'y soit développée ; et nous croirions volontiers que les deux stèles dressées là avaient le caractère d'une sorte d'*omphalos* (le lien primitif d'Héraclès avec ce symbole n'a-t-il pas survécu dans le thème mythologique de ses relations avec la reine lydienne Omphale ?). — Ce serait en reconnaissance de cet épisode que César, vingt ans après, aurait conféré la pleine cité romaine à tous les Gaditains (Cass. Dio., XLI, 24, 2) ; notons encore qu'au cours de sa campagne d'Espagne contre les Pompéiens, César fit le geste de restituer à l'Héracléion de Gadès le trésor qui en avait été retiré (*Bell. civ.*, II, 12-21). Son intérêt pour le sanctuaire est donc attesté avec insistance ; nous serions pourtant un peu surpris si cet habile clergé n'avait quelque temps spéculé sur Pompée, mais il sut se rallier avec éclat.

2. Voir surtout à ce sujet les descriptions et remarques de P. STRACK, *Untersuchungen zur röm. Reichsprägung*, I (Trajan), 1931, p. 95, 132, 197, 217, et II (Hadrien), 1933, p. 85-95.

3. Cf. J. GUEY, *Essai sur la guerre parthique de Trajan*, 1937, p. 18, 111 et 120.

que Trajan et Hadrien, l'un et l'autre originaires de cette région — la province de Bétique — et apparentés entre eux de quelque cousinage, devaient considérer Gadès un peu comme une patrie provinciale, et le grand dieu gaditain comme un patron quasi familial, *deus patrius*, comme Septime-Sévère, par exemple, au siècle suivant, allait faire, jusqu'en pleine Rome, de ses deux dieux de Leptis Magna : un Hercule et un Bacchus africains, d'ascendance également punique. Faut-il douter que, dans les voyages qu'ils firent en leur province natale, Trajan et Hadrien successivement n'aient visité et invoqué l'Hercule gaditain, et probablement tenu au fond du sanctuaire, avec quelque prêtre intelligent et politique, des conversations de même nature, aussi profitables à leur gouvernement religieux, que celle qu'à Paphos, en 69 de notre ère, le prêtre chypriote Sostratos avait accordée au jeune Titus, au moment où son père Vespasien s'approchait de l'Empire¹? Un secret religieux d'*imperium* semble avoir été réellement conservé là par cet antique clergé².

En remontant l'histoire au delà de César, sans doute est-il possible de retrouver la trace de ce secret, et les origines du lien qui se forma particulièrement, à Gadès, entre Héraklès-Melqart, Alexandre, et le rêve indique. Tout porte à croire que ce lien se noua à l'époque romaine, et que ce fut un Romain — un des *imperatores* qui passèrent en Espagne Ulérieure entre Scipion l'Africain (206) et César questeur (68) — qui

1. Tac., *Hist.*, II, 4 : « (Titus) de se per ambages interrogat caesis compluribus hostiis. Sostratus (sacerdotis id nomen erat) ubi laeta et congruentia exta magnisque consultis alicuius deam videt, pauca in praesens et solita respondens, *petito secreto futura aperit*. Titus aucto animo ad patrem pervectus suspensis provinciarum et exercituum mentibus ingens rerum fiducia accessit. »

2. Nous avons déjà suggéré (dans nos *Huit recherches...*, p. 103, n. 1, et 201, n. 2) que la politique religieuse des empereurs romains, souvent si originale, et si tenace au fond dans son progrès général au II^e siècle, reposait en partie sur de vrais « pactes » négociés par eux avec les clergés des principaux sanctuaires de l'Empire : quelques mois après que son fils, Titus, lui a rapporté les promesses de Paphos, ne voit-on pas Vespasien, durant l'hiver 69-70, s'appuyer habilement sur les prêtres du *Serapeum* d'Alexandrie, non seulement sans doute pour se faire agréer des Orientaux, mais pour impressionner certains milieux de Judée, au moment où il s'appête à y dénouer la guerre. Nous montrerons prochainement ce qu'a pu représenter cet épisode dans l'histoire mouvementée des relations de l'Empire romain avec Sérapis, et au lendemain des jours où une grande partie de l'Orient saluait religieusement en Néron un dieu de l'aurore, un nouveau Mithra. — L'*Hercules Gaditanus*, géographiquement occidental, continuait à beaucoup d'égards d'appartenir à cet Orient, et c'est à ce titre, croyons-nous, qu'il fut admis au II^e siècle à une semblable intimité avec les empereurs. — En fait, l'alliance de Jupiter Capitolin avec Sérapis, pratiquement négociée par Vespasien à Alexandrie au début de 70, et, à en juger par les monnaies frappées en cette ville (voir J. Vogt, *Die alex. Münzen*, p. 000), maintenue par Domitien, non sans une pointe contre les Juifs, a été quelque temps, pour cela même, difficile à avouer après 96. Tout se passe comme si l'Hercule de Gadès avait offert à Trajan et Hadrien un discret équivalent.

dressa dans l'Hérakléion, comme un symbole de conquête et d'empire universel plein de promesses divines pour Rome, l'image d'Alexandre. L'admiration croissante de ces *imperatores* pour la figure du Macédonien, l'« imitation » assidue à laquelle certains, comme le grand Pompée, se sont livrés se passent aujourd'hui de nouvelles preuves.

A vrai dire, le rôle historique et comme politique de l'Hercule de Gadès apparaît déjà clairement au III^e siècle av. J.-C., dans les débuts de la guerre entre Rome et les Barcides, et tout se passe comme si les Romains s'étaient d'autant plus attachés à ce dieu qu'il leur avait fallu l'enlever à l'influence de leurs ennemis carthaginois : le premier des Barcides d'Espagne, Hamilcar (Ab-Melqart?), débarqua à Gadès même ; lui et ses successeurs, jusqu'à l'arrivée des Romains, n'ont négligé aucune occasion de rendre hommage à la toute-puissance du dieu de leur race, ce Melqart tyrien dont ils avaient prié à Carthage une image tout analogue, sinon identique. Et déjà, il est très probable que le dieu sémite s'était en grande partie confondu, pour les Puniques eux-mêmes, avec l'Héraklès de la mythologie hellénique : de sorte qu'Hannibal, que Silius Italicus nous montre au début de son III^e chant, en des vers non dépourvus de style, méditer en ce sanctuaire à ce moment décisif, pouvait reconnaître en Melqart de Gadès le patron de sa marche offensive vers l'Italie¹. Ce chemin, tracé par le héros à travers montagnes et fleuves, l'itinéraire mythologique déjà rappelé de l'*Hercules Conditor* du Grand Autel de Rome, d'autres conquérants ou chefs d'armée devaient le suivre, à l'époque romaine, dans l'un ou l'autre sens. L'itinéraire Gadès-Rome, par la voie de terre, avant même de se matérialiser en ce pavé continu rejoignant des cités, tel que nous le représentent, avons-nous vu, les gobelets trouvés à Vicarello en Italie, a été l'un des plus religieux chemins du monde antique ; nous serions tenté de dire que l'Hercule Gaditain est pour l'Empire romain ce que Saint-Jacques-de-Compostelle devait être pour l'Occident médiéval. Et qui arrivait par cette route apportait à Rome comme une nouvelle grâce de fondation : d'être ainsi venu du fond de l'Espagne assurait à Trajan un prestige en quelque sorte mystique² ; et nous croyons que ce culte de l'*Hercules Gaditanus* sous les

1. Cf. GSELL, *op. cit.*, III, p. 130, 141, 168-169 ; principalement d'après LIV., XXI, 21, 9 ; APP., *Iber.*, 28, et SIL. ITAL., III, 32, et XVI, 194. Hasdrubal visite également le temple avant d'aller au secours de son frère Hannibal en Italie, en 207 : LIV., XXVIII, 16.

2. Nous avons cru (cf. notre article, ci-dessus cité, des *Mélanges Rader*) reconnaître une allusion à ce chemin mystique dans le passage du *Paneg.* de PLIN LE JEUNE, 14, 5, qui nous paraît compris insuffisamment par les traducteurs et commentateurs : Plin, selon nous, a discrètement évoqué là la route bienfaisante d'un « nouvel Hercule ». C'est le moment où,

premiers Antonins a positivement compté pour conduire l'empire à cette théologie héracléenne rigoureuse dont se fera porteur Commode, d'après laquelle il lui plaira de considérer Rome comme sa colonie¹.

Peu de temps après ses premières victoires d'Italie, Hannibal avait signé traité d'alliance avec le roi Philippe V de Macédoine, en 215 ; l'Héraklès sous le nom duquel le Carthaginois s'engageait en ce pacte était, a dit Stéphane Gsell, le Melquart même de Gadès. Les rois de Macédoine n'étaient-ils pas, de leur côté, une dynastie d'Héraclides²? Paradoxalement, Alexandre semblait inspirer vengeance contre Rome à la ville punique sous le patronage même du dieu dont il avait forcé le sanctuaire à Tyr ; les rancunes phéniciennes s'étaient peut-être assez apaisées déjà pour que cette alliance, sous ce symbole, ne parût pas scandaleuse aux Punique. Quelle que fût alors la figure de l'Hercule romain, l'état de développement des mythes de l'*Ara Maxima*, comme il avait à craindre ce double Héraklès-Melquart, conjuré pour la ruine de Rome !

Pourtant, si avancée qu'ait été cette intelligence entre Hannibal et Philippe, en un temps où d'ailleurs la civilisation hellénistique se fraie une place à Carthage même, nous n'irions pas jusqu'à attribuer aux Barcides l'introduction d'Alexandre lui-même dans le temple gaditain ; cette initiative, logiquement, a dû venir des Romains, comme une riposte.

Chez les Romains, outre ce point de vengeance précise, deux facteurs ont dû collaborer : la position géographique privilégiée de Gadès, qui en faisait un « bout du monde », terme ou point de départ idéal d'une conquête universelle de l'Oikoumène ; et la mission, universelle aussi, de l'Héraklès-Melquart, fondée sur le faisceau de tant de légendes composites, grecques et phéniciennes, mais endossée par Rome sans crainte et sans péril à partir du moment où elle se fut rendue maîtresse, presque en même temps, de la Macédoine et de Carthage (148-146 av. J.-C.). Les marques d'intérêt des Romains pour le dieu et le temple gaditains apparaissent justement à partir du milieu du II^e siècle av. J.-C., au même moment où, dans Rome même, comme le prouvent les dédicaces des Mummii, Hercule se pousse comme au premier rang des dieux de l'État et revêt spécialement, parmi les dépouilles rapportées

avec l'aide des philosophes stoiciens ralliés à l'Empire antonin, l'empereur prend figure de héros héracléen portant la responsabilité de purger l'Oikoumène de tous périls.

1. Sans compter qu'il est possible que ce Melquart ait eu, comme celui qu'imitait Commode, des traits « amazoniens ».

2. GSELL, *op. cit.*, IV, p. 303 ; cf. POLYBE, VII, 9 ; LIV., XXIII, 33. L'attachement des rois de Macédoine au culte d'Héraklès s'affirme ostensiblement à travers leurs trois guerres avec Rome.

de toutes parts sous forme de *decuma*, la robe triomphale. C'est exactement aussi le moment où, maîtresse de la Macédoine et de l'Afrique, Rome commence, avec le secours des premiers penseurs grecs ralliés, à prendre conscience de sa mission « impériale », à en fixer d'avance les bornes, de l'Orient à l'Océan, ou plutôt à emprunter à la géographie presque scientifique des Grecs, pour la première fois, le cadre dans lequel seront inscrits les placards parfois un peu hâbleurs de ses triomphes. Alors les *imperatores* romains de l'école de Paul-Émile se vouent au culte d'*Hercules Victor*, dieu triomphal, et probablement reconnaissent l'unité des diverses figures d'Héraklès, du mont Cète à l'île gaditane. En 145 av. J.-C., le général romain chargé de l'Espagne Ulérieure et de la guerre contre les Lusitaniens de Viriathe, Fabius Maximus Æmilianus — un fils de Paul-Émile adopté par les *Fabii* comme son frère Scipion-Émilien l'avait été par les *Cornelii* — va solennellement sacrifier à l'Hercule de Gadès : ἐς τὸν ἑρῶτα διέπλευσε τὸν πορθμόν, Ἡρακλεῖ θύσων¹... Le passage et le sacrifice des *imperatores* suivants ne sont pas attestés de manière aussi formelle jusqu'à César; mais comment douter que tous les préteurs ou propréteurs romains qui se succédèrent pendant ce siècle en Espagne Ulérieure et dont la résidence devait être alors sur le *Baetis*, ou Guadalquivir, près de l'actuelle Séville, aient omis le pèlerinage au grand Hérakléion voisin? L'un d'eux, sans doute, y dédia la statue d'Alexandre, si elle ne fut pas déjà un présent de Fabius Æmilianus pris sur le butin de Persée lui-même; un des derniers auxquels on pourrait penser, avant César, serait Métellus, ou Pompée, puisque l'un et l'autre eurent en Bétique leurs bases d'opérations contre Sertorius, entre 77 et 73. — L'important est l'intention politique et religieuse qui inspira leur geste : ce fut, apparemment, de marquer la parenté étroite entre la mission divine de l'Hercule gaditain et l'œuvre historique du Macédonien, probablement aussi d'indiquer par là à Rome le même objectif : l'empire universel, la marche vers l'Inde — sur les pas confondus d'Héraklès et d'Alexandre, sans parler du cortège de Dionysos — la domination de l'Orient. Les autels dressés par Alexandre sur l'Hyphase n'auraient-ils pas évoqué par quelque détail les stèles conservées dans le temple de Gadès? Nous le croirions volontiers; et de là pourrait être née, sans autre preuve, l'opinion antique que le conquérant macédonien avait pensé à se retourner vers les Colonnes d'Hercule. Quoi qu'il en soit, la pensée, ou, pour mieux dire, l'obsession de l'Inde est toujours présente à Gadès; c'est elle que les empereurs romains y vont parfois chercher, sans dédai-

1. APPIEN, *Iberica*, 65.

quer l'oracle du temple lui-même. Ainsi, au moment même où les savants les plus clairvoyants, ayant presque établi la sphérité de la terre, faisaient de Gadès, Finisterre occidental, le point de départ théorique d'une route maritime d'est en ouest vers l'Inde, la future route de Colomb, l'Héraklès-Melqart du vieux sanctuaire phénicien rêvait et faisait rêver ses visiteurs de l'Inde aussi, mais d'une autre manière : d'une immense domination oecuménique qui réunirait, sous l'empire de Rome, Gadès et l'Orient à travers toute la longueur de la terre habitée : *ab India usque Gades*. Et ces singuliers « conquistadores », ayant reçu là la bénédiction de l'Océan, retraversaient la Méditerranée pour courir à leur destin.

Il est possible, en effet, de suivre ce schéma à travers toute la littérature triomphale des Romains, c'est-à-dire dans la série des discours fictifs prêtés aux *imperatores* (surtout chez Tite-Live), des inscriptions et *res gestae* relatives à la célébration des divers triomphes ; les plus caractéristiques, sans doute, avant les *res gestae* d'Auguste, étant celles que le conquérant Pompée fit circuler à son retour de la guerre contre Mithridate¹. Cette littérature, si originale en sa forme, mais nécessairement tendancieuse et vantarde, ayant pour but d'éblouir le public de Rome et d'asseoir le prestige de l'*imperator*, encadre toujours les exploits des armées romaines, batailles ou conquêtes réelles, dans le vaste schéma de la géographie d'Ératosthène, selon lequel, on l'a rappelé, le monde habité se mesure, de l'ouest à l'est, de Gadès à l'Inde, et, du nord au sud, du Palus Méotide (mer d'Azow) à la mer Érythrée² : telles étaient pratiquement les quatre extrémités de ce monde, encore qu'on sût qu'il y avait plus au nord (Scythie) et plus à l'est (Chine) d'autres régions habitées, et qu'on eût déjà pratiquement commencé de franchir ces limites : vers l'Occident, par exemple, le méridien des Îles Fortunées tend à remplacer celui de Gadès même. Gadès n'en continuait pas moins de rester le repère favori ; Pompée s'y référait, Auguste y renvoie aussi, au chap. 26 de ses *Res gestae*, déjà évoqué, pour suggérer dans le sens de l'amplification la plus favorable l'étendue des pays d'Occident qu'il a pacifiés : ceux qu'embrasse l'Océan de Gadès à l'embouchure de l'Elbe... Jusqu'au jour où Agrippa leur offrit une représentation murale complète de cet Empire qu'il striait patiemment de routes, les Romains ne disposèrent sans doute pas de repère plus certain et de plus grand usage pour leur *pars Occidentis*.

1. Cf. notre esquisse sur *Le genre littéraire des « res gestae » triomphales*, dans *Rev. Ét. latines*, XVII, 1938, p. 33.

2. Voir p. ex., chez Liv., XXXVI, 17, le discours prêté à Acilius Glabrio en 191 av. J.-C., durant la campagne en Grèce : *quid... abierit, quin a Gadibus usque ad mare Rubrum Oceano finis terminemur...*

* * *

Telle fut, nous semble-t-il, l'histoire de Gadès et son rôle pour Rome. On entrevoit en son sanctuaire plein de science et de songes, à certains moments, comme une curieuse ébauche de cette « École de Sagres » où, au début de l'ère des « descobrimentos », sous le patronage du roi de Portugal Henri le Navigateur, devaient se former d'audacieux marins, nourris de l'Almageste.

Chose curieuse, dans des circonstances assez différentes, la figure d'Alexandre devait revenir une seconde fois à cette extrémité occidentale des terres, non point pour accompagner Hercule, mais pour l'y supplanter : sous le nom d'Iskander, il y sera ramené, du fond de l'Asie, par les conquérants arabes de l'Afrique du Nord et de l'Espagne, les nouveaux Sémites de l'Occident. Et la légende musulmane lui attribuera le percement du fameux Détroit, jadis Colannes d'Héraklès¹⁾ — Il est possible que le souvenir du culte de l'Hérakléion, de l'éclat matériel du temple, ait en outre laissé sur place des traces longtemps presque visibles : Victor Bérard a cru en sentir l'influence dans la description qu'un Idrissi a faite de la grande mosquée de Cordoue. Il y a d'ailleurs aussi des indices que le culte gaditain s'était implanté, à l'époque romaine, dans les principales villes de Bétique ; y aurait-il survécu quelque temps comme Isidore de Séville témoigne que continuaient de se célébrer en cette ville les mystères tout orientaux, tout phéniciens ou syriens, de Salammô, compagne d'Adonis ? — Rappelons-nous surtout que la civilisation arabe véhicula partout, avec le même Almageste, les cadres antiques de la géographie de Ptolémée²⁾.

Jean GAGÉ,

Professeur à la Faculté des lettres de Strasbourg.

1. Le point de départ de cette transfiguration d'Alexandre est contenu dans la sours 18 du Coran ; cf. V. BÉRARD, *op. cit.*, p. 289.

2. Citons ici, à titre de curiosité, les vers de Sénèque — originaire de Cordoue, comme l'on sait — qui figurent dans un des chœurs de sa *Médée*, v. 375 et suiv. :

*Venient annis saecula seris
quibus Oceanus vincula rerum
laxet, et ingens pateat tellus
Tethysque novos detegat orbes
nec sit terris ultima Thule...*

Nous ne croyons pas que ces vers contiennent une consciente anticipation de la découverte du Nouveau Monde ; mais une vision apocalyptique tirée de la métaphysique stoïcienne pourrait s'y envelopper d'un cadre de pensée presque « gaditain ».

MÉLANGES

LA RUTHÉNIE PRÉMONGOLE, L'UKRAINE ET LA RUSSIE¹

Il est nécessaire de préciser tout d'abord les termes du titre de cette communication : par Ruthénie pré-mongole, nous entendons la *Rus'* de Kiev, l'empire des Rurikides qui a existé du ix^e au xiii^e siècle. Sous le nom d'Ukraine, le territoire de l'Ukraine soviétique actuelle ; quant à la Russie, il s'agit de l'Empire russe depuis Pierre le Grand.

Les rapports historiques entre ces trois unités politiques constituent le problème primordial de l'histoire de l'Europe orientale, objet de discussions passionnées depuis un siècle entre historiens russes et ukrainiens ou, comme on le disait autrefois, entre ceux du Nord et du Sud, car derrière ce problème académique se cachent des réalités politiques fort compliquées. Comme il arrive toujours en pareil cas, sur ce problème essentiel, à savoir quels sont les véritables héritiers de la Ruthénie pré-mongole, sont venus s'en greffer d'autres : l'éthnie de cette Ruthénie pré-mongole, la langue parlée de Kiev et le sens même du nom *Rus'*.

Qu'était-ce donc que cette Ruthénie pré-mongole ? Il n'est pas facile de répondre à cette question, car les sources dont on dispose sont fort limitées : elles sont réduites en définitive aux chroniques, celle dite de Nestor allant jusqu'à 1113, celle de Kiev englobant la période de 1113 à 1200 et, enfin, celle de Halyč-Volodymyr qui s'étend jusqu'à 1292 ; les deux premières chroniques ont été écrites par des religieux et ont été remaniées à plusieurs reprises par la censure ecclésiastique et politique des princes de Kiev. Par surcroît, elles nous sont parvenues en copies tardives du Nord (la version Laurentienne date de 1375 et celle d'Hypatij du premier quart du xv^e siècle).

Cependant, en serrant de près les textes de ces chroniques, on voit que la Ruthénie pré-mongole ne formait pas une unité nationale, car dès la moitié du ix^e siècle nous voyons surgir sur le territoire de l'empire des Rurikides des principautés indépendantes : la principauté de Kiev, de Černyhiv, de Séverie, de Perejaslav, de Volhynie, de Galicie, de Turov-Pinsk, de Murom-Rjazan', de Rostov-Suzdal' et la ville de Novgorod, processus qui sera consommé au xii^e siècle. L'unité nationale n'existait donc que dans la pensée pieuse des chroniqueurs ou chez les sermoniers tels que Hilarion, mais eux

1. Communication faite au IX^e Congrès international des Sciences historiques, à Paris le 22 août 1950.

aussi ne concevaient cette unité qu'en tant qu'unité territoriale et géographique plutôt qu'unité nationale. Ne voit-on pas dans les chroniques, à plusieurs reprises, les pays dits « ukrainiens » s'unir avec les pays dits « moscovites » contre Kiev? Ainsi Halyč faisait souvent cause commune avec Suzdal' contre la capitale historique de la Ruthénie prémongole.

On voit même les principautés dites « ukrainiennes » se faire mutuellement la guerre. En 1154, Izjaslav, prince de Kiev, fit massacrer à Terebovlja des prisonniers de Galicie et le chroniqueur ne lui en tient pas rigueur. Il faut donc insister sur le fait que le sentiment national faisait entièrement défaut chez les premiers chroniqueurs qui, par exemple, ne voyaient rien d'humiliant dans le fait que la dynastie des Rurikides était d'origine étrangère.

La population de la Ruthénie était composée d'éléments slaves, finnois et turcs. Nous savons aujourd'hui que les tribus des Ouglitchs, Tivertses, Polianes, Sévériens, Drévlïanes, Volyniens, ancêtres des Ukrainiens, habitaient le territoire de l'Ukraine actuelle. Les autres tribus des Slaves de l'Est, les Viatitchs et les Slaves de Novgorod, en avançant vers l'est, colonisèrent les tribus finnoises de la haute Volga; dès la fin du XI^e siècle, ils constituèrent le territoire septentrional de la Ruthénie, territoire en fait indépendant, aux mains des princes cadets de la dynastie de Jaroslav, à savoir les principautés de Rostov-Suzdal' et de Murom-Rjazan', premiers jalons de la puissance moscovite et berceau de la nation russe.

Ce qui était commun à toutes les principautés ruthènes, c'était la religion (il y avait un seul métropolite de Kiev dépendant de Constantinople), la dynastie et la langue littéraire. Depuis Jaroslav, un prince avait été admis que seuls les membres de la maison de Vladimir pouvaient régner sur le territoire ruthène. Cependant, ce principe dynastique n'était pas un lien suffisant pour maintenir l'unité politique de l'empire des Rurikides.

La langue littéraire était le slavon, mais cette langue se présente à nous avec quelques différences dialectales dans les textes du Sud (Kiev) et ceux du Nord (Novgorod); ces derniers étaient d'ailleurs fort peu nombreux (*L'instruction de l'évêque Luka*, la *Chronique de Novgorod*...). Dans le domaine littéraire, la prédominance de Kiev sur le Nord était très nette. Il suffirait de jeter un coup d'œil sur le sermon de Sérapion de Vladimir (1274) pour se convaincre de l'emprise littéraire de Kiev. « A Moscou, écrit l'historien de la littérature russe, Archangelskij, les lettrés faisaient presque défaut au début... Dans cet ordre d'idées, Moscou du XIV^e et même du XV^e siècle était inférieure à Kiev » (*12 lekcij po istorii russkoj literatury*. Kazan', 1913, p. 493-494).

Quant à la langue parlée dans le Sud, l'étude des textes littéraires (*L'Évangélaire d'Archangel'sk* de 1092, *L'Évangélaire de Halyč* de 1144...) prouve que cette langue trahissait déjà certaines particularités phonétiques et morphologiques propres à l'ukrainien moderne.

La principauté de Halyč-Volhynie a survécu à la Ruthénie prémongole de Kiev pendant un siècle, et c'est grâce à son existence que s'est formée la conscience nationale ukrainienne aux XIV^e-XV^e siècles.

Quant à la civilisation moscovite, elle contenait, sans aucun doute, des éléments littéraires venant de la Ruthénie prémongole, mais bientôt l'ancienne langue littéraire de Kiev fut sentie par les lettrés moscovites comme trop livresque et savante.

Il est nécessaire, enfin, de bien préciser que le nom officiel de la Ruthénie prémongole, celui de *Rus'* (*Rus'ka zemlja*), s'appliquait en premier lieu à la principauté de Kiev proprement dite ; en second lieu, aux terres et aux habitants de l'Ukraine actuelle ; en troisième lieu — dernière extension du terme *Rus'* — dès la fin du XIII^e siècle, ce terme désignait tous les territoires slaves et non slaves, aussi bien ceux du Sud que ceux du Nord. Ainsi les territoires du nord de la Ruthénie ont porté le nom *Rus'* pendant une courte période, un siècle au maximum.

Que se passa-t-il en Europe orientale après la chute de la Ruthénie ? L'empire des Rurikides s'est disloqué en trois grandes parties : les pays du sud-ouest — l'Ukraine et la Ruthénie Blanche actuelle — qui passèrent sous la domination lithuanienne et polonaise ; les pays de l'ouest, plus ou moins indépendants — Novgorod et Pskov — et ceux de l'est, qui restèrent sous la domination tatare jusqu'à la fin du XV^e siècle — Vladimir, Tver, Moscou.

Pour notre sujet, il est important de noter que les ancêtres des Ukrainiens actuels qui vivaient dans l'État polono-lithuanien étaient connus sous le nom de « Ruthènes » et se considéraient comme héritiers de la Ruthénie de Kiev. N'a-t-on pas vu les prélats orthodoxes ruthènes affirmer, en 1621, que les Cosaques « appartenaient à ce peuple ruthène qui avait combattu l'Empire grec sur la mer Noire et sur la terre. Les Cosaques descendent de ce peuple qui, sous le monarque ruthène Oleg..., donnait l'assaut à Constantinople, peuple qui sous Vladimir le Grand, le saint monarque ruthène, guerroyait en Grèce, en Macédoine, en Illyrie... »

Mais, d'autre part, Moscou depuis le XIV^e siècle travaillait obstinément à faire valoir ses droits sur l'héritage de cette même Ruthénie. Ce travail opiniâtre vaudrait la peine d'être précisé, car ici gît le noeud du problème qui nous occupe aujourd'hui.

Ivan Kalita, prince de Moscou, en installant dans sa capitale le métropolite ruthène Pierre, représentant religieux de « toute la Ruthénie », a adopté à son tour le titre de « Grand-Duc de toute la Ruthénie ». Mais, au XIV^e siècle, ce titre n'était qu'un simple ornement, car, à cette époque-là, l'idée de l'unité religieuse entre les Moscovites, les Ukrainiens et les Blancs-Ruthènes ne comportait pas celle de l'unité politique.

Les choses changèrent avec le prince Ivan III, qui a basé sa politique sur ce titre, et c'est dès la fin du XV^e siècle que commence la propagande en faveur de l'unité politique des Ruthènes de Lithuanie avec les Moscovites. Dans une lettre de 1493, adressée au grand-duc de Lithuanie, Ivan III s'intitule « souverain de toute la Ruthénie ». C'est un titre lourd de conséquences, car nous y voyons pour la première fois formuler les prétentions des princes moscovites à l'héritage de l'ancienne Ruthénie. En effet, en 1490,

Ivan III déclara à l'ambassadeur de l'Empereur que le grand-duché de Kiev était son « patrimoine ». En 1519, son successeur Basile III répéta à l'ambassadeur de l'Ordre Prussien : « Notre patrimoine est Kiev et d'autres villes. »

Cette prise de position officielle avait certes besoin de titres historiques. Aussi voyons-nous dès la fin du ^{xiv}^e siècle et le début du ^{xv}^e des érudits moscovites rechercher ces titres historiques. On les trouva tout simplement dans la plus ancienne chronique de Kiev où, comme nous l'avons déjà vu, les auteurs, contrairement à la réalité historique, avaient mis l'accent sur l'unité politique de la Ruthénie. Quand, en 1409, on composa à Moscou la chronique dite du métropolite Cyprien, on la fit précéder de la plus ancienne chronique de Kiev, affirmant ainsi implicitement la filiation de Moscou avec la Kiev pré-mongole. Et c'est le même procédé que nous retrouvons dans toutes les chroniques du Nord.

D'autre part, c'est entre 1513 et 1523 que furent composés « Les récits des princes de Vladimir », selon lesquels le basileus Constantin Monomaque, vaincu, aurait envoyé au prince de Suzdal', Vladimir Vsevolodovič, les insignes impériaux, « et, depuis lors, le grand-duc Vladimir Vsevolodovič a pris le titre de Monomaque, tsar de la grande Ruthénie ». Ainsi fut forgée la généalogie des princes de Moscou, en filiation directe avec les princes de Kiev, généalogie qui servait à étayer les prétentions sur l'héritage de Vladimir Monomaque, car « Kiev et la terre de Volhynie étaient le patrimoine de nos ancêtres ». Cette généalogie fut même traduite en latin à l'usage des étrangers, première tentative de propagande en Europe en faveur de l'union des Ruthènes (Ukrainiens et Biélorussiens) avec les Moscovites. Dorénavant, ce sera la politique officielle de Moscou, mise en sourdine aux moments défavorables, mais jamais abandonnée.

Certes, en 1764, Catherine II déclarera solennellement « qu'en prenant le titre d'Impératrice de toutes les Russies, elle n'entend s'arroger aucun droit... sur les pays et les terres qui, sous le nom de Russie ou Ruthénie, appartiennent à la Pologne et au grand-duché de Lituanie », mais ce n'étaient là que des déclarations vides de sens, car, en réalité, c'est sous Catherine II que l'on assiste à la naissance des études historiques sur l'antique Ruthénie, études qui devaient donner une base historique à la politique officielle de filiation entre l'Empire russe et la Ruthénie pré-mongole.

Karamzine, dans son *Histoire de l'État russe*, a canonisé la théorie officielle d'après laquelle l'Empire russe était l'héritier direct de la Ruthénie pré-mongole. Rien d'étonnant que, dans son ouvrage, il ait été obligé de laisser de côté l'histoire de l'Ukraine et de la Ruthénie Blanche à partir du ^{xiii}^e siècle. Depuis Karamzine, tous les historiens russes ont confondu l'histoire de l'État russe avec l'histoire du peuple russe et avec l'histoire du peuple ukrainien, qui n'apparaît que par intermittences, confusion d'ailleurs inévitable si l'on veut appliquer la théorie de la filiation Kiev-Vladimir-Moscou-Saint-Pétersbourg.

Certains historiens russes ont échafaudé même des théories pour le moins étranges. Ainsi Pogodine, en 1856, publia dans les *Annales* de l'Académie de Saint-Petersbourg une *Note sur l'ancienne langue russe* où il affirmait que le pays de Kiev, à l'époque prémongole, était peuplé de grands-russes qui, à la suite de l'invasion mongole, avaient émigré vers le Nord ; les Ukrainiens, venant de Galicie et de Volhynie, ne se seraient établis dans ces régions qu'au XIV^e siècle.

Certes, il est incontestable que les princes méridionaux, en passant vers le Nord, avaient emmené avec eux un certain nombre d'Ukrainiens, mais ces derniers n'ont pas joué dans la formation du peuple russe aux XII^e-XIII^e siècles le rôle important que leur avaient attribué les historiens du XIX^e siècle (Kljutchevskij, Miljukov, Solovev, Platonov...). Il n'y eut jamais de colonisation ukrainienne en masse, et l'archéologue russe Spicin disait avec raison que l'on ne quittait pas un pays fertile pour aller dans un pays de forêts et de marécages. L'identité des noms de certaines villes dans le Nord et dans le Sud s'explique d'après Spicin par le fait que les princes avaient apporté ces noms de leurs villes d'origine.

Le peuple russe, répétons-le, s'est formé par la colonisation slave du bassin de la Haute-Volga, habité par des tribus finnoises, et cette colonisation slave venait de Novgorod et du pays des Viatitches. L'élément ukrainien n'y a joué qu'un rôle épisodique et l'État moscovite n'a pas été la continuation de la Ruthénie de Kiev. Quelques historiens russes (V. Sergeevitch, I. Zabelin...) avaient insisté sur le fait que la tradition grand-russe de Moscou n'avait aucun lien avec la tradition kiévienne, et que la base de cet état moscovite ne se trouvait pas à Kiev, mais dans le Nord, à savoir dans les pays de Vladimir, Rostov, Suzdal', où un grand-duché s'était constitué au début du XII^e siècle.

C'est ainsi que, pour des raisons politiques, l'histoire de l'Europe orientale avait été aiguillée sur une fausse voie. Le mérite d'avoir essayé de poser ce problème sur une base scientifique revient à M. Hrouchevskyj, qui, dans son retentissant article sur la *Différentiation rationnelle de l'histoire des Slaves orientaux* (Recueil des études slaves de l'Académie russe. Saint-Petersbourg, 1904), proposa de distinguer *primo* : une histoire de l'État russe, *secundo* : l'histoire de chaque peuple habitant le territoire de cet État, *tertio* : l'histoire des Russes, des Ukrainiens et des Blancs-Ruthènes.

Deux historiens russes ont adopté le schéma proposé par M. Hrouchevskyj pour le plus grand bien de la science historique. Ce furent Presniakov, dans son ouvrage *La formation de l'État grand-russe*, paru en 1918, et Liubavskij dans la *Formation du territoire principal du peuple grand-russe* (1929). L'historien officiel de l'époque Pokrovskij, lui aussi, dans ses nombreux manuels, a adopté le même schéma. Malheureusement, pour des raisons politiques, cette conception saine ne s'est pas maintenue et depuis un certain temps on assiste dans l'Union Soviétique à une restauration des anciennes théories que

l'on croyait périmées, et sur lesquelles sont venues se greffer des hypothèses aussi hardies que gratuites.

Les historiens soviétiques ont trouvé dans la Ruthénie pré-mongole une tribu slave hypothétique d'où seraient issus plus tard le peuple russe et le peuple ukrainien. On a même retrouvé dans cette Ruthénie pré-mongole une langue commune, « le vieux russe parlé », en mobilisant à ces fins les fameux « caractères russes » que saint Cyrille aurait vu à Chersonès et qu'André Vaillant admet avec raison n'être que des « caractères syriaques » (*Les Lettres russes de la Vie de Constantin*, dans la *Revue des Études slaves*, 1935, I-II, p. 75-77).

Dans le même ordre d'idées, on voudrait nous faire admettre qu'une seule culture existait à l'époque pré-mongole sur tout le territoire de Peremychl en Galicie jusqu'à Pskov.

Parmi les nombreux ouvrages de cette tendance, nous nous bornerons à nommer les études de V. Mavrodin sur *Le problème de la formation du peuple grand-russe et de la nation russe*, publiée dans l'*Ethnographie soviétique*, 1947, p. 84-103, et *Les étapes principales du développement ethnique du peuple russe*, publiée dans les *Voprosy istorii* (1950, n° 4, p. 55-70).

En réalité, et ce sera la conclusion de cette communication, la Ruthénie pré-mongole était habitée, pour employer la terminologie moderne, par des Ukrainiens, par des Biélorussiens, par des Russes, des Finnois et des peuplades turques, mais les Ukrainiens occupaient la plus grande partie du territoire peuplé; ils étaient les plus civilisés et pendant longtemps avaient le rôle dirigeant. Les Ukrainiens actuels sont les descendants des habitants du pays de Kiev; les Russes descendent du mélange des Slaves de Novgorod et de la tribu de Viatitches avec les Finnois. La langue des Ukrainiens actuels a eu pour base la langue parlée au pays de Kiev; le nom *Rus'* s'appliquait en premier lieu à ce pays. L'héritage culturel de la Ruthénie pré-mongole s'était conservé surtout dans la Ruthénie lituanienne et polonaise, et seulement en partie dans la Moscovie, forte de l'idée dynastique qui liait les tsars de Moscou aux princes de Kiev.

Ainsi donc l'histoire de la Ruthénie pré-mongole fait entièrement partie de l'histoire de l'Ukraine et partiellement de l'histoire de la Russie.

Élie BORSCHAK.

L'étude que l'on vient de lire a été présentée au Congrès international des Sciences historiques, à titre de communication, et a donné lieu à un important échange de vues. Nous avons donc pensé, en plein accord avec M. Borschak, qu'il était opportun de demander à l'un des participants, M. Roger Portal, une note résumant cette discussion. (N. D. L. R.).

La communication de M. Borschak, spécialiste d'histoire ukrainienne, a entraîné une discussion fort intéressante. L'accord s'est fait sur l'objet essentiel de la communication, qui était de montrer comment, dès la fin du x^v siècle, les souverains

moscovites, pour justifier leurs revendications politiques sur la « Ruthénie » tout entière, ont forgé le mythe d'une unité nationale ancienne des peuples slaves orientaux. Que le sentiment national fût d'apparition tardive, qu'aux temps du premier État russe, de l'État kiévien, l'unité des terres de la « Slavie » orientale eût un caractère strictement politique et résidât uniquement dans la personne du prince, on n'en saurait douter.

Toutefois — et c'est ici que les conceptions des historiens ukrainiens, appliqués eux-mêmes à reculer dans le passé les traits originaux de la nationalité ukrainienne, s'écartent de celles de la plupart des historiens russes (classiques aussi bien que soviétiques), peu ou prou influencés par une sorte de nationalisme grand-rusien — on fit observer qu'à mettre par trop l'accent sur les différences qui opposaient entre eux les groupes de Slaves orientaux avant le xv^e siècle, on risquait de commettre un anachronisme. D'unité nationale, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, il ne pouvait être, bien entendu, question. Mais les oppositions de langue, de civilisation, entre le Nord et le Sud étaient-elles vraiment aussi nettes que semble le suggérer M. Borschak? Ce dernier admet lui-même que la langue parlée du Sud (à vrai dire, on sait bien peu de choses sur les dialectes de la Ruthénie) trahit « déjà [au x^e siècle] certaines particularités »; c'est admettre un point de départ de différenciation ultérieure plus qu'un état de fait. Quant à la religion orthodoxe, qui pénétrait déjà assez profondément dans la société du temps, elle constituait un élément d'unité évident, qui s'exprimait encore dans les créations artistiques, l'architecture en particulier. Il n'est pas sûr qu'en dépit des différences de genres de vie (où se mêlent étroitement les traditions populaires, liées à des origines ethniques variées, et les habitudes imposées par des conditions géographiques différentes au nord et au sud), il n'y ait pas eu un vague sentiment de communauté slave. Il n'est nullement prouvé que les ressemblances ne l'aient pas emporté en définitive sur les différences. Le fait que la Moscovie, comme le rappelle d'ailleurs très justement M. Borschak, ait été peuplée davantage par des Slaves du Nord que par des Ukrainiens en fuite devant les Mongols n'infirmait en rien cette hypothèse. Car il faut bien l'avouer : on est là, quelle que soit la position prise, dans le domaine des hypothèses. L'histoire de l'État de Kiev reste très mal connue.

La discussion a fait avant tout ressortir le grand intérêt d'une étude qui démonte le mécanisme de la formation d'une histoire nationale. A ce point de vue, les tentatives des princes moscovites au xvi^e siècle ne doivent pas seules retenir l'attention. C'est, en effet, au $xviii^e$ siècle qu'ont été posés les fondements d'une histoire officielle de la Russie. Et dès avant le règne de Catherine II, si l'on tient compte des efforts antérieurs (à partir de Pierre le Grand) pour connaître d'un façon plus générale la Russie dans son passé historique comme aussi dans ses ressources présentes en productions naturelles et en hommes. Recherche scientifique, explorations, études d'histoire se poursuivent alors dans une perspective nationale; dans le domaine historique, l'œuvre de Karamzine n'est, au début du xix^e siècle, qu'un épanouissement.

Roger PORTAL.

JACQUES CŒUR

ET SES AFFAIRES ARAGONAISES, CATALANES ET NAPOLITAINES¹

L'étude qui va suivre a comme base un commentaire sur onze documents inédits concernant Jacques Cœur et ses relations avec le monde ibérique et italien entre 1445 et 1456, par conséquent durant l'époque qui correspond aux années où il fut le tout-puissant Argentier de Charles VII, à sa chute et aux événements qui précédèrent sa mort. J'ajouterai aussi quelques mots sur sa fin.

Je m'empresse de préciser que ces renseignements ne représentent qu'une modeste partie de tout un ensemble documentaire concernant les relations de la France pendant le règne de Charles VII avec les diverses possessions d'Alphonse le Magnanime, roi d'Aragon et de Naples. J'ai été, en effet, lors de recherches entreprises en 1920 et 1921 aux Archives de la Couronne d'Aragon, dirigées vers l'étude de l'histoire du Levant au xv^e siècle, mis sur la trace de plusieurs centaines de documents inédits, ayant trait à ces relations, documents que j'ai récemment copiés, analysés ou fait microfilmer.

Avant de passer à l'examen des pièces concernant Jacques Cœur, il ne sera pas inutile, je crois, de noter au préalable qu'en 1444 les conseillers de la ville de Barcelone s'adressaient à l'Argentier pour lui recommander comme consul éventuel des marchands français à Palerme un certain Francesch Gualbes, qui était déjà le consul des Catalans dans cette ville sicilienne².

On a là une preuve, s'il en était encore besoin, de l'activité des marchands français, et plus particulièrement des agents de Jacques Cœur en Sicile, en relation, sans doute, avec le commerce dans les contrées des Barbaresques et dans le bassin oriental de la Méditerranée.

Il faut croire aussi que ses relations avec la dynastie aragonaise, qui régnait en Sicile aussi, étaient excellentes à en juger par le fait qu'il était devenu le créancier d'un des membres de cette famille royale. En effet, en octobre 1445, le roi Alphonse V demandait à son frère Jean, roi de Navarre et son lieutenant dans le royaume d'Aragon, de faire payer à Jacques Cœur, sur la succession de l'infant Henri d'Aragon, leur frère, la somme de six mille florins que l'Argentier lui avait prêtés. Celui-ci s'était adressé au roi Magnanime quelques mois après la mort d'Henri³ et, comme le souverain aragonais

1. Communication présentée à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres dans la séance du 4 novembre 1949.

2. Antonio DE CAPMANY DE MONPALAU, *Memorias históricas sobre la marina, comercio y artes de la antigua ciudad de Barcelona*, II, Barcelone, 1779, p. 249, doc. n° 163.

3. Il était tombé en combattant le 15 juin 1445, à Calatayud.

le considérait comme l'un de ses fidèles, il s'empressait de faire droit à sa demande¹.

Qu'il y eût des relations étroites entre le riche marchand français et la dynastie aragonaise dont les flottes dominaient le bassin occidental de la Méditerranée et que le chef de cette dynastie — nous avons nommé Alphonse le Magnanime — lui ait montré une attention particulière, le fait nous est révélé par une lettre que ce souverain faisait envoyer à Jacques Cœur en février 1447 et dont la teneur me paraît significative (cette missive est rédigée en catalan) :

Nous avons reçu votre lettre, disait le roi, et, après lecture, nous regrettons que vous ayez eu à vous plaindre des désagréments à vous causés dans nos possessions par nos employés et nos sujets. Nous sommes même surpris qu'on ait eu l'audace d'entreprendre quelque chose de pareil contre vous. C'est pour cela que nous voudrions avoir des détails à ce sujet afin de pouvoir prendre des mesures en conséquence, car nous désirons que vous, vos fils, vos facteurs et vos affaires soient traités avec faveur, comme s'il s'agissait d'un de nos fidèles très proche, car nous vous considérons comme tel. Nous aurions plaisir, d'autre part, et au cas où vous seriez d'accord, à vous voir faire du négoce dans nos possessions et nous vous assurons que nous vous accorderons une attention particulière à vous, à vos fils, à vos serviteurs et à vos marchandises, et nous serions bien aise de vous faire délivrer n'importe quel sauf-conduit qui pourrait vous être utile et que vous voudriez demander.

Et après ces détails d'ordre commercial, voici aussi une précision d'ordre politique : « Nous vous remercions beaucoup, ajoutait le roi, de vos offres si empressées et de l'annonce concernant la décision prise par le Très Illustre roi de France, notre très cher et aimé cousin, au sujet de la ville de Gênes². »

Je constate tout d'abord que Jacques Cœur avait eu à se plaindre des sujets du roi d'Aragon (nous ne savons pas s'il s'agit de Catalans, de Siciliens, de Napolitains, etc., mais il est infiniment probable que ce furent les premiers qui avaient été mis en cause dans la réclamation de l'Argentier)³.

1. *Archivo de la Corona de Aragón* (abrégé par la suite A. C. A.), reg. 2795, fol. 86 v° ; plus loin pièce justificative n° 1. On savait déjà que Jacques Cœur avait consenti des prêts d'argent à un grand nombre de nobles français, à Aragonde, la fille du roi Charles VII, « pour avoir une robe », à son souverain lui-même, à plusieurs reprises (*Archives nationales*, KK 328, fol. 443 v°-444 r° ; *Bibliothèque nationale*, Nouvelles acquisitions françaises, 2497, fol. 29 r° ; *Thomas BAZIN, Histoire de Charles VII*, éd. Ch. SAMARAN, avec la collaboration de Henry DE BUREY DE SAINT-RÉMY, II, Paris, 1944, p. 152, 282 ; *Pierre CLÉMENT, Jacques Cœur et Charles VII ou la France au XV^e siècle*, II, Paris, 2^e édition, 1863, p. 29, 33-35, 45 ; *Léopold DELISLE, Jacques Cœur à Cherbourg en 1450* (extrait des *Mémoires de la Société académique de Cherbourg*, 1875), mais, à notre connaissance, on ne l'avait pas encore vu sous l'aspect de créancier d'une dynastie étrangère.

2. A. C. A., reg. 2654, fol. 116 v° ; plus loin pièce justificative n° II.

3. A la suite de pertes subies en Espagne, Jacques Cœur avait demandé des représailles. *Archives nationales*, KK 328, fol. 443 r°. Cf. *Ibid.*, fol. 418 v°. Le 24 mars 1448, Charles VII accordait à son Argentier « certaine marque... sur certains marchans d'Espagne ». *Bibliothèque nationale*, Nouvelles acquisitions françaises, 2497, fol. 18 r° et v°, 45 v°.

et que jusqu'au mois de février 1447 ses navires n'étaient pas encore protégés dans les eaux aragonaises, napolitaines et siciliennes par des sauf-conduits. Notons ensuite l'empressement du roi d'Aragon à le voir faire des affaires dans ses possessions, si étendues et si nombreuses.

La communication faite par Jacques Cœur au sujet de Gênes mérite, d'autre part, de nous arrêter, ne fût-ce qu'un instant.

On savait déjà que, membre du Conseil royal depuis 1442, il tenta, en 1446 et 1447, de ramener la ville de Saint-Georges sous la domination française et qu'à un certain moment il fit partie d'une ambassade envoyée par Charles VII à Marseille pour s'entendre avec les nobles génois favorables au roi de France et s'occuper de l'équipement d'une flotte qui devait se diriger vers Gênes. Jacques Cœur paraît avoir joué le rôle principal dans ces négociations¹. Le fait qu'il ait entretenu Alphonse d'Aragon des intentions de Charles VII est assez curieux. Il faut dire aussi que nous ignorons ce qu'il a pu lui communiquer à ce sujet. Il est vrai aussi que, dans un traité conclu le 26 décembre 1446 par le roi de France avec le duc de Milan, ayant trait, entre autres, au rétablissement de la domination française sur Gênes, le souverain d'Aragon est présenté comme l'allié de Philippe-Marie Visconti, le maître de Milan. Serait-il possible de croire que l'Argentier ait ignoré que le roi Alphonse V appuyait la faction génoise des Adorni, ennemie de la France, et dont un représentant, Bernabò Adorno, s'était emparé du pouvoir, et qu'un contingent catalan envoyé par son protecteur de Naples formait sa garde²? En tout cas, ces événements se passaient très peu de temps avant la date (le 19 février 1447) de la lettre par laquelle le souverain aragonais remerciait l'Argentier des informations fournies sur les projets de Charles VII concernant Gênes.

* * *

Les encouragements prodigués par le roi Magnanime eurent pour conséquence une intervention de Jacques Cœur à la Cour de Naples en vue d'obtenir un sauf-conduit en faveur de « la grosse galée de France, *Sainte-Marie-Madeleine* », laquelle à l'époque se trouvait à l'ancre dans le port de Gaète, et dont le commandant était Jean Forest, un des proches collaborateurs de l'Argentier, bien connu par ailleurs. Mais, pour des motifs que nous ignorons, l'acte, daté du 21 mars 1448, dont j'ai trouvé la copie dans un des registres

1. Bibliothèque nationale, ms. français, 5909, fol. 217 v^o-218 r^o; G. DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. IV, Paris, 1888, p. 238-239; cf. L. GUIRAUD, *Recherches et conclusions nouvelles sur le prétendu rôle de Jacques Cœur, étudié dans ses rapports administratifs avec le Languedoc et principalement avec Montpellier, d'après des documents entièrement inédits*, Paris, 1900, p. 16; René BOUVIER, *Un financier colonial au XV^e siècle, Jacques Cœur*, Paris, 1928, p. 123.

2. G. DU FRESNE DE BEAUCOURT, IV, p. 233-234, 239; Albert BOARDMAN-KERR, *Jacques Cœur, Merchant Prince of the Middle Ages*, New-York-Londres, 1927, p. 151.

de la chancellerie royale, ne fut pas délivré (*non fuit expeditum*, dit une note marginale). Malgré cette constatation, une analyse de ce document n'est pas inutile puisqu'il fournit certains détails qui ne manquent pas d'intérêt. La validité de l'acte était laissée à l'appréciation du roi d'Aragon. Elle eût pu être prolongée de deux mois après la révocation éventuelle, et cette révocation devait être annoncée par des crieurs publics (*voce praeconia*) à Gaète, Barcelone et Valence¹. J'estime que l'indication limitative de ces ports, à l'exception de Naples, de Palerme et de tant d'autres se trouvant sous la couronne d'Aragon, définit l'aire à l'intérieur de laquelle naviguait à cette époque la galée *Sainte-Marie-Madeleine*. C'était, peut-être, un de ces navires de Jacques Cœur qui, aux dires du chroniqueur Thomas Basin, approvisionnait la Catalogne². En tout cas, ce sauf-conduit, même s'il n'a pas été délivré sous cette forme, doit être considéré à côté d'actes semblables, c'est-à-dire à côté des privilèges accordés à Jacques Cœur par les papes Eugène IV et Nicolas V, et cela d'autant plus que, jusqu'au moment où j'ai été mis sur la trace des pièces dont je m'occupe, ces privilèges pontificaux, trois au total, étaient les seuls sauf-conduits connus protégeant la flotte de l'Argentier. Lors de son procès, accusé d'avoir trafiqué avec les Musulmans, Jacques Cœur affirma que les papes que nous venons de mentionner lui avaient fait délivrer des privilèges dont la teneur rendait vaine cette accusation, en 1444, 1445 et 1446. Si on n'a jamais retrouvé le premier acte de cette série, on a conservé le privilège délivré en 1445 et, lors du procès de réhabilitation de Jacques Cœur sous Louis XI, on put prouver qu'un semblable acte avait été concédé par Nicolas V en septembre 1446, mais qu'il s'était perdu³.

Pour revenir au sauf-conduit accordé par le roi d'Aragon à « la grosse galée de France, *Sainte-Marie-Madeleine* », faisons un rapprochement entre sa date (le 21 mars 1448) et celle du privilège accordé six mois plus tard (le 1^{er} octobre de la même année) par le pape Nicolas V (dans sa défense, Jacques Cœur avait oublié de le mentionner) et rappelons qu'en cette même année, 1448, ce dernier avait fait partie de l'ambassade envoyée à Rome pour faire obéissance au Saint-Siège au nom de Charles VII, et qu'en automne de la même année il avait contribué à persuader l'antipape Félix V de renoncer

1. A. C. A., reg. 2617, fol. 43 v^o.

2. THOMAS BASIN, *Histoire des règnes de Charles VII et de Louis XI*, éd. QUICHERAT, I, Paris, 1855, p. 243 ; LE MÊME, éd. SAMARAN, II, 1944, p. 152.

3. HANS PRUTZ, *Jacques Cœur Beziehungen zur Römischen Kurie*, dans *Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und historischen Klasse der K. b. Akademie der Wissenschaften*, Munich, 1910, p. 23-24, 36. AUX p. 59, 60-61, 62-64, le texte des trois privilèges pontificaux conservés ; LE MÊME, *Jacques Cœur von Bourges. Geschichte eines patriotischen Kaufmanns aus dem 15. Jahrhundert*, Berlin, 1911, dans *Historische Studien*, Heft 93, p. 178-179.

C'est à un de ces privilèges (probablement à celui de 1446) qu'on fait allusion au fol. 18 v^o du ms. Nouvelles acquisitions françaises, 2497, de la Bibliothèque nationale (« Ung vidimus d'un congé donné par le pape à Monseigneur l'Argentier de contracter avec les Mores... auquel vidimus sont atachées deux lettres royaulx... »). Cf. *Ibid.*, fol. 45 v^o.

à ses prétentions¹. Ce fut, sans doute, lors de l'ambassade à Rome qu'il intervint auprès du roi de Naples ; ce fut aussi en récompense du rôle joué par l'Argentier en faveur du Saint-Siège que celui-ci renouvela, cette fois-ci à vie, la faveur accordée par Eugène IV pour cinq ans, à savoir de faire du commerce avec les Infidèles sans aucune restriction et de prendre même sur ses navires des passagers musulmans².

Chose curieuse, il faudra attendre jusqu'en novembre 1451, c'est-à-dire jusqu'au moment où Jacques Cœur sera en prison, pour enregistrer l'existence d'un sauf-conduit valable accordé à la flotte de l'Argentier par la chancellerie de Naples. Mais, avant de commenter les renseignements qu'on peut tirer de cette pièce, arrêtons-nous à deux interventions d'Alphonse le Magnanime dont la teneur souligne encore une fois, s'il en était encore besoin, le grand rôle joué par Jacques Cœur dans la politique de la France. C'est à l'Argentier directement et non pas au roi Charles VII que le souverain de Naples s'adressait, le 24 décembre 1448, pour faire annuler la décision d'expulser de France un marchand de Perpignan, un certain Jean Giginta, et un comptable de la galéasse appartenant à cette ville. Ce dernier était impliqué dans un transport d'armes vers des lieux interdits³. Il s'agissait très probablement d'armes destinées aux Musulmans.

Deux années plus tard, autre intervention, d'un caractère infiniment plus grave. Sur les instances de Jacques Cœur, Charles VII avait imposé une taxe spéciale sur les épices importées en France par le port d'Aiguesmortes. La mesure frappait non seulement les marchands des possessions d'Alphonse le Magnanime, surtout ceux de Catalogne, mais nuisait aussi aux intérêts du roi lui-même (« nostres drets reys » dit l'acte, rédigé en catalan). S'agissait-il d'une mesure tendant à favoriser les affaires de l'Argentier avec l'Orient ou bien d'une disposition destinée à remplir les caisses royales ? Nos informations sont beaucoup trop lacunaires pour que nous puissions répondre d'une manière ferme à cette question.

Étant donné que cette mesure nuisait surtout à ses possessions espagnoles et en premier lieu à la Catalogne, Alphonse V demandait, le 28 août 1450, à sa femme, la reine Marie, qui le remplaçait dans le gouvernement de cette principauté, et aux membres des Cortès de la même province, convoqués à Perpignan, d'entreprendre les démarches nécessaires afin d'arriver à la suppression de ces taxes⁴.

Sept mois plus tard, Jacques Cœur était arrêté⁵. Avait-on entre temps renoncé aux impositions dont se plaignait le roi d'Aragon, avait-il gagné de la sorte les bonnes grâces de ce souverain ?

En tout cas, la faveur d'Alphonse le Magnanime lui était acquise puisque

1. PAUTZ, *Beziehungen*, p. 7.

2. PAUTZ, *Ibid.*, p. 24, 36, 60-61.

3. A. C. A., reg. 2542, fol. 62 v^o.

4. A. C. A., reg. 2655, fol. 78 v^o, 79 r^o ; plus loin pièce justificative n^o III.

5. Il fut arrêté le 31 juillet 1451. PAUTZ, *Beziehungen*, p. 40.

ce fut dans sa capitale, à Naples et ailleurs, qu'un des principaux facteurs de Jacques Cœur, Antoine Noir, s'empessa de transporter et de mettre en sûreté les papiers, de grosses sommes d'argent et des marchandises appartenant à l'ancien favori, immédiatement après l'arrestation de celui-ci¹. Autre constatation : quatre mois après la chute de l'Argentier, plus exactement le 24 novembre 1451, un employé d'Antoine Noir, un certain Jean Jaunac, obtenait du roi de Naples un sauf-conduit valable deux ans en faveur de la flotte de son maître².

Arrêtons-nous un instant à la date de cet acte : le 24 novembre 1451. Jacques Cœur était en prison depuis près de quatre mois. Quelques semaines avant la délivrance de ce sauf-conduit, le 17 octobre, Charles VII s'était adressé à la reine Marie d'Aragon, au conseil et aux députés de Barcelone. Il rappelait à ces derniers qu'il était intervenu auprès d'eux à plusieurs reprises en faveur de l'Argentier. Actuellement, celui-ci était aux arrêts. Il les priait d'accorder un bon traitement aux « galées et autres fustes de France, où nostre dit argentier et plusieurs autres notables marchans de nostre royaume ont leurs biens, deniers et marchandises ».

Et, comme il savait que certaines personnes voudraient leur porter dommage, le roi ajoutait : « ... nous avons grand désir et affection à l'entretenement des dites galées et au fait de la marchandise qui se conduit par le moyen d'icelles, et que l'empeschement qui leur pourroit estre donné seroit grant dommaige à la chose publique et à la destruction de nostre dit argentier et de plusieurs autres marchans de nostre dit royaume et à nous très grant desplaisir³... ».

De quoi s'agissait-il ? Pour saisir le but de ces interventions du roi de France — adressées, notons-le, non pas à son cousin qui régnait à Naples, mais aux dirigeants de la ville de Barcelone — il faut suivre la flotte de Jacques Cœur après l'arrestation de celui-ci. Charles VII avait chargé une commission ayant à sa tête Jean d'Étampes, évêque de Carcassonne, de mettre sous la main du roi les biens de l'Argentier en Languedoc. L'évêque agit mollement. Les galées du prisonnier purent aller, chargées de marchandises, à Pise et rentrer à Marseille. Quelque temps après, trois de ces navires se dirigèrent vers l'Aragon, la Catalogne, vers Valence et les côtes barbaresques. Vers la Toussaint 1451, une de ces galées, la *Saint-Michel*, appareillait pour Naples, la Sicile et Rhodes⁴. J'estime que ce fidèle de Jacques Cœur, ce Jean Jaunac qui était intervenu auprès du roi de Naples pour obtenir un sauf-conduit, se trouvait au bord de ce navire. En tout cas, vingt-quatre jours après la Toussaint, la chancellerie royale lui délivrait le privi-

1. Archives nationales, KK 328, fol. 378 v°; JJ 187, n° 68, fol. 36 v°.

2. Pour ce Jean Jaunac, voir Archives nationales, KK 328, fol. 186 r°, 378 v°; cf. GUIRAUD, p. 79. Il donna son concours à l'évasion de Jacques Cœur. Voir plus loin, p. 233.

3. J. CALMETTE, *Les lettres de Charles VII et de Louis XI aux archives de Barcelone*, dans *Annales du Midi*, XIX, Toulouse, 1907, p. 58, n. 2, 64-65.

4. GUIRAUD, p. 98, 107-108.

lège que nous venons de signaler. Mais, pour se rendre compte de l'adresse dont fit montre l'ancien argentier, mieux vaut citer un bref passage du document en question :

A la suite des très humbles interventions de plusieurs personnes de notre entourage (*Ad nonnullorum familiarium et domesticorum nostrorum perhumiles intercessus*), disait le roi, et eu égard aux services que nous a rendus... Jacques Cœur, l'Argentier de... Charles, roi de France... et à ceux qu'il pourrait nous rendre à l'avenir, et accédant aux suppliques qu'il nous a transmises par l'intermédiaire de... Jean « Jonach »... nous accordons un sauf-conduit en faveur... de Jacques Cœur, de ses fidèles, de ses amis et de ses serviteurs... et de tous ses biens et de ceux appartenant à ceux derniers... de même qu'en faveur de ses quatre galéasses, appelées *Notre-Dame et Saint-Denis*, *Notre-Dame et Saint-Jacques*, *Sainte-Madeleine et Notre-Dame et Saint-Michel*, de même qu'en faveur des deux autres navires (*duas naves sive navigia*)¹, etc.

Par conséquent, nous voyons, d'une part, Charles VII s'adresser, le 17 octobre 1451, à la reine Marie et aux dirigeants de la ville de Barcelone au sujet de la flotte de Jacques Cœur, et, de l'autre, l'Argentier avoir recours, bien qu'enfermé, au mari de la reine, au maître de Barcelone, à Alphonse le Magnanime, et arriver, pas plus tard qu'un mois après l'intervention du roi de France, à obtenir le sauf-conduit que nous venons de commenter. On perçoit là une véritable lutte entre Jacques Cœur, protégé par le roi de Naples et son entourage, et son propre souverain, Charles VII. Mais qui étaient ses protecteurs de la cour aragonaise, qui étaient ces *familiares*, ces *domestici* dont parle notre document? Ce facteur de Jacques Cœur, cet Antoine Noir, établi à Naples après l'arrestation de son maître², était-il devenu un *familiaris*, un *domesticus* du roi de Naples? Et ce Ragusain, Marino de « Cajan »³, et ce marchand picard, Robinet de Sampy, qui s'étaient réfugiés à Naples, eux aussi, après la chute de l'Argentier avec qui ils avaient été en étroites relations d'affaires⁴?

Trois mois à peine venaient de s'écouler, et un nouveau sauf-conduit, dû aux mêmes interventions, venait confirmer, le 12 mars 1452, l'acte précédent. Pris dans son ensemble, il répète les termes du document antérieur. Cependant, quelques éléments nouveaux méritent de retenir notre attention. En effet, sa validité n'était plus limitée à deux ans, mais laissée à l'appréciation du roi d'Aragon. On n'y parle plus cette fois d'une demande de Jacques Cœur, mais bien de l'intervention des personnes de l'entourage du roi. On cite, à côté de l'Argentier, ce Jean Jaunac, que nous avons déjà mentionné, et une série d'employés de Jacques Cœur. Si, parmi ceux-ci, Antoine

1. A. C. A., reg. 2619, fol. 118 v^o-119 v^o.

2. Voir plus haut, p. 229.

3. On trouve aussi les formes « Cajant » et « Cagant ». Archives nationales, KK 328, fol. 381 bis v^o-382 v^o, 383 r^o.

4. *Ibid.*, fol. 378, 379, 381 bis v^o-382 v^o.

Noir, que nous venons de citer, et ses frères (Hugues et Rostain), qui avaient dirigé les affaires de leur maître à Montpellier, Lyon et Avignon¹, étaient déjà connus, de même qu'un certain Louis Chamant², les noms d'autres employés de l'Argentier apparaissent pour la première fois dans ce privilège royal, à savoir : Louis Grichault³, Louis « Breulla », Anceau de Raucourt, Jean « Damoretis ». On parle encore une fois des quatre galées que nous connaissons déjà, mais on ne fait plus mention des deux navires dont faisait état le document précédent. La révocation éventuelle du sauf-conduit devait être annoncée à son de trompe dans les ports de Valence, de Barcelone, dans ceux de l'île de Majorque, à Naples, à Palerme et à Perpignan.

La validité de ce privilège était prolongée de six mois après la révocation éventuelle⁴. J'estime encore une fois que l'énumération des ports que je viens de nommer définit l'aire à l'intérieur de laquelle se déroulait en 1452 l'activité de la flotte et des facteurs de Jacques Cœur, dans les eaux attenantes aux possessions d'Alphonse d'Aragon, bien entendu. Mais elle ne se limitait pas là.

En effet, moins de deux mois après, le 5 mai 1452, le pape Nicolas V accordait à son tour un sauf-conduit, sur la demande, cette fois-ci, de Jacques Cœur. Le document en question répète les noms des galées que nous connaissons déjà, ne fait plus mention des deux navires dont on parlait dans un des privilèges aragonais et, constatation qui ne manque pas d'intérêt, nous fournit aussi les noms des quatre commandants : Guillaume Gimart, Jean de Village, Jean Forest et Gaillardet « de la Fargor » (de la Farge), tous connus, du reste⁵.

Par conséquent, un an après l'arrestation de l'Argentier, l'activité de sa flotte continuait sous la double protection du Saint-Siège et du roi d'Aragon et de Naples. Celui-ci fit délivrer un autre sauf-conduit à Guillaume Gimart, commandant bien connu d'une des galées de Jacques Cœur, le 26 décembre 1452⁶. Il partait de Naples en Orient en qualité de « patron » de la galéasse *Notre-Dame et Saint-Michel*, laquelle dans cet acte est représentée comme appartenant au roi de France⁷, mais il s'agit là d'une simple formule de style : les navires étaient restés, grâce au dévouement et à la décision de ses fidèles et à la faveur montrée par le pape Nicolas V et le roi Alphonse, la propriété de l'Argentier.

Il faut examiner le copieux journal du procureur général Jean Dauvet, chargé par Charles VII de mettre en vente les biens de Jacques Cœur, pour

1. BOARDMAN-KERN, p. 92-93.

2. Une autre forme de son nom dans GUIRAUD, p. 79 : Chameux.

3. Celui-ci est mentionné au fol. 372 du registre KK 328 des Archives nationales. C'était un subordonné d'Antoine Noir. Il était originaire d'Avignon.

4. A. C. A., reg. 2618, fol. 154 v^o-155 v^o.

5. PRUTZ, *Beziehungen*, p. 62-64.

6. LE RÈNE, *Ibid.*, p. 40.

7. A. C. A., reg. 2620, fol. 26 v^o-27 v^o.

se rendre compte des louvoiements, de l'astuce, des motifs toujours différents invoqués par les capitaines des galères de l'Argentier, pour ajourner leur livraison et la présentation de leurs comptes¹. Ce ne fut qu'en mai 1454 que trois parmi ces navires (la *Saint-Denis* avait coulé dans le port de Marseille) furent enfin vendues aux enchères et, constatation assez curieuse, à un certain Bernard de Vaulx, un des complices de Jean de Village, le parent et le premier capitaine de Jacques Cœur, dans une affaire d'exportation hors de France d'une quantité d'argent transporté à Rhodes².

Le nouveau patron de la galée *Saint-Michel* n'était autre qu'un certain Lazarin Dandrea, un autre complice dans la même opération³.

On peut alors se demander si ce Bernardin de Vaulx n'avait pas acheté les trois galées restantes pour Jacques Cœur lui-même...

On connaît assez bien les circonstances romanesques dans lesquelles Jacques Cœur s'échappa de sa prison, aidé, sans doute, par son fils Ravaut, qui était allé en Avignon et en Provence pour préparer son évasion⁴, par Jean de Village et par les autres commandants de ses navires. Nous ne nous y arrêterons pas⁵.

En mars 1455, il était à Rome où le pape l'accueillait cordialement. Quelques jours après son arrivée, le Souverain Pontife, dans une adresse aux cardinaux, proclamait son innocence, repoussait avec force l'accusation selon laquelle Jacques Cœur se serait laissé acheter par le Saint-Siège et reconnaissait ses mérites envers l'Église. Nicolas V demandait au Sacré Collège d'intervenir en sa faveur auprès de Charles VII et ailleurs⁶. Eut-on recours à cette occasion, comme suite aux objurgations du pape mourant, au roi d'Aragon aussi? Toujours est-il que par des lettres du mois de janvier 1456 Alphonse le Magnanime enjoignait à son frère Jean, roi de Navarre, de considérer toujours comme valable le sauf-conduit accordé à Jacques Cœur, Jean Jaunac, Louis Grichault, etc. Il ressort de ces lettres que des interventions s'étaient produites auprès de Jean de Navarre et que des mesures avaient été prises à sa cour pour annuler ce privilège. Un ordre du roi d'Aragon avait été nécessaire pour rétablir la situation antérieure par une sentence prononcée par le Conseil du roi de Navarre. Cependant, les interven-

1. Archives nationales, KK 328, fol. 145 v°, 146 r°, 152 r° et v°, 153 r°, 170 v°, 174 r° et v°, 179 r°, 184 r°; JJ 191, n° 235, fol. 127 r° et v°.

2. Archives nationales, KK 328, fol. 159 r°. Cf. *Ibid.*, les fol. 153 r°, 154 v°, 155 r° et v°, 156 r° et v°, 157 r° et v°; JJ 191, n° 234, fol. 126 r°.

3. Archives nationales, JJ 191, fol. 126 r°; KK 328, fol. 185 r°, 190 r°.

4. Archives nationales, KK 328, fol. 298 r°.

5. Le récit de l'évasion dans la lettre de rémission accordée en 1457 par Charles VII à Jean de Village. CLÉMENT, II, p. 315 et suiv., pièce n° 15; cf. PRUTZ, *Beziehungen*, p. 48; BOUVIER, p. 155-157.

6. Antoine THOMAS, *L'évasion et la mort de Jacques Cœur (sic) d'après des documents (sic) inédits* (tirage à part de la *Revue historique*, t. XCVIII, 1906), p. 6 (du tirage à part), n. 2; PRUTZ, *Jacques Cœur von Bourges*, p. 387-389; BOARDMAN-KERR, p. 263-265 (l'adresse du pape reproduite en photographie entre les p. 264 et 265).

tions tendant à l'annulation se multipliaient, et ce fut pour cela que partait de Naples, en janvier 1456, de nouvelles instructions concernant la stricte observation des privilèges accordés à Jacques Cœur et à ses facteurs. Craignant les hésitations de son frère, Alphonse d'Aragon enjoignait au protonotaire Antoine Noguères de rappeler, le cas échéant, au souverain de Navarre sa ferme intention de voir respecter le sauf-conduit de Jacques Cœur¹.

Remarquons, tout d'abord, que Jean Jaunac, dont le nom apparaît à nouveau dans ces lettres, avait, très probablement, fait partie, quelques mois auparavant, de l'équipe de fidèles qui délivra l'Argentier de la prison de Beaucaire². Observons ensuite que les interventions réitérées dont parlait le roi d'Aragon ne pouvaient avoir comme auteur que le roi de France.

C'est ici que s'arrêtent les renseignements fournis par les pièces découvertes dans l'*Archivo de la Corona de Aragón*. Cependant, avant de clore cet exposé, j'ajouterai quelques mots sur la fin de l'Argentier de France.

Sur la foi de l'obituaire de la cathédrale de Bourges, on a pu croire, jusqu'à un certain moment, que le protégé du Saint-Siège avait été nommé commandant en chef de la flotte pontificale dirigée contre les Turcs (« ecclesie capitaneus generalis contra infideles »)³. Charles B. de la Roncière pré-cite même, dans son *Histoire de la Marine*, qu'il aurait eu à sa disposition seize galères pontificales qui seraient parties d'Ancône pour combattre les Infidèles⁴.

L'expédition à laquelle fait allusion l'obituaire de Bourges a été étudiée de près et à plusieurs reprises. Je m'excuse de renvoyer pour cette question à un bref mémoire que j'ai publié en 1935 sous le titre *Le pape Calixte III (1455-1458), Alphonse V d'Aragon, roi de Naples, et l'offensive contre les Turcs*⁵. Le commandant en chef de cette flotte a été non pas Jacques Cœur, mais bien le cardinal Lodovico Scarampo, patriarche d'Aquilée. Il ressort, d'autre part, de la chronique de Thomas Basin et d'une lettre de rémission accordée par Charles VII à la veuve de Guillaume Gimart, que l'Argentier avait effectivement participé à l'expédition, *peut-être* à la tête de quelques galères⁶. Il a dû compléter la série des divers commandants qui vinrent

1. A. C. A., reg. 2557, fol. 38 v°, 39 r°; plus loin pièce justificative n° IV.

2. Dans la lettre de rémission accordée à Jean de Village, on cite un certain « Yonnet », qui participa à cet exploit. CLÉMENT, II, p. 326. J'incline à croire qu'il s'agit là de Jean Jaunac. Cf. BOARDMAN-KERR, p. 256.

3. L. RAYNAL, *Histoire du Berry*, III, Bourges, 1844, p. 94, note; Th. BASIN, éd. QUICHERAT, I, p. 316; cf. CLÉMENT, II, p. 199; BOUVIER, p. 168.

4. T. II, p. 286.

5. *Bulletin historique de l'Académie roumaine*, t. XIX, p. 77-97.

6. THOMAS BASIN, I, p. 316 : « Qui postea a summo pontifice Nicolao [recte : Calixto] quibdam galicis praepositus, quas contra Infideles armaverat, cum strenuum se aliquanto

renforcer la flotte pontificale. Nous en avons trouvé plusieurs. Citons parmi eux, en guise d'exemple, un Frère hospitalier, Jean Claver, qui commandait une galère, un baleinier et deux birèmes¹.

Ce fut pendant cette expédition que Jacques Cœur finit ses jours, emporté, peut-être, par la maladie². Le 25 novembre 1456, il avait cessé de vivre³.

Sa carrière prestigieuse devint dès son vivant la source de toutes sortes de légendes. Elles continuèrent à surgir d'autant plus après sa mort, enveloppée de mystère. Le chroniqueur Chastellain, donc un contemporain, avance qu'il était mort à Rhodes⁴. Un lumineux et pénétrant article d'Antoine Thomas, publié en 1908⁵, est venu démontrer que le riche marchand, qui avait joué un rôle si important dans les affaires politiques et économiques de la France et qui, s'il ne put garder la faveur de Charles VII, sut s'attirer celle des papes et de quelques souverains étrangers, eut sa sépulture à l'autre bout de la Méditerranée, dans l'île de Chio, où, au milieu du choeur de l'Église des Cordeliers, on pouvait voir encore son tombeau au début du xvi^e siècle⁶. Nos recherches afin de retrouver sa trace se sont avérées vaines : cette église n'existe plus⁷.

Constantin MARINESCO.

PIÈCES JUSTIFICATIVES*

I

Atri, 14 octobre 1445. Le roi Alphonse V d'Aragon prie son frère Jean, roi de Navarre, de faire payer à Jacques Cœur des premiers recouvrements de la suc-

tempore in hujusmodi navali praeiussuet exercitio, mors inde contracta (éd. SAMARAN, II, p. 284 : « morbo inde contracto ») eum ad feliciorum vitam ex hac instabili luce evocavit. GUIRAUD, p. 77 : « Ledit feu Gimart s'en ala avec ledit feu Jacques Cœur, son maistre, qui avoit charge de certain navire d'armée de par nostre Saint Père pour aler à l'encontre des ennemis de la foy... »

1. A. C. A., reg. 2621, fol. 157-158, reg. 2625, fol. 178-179 v°; reg. 2662, fol. 20; reg. 2623, fol. 98.

2. Thomas BASIN, éd. SAMARAN, II, p. 286.

3. A. THOMAS, p. 10.

4. Georges CHASTELLAIN, *Œuvres*, éd. KERVIN DE LETTENHOVE, t. VII, Bruxelles, 1865, p. 92 (*Temple de Boccace*).

5. Voir plus haut, p. 232, n. 6.

6. Antoine THOMAS, p. 10-11; Thomas BASIN, éd. SAMARAN, II, p. 287, n. 1. Une autre légende, d'après laquelle Jacques Cœur serait mort en Chypre, après avoir fondé une nouvelle famille, a été dissipée déjà depuis le xviii^e siècle par l'historien Bonamy. A. THOMAS, p. 9; CLÉMENT, II, p. 375 et suiv. (pièce n° 22). Cf. cependant Henri FIERRE, chap. VIII (*Les nouvelles tendances économiques*) du t. VII, 2^e partie de la collection *Peuples et Civilisations*. Paris, 1931, p. 145.

7. Nous avons eu recours à l'obligeance de M. le professeur C. Amantos d'Athènes, spécialiste de l'histoire de Chio, et à celle de notre ami M. Michel Lascaris, professeur à la Faculté des lettres de Salonique.

8. Je dois la transcription des copies qui suivent à l'extrême obligeance de mon ami M. Marcel Olivari Daydi, auquel j'ai fourni les cotes respectives des *Archives de la Couronne d'Aragon*.

cession de leur frère défunt, l'infant Henri, la somme de 6,000 florins d'or d'Aragon que l'Argentier du roi de France lui avait prêtée.

A. C. A., reg. 2795, fol. 86 v°.

Argentarii Francie.

Illustrissimo Rey, nuestro muy caro e muy amado hermano, entendido havemos como el Argentero de Francia hauria de recibir de la marmessoria de la buena memoria] del Infante don Enrique d'Aragon e de Sicilia, etc., nuestro muy caro e muy amado ermano, que Dios perdone, vi milia florines d'oro d'Aragon, los quales en su vida le empresto, del (*sic*) qual debdo apareceria por suficientes documentos. E por quanto el dicho Argentero acerqua d'est ose es quesido recomendar a nos e es persona la qual se muestra a nos asaç devota, vos rogamos affectuosamente e quanto mas strecha podemos, que por nuestra contemplacion queraes dar lugar que, si posible es, de los primeros cargos e debdos que se haveran a pagar de la dicha marmessoria sea este el uno, haviendo vos en esto por a manera que conoça el dicho Argentero nuestra intervencion e rogarias haverle muy mucho aprovechado, certificandovos que en (*sic*) esto vos reputaremos a muy special complacencia.

E sia, Illustrissimo Rey, nuestro muy caro e muy amado ermano, vuestra proteccion e guarda la Sancta Trenidat.

Dada en la ciudad de Atri, a xiiii dies de Octubre del anyo mil CCCXXXXV.

Rex ALFONSUS.

Dominus rex mandavit michi Arnaldo Fonolleda.
pro.

Al Illustrissimo Rey de Navarra, nuestro muy caro e muy amado ermano e lugarteniente general.

II

Tivoli, 18 février 1447. Le roi Alphonse d'Aragon regrette que Jacques Cœur ait eu à se plaindre de certains de ses sujets, lui demande des détails là-dessus et l'assure qu'il jouira de toutes les facilités nécessaires s'il veut faire du commerce dans ses possessions. Il le remercie de l'avoir mis au courant des projets de Charles VII de France concernant Gênes.

A. C. A., reg. 2654, fol. 116 v°.

Lo Rey d'Arago, etc.

Amat e devot nostre. Reebuda havem vostra letra, e aquella entesa, nos desplau que en nostres terres, per nostres officials ne vassals vos sia fet altre que bon tractament, e som marvellats que algu ho presumesca attentar. E per ço haurem plaer que particularment nos en vullau avisar, a fi que hi puxam provehir segons es nostra voluntat, la qual es vos e vostres fills, factors e coses esser tractats e favorits com si propriament fossen de un de nostres ben acostats servidors, com en aquella propria reputacio vos tingam, e uns plaure molt, si vostra voluntat sera, que en nostres regnes e terres pratiquets e negosciets e façats praticar e negociar, car vos, fills, servidors e robes vostres, havem en special recomendacio, e de bona voluntat atorgarem e manarem esser spachats tols guistges que necessaris haiau, tota vegada que n serem sollicitats per part vostra. Regraciant vos molt vostres ofertes liberals e avisacio de la deliberacio presa per lo Illustrissimo Rey de França, nostre molt car e molt amat cosi, en los fets de Jenova.

Dada en Tibuli, territori de Roma, a XVIII de Ffabrer, any MCCCCXXXVII.

Rex ALFONSUS.

Al amat e devot nostre Jaques Cuer, conseller e argenter del Serenissimo Rey de Ffrança, nostre molt car e molt amat così.

Dominus rex mandavit michi Arnaldo Fonolleda pro.

III

Terre Ottavo, 28 août 1450. Le roi Alphonse V demande à sa femme, la reine Marie, de prendre, de concert avec les membres des Cortès de Catalogne, les mesures nécessaires afin qu'on renonçât à l'impôt établi sous l'inspiration de Jacques Cœur sur les épices importées en France par Aiguemortes, étant donné que cet impôt lésait aussi bien le roi que les marchands catalans.

A. C. A., reg. 2655, fol. 78 v°.

Serenissima Reyna, nostra molt cara e molt amada muller e loctinent general.

Informats som que, procurant lo Argenter del Illustrissimo Roy de França, lo dit Rey hauria imposat un cert dret a tots aquells qui per via de Aygues Mortes meten speciaría en lo reyalme de França, la qual cosa es molt damnosa als nostres drets reyalms e encara a nostres regnes e terres e especialment al principat de Cathalunya e incoles de aquell(s). E desijants que per alguna bona via se donas causa a que lo dit dret se levas en tot per benefici (*sic*) dels dits nostres regnes e terres, e essent certs que en aqueixes parts se pora millor provehir en lo dit negoci que en aquestes, Vos pregam e encarregam quant pus affectuosament e streta podem, que vullats comunicar ab los de la Cort del dit principat als quals semblantment scrivim de aquest fet, e ensemps ab ells prengau algun tall (*sic*) o façau tals e axi degudes provisions per les quals se done causa que lo dit dret imposat^a en lo dit regne de França se vengua^b a levar e tornar al primer stament, havents vos en aço segons en totes altres coses, servey nostre concernents, havets be acostumat, certificants que de aço nos fareu complacencia singular.

E sia, Illustrissima Reyna, nostra molt cara e molt amada muller, la Sancta Trinitat vostra custodia e guarda.

Dada en la Torre de Octavo, a XXVIII del mes de Agost del any de la Nativitat de Nostre Senyor mil CCCCL.

Rex ALFONSUS.

Dominus rex mandavit michi Arnaldo Fonolleda pro.

Dirigitur Domine Regine.

In margine : Non fuit expeditum sub hac forma, sed sub alia ut infra.

Au fol. 79 r° du même registre, une lettre dans le même sens et ayant la même date adressée aux : « ... reverend, venerables pares en Christ, religiosos, egregis, nobles, amats e feels consellers nostres, los de la Cort general del principat de Cathalunya, convocada en la vila de Perpinya. »

a. On avait écrit tout d'abord : « los dits drets imposats ». Biffé.

b. On avait écrit tout d'abord : « venguan ». Biffé.

IV

Naples, 27 janvier 1456. Alfonse V d'Aragon demande à son frère Jean, roi de Navarre, de continuer à considérer comme valable, conformément à une décision prise dans son Conseil, le sauf-conduit délivré à Jacques Cœur et à ses collaborateurs nonobstant toute intervention en sens contraire.

A. C. A., reg. 2557, fol. 38 v°.

Pro Argentario Francie.

Illustrissimo Rey, nostre molt car e molt amat frare e lochtinent general. Per que havem entes que vos, ab vostra sentencia donada en vostre Consell, haveu declarat e manat lo guiatge per Nostra Majestat atorgat al argenter de França e a N Johan Jonach e Luis Grijault e Antoni Negre, factors de aquell, e altres en lo dit guiatge contenguts, deure esser observat, e encara hauriau manat casar e anullar tots los actes, processos e enantaments fets apres la concessio del dit guiatge e tot esser tornat al primer stament, segons ab altra patent provisio nostra era stat manat (la qual cosa, perque veem haveu feta per observacio de nostres manaments, a nos es stada molt accepta), vos pregam e encarregam quant mes stretament podem, que servan a aquells lo dit guiatge e provisions nostres e axi la sentencia e declaracio per vos ab vostre Consell, com dite s, degudament promulgada, aquella, segons sa serie e tenor, maneu esser executada, tota dilacio apart posada ne quant a aço admetau excepcions algunes a pregaries* de qualseval persones qui volguessen empachar la dita vostra declaracio e sentencia [e] execucio de aquella, car sempre es stada e sera nostra voluntat que los guiatge e provisions per nos a ells atorgades los sien observades a la letra.

Feu, donchs, axi sia per Vos enseguit e complit com fins aci haveu acostumat e en Vos speram e confiam.

E sia, Illustrissimo Rey, nostre molt car e molt amat frare, Vostra continua guarda la Santa Trinitat.

Dada en lo Castell Nou de la ciutat nostra de Naps, a xxvii de Jener del any MCCCCLVI. Rex ALFONSUS.

Dirigitur Regi Navarre.

Dominus rex mandavit michi
Johanni Valerio.

pro.

Au fol. 39^{ro} du même registre, une lettre dans le même sens et ayant la même date, adressée à Antoine Nogueres, protonotaire du roi de Navarre.

* On avait écrit tout d'abord : « prerogatives ». Biffé.

NOTE SUR LES CONSULS FRANÇAIS A LISBONNE ET LEURS ATTRIBUTIONS A LA FIN DU XVI^e ET AU DÉBUT DU XVII^e SIÈCLE

Le vicomte de Caix de Saint-Aymour a établi dans le *Recueil des instructions données aux ambassadeurs de France*, volume consacré au Portugal¹, une liste des consuls de France à Lisbonne qui n'est pas toujours exacte ni complète.

En voici la liste en ce qui concerne le XVI^e et le début du XVII^e siècle :
Pierre d'Or — 1579.

Melchior de Rieux — non installé.

Louis de Mensis — 1602.

M. de Saint-Pé — 1617-1622.

S'il faut en croire Saint-Aymour, Pierre d'Or aurait été nommé en 1579, mais, en tout cas, il n'est pas sûr qu'il ait pris possession de son poste. En effet, un Français qui écrivait de Lisbonne, sous l'occupation du duc d'Albe², le 13 avril 1581, et disait avoir « mis tant de temps à la poursuite des affaires des marchands françoys... depuis dix ans » demandait « licence d'exercer l'office de consul, suivant le pouvoir de Pierre d'Or, en attendant ou qu'il le vienne exercer, ou que vous me favorisiez tant que de men fer donner les provisions de Sa Magesté très Chrestienne³ ». Il y aurait eu quelqu'un, avant Pierre d'Or, qui aurait exercé les fonctions de consul sans avoir une nomination officielle, probablement un marchand choisi par sa nation, pour la défendre devant le roi de Portugal et ses officiers. C'est l'auteur de la lettre, dont le nom n'est pas connu. Nous l'avons cherché dans les index des Chancelleries Royales et nous ne l'avons pas trouvé, pas plus, d'ailleurs, que ceux de Pierre d'Or et de Melchior de Rieux. Il faut donc croire, et cette fois-ci avec Saint-Aymour, que Melchior de Rieux n'a pas été installé non plus.

Mais, et c'est là surtout que la liste de Saint-Aymour est incomplète, il y a eu avant Louis de Mensis des consuls de la nation française à Lisbonne. Il est vrai qu'il s'agit d'une série de consuls de nationalité portugaise, nommés par Philippe II sans avoir consulté le roi de France, mais il n'en est

1. Paris, 1886, p. LIII.

2. Le Portugal avait perdu son indépendance politique en 1580 et Philippe II avait été reconnu roi de Portugal par les Cortes de Tomar le 16 avril 1581.

3. Lettre anonyme existant à la collection de manuscrits portugais de la Bibliothèque nationale de Paris, publiée par Rodrigues CAVALHEIRO dans les *Anais das Bibliotecas, Museus e Arquivo Histórico Municipais*, Lisbonne, janvier-mars 1935.

pas moins vrai qu'ils étaient consuls de droit et qu'ils ont défendu les intérêts du commerce français¹.

Le premier de cette série est Pedro Martins, nommé le 27 mai 1582, en considération de ses services².

Après sa mort, en 1585, la charge est concédée à son fils aîné, Diogo Roiz da Ribeira, qui n'est pas encore dans les conditions nécessaires pour pouvoir l'exercer — être âgé d'au moins trente ans et connaître la langue française³. En attendant qu'il ait rempli ces conditions, ses fonctions sont exercées par Jorge Pinto, gentilhomme de la cour, qui avait rendu des services importants en Flandres. Le 1^{er} juillet 1588, l'office est accordé à João Roiz, le frère de Diogo Roiz da Ribeira qui veut entrer en religion⁴.

C'est alors qu'Henri IV obtient la faculté de présenter ses consuls à Lisbonne⁵ à la confirmation de Philippe III et que Louis de Mensis vient prendre la succession de João Roiz. Louis de Mensis est nommé, d'après Saint-Aymour, en 1602, mais il n'est confirmé par le roi d'Espagne que le 26 septembre 1605 par lettre expédiée de Valladolid⁶. Il est à remarquer que, quinze jours plus tôt, le 9 septembre, Philippe III lui-même avait conféré le consulat des Français à un marchand de la Nation, Pierre Faciel, habitant Lisbonne⁷.

Le mode de désignation des consuls des autres nations, pendant cette période, n'est pas toujours le même. Il change, en général, pour chaque nation. Ainsi, nous voyons le roi de Portugal confirmer toujours les consuls présentés par le duc de Venise⁸ et choisir lui-même les consuls des Anglais, Écossais et Irlandais jusqu'à 1612⁹. Les Allemands et les Flamands élixaient, en général, leurs consuls et les présentaient à la confirmation du roi de Portugal, mais il arrivait aussi que le roi en choisît pour récompenser des services rendus. Hans Cleonardo, choisi par les marchands allemands et flamands demeurant à Lisbonne et par les maîtres de bateaux flamands en

1. Voir notre *Note sur le commerce français à Lisbonne en 1586*, *Revista Portuguesa de História*, vol. 3.

2. Chancellerie de Filipe I, Doações, liv. 5, fol. 21. — Dans les indicatifs de succession des rois Philippe, il faut considérer que Philippe II d'Espagne est Philippe I^{er} de Portugal et que, par conséquent, la chancellerie de celui qui apparaît dans le texte comme Philippe II correspond dans les archives portugaises à celle de Philippe I^{er}.

3. Chanc. Filipe I, Doações, liv. 8, fol. 157 v^o.

4. Chanc. Filipe I, Doações, liv. 17, fol. 215 v^o.

5. D'après un chapitre de la lettre du roi du 18 avril 1616, publ. par Andrade e SILVA, *Coleção Cronológica de Legislação Portuguesa*, 1.

6. Chanc. Filipe II, Doações, liv. 14, fol. 241.

7. Chanc. Filipe II, Doações, liv. 17, fol. 94.

8. Chanc. D. Sebastião, Doações, liv. 2, fol. 61 v^o; chanc. Filipe II, liv. 11, fol. 119 v^o; liv. 35, fol. 9 v^o.

9. Chanc. Filipe I, liv. 9, fol. 279 v^o : nomination de João Talarte (1583); chanc. Filipe II, liv. 10, fol. 358 : nomination de Rolim Mailart; chanc. Filipe II, liv. 23, fol. 273 v^o : nomination de Duarte Bones; chanc. Filipe II, liv. 31, fol. 27 v^o : confirmation de Hongole, le premier nommé par le roi d'Angleterre (1612).

rade dans le port, est confirmé en 1580¹ et remplacé par Conrad Rot, nommé par Philippe II². Son successeur, João Canferbeque, est choisi par les Villes hanséatiques et confirmé par Philippe III, le 12 mars 1608³.

D'ailleurs, pour les Français, la nomination de Louis de Mensis n'a pas définitivement tranché la question. On la verra se poser à nouveau quand il s'agira de lui donner un successeur. On voit aussi Louis de Mensis s'engager, par sa lettre de confirmation, à payer une pension annuelle de 40.000 reis à la veuve de Pedro Martins, ce qu'il n'a certainement pas fait régulièrement, puisque, en 1612, Dona Lionor Martins obtient une nouvelle assignation⁴.

En compensation, João Roiz da Ribeira se voit réserver la première charge vacante ayant le même revenu, qui serait, d'après l'acte, de 600 cruzados (240.000 reis)⁵.

Louis de Mensis devait être à Lisbonne au début de 1603. Vraisemblablement la même année, il adressa au roi Philippe III une demande pour pouvoir exercer avec les mêmes attributions des consuls allemands et vénitiens. Il ajoute un certificat donné par le consul de Venise, Antonio Vezarte, sur le « estilo que tenho no usar do meu officio de consul e usou meu pai Luis Vezarte meu antecessor pela Senhoria de Venesa e os mais antecessores usavam⁶ ». Ce certificat, que nous avons trouvé aux Archives nationales de la Torre do Tombo à Lisbonne⁷, établit les attributions des consuls de Venise et fixe les droits qu'ils perçoivent sur les marchandises chargées ou déchargées à Lisbonne et dans tous les autres ports du royaume.

Voici ce qu'on y trouve : 1° Le consul doit régler, en accord avec un certain nombre de marchands, tous les différends ou querelles entre les maîtres, équipages et marchands de sa nation, qui doivent être portés à sa connaissance. — 2° Il doit les protéger contre les avanies et les injustices des officiers du roi jusqu'à ce que justice leur soit rendue. — 3° En cas d'armement d'une flotte, si le roi a besoin de munitions, d'agrès ou d'équipages vénitiens, il incombe aux ministres de Sa Majesté de s'entendre avec lui sur les prix et toutes conditions s'y référant. — 4° Quand les marchands ont besoin d'interprètes pour leurs affaires, le consul doit les fournir et personne ne peut être interprète de sa nation sans qu'il l'y ait autorisé. — 5° Il perçoit un droit de 1/8 % sur toutes les marchandises chargées et déchargées par

1. Chanc. D. Sebastião, Doações, liv. 44, fol. 338 v°.

2. Chanc. Filipe I, Doações, liv. 24, fol. 117 v°.

3. Chanc. Filipe II, Doações, liv. 23, fol. 21 v°.

4. Chanc. Filipe II, Doações, liv. 23, fol. 323.

5. Chanc. Filipe II, Doações, liv. 17, fol. 247.

6. « ... sur la façon d'exercer mes attributions dans l'accomplissement de ma charge de consul par la seigneurie de Venise, qui furent celles de mon père Louis Vezarte mon prédécesseur et qui furent aussi celles de mes autres prédécesseurs ».

7. *Corpo Cronológico*, parte 2°, maço 304, doc. 8. Ce document est daté du 13 janvier 1603.

ceux de sa nation à Lisbonne aussi bien que dans tous les autres ports du royaume et, sur chaque bateau, 10 cruzados (4.000 reis).

Ce sont aussi les attributions du consul de France, puisque, d'après la lettre de confirmation de Louis de Mensis, ses fonctions seraient identiques à celles des consuls représentant les autres nations étrangères.

Ce document, qui nous permet de fixer les attributions des consuls étrangers à Lisbonne en 1603 et de donner une solution à un problème qui n'est pas toujours facile à résoudre¹, est aussi valable pour l'époque précédente. En effet, Antonio Vezarte nous dit que ses prédécesseurs usaient du même « style ».

Louis de Mensis a inauguré, comme nous l'avons vu, la série des consuls nommés par le roi de France ayant, malgré cela, besoin de l'autorisation du roi de Portugal pour pouvoir exercer leurs fonctions. La question de l'origine des pouvoirs du consul, qui s'était soulevée à propos de sa nomination, s'est posée à nouveau, lorsque le Roi Très Chrétien voulut lui donner un successeur. Étant accusé par les marchands de Bordeaux, Bayonne, La Rochelle, Olonne, Rouen, Calais, Dieppe, etc., d'entraver leur commerce, Louis de Mensis avait été convoqué pour paraître devant le Conseil du roi dans un délai de deux mois². Il n'a pas cru devoir se rendre à cette invitation. On lui donna comme successeur Jean de Saint-Pé (2 janvier 1615), qui n'est confirmé que le 8 juillet 1617³. Louis de Mensis était soutenu par le Conseil de Portugal, qui prétendait que « no toca a los tribunales de Francia conozer de las culpas que cometen en España sus subditos⁴ » et que « al Rey Cristianissimo toca solamente el presentar persona llegado el caso vacante, y al Rey mi Señor aprovala y dalle el titulo⁵ ». De son côté, le marquis de Senecey, ambassadeur de France, défendait que le roi son maître avait « poder absoluto... de nombrar para el dicho officio la persona que le pareciere como quitarle por causas que a ello muevan⁶ ». Le différend s'est pro-

1. Voir A. Girard, *Le commerce français à Séville et à Cadix au temps des Habsbourgs*, Paris, 1932, p. 141-142, et *Note sur les consuls étrangers en Espagne*, dans *Revue d'histoire moderne*, 1934.

2. Voir l'acte de nomination de Saint-Pé, dont il y a une traduction à Simancas (Espagne), Estado, leg. 2867.

3. Lettre de confirmation de Saint-Pé. Chanc. Filipe II, liv. 43, fol. 18.

4. « Il n'appartient pas aux tribunaux français de connaître des délits commis en Espagne par les sujets du roi de France. » Minuta de la resolution que se debe tomar en el asunto de consul de Francia en Lisboa — Simancas, Estado, leg. 2867.

5. « Il appartient seulement au Roi Très Chrétien de présenter un candidat en cas de vacance d'une charge et au roi mon maître de l'approuver et de lui conférer le titre. » Minuta de la carta que el Duque de Lerma dirige al embajador de Francia, mars 1616. Simancas, Estado, leg. 2867.

6. « Qu'il avait pouvoir absolu de nommer qui lui semblait dans la charge comme de la lui retirer pour quelque motif qui l'y décidât. » Nota del Embajador de Francia sobre el incidente diplomatico entre España y Francia en 1616 por el nombramiento de Saint-Pé para el cargo de consul en Lisboa. Simancas, Estado, leg. 2867.

longé non seulement jusqu'à la confirmation de Saint-Pé, mais vraisemblablement plus tard. Dans sa lettre du 3 juillet 1618 au gouvernement de Lisbonne, Philippe III demandait encore qu'on examinât une proposition de Louis de Mensis « que j'ai fait dans cette ville consul des Français », sur les droits du beurre et du fromage importés des pays étrangers¹.

Tels sont les matériaux que nous avons apporté pour la connaissance des consuls de France à Lisbonne et leurs attributions à la fin du xvi^e et au début du xvii^e siècle.

Julião SOARES DE AZEVEDO,
Lecteur de portugais à la Sorbonne.

1. Lettre publiée par Andrade e Silva dans *Colecção Cronológica de Legislação Portuguesa*, L, p. 259.

D'après Saint-Aymour, la première mission de Saint-Pé à Lisbonne aurait été terminée en 1622. Or, nous avons trouvé aux archives municipales de Lisbonne la copie d'une demande qu'il a adressée à la municipalité en août 1636 pour pouvoir importer du blé de France, destiné au ravitaillement de la ville, malgré la guerre. Saint-Pé était considéré par la municipalité comme quelqu'un qui habite la ville depuis de longues années, y est établi et y possède des biens (*Liv. de Consultas e Respostas do tempo do Governo de Castela*, Cod. n° 59/64 A, fol. 14).

LES JANSÉNISTES ITALIENS

ET LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ

Jusqu'à une époque relativement récente, les Italiens eux-mêmes avaient négligé d'appliquer leur attention au développement que les tendances jansénistes eurent dans leur pays au XVIII^e siècle. Sans doute le nom de quelques jansénistes marquants, sinon leur œuvre, était-il connu des érudits, et quiconque avait étudié l'histoire religieuse du Settecento, les luttes d'influence qui aboutirent à la suppression temporaire de la Compagnie de Jésus, savait combien l'épithète de « janséniste » y avait été prodiguée. Mais, justement, le fait que cette appellation générique ait recouvert des réalités très diverses continuait à entretenir plus d'équivoques qu'à apporter de lumière dans les esprits. C'était aussi une vérité d'expérience, soulignée avec quelque rudesse par M. Jemolo, l'un des grands spécialistes, aujourd'hui, de la question, que « l'incompréhension absolue, le désintéressement complet à l'égard de tout ce qui touche la vie religieuse, rendait impossible que fût seulement tentée une histoire du jansénisme italien¹ » au lendemain du Risorgimento. Le même historien voit l'une des causes qui empêchèrent en Italie la diffusion de la Réforme dans cette indifférence². Sans qu'elle ait disparu à notre époque, et en abordant le problème du point de vue irénique qui est désormais celui de nos contemporains, dont le jansénisme a cessé d'émouvoir les passions, on doit reconnaître que là, sans doute, est le motif principal du retard apporté à étudier un mouvement de pensée et d'action qui, depuis quelque quarante ans, a suscité, enfin, une légion de chercheurs et conduit déjà à des résultats d'un incontestable intérêt.

A la suite de M. Rota, professeur à l'Université de Pavie, qui a donné le branle en 1907 et publié une série de travaux d'un grand mérite ; de M. Rodolico, dont l'essai sur *Gli amici e i tempi di Scipione dei Ricci*³ ouvrait des perspectives variées autour de l'attachante personnalité de l'évêque de Pistoie et de son fameux synode de 1786, condamné par la bulle *Auctorem fidei* ; de M. Francesco Ruffini, qui s'est appliqué surtout à suivre les cheminement de la morale et de la foi jansénistes dans l'œuvre de Manzoni et le milieu familial de Cavour ; de M. Jemolo et de M. Ernesto Codignola, le monde ecclésiastique lui-même s'est mis de la partie, non sans profit pour la connaissance exacte du sujet.

Une tâche préliminaire s'imposait qu'a parfaitement comprise M. Codi-

1. *Il giansenismo in Italia prima della Rivoluzione*, Bari, 1928, p. xvi.

2. *Op. cit.*, p. 185.

3. Florence, 1920.

gnola : explorer les archives publiques et privées où l'on savait devoir trouver, avec des correspondances et des documents inédits, les fondements d'une connaissance sûre du milieu janséniste italien. Ainsi nous a-t-il apporté successivement, avec ses trois gros in-4° de *Carteggi di giansenisti liguri*¹, que précède une ample et remarquable introduction, un choix abondant de lettres des scolopes Martino Natali et Giambattista Molinelli, de l'ex-oratorien Vincenzo Palmieri, de l'évêque de Noli Benedetto Solari, de l'abbé Eustachio Degola et d'autres théologiens ligures de même tendance, lettres d'autant plus précieuses que certaines d'entre elles, tirées des archives de couvents génois, ont été détruites en 1943, lors des bombardements de la ville. A cette publication ont fait suite les deux tomes du *Giansenismo toscano nel carteggio di Fabio de Vecchi*², illustrant la figure de second plan, bien significative cependant, du vicaire général de l'archevêque de Sienne et professeur de théologie à l'Université que fut ce prélat, ami intime de Ricci, et l'ouvrage ultérieur où sont rassemblées quelques études fragmentaires, mais singulièrement pénétrantes, sur divers aspects de la pensée italienne plus ou moins hétérodoxe³.

Du côté des érudits appartenant au monde religieux, il faut signaler surtout l'intérêt exceptionnel du recueil de lettres et documents tirés par Mgr Savio, O. M. C., des Archives du Vatican, notamment des rapports à la Secrétairerie d'État des nonces accrédités auprès des souverains italiens⁴, et le récent volume de E. Dämmig, qui porte le n° 119 dans la collection de *Studi e Testi* publiés par les collaborateurs de la Bibliothèque Vaticane et les archivistes de l'*Archivio Segreto : Il movimento giansenista a Roma nella seconda metà del secolo XVIII*⁵. Il résulte d'un copieux dépouillement des sources conservées dans les bibliothèques Corsiniana et Casanatense à Rome, Marucelliana à Florence (fonds Bandini), Queriniana à Brescia, des Archives d'État de Florence et des Archives du Vatican.

Une des premières conclusions qui se dégagent de l'ensemble des documents déjà connus sur le jansénisme italien avant la Révolution est qu'il n'eut jamais dans le bas clergé l'ampleur qu'on lui a vu en France en des diocèses comme Auxerre, Sens, Troyes et à Paris, lors de l'épanouissement majeur du richérisme qu'ont notamment mis en relief les recherches de M. Préclin, mais qu'en revanche les milieux de la Curie, l'épiscopat italien et même le Sacré-Collège ont favorisé beaucoup plus qu'on ne l'imaginait communément, en même temps que l'opposition aux Jésuites, des tendances qui profitaient directement ou indirectement à leurs adversaires déclarés. C'est un singulier aveu que celui du ministre réformateur du roi de Naples, Tanucci, qu'il fut « encouragé à lutter pour la vérité, pour la justice et pour

1. Florence, 1941.

2. Florence, 1944.

3. *Illuministi, giansenisti e giacobini nell'Italia del Settecento*, Florence, 1947.

4. *Devozione di Mons. Adeodato Turchi alla Santa Sede*, Rome, 1938.

5. Cité du Vatican, 1945.

les privilèges de son roi, et à montrer de moins en moins d'égards pour Rome, par les conseils de Mgr Bottari¹, le prélat toscan, conservateur de la Bibliothèque Vaticane, qui fut à Rome l'âme de la propagande janséniste sous quatre pontifes, de Clément XII à Clément XIV, puisqu'il ne mourut qu'en 1775, à l'âge de quatre-vingt-six ans. La liberté d'expression dont usent à l'égard de Rome ceux que M. Jemolo appelle « les rebelles », les ordonnateurs et les approbateurs du concile de Pistoie, les Ricci, les Tamburini, les Serrao, les Solari, les Degola, tous prêtres moralement irréprochables et d'une foi ardente, qui ne tendent à rien moins, cependant, qu'à rendre pratiquement indépendantes du Saint-Siège les Églises de Toscane, de Lombardie, du royaume de Naples, de la république de Gênes, est plus qu'amorcée déjà cinquante ans plus tôt dans le groupe romain de « l'Archetto » ou celui des Oratoriens de la Chiesa Nuova.

Mais quels traits communs offrent ces premiers flancs-gardes du jansénisme que l'on trouve en particulier chez les Augustins, les Dominicains, les Scolopes, mais surtout dans le clergé séculier et à l'Oratoire? Ce sont pour la plupart des érudits — bibliothécaires en titre des princes régnants, comme Lami, Bandini, Magliabechi à Florence, Muratori à Modène, plus tard l'abbé Berta à Turin, mais surtout Bottari et Foggini à la Bibliothèque Vaticane. Certes, les différences ne manquent pas entre eux. Lami se rattacherait plutôt à l'illuminisme sceptique qu'à l'augustinisme rigide de Bottari. Il avoue : « Ce qui nous surprend, c'est que, dans un siècle aussi éclairé, on continue à écrire sur une question qui se conclut facilement en peu de mots, à savoir : par un beau *non lo so* ; car on ne doute pas que l'existence de la Grâce et de la Liberté soit un dogme de Foi ; et l'on ne doute pas davantage que le concours de ces deux vertus motrices des actes humains soit inintelligible. D'où ce grand corollaire, capital à connaître, qu'une quantité de livres sur cette matière, qui formeraient une abondante bibliothèque, si l'on excepte en certains l'histoire de la pensée antique à ce propos, qui peut être de quelque utilité, ne servent à rien d'autre qu'à tourmenter sans profit l'esprit humain². »

Mais, en pratique, Lami loue dans sa revue, les *Novelle letterarie*, si appréciée du monde savant, tous les ouvrages et libelles jansénistes, tandis qu'il polémique sans cesse avec les Jésuites ; il a pour correspondants, pour collaborateurs et pour abonnés tous ceux qui défendent à son époque l'augustinisme le plus strict. Les uns et les autres, en relations avec Mabillon et Montfaucon, sont de grands démolisseurs de pieuses légendes, d'actes de martyrs suspects, de traditions irrecevables. Muratori — qui, lui non plus, n'a jamais adhéré expressément au jansénisme — et Lami ont tracé la voie³ ;

1. E. DANNIG, *op. cit.*, p. 396.

2. Cité par JEMOLO, *op. cit.*, p. 406.

3. Muratori récuse la légende de sainte Véronique et celle de sainte Ursule avec les 11.000 vierges, ses compagnes, la translation par les anges de la maison de Lorette et jusqu'aux stigmates de saint François. Lami, au terme d'une longue étude sur les images saintes

quarante ans plus tard, les *Annali Ecclesiastici*, l'hebdomadaire janséniste de Florence, réplique exacte des *Nouvelles ecclésiastiques*, inaugure dès sa première année (1780) une rubrique « révisionniste » du Bréviaire romain, qui s'appuie sur les Bollandistes, la Congrégation de Saint-Maur et autres garants valables pour suivre pas à pas le calendrier et montrer la fragilité de tout ou partie d'*acta martyrum* vénérés, ceux d'un saint Marcel, d'un saint Sébastien, d'une sainte Agathe, d'une sainte Dorothée, d'un saint Adrien, etc.

En revanche, la plupart de ces prêtres, désireux de restituer intégralement la discipline de l'Église primitive, de ne rien modifier dans l'interprétation traditionnelle de l'Écriture sainte, acceptent sans sourciller la chronologie biblique et prennent au sens littéral tous les textes de la Genèse (les six « jours », l'ablation d'une côte d'Adam pour former Ève, la pomme et le serpent, etc.). De même que, chez nous, Duguet calcule gravement, à un an près, l'âge des patriarches pour établir la date de la création¹, le dominicain Concina, rigoriste extrême, semble ignorer la critique inaugurée par Richard Simon et l'oratorien Marcelli la rejette en bloc, comme plus tard Martino Natali et Tamburini lui-même, si audacieux en d'autres domaines. Tous ceux d'entre eux qui méritent vraiment l'épithète de « jansénistes » n'acceptent aucune atténuation à l'opinion de saint Augustin que les enfants morts sans baptême souffriront éternellement, non seulement la privation de Dieu, mais la peine sensible du feu, dont, toutefois, le P. Marcelli veut bien déclarer la rigueur « mitissima² » en comparaison de celle des adultes ; de même que les actes vertueux des païens ou des hérétiques, privés de la grâce, ne leur constituent aucun mérite devant Dieu et ne peuvent leur valoir la béatitude. Tamburini explique qu'il s'attache inévitablement à l'exercice de ces vertus des satisfactions d'amour-propre qui en vicient la pureté. En 1807 encore, Degola, le plus hardi peut-être dans sa lutte contre les décisions et les usages de la Curie romaine, entre en fureur en apprenant qu'un théologien turinois, G. Sineo, dans un discours tenu à l'Université, a admis que « la Religion, sans l'approuver, tolère l'erreur » et, partant de là, s'est écarté de l'opinion de saint Augustin sur le sort d'outre-tombe des infidèles et des enfants non baptisés. Degola y voit un affreux scandale, mobilise contre lui les jansénistes génois Palmieri et Carrega, les Piémontais Ghione,

poursuivie au long de l'année 1767 dans les *Novelle letterarie*, relève une série d'erreurs de chronologie et de fait dans l'inscription relative au transfert des restes de saint Zanobi, évêque de Florence du ^v^e siècle, que porte une colonne commémorative élevée au ^{xiv}^e à côté du baptistère de saint Jean et dans les miracles que la foi populaire y rattache ; lui et Mgr Foggini, au risque de scandaliser profondément les Florentins, s'élèvent contre la légende qui fait de saint Romulus, patron du diocèse de Fiesole, un disciple direct de saint Pierre.

1. Cf. J.-J. DUGUET, *Explication du liore de la Genèse*, Paris, 1732 ; *Explication de l'ouvrage des six jours*, nouvelle édition, Paris, 1740, notamment p. 40-46.

2. *Institutiones theologicæ*, Fulginii, 1844, III, p. 423.

Spanzotti et Gautier (celui-ci avec un volume de cent vingt-deux pages) et voudrait que l'archevêque de Turin, pour un tel attentat, retirât au malheureux Sineo le titre de vicaire général honoraire¹ ! Le cas est évoqué, enfin, par l'abbé Grégoire, dans son *Histoire des sectes religieuses*², où cet esprit, si libre à tant d'égards dans sa conduite et sa pensée, se range ici docilement aux côtés de son ami Degola : « Sineo, écrit-il..., a l'air de repousser d'une main le Pélagianisme qu'il caresse de l'autre... Tous les catéchismes avoués par l'Eglise déclarent que l'homme dégradé par le péché originel mérite la punition éternelle. »

Autre trait commun aux « amis de la vérité » qui vivent encore à l'ombre du Vatican et à ceux qui, vers la fin du siècle, en poursuivront sans relâche l'abaissement : ce sont presque tous des juridictionnalistes convaincus, collaborateurs dévoués du despotisme éclairé d'une Marie-Thérèse, d'un Joseph II, d'un Léopold de Toscane, d'un Charles III d'Espagne. En cela, les jansénistes italiens du XVIII^e siècle se différencient profondément des jansénistes français du XVII^e, qui défendaient contre Louis XIV les prétentions « ultramontaines » d'Innocent XI dans l'affaire de la régle. C'est qu'aussi bien Port-Royal n'avait pas cessé d'être persécuté par la monarchie française autant et plus que par la Curie romaine, tandis qu'en Italie ses tardifs disciples trouvaient dans les princes et leurs ministres un appui à leurs propres désirs de réforme de l'Eglise. On a vu plus haut les troublantes déclarations de Tanucci. A la même époque, le général des Augustins, le Péruvien Vasquez, est le meilleur informateur des ambassadeurs d'Espagne avec qui il complotait contre les Jésuites. Quand l'ambassadeur Moñino arrive à Rome sous Clément XIV pour le dernier assaut, il a immédiatement un entretien de quatre heures avec Vasquez, où est établi le plan d'attaque. « Ce travail souterrain empoisonna systématiquement les rapports entre le gouvernement espagnol, d'une part, les Jésuites et la Curie romaine, de l'autre³. » La collaboration incessante entre Léopold de Toscane et Scipione de Ricci, inspirateur de presque toute sa politique ecclésiastique, entre Joseph II et les maîtres jansénistes du Séminaire général de Pavie — Tamburini, Zola, Palmieri, Alpruni, etc. — sont trop connues pour qu'il y ait lieu d'y insister.

Au total, Dammig ne craint pas d'écrire que, « sous Benoît XIV et Clément XIII, on ne trouve en aucune partie de l'Italie un mouvement janséniste aussi fort que celui de Rome⁴ » et que « on se serait contenté à Port-Royal et à Utrecht des idées que les jansénistes romains avaient sur l'infailibilité et sur le primat du Pape⁵ ». Tous les coryphées du mouvement qui

1. Cf. F. RUFFINI, *I giansenisti piemontesi e la conversione della madre di Cavour*, Turin, 1929, p. 62-66.

2. Nouv. éd., Paris, 1828, t. II, p. 324-325.

3. DAMMIG, *op. cit.*, p. 275.

4. DAMMIG, *op. cit.*, p. 372.

5. DAMMIG, *op. cit.*, p. 396.

essaïmera ensuite au nord et au sud de l'Italie s'y trouvent alors réunis autour de Bottari, Foggini, Vasquez, le P. Giorgi — autre augustin, préfet de la Bibliothèque Angélique — le somasque Pujati, l'auditeur de nonciature Martini, les « filippini » Massini, Micheli, Belloni, ce dernier expulsé de l'Oratoire en 1777, après une visite apostolique ordonnée par Pie VI, etc. La faveur de cardinaux grands seigneurs ou théologiens estimés comme Passionei (1682-1761), représentant du Saint-Siège aux négociations de paix d'Utrecht, puis nonce en Suisse et à Vienne, enfin secrétaire des Brefs pontificaux ; Neri Corsini, neveu de Clément XII, et Andrea Corsini (1735-1795), lui-même neveu du précédent ; Orsi (1692-1761), O. P., secrétaire de l'Index et maître du Sacré Palais avant son élévation au cardinalat ; Marfoschi (1714-1780), secrétaire de la Propagande, assurait une complète sécurité aux représentants des idées jansénistes pourvu qu'ils observassent un minimum de prudence. Sous Clément XIII et surtout Pie VI, les plus compromis durent pourtant abandonner leurs charges ou leurs chaires et se répandirent alors dans les autres États italiens, où ils alimenteront jusqu'au début du XIX^e siècle la lutte antiromaine, en utilisant surtout l'abondante littérature polémique de langue française et d'inspiration janséniste que leur envoie d'Utrecht l'ancien chanoine lyonnais Dupac de Bellegarde ou que leur signalent les *Nouvelles ecclésiastiques*. La collection d'*Opuscoli interessanti la religione*, que de 1783 à 1786 diffuse de Pistoie Mgr de Ricci¹, ne contient guère que des traductions d'écrits français — notamment du grand Arnauld et des évêques appelants — à l'exception du *Traité historique, dogmatique et critique sur les Indulgences*, de Palmieri, qui occupe tout le tome XI.

Ainsi se trouve justifiée, avec l'immense influence de la pensée janséniste française sur les courants similaires en Italie, l'affirmation de l'abbé Grégoire que « l'Italie est probablement le pays où Port-Royal a le plus de véritables admirateurs »².

• • •

Quand éclate la Révolution française, en Italie comme en France, les groupes jansénistes se scindent et adoptent deux attitudes, l'une de faveur, l'autre d'opposition à la Constitution civile du clergé. Pour la France, la thèse de M. Préclin a fourni dans sa quatrième partie un tableau exhaustif de ces divergences. Les *Nouvelles ecclésiastiques*, abordant pour la première fois la question, donnent dans leurs numéros des 24 et 31 juillet 1790 un résumé nettement approuvé du rapport de Martineau, l'un des laïques jansénisants de la Constituante.

1. On en trouve un bon résumé méthodique dans le *Dictionnaire de théologie catholique* de VACANT, MANGENOT et AMANN (t. XII, II^e partie, article « Synode de Pistoie », col. 2136-2139), à l'exception des deux derniers tomes (XIII et XIV).

2. *Les ruines de Port-Royal-des-Champs*, nouv. éd., Paris, 1809, p. 148.

En Italie, la grande autorité en matière de rapports entre l'Église et l'État demeure Scipione de' Ricci, bien qu'à la suite de l'accession au trône impérial du grand-duc Léopold et du revirement qui s'ensuivit dans la politique religieuse du gouvernement toscan, Ricci se soit démis, le 3 juin 1791, de l'évêché de Pistoie et Prato. Il avait déjà voulu accomplir ce geste de renonciation en 1787, lors de l'émeute populaire déchaînée à Prato contre ses réformes pendant l'assemblée préparatoire au Concile national des évêques toscans, qui se tenait à Florence. Léopold, ulcéré de l'opposition de l'assemblée à ses vues personnelles, où Ricci s'était constamment trouvé seul à les soutenir avec ses deux collègues de Chiusi et de Colle, avait alors refusé cette démission, qui apparaissait tôt ou tard inéluctable. Ricci manquait de prudence et avait tous les défauts d'un idéologue. Son clergé le suivait à contre-cœur dans une série d'initiatives où se mêlaient des vestiges de calvinisme, de presbytérianisme, de josphisme autant que de jansénisme. Plusieurs d'entre elles avaient, d'ailleurs, été déjà prises en Lombardie autrichienne ou allaient l'être. Ainsi la suppression des ordres religieux contemplatifs ou mendiants (1781); la défense de recourir à Rome pour les dispenses de mariage (1783); l'attribution des paroisses vacantes par voie de concours (1784); la réduction du nombre des fêtes chômées (1786) et des paroisses, ainsi que l'abolition de toutes les confraternités, sauf une seule par paroisse, de caractère charitable (1787)¹.

Des participants au synode de Pistoie, Ricci avait obtenu des votes quasi unanimes, mais imposés, malgré les apparences de la plus grande liberté d'expression, par la férule de Tamburini et la composition savamment dosée des deux commissions de vingt membres qui devaient préparer les décrets à soumettre à l'assemblée. Quand les doctrines du Synode auront été condamnées, les braves curés de campagne qui formaient l'immense majorité des « Pères » de Pistoie mettront le plus grand empressement à se rétracter, et, dès le lendemain de la retraite de Ricci, il ne demeurerait presque rien de sa vaste construction ecclésiastique. Néanmoins, son prestige restait grand auprès des étrangers et parmi les évêques, les professeurs de dogme ou de morale, le clergé des villes, aux tendances jansénistes.

En 1791, on lui écrivit donc de France pour lui demander son avis sur la Constitution civile du clergé. Tout le prédisposait à en approuver l'économie : le choix des évêques et des curés par le peuple, qui lui paraissait revenir aux traditions de l'Église primitive; l'affirmation dans les faits des libertés gallicanes; l'importance donnée aux métropolitains et surtout peut-être la désinvolture à l'égard du Saint-Siège. Les *Mémoires* de Ricci nous ont conservé deux de ses réponses². La première, du 28 février 1791, anté-

1. Cf. FRANCO VALSÈCCHI, *L'assolutismo illuminato in Austria e in Lombardia*, Bologne, 1934, t. II, p. 238.

2. *Memorie di Scipione de' Ricci... scritte da lui medesimo e pubblicate con documenti da Agostino Gelli* [directeur des Archives d'État de Florence], Florence, 1865, t. II, p. 375-388. Il est regrettable que la Bibliothèque nationale ne possède pas cet ouvrage capital, aujourd'hui.

rieure, par conséquent, au rejet de la Constitution par le Pape, est adressée à un catholique du diocèse de Beauvais, M. Lezong de Clabres. Elle est conçue en termes plus généraux que la seconde et porte principalement sur le droit du pouvoir civil d'exiger par serment le respect d'une constitution légitime dans son objet et de remanier les limites territoriales des diocèses. Il approuve en passant la dévolution à l'État des biens du clergé, en notant que « Jésus-Christ n'a laissé à son Église que des biens spirituels », essentiellement inaliénables, et que « la faculté de posséder des biens temporels, de même qu'elle fut consentie par le pouvoir souverain, doit ainsi toujours en dépendre ». En le faisant, il n'excède pas ses droits, pourvu qu'il assume la charge d'entretenir aux frais de l'État les ministres du culte. Abandonner au prince les biens que Jésus-Christ nous a commandé de mépriser ne saurait en aucun cas rendre apostats et schismatiques. Sur le pouvoir de juridiction à l'égard de leurs nouvelles ouailles des évêques et des curés, les uns et les autres d'institution divine, selon des principes constamment affirmés par Ricci et ses émules (« *La missione e l'autorità dei vescovi viene immediatamente da Dio ed è di sua natura illimitata ed universale* »), il ne saurait s'élever de doute. Sur le cas des autres ecclésiastiques, Ricci s'en réfère aux ouvrages de Maultrot pour estimer impossible de leur retirer les fonctions essentielles du ministère sacerdotal, malgré « la résistance de quelque évêque ou pasteur moins éclairé ».

La seconde lettre, du 30 mai 1791, adressée à M. Clément de Barville, postérieure et à la démission de Ricci et à la condamnation par Rome des réformes religieuses françaises, est encore plus explicite. Elle pose dès l'abord que refuser le serment exigé par l'Assemblée est se rendre criminels d'État (*rei di Stato*) et, par conséquent, pouvoir en droit être chassés comme désobéissants et réfractaires. Sur la licéité de l'institution de nouveaux évêques, si le bien du peuple l'exige, là même où les précédents n'ont pas démerité, Ricci cite en exemple le cas d'Antioche au iv^e siècle, où Lucifer de Cagliari, contre les canons de Nicée, consacra un troisième évêque, Paulin, pour départager une population qui ne s'accordait pas entre deux évêques rivaux (mais les historiens de stricte orthodoxie donnent à l'initiative de Lucifer une tout autre interprétation et la blâment généralement). Saint Eustathe, l'évêque catholique d'Antioche, observe encore Ricci, alla même jusqu'à exhorter ses anciens diocésains à recevoir à sa place un nouveau pasteur quand bien même il serait suspect d'arianisme. Rien de tel chez les évêques constitutionnels, là surtout où leurs prédécesseurs ont volontairement abandonné leur siège. L'unique difficulté valable, conclut Ricci, viendrait du manque de *mission légitime*. Mais que faut-il entendre par là? « Si jamais on voulait incriminer la forme des élections, je réponds qu'il n'y a

d'hui presque introuvable, mais seulement le commentaire tendancieux et les quelques extraits qu'en a donnés en 1825 le Belge De Potter sous le titre : *Vie et Mémoires de Scipione dei Ricci*.

peut-être pas dans l'histoire ecclésiastique de point de discipline extérieure et soient apparues tant de variations. » Une ordination légitime entraîne une mission légitime et, pour que celle-ci existe, il suffit : 1^o que l'ordinand ait le pouvoir de la conférer ; 2^o qu'il opère au nom de l'Église catholique. Ces deux conditions ont été remplies. En ce qui regarde la seconde, « chaque évêque agit toujours au nom de l'universalité de l'épiscopat tant qu'il n'a pas renoncé à l'unité ou que son acte ne lui a pas été expressément défendu par tout le corps des pasteurs ». Un dernier paragraphe touche, enfin, à la désapprobation formelle de Rome. Ricci s'en débarrasse en peu de mots : « Le pontife romain... a jusqu'ici fondé seulement ses réclamations sur les Décrétales et les règles de la chancellerie romaine. Il convient d'attendre qu'il parle comme chef de l'Église... On ne doit pas croire que le Saint-Père, lorsqu'il prend la défense des droits temporels de son Siège, veuille y intéresser la religion. Quand bien même cela serait, il faudrait encore attendre le consentement de l'Église universelle. »

Au cours des années suivantes, ce n'est plus Ricci, cependant, qui va être, en Italie, le grand défenseur du clergé constitutionnel, mais le combatif abbé Degola. L'ex-évêque de Pistoie, du fond de sa retraite, dans les riches domaines qu'il tient de sa famille, continuera bien d'entretenir une vaste correspondance en Italie et au dehors, mais il déclare ne plus vouloir penser qu'au salut de son âme et, au fond, se reconnaît comme un vaincu. Sa rétractation de 1805 entre les mains de Pie VII — peu sincère, mais radicale dans sa forme — en fournira la preuve tangible et le déconsidérera, d'ailleurs, aux yeux des plus fougueux jansénistes, surtout de Degola précisément, qui ne lui écrira désormais que de loin en loin. Celui-ci a pu trouver dans l'épiscopat italien un tempérament plus ferme pour assumer le rôle abandonné par Ricci, le dominicain Solari, évêque du petit diocèse de Noli, détaché en 1239 de Savone et qui y sera de nouveau rattaché en 1820.

Ce prélat n'a retenu jusqu'ici l'attention spéciale d'aucun historien. La *Grande Encyclopédie* et le *Dictionnaire de théologie catholique*, de même que l'*Enciclopedia Treccani*, lui consacrent quelques lignes, mais comme à un personnage de troisième plan. Cependant, il osa des gestes et des écrits qui parurent mériter une ample réfutation du cardinal Gerdil, le rédacteur de la bulle *Auctorem fidei*, et la qualité de son style, tour à tour ironique¹ ou pressant, l'équilibre de son caractère, la fermeté de sa doctrine, maintenue inaltérée jusqu'à sa mort, pourraient lui valoir un plus grand renom. Dans

1. On lit, par exemple, dans une lettre de lui à son ami le P. Vignoli, autre dominicain ginois de tendances jansénistes, à qui sera, quelque temps plus tard, interdite la prédication pour avoir soutenu que la fréquentation du théâtre était un péché mortel : « ... La vacance du siège d'Albenga ouvre la voie à ceux qui chez vous attendent une nomination épiscopale. C'est un troupeau qui ne manque pas de laine, et en la coupant avec discrétion le pasteur peut y trouver son compte sans que l'on entende les cris des brebis. On dit de l'évêque défunt que, pour avoir voulu substituer dans la tonte le rasoir aux ciseaux, il a irrité presque tout le troupeau » (*Carteggi di giansenisti liguri*, t. II, p. 646).

le tableau qui le représente à l'Université de Gênes, où il fut professeur de théologie, le visage est frappant de noble énergie. Le front haut, le regard direct et presque fascinateur, le menton volontaire révèlent une personnalité d'une rare vigueur. Sous la robe dominicaine et la croix pectorale, on sent aussi l'aristocrate. Auprès du sien, les portraits de Ricci semblent ceux d'un timide, aux yeux de rêve et aux joues flasques.

C'est par erreur que le nom de Solari ne figure pas au catalogue de la Bibliothèque nationale, qui classe parmi les œuvres de Ricci l'ouvrage intitulé *Riflessioni in difesa di Mr. Scipione di Ricci e del suo sinodo di Pistoja sopra la Costituzione Auctorem fidei pubblicata in Roma il di 28 Agosto 1794 sotto il nome del S. Pontefice Pio VI. S. I.* (mais Gênes), 1796. En réalité, l'ouvrage, publié par Degola, a pour but de faire passer dans le domaine public la défense par Solari lui-même de sa lettre au « Sérénissime Sénat de Gênes », déclarant irrecevable par le pouvoir civil la bulle *Auctorem fidei* et justifiant son interdiction de laisser afficher aux portes de sa cathédrale le décret du Saint-Office qui annonçait le document au peuple fidèle¹. Degola y joignit des « Réflexions préliminaires » émanant de lui, sous forme anonyme, et six à sept fois plus longues que le texte de Solari (471 pages contre 72). Le livre est donc le fruit de leur collaboration et il est surprenant que l'abbé Grégoire lui-même ait paru l'ignorer, car il ne le mentionne pas dans la liste des travaux de Degola (dont il est le plus notable) accompagnant la notice nécrologique de son ami qu'il publia dans la *Revue encyclopédique* de juin 1826. C'est ce livre, et surtout les pages de l'évêque de Noli, qui devait provoquer l'ample réfutation du cardinal Gerdil² et la non moins ample contre-réplique de Solari, publiée après la mort de son censeur, en 1804³.

Solari n'était pas venu d'emblée au jansénisme. Dans une lettre à Ricci du 21 décembre 1793, Degola fait une allusion discrète à son rôle personnel auprès de son nouvel ami. « L'évêque de Noli, qui est un très savant prélat — écrit-il — s'est appliqué depuis quelque temps à l'étude des affaires des deux derniers siècles ; peut-être le Seigneur a-t-il voulu se servir un peu de moi pour l'engager dans ces recherches⁴. » En juin, Solari l'appelait encore « Monsieur », mais en décembre il était déjà un « carissimo amico ». L'influence qui inclina décidément Solari vers le jansénisme fut peut-être, cependant, celle d'un dominicain français, originaire de Chambéry, le P. Caffé, que la tourmente révolutionnaire avait poussé à se réfugier dans le diocèse

1. Le délégué à Noli du Saint-Office n'osa passer outre à l'opposition de Mgr Solari et se borna à faire apposer le décret à la sacristie. L'évêque, de son côté, ferma les yeux.

2. *Esame de' motivi della opposizione fatta da Monsignore Vescovo di Noli alla pubblicazione della Bolla Auctorem fidei, preceduto dall'Esame delle Riflessioni preliminari dell'Anonimo Editore de' medesimi. Opera del C. G. G., 2 vol., Venezia, 1800.*

3. *Apologia di Fra Benedetto Solari, dell'Ordine de' Predicatori, Vescovo di Noli, contro il fu Emin^{mo} Cardinal Gerdil*, Gênes, 1804. L'édition fut mise au pilon, sauf quelques exemplaires, par la suite, après son inscription à l'Index.

4. *Carteggi di giansenisti liguri*, t. III, p. 156.

de Noli, où il menait une vie érémitique et s'efforçait, comme saint Paul, de pourvoir par son travail à tous ses besoins. En janvier 1794, il recherchait un métier à tisser¹. Solari en parle constamment à l'époque, mais ne l'appelle jamais autrement que « le solitaire ». Celui-ci, parmi ses hautes vertus d'anachorète, n'avait d'ailleurs pas celle de stabilité. Il visait constamment à changer de thébaïde et, après avoir sollicité à ce sujet l'évêque de Côme, finit par se fixer en Sicile, au grand regret de Solari².

A l'épiscopat constitutionnel l'évêque de Noli, toutefois, se montra d'abord nettement hostile. Il correspondit avec Ricci, qui l'avait consulté sur ce point, à la fin de 1796, et lui marqua son désaccord en deux lettres fort importantes³. « Je ne vous dissimulerai pas, Monseigneur — déclarait-il notamment dans la seconde (21 décembre) — mon regret de vous voir engagé en faveur d'une cause que je ne crois pas juste et d'un parti en qui je ne puis voir qu'une faction de schismatiques... On sait la soumission jurée par ces évêques à la [loi] dénommée Constitution civile du Clergé ; on sait que leur élection fut réglée d'après cette Constitution ; on sait qu'ils ont envahi des chaires épiscopales que les Pontifes légitimes n'entendirent point abandonner quand, pour se soustraire au péril de la persécution, ils se sont retirés ; on sait... qu'ils ont fait un crime aux Évêques dont ils ont usurpé les Sièges, de n'avoir pas accepté cette Constitution civile, qu'eux-mêmes ont eu l'impiété de jurer ; on sait qu'ils se sont chargés du ministère impie d'en exiger le respect par serment des autres ministres et fonctionnaires ecclésiastiques. Est-ce que cela ne suffit pas pour discerner si les Évêques constitutionnels sont des loups ou des Pasteurs?... Quiconque tient ces Évêques pour légitimement élus, et ne sait comment s'est accomplie l'élection, pourra commettre une simple erreur de fait. Mais l'erreur des intrus, qui savent bien comment ils sont entrés dans la bergerie pour faire fonction de Pasteurs, n'est pas de fait, mais de droit. »

Et plus loin, répondant à l'objection qu'il fallait bien se préoccuper d'abord d'assurer l'exercice du culte, il continue : « Si [les Pasteurs légitimes] avaient abandonné les Églises quant à leur présence personnelle, ils y avaient pourtant laissé un nombre de prêtres du second ordre grâce auxquels il pouvait être pourvu aux besoins les plus pressants de l'Église ; et ce secours aurait-il fait tellement défaut aux fidèles qu'il est advenu par la suite si l'adhésion des nouveaux Évêques à la Constitution n'avait pas donné naissance et motif à la persécution de ceux qui n'ont pas plié les genoux devant cette idole ? » En conclusion, et à l'opposé de Ricci, Solari

1. La correspondance Solari-Degola nous apprend cependant qu'il profitait aussi des libéralités de ce dernier, qui avait quelque bien. Plus tard, Grégoire remercia Degola d'avoir voulu contribuer également aux dépenses du Concile national français de 1801.

2. Voir, sur le P. Caffè : Léon SACHÉ, *Les derniers jansénistes*, Paris, 1891, t. II, p. 22-24.

3. *Carteggi di giansenisti liguri*, t. I, p. 730-737. La seconde de ces lettres, dont Degola avait eu et gardé copie, avait déjà été publiée, sans variantes notables, par Angelo DE GUARNATTA dans son ouvrage *Eustachio Degola, il clero costituzionale e la conversione della famiglia Manzoni*, Florence, 1882, après consultation des papiers laissés aux siens par Degola.

condamnait la juridiction épiscopale non circonscrite entre des limites territoriales déterminées et la forme des élections prescrite pour les ministres de l'autel par la Constitution civile du clergé.

Mais Degola veillait et, à force de discuter avec Solari, arrivait peu à peu à le convertir à ses vues. Dès le 14 octobre 1797, il communiquait à Ricci : « L'archevêque actuel d'Utrecht a écrit une très belle lettre à l'évêque de Noli, qui était déjà en communion avec cette église. Ce prélat (Solari) revient peu à peu de ses préventions sur le compte des évêques constitutionnels et s'intéresse vivement au Synode National¹. »

A l'abbé Grégoire lui-même, dont il était depuis longtemps l'admirateur et depuis peu le fidèle correspondant, Degola mandait (en français) le 4 avril 1798 : « Pour l'évêque de Noli, il faudra attendre qu'il dépose certains préjugés, dont il revient petit à petit... Dernièrement je lui ai écrit une fort longue lettre sur les affaires de l'église gallicane, dont il n'a pu de débarrasser. Demain je reviendrai sur ma charge et j'espère de le trainer à communiquer directement avec vous². » Le 17 janvier 1801 — mais entre temps Solari était entré en relations personnelles avec l'évêque de Blois — Degola lui communique un passage d'une lettre de Solari, datant du mois précédent, où il est dit : « Il n'est point nécessaire d'examiner comment les nouveaux Évêques [des Églises de France] ont reçu la charge des Églises. Ils peuvent être admis à la Communion et être reconnus en raison des déclarations qu'ils ont publiées, et du bien de l'Église, qui l'exige ainsi. Pour ces motifs, je les aurais déjà reconnus si j'avais un parti parmi les Évêques de notre Péninsule, mais par malheur je n'ai pas même de disciples parmi le clergé et le peuple de mon diocèse. » Le 7 février, enfin, Degola écrit à Grégoire que l'évolution qui se poursuivait chez Solari est achevée : « L'Évêque de Noli... a finalement changé d'avis. Il reconnaît la légitimité des actuels Évêques Gallicans³. » Invité par eux à participer au concile national de 1801, il ne crut pas devoir s'éloigner de son diocèse — pas plus qu'il ne le fera en 1805 pour le sacre de Napoléon — mais il leur adressa une lettre latine de pleine adhésion à leur louable entreprise⁴.

1. *Carteggi di giansenisti liguri*, t. III, p. 257.

2. *Op. cit.*, II, p. 264. — Il est curieux de noter que Degola n'avait pas accordé de prime abord toute sa sympathie à ce clergé constitutionnel dont il devait se faire le paladin. L'abbé Grégoire indiquait à ses lecteurs des *Annales de la Religion* (t. VI), au lendemain du Concile national de 1797 : « Nous avons beaucoup d'amis dans le clergé italien parce qu'il y a beaucoup d'hommes éclairés; tels sont à Gênes les citoyens Molinelli et Eustache de Gola; ce dernier me raconte, avec une candeur aimable, les préventions qu'il avait conçues contre nous, et qui ont été dissipées par MM. Baldossinetti (Baldovinetti, archiprêtre de Livourne), Viechi (Fabio de Vecchi), Banchieri (Mgr Zanobi Banchieri, prélat de Pistoie) », tous amis personnels de Ricci.

3. *Op. cit.*, III, p. 295 et 299.

4. Publiée par les *Annales de la Religion*, t. XIII (mai 1801). Elle débutait ainsi : *Quam cuperem magno Episcoporum conventui, qui isthic A. D. III. Cal. Jul. indictus est, interesse, Vestris præsertim litteris humanissimis invitatus, ex quibus praeclarum studium centrum pro*

Quand Mgr Solari eut publié son *Apologie* contre le cardinal Gerdil, où il était beaucoup question du clergé constitutionnel, Degola, toujours prêt à répandre la bonne parole de « l'ange de Noli », comme il l'appelait — nouveau et plus vénérable saint Thomas — en établit un résumé en français qu'il fit imprimer à Lausanne (1804), à l'époque de ses voyages à travers l'Europe occidentale avec l'abbé Grégoire, sous le titre : *L'ancien clergé constitutionnel jugé par un évêque d'Italie*. Jemolo cite l'opuscule sans l'avoir vu, dit-il, et d'après Ruffini¹. Plus heureux, nous en possédons un exemplaire à la Bibliothèque nationale.

Degola, partisan d'une entière subordination du clergé à l'autorité civile par défiance invincible envers la Curie romaine, n'avait pu tout de même faire partager sur ce point son sentiment à Solari. « Le plan que M. de Noli se propose pour la défense du Clergé constitutionnel — énonce-t-il — n'est pas celui sur lequel ont travaillé presque tous ses apologistes, c'est-à-dire la légitimité du serment, et la régularité de la constitution civile du Clergé. M. de Noli s'attache à prouver la canonicité des Pasteurs constitutionnels et la sagesse du parti qu'ils ont embrassé : d'où il résulte qu'il ne mérite aucun reproche pour avoir manifesté son adhésion à leur cause². » L'institution canonique accordée aux évêques concordataires issus du clergé constitutionnel, « sans aucune rétractation ou absolution, prouve assez la légitimité de leurs anciens titres » — mais les récents travaux de M. André Latreille établissent définitivement que, s'il n'y eut pas de leur part rétractation en 1801, ils consentirent au moment du sacre les satisfactions au moins verbales qu'exigeait Pie VII³. En passant Degola égratigne la Curie : « Saint Paul, dans ses épîtres à Tite et à Timothée, les charge d'établir des évêques partout où il y en aura besoin : malheureusement il a oublié de les prévenir qu'ils auraient à se pourvoir de Bulles Papales⁴. » Démocrate et républicain comme Grégoire, Degola n'est pas non plus porté à admettre avec Solari que Jésus-Christ a donné à son Église une constitution monar-

minisgranda in omni Gallia Ecclesiarum pace, pro cultu pietatis augendo, pro tuenda adversus impios religione cognovi. Laetus profecto libensque qualemcumque operam meam in tanti fractus negotium impenderem, non vigiliis non labori parcerem, peregrinationis incommoda saepe deque haberem...

1. A. C. JEMOLO, *op. cit.*, p. 398.

2. E. DEGOLA, *op. cit.*, p. 7.

3. André LATREILLE, *L'Église catholique et la Révolution française*, Paris, 1950, t. II, p. 94 : « Depuis 1802, quatre d'entre eux, et d'abord l'archevêque de Toulouse, Primat, avaient en secret donné satisfaction à Rome... Six irréductibles se flattaient néanmoins de tenir tête... Ils n'avaient pu tenir jusque-là qu'avec l'appui du pouvoir civil, et nul ne sentait plus maintenant le besoin de défendre ces épaves de la Révolution. Fouché apprit de Fesch que Sa Majesté daignait accéder à la requête du Saint-Père à leur sujet... Deux signèrent une formule de rétractation un peu atténuée. Les quatre autres vinrent à résipiscence au cours d'une visite à Pie VII, le 22 décembre : s'il n'y eut pas de procès-verbal de l'entrevue, le fait de la soumission ressort indubitablement des textes connus, des lettres mêmes de Le Coz... »

4. E. DEGOLA, *op. cit.*, p. 11.

chique. Du moins Solari est-il « très éloigné de souscrire à ce principe dans les vues des théologiens Romains... Il adopte entièrement la doctrine du célèbre Gerson, qui a toujours professé le dogme de la supériorité de l'Église et de ses canons, au-dessus de son Chef représentatif et ministériel¹ ». En matière d'appels doctrinaux, l'évêque de Noli « s'en tient entièrement à l'article 4 de l'assemblée du Clergé de France en 1682 ». Sur le point le plus litigieux peut-être, le mode d'élection des évêques et des curés par des électeurs qui n'étaient pas tous des croyants catholiques, « M. de Noli répond : 1^o qu'il ne pouvait jamais arriver que les non-catholiques eussent dans ces élections autant d'influence que le Pape en tolère ou en permet à des souverains schismatiques ou hérétiques, pour les Évêques catholiques de leurs États ; 2^o que la Constitution avait pourvu (art. 18 et 19) à ce que l'Évêque pour ses Curés, et le Métropolitain pour ses suffragants, pussent s'assurer de l'orthodoxie, de la science et de la moralité des nouveaux élus, et refuser l'institution canonique à quiconque en aurait été indigne ; 3^o que l'Église Gallicane devait se consoler de trouver dans ses Pasteurs cette qualité tant désirée par l'Apôtre : « Il faut aussi que ceux qui sont hors de l'Église rendent de lui un bon témoignage (*I Tim.*, ch. 3)². » Pour conclure : « En supposant qu'il y eût quelque chose de mauvais dans cette Constitution, jurer de la maintenir ne voulait pas dire qu'on l'approuvait. Le serment donc en était licite et louable³. »

C'était la position de Grégoire, dont on sait qu'il vota sans enthousiasme la Constitution civile du clergé. Mais Degola, personnellement, allait plus loin. Cette législation lui paraissait irréprochable en soi, tant par ce qu'elle accordait aux vues archaïsantes et antiromaines du jansénisme que par ses bases démocratiques. C'est d'elle qu'il s'était inspiré dans l'éphémère projet d'une organisation du clergé ligure auquel il travailla au lendemain de la chute de l'ancien régime dans la République de Gènes⁴. C'est d'elle encore qu'il soutient, contre Grégoire lui-même, l'excellence dans une curieuse lettre du 30 juin 1804 : « Quant à la Constitution civile du clergé, vous dites que votre ordination au sacerdoce ne vous a pas engagé à ne jamais l'abandonner. Laissons de côté ce mot magique *Constitution civile* du clergé. Je ne parle que des principes sur lesquels elle a été rédigée. Si vous êtes assez avancé dans vos dernières études, pour y trouver des principes essentiellement contraires aux anciennes formes canoniques, je respecte des lumières que je ne connois point, et je n'aurai qu'à me taire. Mais je vous annonce sans crainte d'avoir le dément, que vous aurez bien de l'embarras à suivre ce parti. Les dissidens après avoir essayé d'embrouiller les choses par quelques

1. E. DEGOLA, *op. cit.*, p. 21.

2. E. DEGOLA, *op. cit.*, p. 30-31.

3. *Op. cit.*, p. 33.

4. « J'ai travaillé à une organisation du clergé ligurien qui est actuellement sur le Bureau — écrivait-il à Grégoire le 23 septembre 1798. J'ai tiré bien des choses de les deux *Encyclopédie* et du Conc. Nat. [de 1797] » (*Carteggi di giansenisti liguri*, t. III, p. 272).

textes détachés, et pris en contresens (comme on les en a convaincus), n'ont trouvé d'autre ressource que de se retrancher à soutenir qu'on avait eu tort de rappeler des réglemens tombés en désuétude, et que tout canoniques qu'ils aient été jadis, une assemblée civile n'avait pas le droit d'en exiger le rétablissement. Voilà en dernière analyse ce que c'est que cette Constitution du Clergé que vous aviez adopté. Et vous l'avez suivie avec connoissance de cause, puisque vous avouez que ceux qui vous ont déterminé à la suivre étaient des hommes remplis des *principes* ecclésiastiques¹. »

Tant à l'occasion du premier Concile national du clergé constitutionnel, en 1797, qu'à l'époque du second, auquel Degola devait participer en personne, ainsi que le chanoine Bergancini, de Casale Monferrato, il s'était efforcé d'obtenir des lettres d'adhésion de la part de ses confrères de l'Italie septentrionale, avec le concours actif du vicaire général d'Asti, Benedetto Vejluva, janséniste notoire, « l'homme qui a plus qu'aucun autre rendu service au Clergé constitutionnel », a écrit Degola dans son journal de voyage en Allemagne².

Asti avait été, quelques années auparavant, le centre principal de diffusion du jansénisme en Piémont, sous l'évêque oratorien Maurice, comte Caisotti di Chiusano (1726-1786), ancien élève de la Chiesa Nuova, la maison romaine de l'Oratoire dont nous avons parlé plus haut. Sa nomination s'était accompagnée d'une manière de scandale parce qu'avant de rejoindre son siège épiscopal en 1762, il avait rendu visite à Naples au chanoine niçois Charles de Gros, qui venait de se faire expulser de Rome comme sujet dangereux et, devenu ami intime de Tanucci, allait être pendant trente ans un fervent propagateur de la littérature janséniste d'Utrecht et de Paris. L'évêque d'Asti fut, d'ailleurs, un prélat modèle, d'une haute culture, d'un zèle et d'une charité inépuisables. On lui doit la fondation à Asti d'un nouveau grand séminaire et d'une bibliothèque. Cohérent avec ses principes, il céda volontairement au roi Victor-Amédée III une partie des fiefs de la messe épiscopale, dont cependant son épitaphe le loue d'avoir doublé les revenus pour subvenir plus largement aux besoins des pauvres. Il tint en 1785, un an avant sa mort, un synode diocésain où l'on pourrait déceler quelque désapprobation de certaines coutumes religieuses alors en usage, notamment là où il se prononce contre l'abus du culte des saints, mais qui n'eut rien des audaces réformatrices du synode de Pistoie et ne suscita aucune censure³.

En 1797, l'abbé Grégoire reçut une adresse d'adhésion aux « précieuses vérités qui resplendissent dans les Canons et les Décrets du Concile National de France... et particulièrement celle de donner à César ce qui est à Cé-

1. *Correggi di gianesisti liguri*, t. III, p. 355.

2. Publié par DE GUBERNATIS, *op. cit.*, p. 86.

3. Les actes en furent imprimés à Asti, l'année même où il fut tenu. Un exemplaire en existe à la bibliothèque du Séminaire, portant l'ex-libris du chanoine Vejluva, un autre à la Bibliothèque royale de Turin.

sar et à Dieu ce qui est à Dieu » — adresse signée de six curés et d'un maître en théologie du diocèse d'Asti¹. Une adresse analogue signée par six prêtres du clergé de Casale et par Bergancini au nom de douze autres, fut apportée par lui à Paris en 1801². Elle avait été précédée d'une lettre de communion d'Églises d'Italie avec celles de France (*ad Episcopos Clerum plebemque Galliarum epistola*), écrite par Degola, qui avait rassemblé et obtenu d'assez nombreuses signatures. Plusieurs évêques même devaient le féliciter pour la part prise par lui au concile, notamment les archevêques ou évêques d'Acqui, Bobbio et Novare. Ce dernier, le dominicain Vittorio-Filippo Melano di Portula, d'abord professeur de théologie en divers couvents de son ordre, puis archevêque de Cagliari, ne paraît pas avoir adhéré au mouvement janséniste jusqu'à sa nomination au siège de Novare en 1797. Mais il dut y subir, lui aussi, l'influence de l'infatigable Degola (et quelque peu celle des événements), puisqu'il lui écrivait en 1801, dans les termes les plus amicaux, de le rappeler au souvenir du « nouveau saint Basile, évêque de Noli, et aussi à l'aimable Vignoli³ », ses deux confrères dans l'ordre de Saint-Dominique dont nous connaissons les idées.

Ces quelques notations, que nous arrêtons ici par souci de brièveté, suffiront à montrer l'importance, limitée strictement, toutefois, au milieu ecclésiastique et à une période assez courte, qu'eut en Italie la diffusion du jansénisme et la vivacité des sympathies qu'y rencontra le clergé constitutionnel avant que la signature du Concordat, en premier lieu, puis la restauration de l'absolutisme en 1815, à Rome comme à Vienne, à Turin et à Naples, vinassent ruiner définitivement l'éphémère tentative d'étendre à l'Italie les principes du gallicanisme, qui allaient, au contraire, en France même, tomber complètement en désuétude.

Après 1805, c'est pour avoir ramené au catholicisme l'épouse calviniste et la mère indifférente de Manzoni, influé sur le grand écrivain italien lui-même, qu'il sera encore question de Degola ; pour l'atmosphère religieuse où baigna la jeunesse de Mazzini que l'on reparlera du jansénisme génois ; pour leurs démêlés avec la Curie romaine que les derniers évêques institués sous le régime français et plus ou moins jansénisants, un d'Allegre — qui écrira à Degola qu'il est « nourri dans les études des maximes gallicanes » — puis un Tosi à Pavie, un chanoine Tardi désigné pour Verceil, un Marentini pour Plaisance, occuperont encore la chronique historique.

Marentini marque le passage de la pure spéculation théologique, où se cantonnèrent la plupart des jansénistes italiens du XVIII^e siècle, et même un Solari — encore que celui-ci ait fait partie à Gênes de la commission législative du gouvernement démocratique en 1798 — à la pensée et à l'action politique d'un Gioberti ou d'un Muzzarelli. Collaborateur apprécié de Na-

1. Inédite, aux Archives de la « Société de Port-Royal », Paris.

2. Cf. *Annales de la Religion*, t. XIII, p. 134-136.

3. Archives de la « Société de Port-Royal », lettre inédite.

poléon dans le domaine ecclésiastique, puisque, nommé par lui chapelain impérial, puis choisi comme vicaire général de l'archevêque de Turin et élu membre du Corps législatif, il fut à ces divers titres chargé par l'Empereur de plusieurs missions de confiance, on le voit de nouveau, après quelques années de retraite forcée, président, en 1821, du Comité gouvernemental sous l'éphémère régence de Charles-Albert, dont l'échec condamna Marentini à l'exil en France. Bien que favorisé par eux dans sa tentative prématurée d'établir la monarchie constitutionnelle (qui, d'ailleurs, ne convenait guère à son tempérament, au fond autocratique), Charles-Albert, enfin parvenu au trône, devait se défier au maximum des jansénistes, dont, comme Louis XIV, il avait une véritable phobie. Il s'appliqua à n'en plus admettre aucun à l'épiscopat, ému d'avoir trouvé encore en 1832 le clergé d'Asti, par exemple, « gangrené de jansénisme », et ferma la Faculté de théologie à l'Université de Turin, qui passait pour une école de jansénisme. Bien à tort, car rien ne pouvait plus désormais faire revivre un mouvement que l'évolution des idées avait de toute manière dépassé.

Maurice VAUSSARD.

LA POLITIQUE ANGLAISE PENDANT LA CRISE DE MUNICH

D'APRÈS LES DOCUMENTS DIPLOMATIQUES ANGLAIS

La publication récente du recueil de documents diplomatiques anglais¹, pour la période comprise entre mars et octobre 1938, permet de suivre l'action du *Foreign Office* pendant une crise où le rôle de la Grande-Bretagne a été déterminant. Il ne faut pourtant pas espérer trouver dans ce recueil une vue complète de la politique extérieure anglaise. Pourquoi? Pour deux raisons. L'une tient au caractère même de la publication : limitée aux documents des archives des Affaires étrangères, elle ne nous renseigne ni sur les délibérations du Cabinet, qui ont laissé sans doute des traces écrites, ni sur la position prise par les États-Majors, qui a, selon toute vraisemblance, largement contribué à orienter l'attitude du gouvernement. L'autre résulte d'une décision regrettable prise par les éditeurs : ils ont renoncé, pour des motifs d'ordre pratique, disent-ils, à reproduire les annotations que le ministre et les hauts fonctionnaires du *Foreign Office* avaient coutume de jeter en marge des documents ; et ce sont ces annotations qui auraient permis de mieux comprendre les motifs des décisions, et aussi de connaître les divergences de vues entre le ministre et ses collaborateurs².

En dépit de ces réserves, dont il est superflu de souligner la portée, les pièces diplomatiques (1200 environ) ainsi publiées présentent un intérêt exceptionnel. Sans essayer d'en donner, pas à pas, une analyse, je voudrais montrer quelles données nouvelles elles apportent pour l'étude de la « crise de Munich ».

* * *

Lorsque le gouvernement anglais a été averti, le 11 mars 1938, par un message téléphonique, que le gouvernement allemand exigeait la démission de Schuschnigg, il a répondu qu'il ne pouvait prendre la responsabilité de donner un avis au chancelier d'Autriche « en vue d'adopter une ligne de conduite qui pourrait exposer ce pays [l'Autriche] à des dangers contre lesquels le gouvernement de S. M. est incapable de garantir une protection » ; il s'est borné à avertir le gouvernement allemand que, si une guerre éclatait en Europe Centrale, il était impossible de dire quels États y seraient impliqués et il a adressé, dans la soirée du 11 mars, une protestation, dont il savait fort bien qu'elle serait vaine. « A moins que nous ne soyons prêts à user de la

1. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, 3^e série, t. I et II. Sur la 1^{re} série de ce recueil, voir la note bibliographique publiée dans le numéro d'octobre-décembre 1967 de la *Revue historique*, p. 224. La collection a pour éditeurs MM. E. L. WOODWARD et R. BUTLER.

2. Il suffit de consulter la collection des documents anglais sur les origines de la guerre de 1914 pour apprécier l'importance de ces annotations marginales.

force », constatait l'ambassadeur à Berlin, Sir Neville Henderson, « l'indépendance de l'Autriche va disparaître. » En fait, il n'avait pas été question un seul instant de recourir aux armes.

Le 12 mars, l'ambassadeur de France à Londres demande au *Foreign Office* que la France et la Grande-Bretagne fixent d'avance l'attitude qu'elles adopteront en cas de « nouvelle action allemande ». Sans doute, la veille au soir, Goering a fait au ministre de Tchécoslovaquie à Berlin des déclarations rassurantes. Mais comment pourrait-on se fier à ces propos ? Il est donc indispensable de « marquer avec la plus grande netteté nos intentions au cas où un conflit viendrait à éclater entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie ». Halifax accepte le principe d'un échange de vues (15 mars), mais en retarde l'exécution, parce qu'il désire voir si le nouveau ministère français « est fermement établi ». Les avis qu'il reçoit de ses agents diplomatiques sont bien de nature à entretenir son hésitation. Faut-il, dit le ministre à Prague, Newton (15 mars, t. I, n° 86), annoncer que la Grande-Bretagne est décidée à faire la guerre pour préserver l'indépendance de la Tchécoslovaquie ? Cet avertissement ne suffira peut-être pas à retenir l'Allemagne ; et, comme il encouragera le gouvernement tchécoslovaque à écarter une solution de compromis, il rendra donc la rupture « plus inévitable ». Or, si l'on en vient à la guerre, la France et la Grande-Bretagne ne pourront pas empêcher l'invasion de la Bohême. Sans doute, elles pourront, après la guerre, reconstituer l'État. Mais sera-t-il opportun de rétablir une situation « qui s'est toujours révélée inacceptable » et qui, si elle était restaurée, « se révélerait de nouveau impraticable » ? Mieux vaut persuader le gouvernement tchécoslovaque « d'ajuster sa position aux circonstances de l'Europe d'après-guerre ». Si la France veut maintenir le *statu quo*, parce qu'il est conforme à ses intérêts, qu'elle s'en charge seule ! « Le gouvernement de S. M. est fondé à décliner le risque de mener la Grande-Bretagne à une guerre dans le but de confirmer la situation présente, dès lors que cette situation nous apparaît au fond comme déraisonnable ». Deux jours plus tard, l'ambassadeur à Berlin, Henderson, déclare partager entièrement les vues de Newton. Il est permis de penser que ces avis contribuent à former l'opinion du Cabinet : le 24 mars, à la Chambre des Communes, Neville Chamberlain annonce que la Grande-Bretagne ne peut pas prendre, au sujet de la question tchécoslovaque, un « engagement automatique », car ses « intérêts vitaux » ne sont pas en jeu ; il ajoute pourtant qu'au cas où cette question provoquerait un conflit franco-allemand, la Grande-Bretagne pourrait être amenée à intervenir. Mais, quelques jours plus tard, comme il constate que cette déclaration a été interprétée en France de façon trop favorable, il charge son ambassadeur à Paris de « corriger cette impression ».

* * *

C'est le 28 et le 29 avril que s'engagent, enfin, à Londres, les entretiens franco-anglais. De ces réunions, le recueil reproduit un compte-rendu très

étendu. Deux questions sont traitées : 1) le cas où la Grande-Bretagne serait amenée à intervenir « en exécution de ses obligations de Locarno » (qui ne concernent pas la Tchécoslovaquie) ; 2) l'attitude à adopter dans la question tchèque.

Sur le premier point, Neville Chamberlain déclare que la participation de la Grande-Bretagne à une guerre européenne serait essentiellement navale et aérienne ; pour l'armée de terre, elle ne pourrait fournir, au début du conflit, que deux divisions, qui seraient prêtes le quatorzième jour de la mobilisation (alors qu'en août 1914, elle en avait fourni cinq). S'agirait-il au moins, demande Daladier, de divisions *motorisées*? Non, répond Chamberlain ; ce ne seront pas des divisions « vraiment motorisées ». La Grande-Bretagne n'est plus dans la même situation qu'en 1914 : obligée de consacrer son principal effort à l'aviation, elle n'est pas à même d'équiper un corps expéditionnaire.

Sur le second point, Halifax souligne, d'emblée, la gravité de la situation : faiblesse militaire de la Grande-Bretagne et de la France ; incertitude au sujet de l'U. R. S. S., dont l'appui « effectif » n'est pas vraisemblable¹. Il serait impossible, par conséquent, d'éviter l'écrasement de la Tchécoslovaquie. Certes, cet État pourrait être reconstitué, à la fin d'une guerre victorieuse. Mais devrait-il l'être « sur les bases actuelles »? Le Cabinet anglais estime donc qu'il faut chercher à régler la question des Sudètes par un compromis. Sans doute faudra-t-il aussi agir sur l'Allemagne, de telle sorte qu'elle s'abstienne de résoudre la question par la force ; mais il serait prématuré de faire immédiatement cette démarche. — Chercher un compromis, répond Daladier, soit ! Hitler pourtant s'y prêtera-t-il? Le gouvernement allemand ne veut-il pas *détruire* la Tchécoslovaquie? S'il en est ainsi, la France et la Grande-Bretagne laisseront-elles réaliser ce démembrement? Capituler devant une nouvelle menace allemande, ce serait aller à la guerre, un peu plus tard. Peut-être, si les deux puissances « occidentales » étaient aussi impuissantes que le croit Lord Halifax, faudrait-il reculer. Mais ce n'est pas le cas : la France peut « soulager » la Tchécoslovaquie en fixant en Rhénanie le gros de l'armée allemande ; l'U. R. S. S. a les forces aériennes les plus importantes d'Europe ; la Roumanie, la Yougoslavie, peut-être même la Pologne peuvent entrer dans le jeu, si elles savent que la France et la Grande-Bretagne sont d'accord. Il faut donc annoncer dès maintenant que les deux gouvernements ne permettront pas la destruction de la Tchécoslovaquie : cet avertissement sauvera la paix. — Est-ce certain? réplique Neville

1. Le 15 mars, dans une déclaration à la presse, Litvinoff avait annoncé que le gouvernement soviétique était prêt à « participer à une action éventuelle » contre un agresseur et avait suggéré une conférence entre « les gouvernements intéressés ». Halifax avait dit, le 23 mars, à l'ambassadeur de France qu'il « n'attachait pas grande valeur » à cette suggestion russe (n° 109). Il avait répondu, le 24, à l'ambassadeur de Russie en écartant l'idée d'une conférence destinée à établir « un concert contre l'agression » et suggéré la réunion d'une conférence où tous les États européens seraient représentés.

2. Le parallélisme avec les vues de Newton est frappant.

Chamberlain. Certes, il importe de protéger l'existence de l'État tchécoslovaque. Mais il n'est pas sûr encore que Hitler veuille le détruire. Si l'Allemagne exerce sur la Tchécoslovaquie une « pression économique », ne pourrait-elle pas aboutir à ses fins, sans soulever de *casus belli*? D'ailleurs, au cas où la politique allemande voudrait réellement la destruction, comment pourrait-on l'empêcher? L'avertissement que le gouvernement français propose d'adresser à l'Allemagne ne serait qu'un bluff. Que fera-t-on si cet avertissement reste vain? La guerre? La victoire ne serait pas certaine et l'opinion publique n'accepterait pas de courir ce risque. En vain, Georges Bonnet montre l'importance qu'aurait une politique anglaise de fermeté; en vain, Daladier répète que, si l'on laisse la politique allemande se développer librement, on va vers une guerre européenne, à échéance proche: Halifax déclare que la Grande-Bretagne ne peut pas s'engager à défendre la Tchécoslovaquie en cas d'attaque allemande; pourtant, il finit par accepter qu'une démarche soit faite à Berlin, par le gouvernement anglais, pour mettre l'Allemagne en garde contre les risques que comporterait une action dirigée contre le territoire tchèque; mais il obtient que la France s'associe à la Grande-Bretagne pour recommander au gouvernement de Prague de faire aux Allemands des Sudètes des concessions « étendues ».

Les deux gouvernements n'ont donc pas réussi à fixer une ligne de conduite commune dans l'éventualité où Hitler voudrait détruire la Tchécoslovaquie. Et le compte-rendu des entretiens montre clairement que la divergence de vues a pour origine une appréciation différente des possibilités militaires.

* * *

En fait, la politique anglaise, pendant les trois mois qui suivent la conférence du 28-29 avril, suit sa propre voie. Le *Foreign Office*, bien qu'il ne perde pas le contact avec la France, ne semble guère soucieux de concerter son action diplomatique avec celle du quai d'Orsay. Dans la détermination de cette politique, l'ambassadeur à Paris, Sir Eric Phipps, n'a qu'un rôle de second plan. Halifax paraît se soucier bien davantage des renseignements et des suggestions qui lui parviennent de ses représentants à Berlin, à Prague et à Moscou. Quels avis en reçoit-il? C'est là, je crois, le centre d'intérêt.

L'ambassadeur à Berlin, Sir Neville Henderson, se rend parfaitement compte que la revendication d'autonomie des Allemands des Sudètes n'est qu'une étape vers l'incorporation de ce territoire au Reich. Comment pourrait-il en douter, puisque Goering, dès le 20 avril, a fait allusion, dans un entretien avec l'ambassadeur, à un démembrement de la Tchécoslovaquie? Il n'en estime pas moins qu'une guerre engagée à propos des Allemands des Sudètes serait l'entreprise « la plus insensée ». Pourquoi? Parce que la « base morale » est médiocre. Comment s'opposer à l'application du principe de libre disposition des peuples? (n° 185, 6 mai). Et la révision du traité de Versailles par voie de négociation n'est-elle pas souhaitable? (n° 378, 6 juin). Il faut

donc faire pression sur Bénès dont « l'obstination » est dangereuse. Peut-être « une crise intérieure tchèque » ouvrirait-elle la voie à une solution ? Mais, au fond, la portée de l'affaire dépasse la question des Allemands des Sudètes : il n'y aura pas d'apaisement en Europe tant que la Tchécoslovaquie restera hostile à l'Allemagne, et qu'elle n'acceptera pas d'entrer « économiquement » dans l'orbite du Reich (n° 534, 22 juillet).

Le ministre à Prague, Newton, regarde, lui aussi, au delà du problème immédiat que posent les revendications de Conrad Henlein. Même si l'on acceptait un plébiscite, qui aurait pour conséquence le rattachement au Reich du territoire où vivent les Allemands des Sudètes, l'affaire ne serait pas réglée, car la Tchécoslovaquie serait à la merci de l'Allemagne. Or, ce que veut le gouvernement allemand, c'est « expulser l'U. R. S. S. » de l'Europe centrale ; donc obliger Bénès à abandonner le traité d'alliance avec Moscou ; empêcher la Tchécoslovaquie de servir de « base » à une autre puissance ; obtenir enfin une « neutralisation » de l'État tchécoslovaque. Dans le cas où l'Allemagne obtiendrait ces résultats, elle se contenterait sans doute de l'octroi de l'autonomie aux Allemands des Sudètes. En somme, il est peut-être possible de sauver l'existence de l'État, mais à condition qu'il tombe dans l'orbite allemande (nos 221, 16 mai, et 349, 26 mai)¹.

Quant à une intervention de l'U. R. S. S., l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou (contrairement à l'avis de son collègue français) ne la croit pas possible : la « purge » consécutive à l'affaire Toukatchevski, dit-il, a désorganisé les cadres (65 % des officiers généraux ont été « liquidés ») ; d'ailleurs, c'est seulement par le territoire polonais que l'armée russe pourrait entrer en action ; or, le gouvernement polonais s'y opposerait sûrement — d'autant plus que le colonel Beck, qui guette un gain à réaliser dans la question de Teschen, désire affaiblir la Tchécoslovaquie.

Ces avis apportent de l'eau au moulin de Neville Chamberlain et de Halifax. Le voyage à Londres de Conrad Henlein, qui, au milieu de mai, rencontre Vansittart et qui voit aussi Winston Churchill, laisse une impression favorable : le leader des Allemands des Sudètes fait des propositions « modérées » et se montre « raisonnable » ; il affirme qu'il ne reçoit aucune instruction du gouvernement allemand, et le *Foreign Office* ne met pas en doute son affirmation². Il est vrai que, le 20 mai, cet optimisme reçoit un démenti, lorsque l'État-Major tchèque signale des concentrations de troupes allemandes en Saxe et en Bavière. Halifax fait alors donner au gouverne-

1. Il existe une grande analogie entre ces vues de Henderson et de Newton et les objectifs des fonctionnaires non hitlériens de la Wilhelmstrasse. Cf. Erich KORDT, *Nicht aus den Akten*, p. 223.

2. N'est-il pas superflu de rappeler ici que, dès le 16 mars, le gouvernement allemand avait avisé Henlein qu'il devait être « aux ordres » du ministre d'Allemagne à Prague, et que le leader des Allemands des Sudètes avait été reçu le 28 mars par Hitler, le 29 mars par Ribbentrop (*Documents du procès de Nuremberg*, III, p. 84) ? Le compte-rendu de ces entretiens du 26 et du 29 mars est reproduit dans *Documents on German Foreign Policy, 1918-1948* série D, vol. II, nos 107 et 109.

ment allemand, par Henderson, un avertissement : en cas de conflit entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie, la France interviendra, et la Grande-Bretagne ne peut pas garantir qu'elle n'interviendra pas, elle aussi. Mais, tout aussitôt, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères s'applique à atténuer, auprès du gouvernement français, l'effet de cette démarche : il ne faut pas, indique-t-il à Sir Eric Phipps, déduire de cet avertissement que la Grande-Bretagne est décidée à donner son assistance à la France, dans une action militaire destinée à secourir la Tchécoslovaquie (n° 271, 22 mai). Sur ces entrefaites, les renseignements recueillis par l'attaché militaire anglais à Berlin infirment les dires de l'État-Major tchèque : les constatations faites en Saxe et en Silésie n'indiquent rien d'anormal. Aussi l'avertissement donné à l'Allemagne n'est-il qu'un intermède. Halifax, qui, dès le début de mai, avait demandé à Bénès de négocier avec Henlein, accentue sa pression sur le gouvernement de Prague. Il déclare, le 25 mai, à Jan Masaryk, ministre de Tchécoslovaquie à Londres, que son gouvernement devrait envisager une réforme constitutionnelle et reconstruire l'État sur le modèle de la Confédération helvétique. Pourquoi même n'accepterait-il pas un statut de neutralité ? Le 9 juin, il conseille au gouvernement français (n° 472) de « reconsidérer sa position à l'égard de la Tchécoslovaquie », si, par la faute de Bénès, la négociation engagée avec Henlein vient à échouer. Le Président de la République tchécoslovaque, estime Halifax, est « prisonnier de son passé » ; mais le président du Conseil, Hodza, agrarien, est beaucoup plus conciliant. Il n'est donc pas impossible d'agir. C'est dans cet esprit que, le 18 juin, Halifax, reprenant un projet auquel il avait déjà songé le 8 mai, suggère d'envoyer en Tchécoslovaquie un « expert anglais indépendant » qui s'efforcerait de trouver une solution de conciliation — bien que cette offre ait l'inconvénient d'engager davantage la Grande-Bretagne dans les affaires d'Europe Centrale. Le 18 juillet, Bénès reçoit communication de la proposition anglaise. Il fait d'abord des objections, parce qu'il voit là une atteinte à la souveraineté de la Tchécoslovaquie ; le 23 juillet pourtant, il se résigne.

Sur cette mission Runciman, les renseignements abondants qu'apporte la correspondance diplomatique ne modifient pas sensiblement les données que l'on possédait antérieurement. La préoccupation essentielle du Cabinet britannique est d'essayer de connaître les intentions de l'Allemagne. L'attaché militaire à Berlin apprend, le 1^{er} août, par les Services du ministère de la Guerre, que l'armée allemande, à l'occasion de « manœuvres d'automne », va mettre sur le pied de guerre, en septembre, sept ou huit divisions. C'est sans doute une réplique à l'initiative prise par le gouvernement anglais : l'envoi de Runciman, qui manifeste, pour la première fois, l'intérêt de la Grande-Bretagne dans les questions d'Europe Centrale, a été vivement ressenti par la Wilhelmstrasse. Ces préparatifs militaires signifient-ils que Hitler est décidé à chercher une solution de force ? Ou ne sont-ils qu'un

bluff? L'attaché militaire estime que, dans l'armée, la perspective d'une guerre éveille de grandes inquiétudes; il reçoit même, le 7 août (n° 595), des « confidences », assez troubles, d'un officier hostile au régime. Mais l'ambassadeur estime que, si Hitler veut la guerre, les résistances s'effaceront¹. Le gouvernement anglais se décide à demander, sous une forme prudente et modérée, le retrait de ces mesures militaires; mais il se heurte à un refus absolu (21 août, n° 661). Que reste-t-il donc à faire? Sur la demande du gouvernement français, le Cabinet accepte de réitérer l'avertissement vague que Neville Chamberlain avait déjà donné, le 21 mai, à l'Allemagne. Mais il ne veut pas aller plus loin. Pourtant n'est-il pas permis de penser que, si la Grande-Bretagne annonçait *formellement* son intention d'intervenir par les armes, en cas d'attaque allemande contre la Tchécoslovaquie, cette menace suffirait à arrêter Hitler? A cet argument, Neville Chamberlain réplique (7 septembre, n° 798, et 9 septembre, n° 813) qu'il est inopportun de menacer, puisque la Grande-Bretagne n'aurait pas les moyens, effectivement, de « stopper » l'adversaire²; d'ailleurs, l'hypothèse d'une *attaque* allemande n'est pas seule en cause: Hitler peut arriver à ses fins soit en provoquant un mouvement « sécessionniste » dans la région des Sudètes, soit en demandant un plébiscite³. Et croit-on qu'en pareil cas l'opinion publique anglaise accepterait le recours à la guerre? L'insistance de l'ambassadeur de France reste vaine. Le 9 septembre, Halifax décide pourtant de faire transmettre à Hitler un message (n° 815), mais le ton n'en est pas catégorique; d'ailleurs, Henderson estime que la remise de ce texte à Hitler serait inopportune, et Halifax n'insiste pas (n° 823 et 825). Et le Congrès du parti national socialiste à Nuremberg (qui, selon les prévisions faites, six semaines auparavant, par Henderson, devait être une date décisive) s'ouvre sans que la France et la Grande-Bretagne aient mis en harmonie leurs politiques.

* * *

Au cours des journées critiques qui s'écoulaient entre le discours de Hitler à Nuremberg (12 septembre) et la décision de tenir la conférence de Munich (28 septembre), c'est la question des relations franco-anglaises qui vient au premier plan⁴. A cet égard, les nouveaux documents diplomatiques apportent des précisions importantes sur quelques points controversés.

1. Le Cabinet anglais a-t-il reçu des renseignements plus précis sur les intentions des milieux allemands d'opposition? D'après Erich KORDT (*op. cit.*, p. 279-281), le chargé d'affaires allemand à Londres, Theo Kordt, aurait averti Halifax, le 6 septembre, que, si Hitler ne renonçait pas à sa « politique belliqueuse », certains milieux militaires et politiques allemands étaient résolus à agir contre le Führer « par la force des armes ». Mais le recueil anglais ne fait aucune allusion à cet entretien.

2. T. II, n° 744. Conversation de N. Chamberlain avec l'ambassadeur des États-Unis.

3. T. II, n° 798. Halifax à Sir Eric Phipps (compte-rendu d'une conversation avec l'ambassadeur de France à Londres).

4. La question russe n'est guère évoquée avant le 23 septembre. Ce jour-là, au reçu des nouvelles qui signalaient les nouvelles exigences formulées par Hitler pendant l'entrevue de

Comment a été décidé le voyage à Berchtesgaden? Faut-il admettre la version donnée par l'historien anglais Wheeler-Bennett, dans son livre sur la crise de Munich (Daladier aurait conseillé le voyage, parce qu'il préférerait laisser au gouvernement anglais la responsabilité d'une négociation qui — chacun en avait bien conscience — devait s'engager aux dépens de la Tchécoslovaquie)?

Les documents anglais indiquent que le gouvernement français, dans l'après-midi du 13 septembre, est en désarroi : d'après Sir Eric Phipps, Georges Bonnet déclare « que la paix doit être préservée à tout prix, car ni la France ni la Grande-Bretagne ne sont prêtes à la guerre » ; il déplore que le ton de certains journaux anglais puisse encourager la presse française « à être intransigente » ; il souhaite même, pour calmer l'humeur « belliqueuse » de certains de ses collègues, recevoir du *Foreign Office* une confirmation de la communication faite le 22 mai par la Grande-Bretagne à la France. L'ambassadeur est si surpris de « cet effondrement », qu'il demande aussitôt un entretien au Président du Conseil. Daladier lui paraît fort ébranlé : sans doute, dit-il, « si les Allemands emploient la force, les Français seront obligés de le faire aussi » ; mais son « manque d'enthousiasme » est évident. L'attitude du *Foreign Office* n'est certes pas de nature à ranimer les courages : Halifax se refuse toujours à définir l'attitude de la Grande-Bretagne, au cas où, à la suite d'une attaque allemande contre la Tchécoslovaquie, la France déciderait de « marcher ». Certes, écrit-il à Sir Eric Phipps (n° 843), le gouvernement anglais « ne permettrait jamais que la sécurité de la France soit menacée », mais il ne peut ni indiquer de façon précise quel serait « le caractère de sa future action », ni préciser « le délai dans lequel elle serait entreprise ». Il insiste plus clairement encore le lendemain (n° 879) : nous ne voulons pas, dit-il, « nous trouver automatiquement en guerre avec l'Allemagne, simplement parce que la France se trouverait engagée en exécution d'obligations dans lesquelles la Grande-Bretagne n'a pas de part et pour lesquelles une bonne partie de l'opinion anglaise a toujours éprouvé de l'aversion ».

Pourtant, il est certain que le Président du Conseil français ne cherche pas à éluder ses responsabilités : il suggère, en effet, à l'ambassadeur d'Angleterre de proposer immédiatement à Hitler la réunion d'une conférence « à trois » (Allemagne, France, Grande-Bretagne). C'est Neville Chamberlain qui préfère agir seul : dès le 30 août, disent les éditeurs des documents britanniques (p. 314, note), il avait songé à une démarche directe auprès de Hitler ; il continue de penser que la perspective d'une entente anglo-alle-

Golsberg, Halifax fait demander à Litvinoff (qui se trouve à Genève) « quelle attitude le gouvernement soviétique prendrait dans le cas où la Tchécoslovaquie serait en guerre avec l'Allemagne, et jusqu'à quel point il serait prêt à agir ». Litvinoff affirme que l'U. R. S. S. viendrait en aide à la Tchécoslovaquie, à condition que la France remplisse elle-même ses obligations ; mais il ne peut dire dans quelle mesure l'armée et l'aviation sont prêtes. Il suggère pourtant une réunion franco-anglo-russe, où ces questions militaires pourraient être discutées. — Rien n'indique le sort fait à cette offre. Le recueil ne donne, pour ces journées critiques, aucun télégramme adressé ou reçu par l'ambassadeur anglais à Moscou.

mande pourrait amener le Führer à « choisir la voie de la négociation plutôt que celle de la force ».

Après l'entrevue de Berchtesgaden, où Neville Chamberlain a personnellement consenti au « rattachement » des Allemands des Sudètes, admis que le traité russo-tchèque devait disparaître et laissé passer sans protestation une allusion de Hitler à une « sécession » des populations magyares et polonaises de Tchécoslovaquie, Daladier, dans la Conférence franco-anglaise du 18 septembre, accepte d'envisager la cession au Reich de toutes les parties du territoire des Sudètes où les Allemands sont en majorité, à condition qu'il soit possible d'obtenir, par une « pression amicale », le consentement du gouvernement de Prague. C'est sur le caractère de cette « pression » que le recueil britannique apporte quelque lumière. La thèse soutenue par Georges Bonnet est, on le sait, la suivante, dans la nuit du 20 au 21 septembre¹ il a fait avertir Édouard Bénès que la Tchécoslovaquie, si elle persistait à repousser les suggestions franco-anglaises, ne pourrait pas compter sur l'assistance de la France, en cas d'attaque allemande ; mais c'est à l'instigation du président du Conseil tchèque lui-même qu'il a donné cet avertissement : Hodža n'avait-il pas dit au ministre de France à Prague que le refus du concours français amènerait le gouvernement à s'incliner ? et le diplomate en transmettant cette déclaration, n'avait-il pas ajouté que les dirigeants tchèques avaient besoin d'« une couverture » ? Mais à cette thèse les Tchèques avaient opposé des démentis : il était donc permis de penser que le ministre de France avait pu mal interpréter sa conversation avec Hodža. Or, les nouveaux documents anglais apportent à la version du ministre des Affaires étrangères français une confirmation. A l'heure même où Lacroix télégraphie à Paris, le ministre anglais, Newton, envoie un télégramme symétrique. « Sur la foi d'une source toujours excellente, j'ai les meilleures raisons de croire que la réponse à moi remise par le ministre des Affaires étrangères ne doit pas être considérée comme définitive. Il faut toutefois qu'une solution soit imposée au gouvernement, car, sans un telle pression, plusieurs de ses membres sont trop engagés pour être à même d'accepter ce qu'ils savent bien être nécessaire. Si je puis remettre au président Bénès, mercredi, une sorte d'ultimatum, lui et son gouvernement se sentiront à même de s'incliner devant la *force majeure*. » Sans doute Newton ne met-il pas en cause, nommément, le président du Conseil tchèque ; mais le parallélisme est frappant entre son compte-rendu et celui du ministre de France. Et cette constatation amène à penser que, dans l'histoire de cette crise, l'attitude du parti agrarien tchèque reste la grande-inconnue².

Après l'entrevue de Godesberg, le 23 septembre, où Hitler dévoile de nouvelles exigences, Daladier estime que le Mémoire allemand est

1. Dans *Défense de la paix*, Genève, 1948, t. II, p. 221 et 249.

2. Sur cette question, des accusations véhémentes ont été portées par Buk ; mais elles sont trop visiblement inspirées par un parti pris politique pour inspirer confiance.

inacceptable. Dans la conférence franco-anglaise du 25 septembre, il affirme que, si l'Allemagne attaque la Tchécoslovaquie (dont le gouvernement vient de repousser le Mémoire), la France « remplira ses obligations ». Quel sera donc, demandent Neville Chamberlain et Sir John Simon, le plan d'action militaire de la France? Se bornera-t-elle à « fixer » les forces allemandes, ou compte-t-elle engager des opérations offensives? Daladier répond qu'il envisage une action offensive, terrestre et aérienne. Mais, objecte Neville Chamberlain, l'aviation française en est-elle capable? D'ailleurs, l'opinion publique française est-elle disposée à admettre cette intervention¹? Il n'y paraît guère! Enfin, quelles assurances la France a-t-elle reçues de la Russie? Et Samuel Hoare déclare que la question essentielle est de savoir si l'on possède ou non les moyens d'empêcher la défaite et la « destruction » de la Tchécoslovaquie.

C'est alors que le Premier Ministre anglais demande que le général Gamelin vienne immédiatement à Londres. Quelles sont, d'après la version anglaise, les déclarations faites par le général, le 26, au matin, au Premier Ministre et au ministre de la « Coordination de la Défense », Sir Thomas Inskip? Les éditeurs du recueil disent n'avoir pas trouvé dans les archives le *procès-verbal* de ces entretiens, qui sont seulement relatés dans un court « rapport verbal » (sur la conversation avec Neville Chamberlain) et dans des notes de l'interprète (sur la conférence tenue avec Sir Thomas Inskip). Ces deux documents — étonnante lacune — ne sont pas reproduits *in extenso*, mais seulement résumés dans une note (II, p. 575). D'après cette analyse², le général Gamelin estime que l'armée tchèque sera capable de résister « pendant quelques semaines »; il ne compte pas sur un concours effectif de l'armée russe, car le gouvernement soviétique, s'il décidait d'intervenir, n'obtiendrait ni de la Pologne ni de la Roumanie le droit de passage; mais il considère comme possible un appui donné par l'aviation russe. Il est difficile d'apprécier dans quelle mesure ces déclarations ont pu reconforter les hommes d'État anglais. Pourtant, immédiatement après son entretien avec le général Gamelin, Neville Chamberlain est moins réticent qu'il ne l'avait été la veille. Dès lors que la France est décidée à « remplir ses obligations » à l'égard de la Tchécoslovaquie, la Grande-Bretagne, dit-il, confirme qu'elle ne laissera pas la France être « envahie ou battue » par l'Allemagne : « Nous viendrons au secours de la France si elle est en danger. » Il décide aussi, en plein accord avec Daladier, d'adresser à Hitler un avertissement écrit : au cas où la France, en exécution de ses obligations, serait en-

1. Cette remarque de Neville Chamberlain est évidemment fondée sur un rapport reçu, la veille, de Sir Eric Phipps. L'ambassadeur estimait que, malgré la fermeté nouvelle manifestée par Daladier, l'opinion publique française était hostile à la guerre. La Grande-Bretagne, concluait-il, doit-elle « s'embarquer » avec une alliée qui se battra « sans aviation » et « sans vraie ardeur » (n° 1076)?

2. Il faut la comparer avec la version, sensiblement différente, donnée par le général Gamelin (*Servir*, t. II, p. 351-352).

traînée dans une guerre contre l'Allemagne, « le Royaume-Uni se sentirait obligé de lui venir en aide ».

Mais cette promesse signifie-t-elle que l'assistance anglaise serait immédiate? La déclaration de Neville Chamberlain à Dăladier vise seulement le cas où la France serait « en danger »! Le 26 septembre au soir, Georges Bonnet, à peine rentré à Paris, pose à l'ambassadeur anglais trois questions¹ : la Grande-Bretagne, en cas d'intervention française au profit de la Tchécoslovaquie, est-elle décidée à mobiliser immédiatement, en même temps que la France? à établir la conscription? à mettre en commun les ressources économiques et financières des deux pays? Or, la réponse va tarder pendant quarante-huit heures. Dans l'intervalle, le 27 au soir, Halifax donne un nouveau coup de frein (n° 1143) : il demande que le gouvernement français n'entreprenne aucune « action de caractère offensif » (y compris une déclaration de guerre), sans consultation et accord préalables avec la Grande-Bretagne, et il obtient aussitôt cette assurance. C'est seulement le 28 au soir (à ce moment, la conférence de Munich était déjà décidée) que Halifax se décide à envoyer une réponse évasive. La mobilisation immédiate? Le gouvernement anglais a mobilisé *la flotte*. La mise en commun des ressources? La décision appartient au Parlement. Quant à l'étendue de l'effort militaire que pourrait faire la Grande-Bretagne, le ministre anglais des Affaires étrangères se borne à renvoyer le gouvernement français au procès-verbal de la conférence du 28 avril (où les hommes d'État anglais avaient déclaré ne pas pouvoir fournir plus de deux divisions au début du conflit, et avaient ajouté que « la participation militaire de la Grande-Bretagne à une guerre continentale ne serait pas d'une ampleur suffisante pour justifier des conversations entre les États-Majors »).

• • •

Quelles sont les remarques générales que suggère la lecture de ces documents?

1) La politique anglaise n'a pas été seulement celle de Neville Chamberlain ou de Lord Halifax. Elle a été largement orientée par les avis des agents diplomatiques anglais : à Berlin et à Prague, Henderson et Newton (celui-ci pourtant avec plus de nuances que celui-là) estimaient que la Tchécoslovaquie n'était pas viable; à Moscou, Chilston ne croyait pas à la force de l'U. R. S. S. Elle a été déterminée, d'autre part, par la conscience de la faiblesse militaire de la Grande-Bretagne (*deux divisions* seulement!) et par la conviction que l'armée française était hors d'état d'empêcher l'écrasement de la Tchécoslovaquie.

2) L'attitude du Cabinet britannique à l'égard des sollicitations réitérées

1. Pourquoi ces questions n'ont-elles pas été posées au cours même de la réunion de Londres? Parce que, explique Georges Bonnet, le gouvernement français voulait recevoir une réponse *par écrit*.

du président du Conseil français a été constamment réticente (sur ce point, les documents anglais confirment, dans l'ensemble, la version donnée par Georges Bonnet). Sans doute, Neville Chamberlain et Halifax ont déclaré qu'ils ne laisseraient pas écraser la France ; mais ils ont toujours, même à l'heure la plus critique, refusé de préciser l'étendue effective de leur concours et la date de leur intervention. Étaient-ils vraiment incapables de prendre un engagement, faute de prévisions techniques ? Il faudrait, pour répondre à cette question, connaître les documents des archives militaires anglaises, que nous ignorons. Pourtant, il est permis de penser que leurs réticences étaient voulues. Mais deux interprétations restent possibles. Croyaient-ils prudent de rester sur la réserve, parce qu'ils connaissaient exactement, par les rapports de Sir Eric Phipps, l'état d'esprit du ministre français des Affaires étrangères, les divergences de vue au sein du ministère, ainsi que les hésitations des milieux parlementaires français, et qu'ils avaient lieu par conséquent de redouter la perspective d'une guerre où ils auraient à leurs côtés une alliée chancelante ? ou bien laissaient-ils, à dessein, planer une incertitude, parce qu'ils escomptaient que leurs réticences serviraient une politique — celle de Georges Bonnet — qui répondait à leurs vœux ? Tout ce que l'on sait du comportement des deux hommes d'État anglais pendant la crise autorise à adopter la seconde interprétation : ils voulaient, avant tout, éviter la guerre.

3) Enfin, l'examen de ces documents diplomatiques ne permet pas d'apprécier exactement dans quelle mesure le gouvernement anglais a apprécié les conséquences du démembrement de la Tchécoslovaquie — conséquences stratégiques ou économiques, et aussi conséquences politiques, surtout en ce qui concerne l'U. R. S. S. C'est presque par hasard que l'on rencontre — dans le compte-rendu d'une conversation entre le Premier Ministre et l'ambassadeur des États-Unis (II, n° 744) — une allusion à ces perspectives d'avenir : Neville Chamberlain ne partage pas l'opinion selon laquelle, « après le succès de son attaque contre la Tchécoslovaquie, Hitler ne pourrait plus être *stoppé* et l'Allemagne dominerait l'Europe ». Cet aspect essentiel du problème n'a-t-il donc été envisagé et discuté, dans les délibérations du Cabinet et dans les échanges de vues entre les dirigeants du *Foreign Office*. C'est plus que probable. Mais les *Documents on British Foreign policy* ne nous apportent pas, à cet égard, les éclaircissements nécessaires : la préface du recueil nous en a loyalement avertis.

Ce n'est certes pas la première fois que les archives diplomatiques ne peuvent satisfaire tous les désirs de l'historien. Il n'en faut pas moins savoir gré aux éditeurs de ces documents de la qualité de leurs recherches et de la haute impartialité de leur effort.

Pierre RENOUVIN,
Membre de l'Institut.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE DU MOYEN AGE

PREMIÈRE PARTIE

Le dernier bulletin d'Histoire ecclésiastique du Moyen Age a paru en 1941 sous la plume d'Édouard Jordan. Le maître des études d'histoire ecclésiastique en France n'a pas vu la fin du conflit qu'il avait si activement, si passionnément suivi et qui avait tant éprouvé sa santé, si son moral était inébranlable. On ne s'étonnera pas qu'un long espace de temps se soit écoulé entre le dernier bulletin qu'il a rédigé et le premier qui, après dix ans, ne porte plus sa signature. Il est des hommes que l'on ne remplace pas : les éventuels successeurs hésitent à assumer une tâche que l'on ne conçoit faite que par eux. Seule, la considération de l'utilité pour les lecteurs des bulletins d'histoire ecclésiastique qui concernent un des aspects les plus importants de la civilisation médiévale a amené un des élèves d'Édouard Jordan à reprendre en toute humilité une de ses activités où il est le moins possible d'égaliser son autorité et son expérience.

I. PUBLICATIONS DE TEXTES. — A. *Textes concernant l'autorité et l'administration pontificales.* — Les grandes séries de documents conservées aux Archives du Vatican ont continué à faire l'objet, pendant la décade 1930-1950, de publications dont plusieurs avaient été entreprises avant la deuxième guerre mondiale.

C'est naturellement à la publication, si essentielle pour l'histoire générale comme pour l'histoire de l'Église, des lettres des papes que se sont attachés le plus grand nombre d'érudits.

Le fameux *Registre* d'Innocent III relatif au problème impérial (*Reg. Vat. 6*), s'il avait été édité par Baluze en 1682 et magnifiquement reproduit en fac-similé avec une introduction du P. W. M. Peitz en 1928, n'avait pas encore fait l'objet d'une édition moderne. La publication des lettres d'Innocent III n'est pas prévue par l'École française de Rome, qui a commencé sa grande collection au pontificat de Grégoire IX (1227-1241). Aussi n'est-il pas étonnant que l'intérêt exceptionnel du registre ait tenté deux érudits allemands, le professeur W. HOLTZMANN¹ et le Père F. KEMPF² et les ait amenés à en entreprendre simultanément l'édition.

1. W. HOLTZMANN, *Das Register Papst Innocenz' III über den deutschen Thronstreit*. Bonn, Universitätsverlag, 2 fasc., 1947-1948.

2. *Regestum Innocentii papae super negotio Romani imperii*, hgg. von Friedrich KEMPF.

Le volume du P. Kempf nous est seul parvenu. C'est une édition en tous points remarquable des 194 actes contenus dans le Reg. Vat. 6 qui s'échelonnent du 12 juillet 1198 au 11 octobre 1209. Ces actes sont, pour la grande majorité, des lettres du pape qui ont été groupées au lieu d'être copiées sur les registres ordinaires où étaient enregistrées chronologiquement les lettres concernant toute l'activité du pontife. On y a ajouté diverses lettres reçues des princes relatives à cette question de l'Empire pour laquelle Innocent III fit composer un registre spécialisé. Le P. Kempf donne l'analyse détaillée de chaque acte, l'indication de l'original, des copies et des éditions, des notes indiquant les variantes ou les difficultés de lecture et apportant des précisions d'ordre historique, un index des incipit, des citations bibliques, des noms de personnes et de lieux et des matières.

Une brève introduction souligne les mérites de l'étude paléographique de Petz et insiste sur la rédaction saccadée, au cours des douze années qu'il concerne, du Registre sur le problème impérial : la comparaison des mains qui ont recopié les lettres de ce registre avec celles qui transcrivaient les lettres sur les registres ordinaires permet de constater que ces transcriptions étaient parallèles et que l'on attendait parfois plusieurs mois, voire deux ans, avant de mettre à jour le Registre sur le problème impérial. Le P. Kempf aurait dû rechercher quel critère avait été adopté pour le choix des pièces à transcrire dans le registre spécialisé ; c'est là la seule lacune de sa remarquable étude. Les nombreuses notes et indications marginales portées sur le Registre, dont l'éditeur peut dater la plupart, attestent l'excellence de l'idée d'un registre spécialisé : tous les papes du XIII^e siècle et la plupart de ceux du XIV^e siècle jusqu'à Urbain V se servirent de ce Registre pour y trouver arguments et précédents dans leurs relations avec l'Empire.

Certains des éléments de cette introduction se retrouvent dans l'ouvrage d'ensemble que le P. Kempf, en préparant son édition, a consacré aux Registres d'Innocent III¹. Contrairement à ce qu'affirme l'auteur, ce volume n'est pas le premier où soient étudiés de façon scientifique et approfondie les registres d'un pape du XIII^e siècle. M. R. FAWTIER avait donné en 1939 la magistrale introduction aux Lettres de Boniface VIII publiées par l'École française de Rome, dans laquelle il décrit par le menu non seulement les registres de ce pape, mais les rouages et le fonctionnement de la chancellerie apostolique sous ce pontificat. C'est vraisemblablement aux malheurs de la guerre que le P. Kempf doit d'avoir ignoré cet ouvrage capital qui lui aurait rendu plus de services encore que le fameux mémoire de Caspar sur les registres de Grégoire VII.

Travaillant sans l'aide ou l'exemple de ce précédent, il s'est limité à l'étude

S. J., vol. XII des *Miscellanea Historiae Pontificiae*. Rome, Pontificia Università Gregoriana, 1947, in-8°, xxix-446 p.

1. Friedrich KEMPF, S. J., *Die Register Innocenz III. Eine paläographisch-diplomatische Untersuchung*. Rome, ibid., 1945, in-8°, 145 p. (vol. IX des *Miscellanea Historiae Pontificiae*).

des registres, sans se préoccuper de la chancellerie ; aussi bien la recherche, la consultation et la comparaison des lettres originales qui se sont révélées si fructueuses pour M. Fawtier lui étaient-elles rendues impossibles par les conditions du monde à l'époque à laquelle il travaillait. Ses conclusions, qui apportent des connaissances précises sur les registres pontificaux au début du XIII^e siècle, sont de très grande importance. Cinq des six registres subsistant d'Innocent III sont des registres originaux : ils ont été écrits par treize *scriptores* en onze ans ; ces *scriptores* changeaient selon la période de l'année et le lieu de résidence de la Curie ; ils recopiaient les actes assez régulièrement, mais tardaient parfois jusqu'à plusieurs semaines. Les lettres étaient enregistrées soit parce qu'elles intéressaient spécialement la Curie, soit à la demande du destinataire. L'enregistrement avait des buts simultanés et assez mal définis : faciliter l'administration, conserver le souvenir des actes pontificaux, constituer une collection de décrétales, assurer les droits des bénéficiaires d'une décision pontificale. Il s'en fallait donc de beaucoup que toutes les lettres fussent enregistrées. Les *scriptores* recopiaient sur le registre soit la minute, soit l'acte original sans règle précise. Il y avait encore, en effet, au bureau de l'enregistrement dans les premières années du XIII^e siècle plus d'improvisation que d'organisation : il semble, cependant, qu'au cours du pontificat se constitue peu à peu un bureau du registre qui apparaît dans les années 1207-1211. A partir de ces mêmes années disparaissent les liens étroits qui existaient jusque-là entre les compilations canoniques et les registres où les actes judiciaires étaient signalés dans une marge par une marque spéciale. Un embryon d'organisation et de spécialisation semble donc apparaître à la Chancellerie pontificale.

Les deux récents mémoires du Père Kempf et de M. Fawtier sur les Registres d'Innocent III et de Boniface VIII, complétant l'article classique de Caspar sur ceux de Grégoire VII, constituent les solides pierres d'attente de la grande étude d'ensemble qui sera bien écrite un jour sur les Registres des papes et la Chancellerie pontificale avant les réformes des papes d'Avignon.

L'École française de Rome, malgré l'adversité des temps, a ajouté quelques fascicules à sa publication, qui sera intégrale, des Lettres des papes du XIII^e et du XIV^e siècle¹.

1. Les fascicules publiés (Paris, de Boccard) depuis 1939 sont les suivants :

Registres de Clément IV, fascicule 6 (Tables).

Registres de Boniface VIII (Introduction et Tables), par M. Robert FAWTIER.

Tables des Registres de Clément V publiés par les Bénédictins, dressées par M^{lle} LANHERS, sous la direction de R. FAWTIER (Table chronologique — Table des incipit — Itinéraire de Clément V).

Lettres communes de Jean XXII, fascicules 30 et 31 (Tables des noms de personnes et de lieux), par G. MOLLAT.

Lettres closes et patentes de Benoît XII intéressant les pays autres que la France, fascicule 5 (VII^e année — 1341), par J.-M. VIDAL ; fascicule 6 (Introduction et Tables), par G. MOLLAT.

Lettres secrètes et curiales de Grégoire XI, fascicule 3, par L. MIROT, H. JASSEMINE et M^{lle} VIELLIARD.

Sous l'impulsion du dynamique Consejo Superior de Investigaciones Científicas, la science espagnole, qui n'avait pas encore participé à la publication de documents pontificaux, vient aider à son tour à ce travail commun des nations chrétiennes. Elle le fait, comme il est bien naturel, à propos d'un pape espagnol, Calixte III Borgia¹. Bien que le règne de ce pontife n'excède pas trois ans, la masse des bulles issues de la Chancellerie pontificale au xv^e siècle est telle que le problème des critères de l'édition se posait avec plus d'acuité encore qu'il ne l'avait fait pour les papes du xiv^e siècle à l'École française de Rome.

La brève introduction que place l'abbé Rius SERRA en tête de son premier tome expose celui qu'il a adopté. Il s'est limité aux bulles de Calixte III qui concernent l'Espagne et le Portugal ; il a recueilli toutes les bulles, lettres communes, lettres de curie, lettres camérales et même les suppliques ; par contre, les lettres secrètes semblent bien peu nombreuses. En outre, il a joint à ces lettres pontificales des lettres adressées par les rois à Calixte III dont il a retrouvé trace dans les archives de la Péninsule : cela ôte beaucoup d'homogénéité à son recueil. L'éditeur publie ces pièces en abrégés plus ou moins concis selon l'importance de la bulle, les plus importantes étant transcrites *in extenso*. L'introduction reproduit un certain nombre de formules courantes auxquelles les abrégés se réfèrent par de simples incipit.

Il est dommage que l'éditeur n'ait pas cru devoir profiter davantage de l'expérience des grandes publications antérieures. Le système des publications nationales est aujourd'hui dépassé, l'École française de Rome l'a éprouvé : elle a dû reprendre la publication de toutes les bulles du xiv^e siècle laissées primitivement de côté parce qu'elles ne concernaient pas la France. Or, M. Rius Serra ne dit pas quel est son critère pour déterminer les bulles relatives à l'Espagne et au Portugal : celles qui concernent des Espagnols et des Portugais ou dans lesquelles des Espagnols et des Portugais qui ne se trouvent pas dans la Péninsule sont nommés ont-elles été retenues ? Il semble qu'il eût été bien préférable, puisque l'on s'attaquait à un terrain vierge, de publier toutes les bulles émanées de la chancellerie du pape espagnol Calixte III : le peu de durée même de son pontificat aurait permis de mener l'œuvre à bien. Et une publication définitive aurait été donnée, qui aurait dispensé désormais tout chercheur de recourir aux archives du Vatican. D'autre part, il aurait été bien utile de donner, au moins pour les lettres curiales et les lettres secrètes, comme le font d'autres publications, une analyse de ces lettres en tête du texte.

L'étude diplomatique et les indices rejetés au quatrième des tomes annoncés (ce premier volume comprend les abrégés de 1559 bulles) exposeront plus

1. *Regesto Iberico de Calixto III*, pub. por Jose Rius SERRA, vol. I (4 avril 1455-19 février 1456). Barcelone, 1948, in-8°, xx-493 p. (vol. X de la Collection de textes publiée par l'Escola de Estudios Medievales sous le patronage du Consejo Superior de Investigaciones Científicas).

nettement et plus complètement les méthodes de l'école médiévale espagnole.

D'autre part, une sorte d'excellent index par matière des bulles pontificales antérieures à 1305 relatives au droit des gens vient d'être donné par MM. Giorgio BALLADORE PALLIERI et Giulio VISMARA¹. 2803 actes concernant ses différents aspects échelonnés du pontificat de Silvestre II (av. 320) à celui de Benoît XI y sont analysés en latin et leurs analyses groupées par ordre chronologique en quinze chapitres : autorité et puissance du pape en face des princes, légats et actes juridiques internationaux, aide à l'État, limitation de l'activité de l'État, souveraineté territoriale, rapports avec les Infidèles, actes illicites, mesures conservatoires, résolution de controverses, activité en faveur de la paix, droit de guerre, traités de paix, action solidaire de la communauté chrétienne contre un de ses membres et contre les infidèles. La référence aux principales publications accompagne l'analyse de chaque acte. On voit de quelle rare utilité sera pour les érudits ce volume composé avec diligence pour illustrer l'attitude du Saint-Siège en face des problèmes du droit public et l'importance de sa contribution au développement de celui-ci. Nombreux seront ceux qui envieront aux heureux publicistes un pareil instrument de travail.

La publication systématique de la série des Suppliques semble commencée : T. GASPARINI LEPORACE a publié dans les *Regesta Chartarum Italiae* un premier volume de suppliques de Clément VI, avec le pontificat de qui s'ouvre cette importante série. Nous regrettons qu'il ne soit pas parvenu à la *Revue historique* ; nous ne pouvons indiquer ni son programme ni sa méthode, qu'il serait si intéressant de connaître en fonction de l'énorme entreprise que représente la publication des Suppliques.

En ce qui concerne les séries financières, les *Introitus* et *Exitus* et les *Collectorie* ont constitué la base de la publication des comptes de la levée de la décime en Italie donnée dans la Collection des *Studi e Testi*, sous le titre *Rationes Decimarum Italiae saec. XIII-XIV*². Divers comptes omis par les premiers éditeurs sont progressivement publiés par leurs inventeurs, tel celui du collecteur de la décime de 1274-1280 dans l'Italie septentrionale, conservé à la Bibliothèque nationale de Paris, qu'a analysé et présenté le R. P. LAURENT³. Et l'exemple italien a été suivi par les érudits espagnols : M. Rius

1. Giorgio BALLADORE PALLIERI et Giulio VISMARA, *Acta pontificia juris gentium usque ad annum MCCCIV*. Milan, 1946, in-8°, XL-657 p. (vol. XII de la Biblioteca dell' Unione Cattolica per le scienze sociali).

2. De cette importante série, fondamentale pour l'étude de la centralisation de l'Église comme pour celle de la vie économique de la Chrétienté, ont paru à ce jour les comptes qui concernent la Toscane, l'Émilie, l'Abruzzo et le comté de Molise, la Vénétie, l'Istrie, la Dalmatie, la Campanie, la Pouille, la Lucanie et la Calabre, le Latium, la Sicile et la Sardaigne pour des périodes que, faute d'avoir reçu les ouvrages, nous ne pouvons préciser.

3. M. H. LAURENT, *La décime de 1274-1280 dans l'Italie septentrionale*, dans *Miscellanea Pio Paschini*, t. I, p. 349-404.

SERRA a édité, sous le titre parallèle *Raciones Decimarum Hispaniae, 1279-1280*, les comptes de la collectorie de Navarre-Aragon¹. Il n'existe pour la France que des publications non systématiques dont la plus récente est celle d'E. CLOUZOT pour les provinces de Besançon et de Vienne².

D'autre part, le chanoine BAIX vient de donner la publication intégrale des articles des cinq volumes conservés des *Libri Annatarum* du pontificat de Martin V relatifs aux quatre diocèses des pays belges³. Il fait précéder cette publication d'une Introduction hétérogène dont la masse aurait constitué à elle seule un fort volume séparé. Il y décrit les *Libri Annatarum*, en explique le rôle, en analyse les mentions et les formules diverses, donne des indications sur les collectories et les collecteurs de l'époque de Martin V, sur les procédés utilisés pour le règlement des sommes dues et surtout, dans une longue étude faite à partir des textes, il montre quels bénéfices sont assujettis à cet impôt en en donnant les raisons. A cet indispensable préambule sont joints deux importants mémoires, l'un de 78 pages sur la Chambre apostolique sous Martin V, l'autre de 40 pages sur l'histoire des annates des origines à 1417.

L'ensemble des travaux de M. Baix, faits avec la minutie de l'éditeur qui connaît tous les détails internes et externes de ses manuscrits et l'abondante bibliographie du sujet, rendra les plus grands services aux historiens de l'Eglise au xv^e siècle. Le moment qu'ils éclairent est particulièrement important : le rétablissement de l'unité après le Grand Schisme d'Occident. M. Baix montre comment, malgré les concordats signés en 1418 avec les diverses nations, Martin V reprend la politique centralisatrice de ses prédécesseurs et cherche à conférer le plus de bénéfices possible ; cependant, la grande majorité des bénéfices mineurs qu'il confère échappe encore à l'impôt pour des raisons diverses, dont les principales sont que leurs revenus n'atteignent pas le minimum de 24 florins de la Chambre ou que les églises sont ruinées. Et, comme les contribuables esquivent ou remettent sans cesse le paiement dans les cas où celui-ci est dû, les annates ne constituent plus qu'une source incertaine et assez réduite de revenus pour la trésorerie pontificale : leur importance décline rapidement. Il n'est pas moins intéressant de constater, à propos des fonctionnaires financiers, le singulier foisonnement du personnel de l'administration pontificale sous le pontificat de Martin V : le pape, pour assurer l'apaisement et consolider l'unité retrouvée, conserve les fonctionnaires des trois obédiences, avignonnaise, romaine et pisane. L'étude par le menu de maints cas particuliers permet de connaître avec exactitude le fonctionnement pratique de ces services financiers. Et, pour beaucoup

1. *Raciones Decimarum Hispaniae 1279-1280*, pub. por J. Rius SERRA. Barcelone, 1947.

2. Dans le *Pouillé des provinces de Besançon, de Tarentaise et de Vienne*. Paris, 1940.

3. François BAIX, *La Chambre apostolique et les « Libri Annatarum » de Martin V (1417-1421)*. Première partie. Introduction et Textes. Bruxelles et Rome, 1947, CDXLVIII-413 p. (vol. XIV des *Analecta Vaticana-Belgica*, documents relatifs aux anciens diocèses de Cambrai, Liège, Thérouanne et Tournai, publiés par l'Institut historique belge de Rome).

des innombrables personnages ecclésiastiques, fonctionnaires de la Chambre ou clercs des pays belges, qui sont cités, sont dressées dans le texte ou esquissées en note des biographies qui rendront les plus grands services à tous les érudits. Elles seront rendues aisément accessibles par les tables qui doivent constituer la deuxième partie de l'ouvrage et qui s'annoncent comme volumineuses. Il est à souhaiter que l'auteur y identifie le plus grand nombre de personnes possible et adopte des règles strictes pour la graphie de leurs noms, cessant de se satisfaire de formes hybrides comme Siger de Nivolapide ou Benott Guidalotti.

Enfin, des publications nationales qui prennent leur matière dans toutes les séries des Archives Vaticanes simultanément continuent leur cours. C'est à ce type qu'appartient l'important volume dans lequel M. KRARUP publie 6,482 actes concernant le Danemark qui avaient échappé aux investigations de Laust Moltesen, initiateur des recherches en la matière aux Archives du Vatican au début du ^{xx}e siècle et éditeur des premiers volumes des *Acta Pontificum Danica*¹. Rangés par ordre chronologique, ils s'échelonnent de l'avènement de Jean XXII (1316) à la fondation au Danemark de l'Église luthérienne d'État (1536). Leur grand nombre s'explique par la masse même des Archives pontificales pour les ^{xiv}e, ^{xv}e et ^{xvi}e siècles dont le premier éditeur n'avait pu dépouiller intégralement tous les volumes ; une équipe de savants scandinaves, danois, norvégiens, suédois et finlandais, travaillant à Rome pendant trois ans consécutifs, a pu reprendre ce dépouillement de façon plus complète. M. Krarup publie ici le résultat de son travail pour le Danemark. Il le fait avec une grande précision, mais l'abondance de la matière le contraint à abréger le texte des actes qu'il publie, lettres, suppliques, articles de comptes — il a composé à cette intention un index des formules initiales — et à renvoyer, pour ceux qui ont déjà été publiés, à cette publication. Un index alphabétique des noms propres permet l'usage du volume ; il est regrettable que l'éditeur n'ait pas cru devoir y indiquer systématiquement l'équivalent latin des noms danois ou scandinaves comme il l'a fait pour certains noms de personnes originaires du reste de l'Europe : les érudits non danois ou non scandinaves en eussent été bien aises.

Au terme de cet examen des importantes publications de documents pontificaux qui ont été menées à bien depuis 1939, on ne peut s'empêcher de se sentir un peu accablé de tristesse devant l'absence de coordination du travail des chercheurs qui exploitent simultanément l'admirable et exceptionnel dépôt des Archives Vaticanes : deux érudits allemands entreprennent concurremment la publication du *Regestum Innocentii Papae super negotio Imperii Romani* ; l'École française de Rome, après de trop longs tâtonnements sur la méthode, a reconnu que seule valait pour les documents pontificaux une publication intégrale, mais sa publication des Lettres est si lente

1. *Acta Pontificum Danica* (Pavelige Aktstykker Vedrørende Danmark), 1316-1536, vol. VII. Supplementum edidit Alfr. KRARUP, Haunide (Copenhague), Gadius, 1943, in-8°, v-373 p.

que maints érudits d'autres pays dépouillent les mêmes registres que ses membres et publient ce qui concerne leur patrie ; des érudits successifs dépouillent ainsi les mêmes volumes sans que les lecteurs de leurs publications soient jamais assurés d'en avoir sous les yeux le texte complet. D'autre part, la méthode de publication que l'expérience a enseigné à l'École française de Rome d'adopter est ignorée même par les équipes de travailleurs de pays qui, comme l'Espagne, commencent à peine à participer à la publication des documents pontificaux et ne sont pas emprisonnés par la tradition d'une collection. Enfin, la graphie des noms de personnes et de lieux identifiés dans les indices varie selon les publications, car chaque éditeur tend à désigner le même personnage dans sa langue nationale propre : qui se douterait alors à première vue que, par exemple, Guglielmus Testa, William Testa, Guillaume Testa, ne sont qu'une seule et même personne, le Condomois Guillaume Teste ? Il est déconcertant et attristant, quand la tâche à accomplir est si considérable, de constater ces concurrences, ces doubles emplois, ces ignorances mutuelles, cette incohérence générale, ce gaspillage de science, d'efforts, de temps et d'argent. Les errements d'un passé trop national devraient disparaître en premier lieu des travaux consacrés à l'étude de la Chrétienté médiévale : la grande communauté internationale du passé devrait inspirer d'elle-même dans les travaux qui la concernent le sens de la solidarité et de la coopération intellectuelles entre nations d'aujourd'hui. Une coordination des publications de documents pontificaux s'impose pour les séries et les périodes où elles ne sont pas déjà entreprises. Il semblerait bien simple que chaque nation commence par publier les actes des papes sortis de son sein et ceux de l'administration pontificale sur son territoire national. Cette publication devrait se faire selon des méthodes, avec des abréviations, identifications et graphies identiques pour tous. Pour cette harmonisation, le contrôle ou les conseils d'une commission internationale semblent nécessaires ; et cette commission répartirait en outre entre les diverses nations la publication des actes des nombreux pontifes originaires d'Italie que les érudits italiens ne pourraient publier à eux seuls. Cette commission internationale siégeant à Rome sous la présidence du Préfet des Archives Vaticanes pourrait comprendre tout naturellement les membres du haut personnel des Archives Vaticanes et les Directeurs des écoles étrangères fondées à Rome même pour la recherche des sources pontificales de l'histoire de leur nation. Ainsi seraient unies sur le plan de la science, par l'objet même de leurs recherches, les nations de l'ancienne Chrétienté dans une coopération intellectuelle internationale aussi indispensable au xx^e siècle qu'au Moyen Age.

B. Textes relatifs à la vie des églises et des paroisses. — Les publications de textes relatifs à la vie des églises et des paroisses étaient déjà rares avant 1939, sauf dans les pays germaniques. La guerre semble en avoir encore diminué le nombre.

Le Livre des Anniversaires de la cathédrale de Coïmbre¹, que publient l'abbé P. DAVID et le professeur T. DE SOUSA SOARES, comprend, dans les mentions successives accumulées à tous les jours de l'année, du début du XII^e siècle à la fin du XIV^e, des indications précieuses sur l'hagiographie, la vie liturgique, la constitution du patrimoine du chapitre, la vie économique et sociale de la ville de Coïmbre au Moyen Age. L'excellente édition critique qu'en donnent les deux maîtres historiens de la Faculté des lettres de Coïmbre permettra aux savants du monde entier de les utiliser. L'abbé P. David a déjà montré dans son excellente monographie sur la cathédrale de Coïmbre de quelle utilité pouvait être ce document pour un important travail d'archéologie locale : rien dans le Livre des Anniversaires n'autorise à croire que la cathédrale romane de Coïmbre, la Sé Velha, ait été commencée seulement par l'évêque Miguel à la fin du XII^e siècle. Que d'études sur Coïmbre et sur le Portugal se nourriront semblablement de ces notices !

Depuis une trentaine d'années, M. SANTIFALLER poursuit l'étude sociale et institutionnelle de l'Eglise en Allemagne du Sud au Moyen Age. Il a publié déjà de nombreux documents et composé d'importants mémoires relatifs aux églises, aux évêques et aux chapitres du diocèse de Brixen ; il entend faire de même pour ceux du diocèse de Trente et l'heureuse découverte de onze registres jusqu'alors inconnus des archives du chapitre cathédral de Trente l'a amené à donner une considérable ampleur à la publication de textes qu'il préparait : c'est un choix de 606 documents échelonnés du XII^e au XVI^e siècle, provenant pour 525 d'entre eux de ces archives capitulaires, qu'il présente après les vicissitudes de la dernière guerre². L'édition comportant l'analyse détaillée de chaque pièce et un index méticuleux des noms de lieux et de personnes fait honneur à l'Institut pour les Recherches sur l'histoire autrichienne dont M. Santifaller dirige magistralement les publications. Elle donnera une foule de renseignements précieux pour l'histoire sociale, l'histoire économique, l'histoire du droit et des institutions, l'histoire de l'Eglise et de la culture et la diplomatie dans les Alpes Centrales au Moyen Age, qui pourront servir de très utiles points de comparaison aux érudits qui portent leur attention sur d'autres régions.

Le docteur PURVIS, conservateur des archives épiscopales d'York, publie quelques documents tirés des Registres des Visites et des Registres de la cour archiépiscopale concernant la vie paroissiale dans le diocèse d'York dans la deuxième moitié du XVI^e siècle³. Ce choix de documents montre par des

1. *Liber Anniversariorum Ecclesiae Cathedralis Colimbriensis (Livre des Kalendas)*, t. I, publ. par Pierre DAVID et Torquato DE SOUSA SOARES. Université de Coïmbre, 1947, in-8°, 341 p.

2. LEO SANTIFALLER, *Urkunden und Forschungen zur Geschichte des Trientner Domkapitels im Mittelalter*; I Band : *Urkunden zur Geschichte des Trientner Domkapitels (1147-1500)*. Vienne, Universum, 1948, in-8°, xxviii-559 p. (t. VI des Veröffentlichungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung).

3. *Tudor parish documents of the diocese of York. A selection with introduction and notes* by J. S. PURVIS. Cambridge, University Press, 1948, in-8°, xviii-244 p.

exemples concrets tous les problèmes qui se posaient à la jeune Église d'Angleterre pour s'imposer et s'établir, et comment elle y parvint peu à peu malgré le refus des Papistes de fréquenter l'Église, le refus des Puritains de communier, l'ignorance de beaucoup de clercs, les préoccupations temporelles excessives que leur donnent les dîmes, la persistance du goût des populations pour les cérémonies et dévotions de l'ancien culte. C'est à la suppression de ces « superstitions » et au développement de l'enseignement et de la connaissance profonde de la Bible que s'attachèrent surtout les archevêques d'York et leurs subordonnés. M. Purvis publie trop peu de textes pour qu'un bilan de la situation puisse être fait au commencement et à la fin du règne d'Elizabeth. Mais il montre que le matériel existe pour les dresser et pour comprendre comment, dans la pratique concrète et humble, s'est imposée peu à peu l'Église d'Angleterre.

C. Textes relatifs à la vie monastique. — Les plus importants travaux qui aient été conduits dans la dernière décade sur les grands textes directeurs de la vie et des ordres monastiques concernent, d'une part, les rapports de la Règle de saint Benoît et de la Règle du Maître ; d'autre part, les textes primitifs de l'ordre de Cîteaux.

La première série de travaux continue une controverse antérieure à 1939 : il s'agit de savoir si la Règle de saint Benoît n'est pas étroitement inspirée par une *Regula Magistri* anonyme, antérieure à elle, qui nous a été transmise par plusieurs manuscrits. Les arguments des promoteurs de la thèse nouvelle qui affirme l'antériorité de la Règle du Maître et ceux des défenseurs de l'originalité de la Règle de saint Benoît ont été développés et complétés dans une quinzaine de mémoires depuis 1939. M. DAIROUX, qui fait le point de la question dans une analyse de la *Revue d'Histoire ecclésiastique*¹, à laquelle nous nous permettons de renvoyer, puisque aucun ouvrage n'a été consacré à la question, souligne qu'il manque encore une bonne édition de la Règle du Maître et marque vers quelle solution du problème l'on semble s'orienter : les deux textes dépendraient dans leur état actuel d'un troisième document qui serait leur ancêtre commun ; les divergences essentielles portent sur la nature de ce troisième texte et sur l'identité de son auteur : première rédaction de saint Benoît, première rédaction du Maître toujours énigmatique ou bien œuvre d'un troisième auteur inconnu.

En ce qui concerne les grands textes cisterciens, spécialement la Charte de Charité et les Institutions du Chapitre général de Cîteaux, il s'agit de la découverte et de la présentation depuis 1939 de textes primitifs encore inconnus. Le texte de la Charte de Charité utilisé jusqu'à ces dernières années, celui qu'a publié dom Canivez au premier tome de ses *Statuta Capitulum Generalium Ordinis Cisterciensis*², est le texte du manuscrit 601 de la Bibliothèque municipale de Dijon daté par Ph. Guignard, son premier édi-

1. *Revue d'Histoire ecclésiastique*, t. XLIV (1949), p. 332.

2. T. I. Louvain, 1933.

teur, des années 1191-1194. Le caractère tardif du texte ne pouvait satisfaire les chercheurs avides de connaître les conditions exactes de cette première organisation bien coordonnée de monastères divers en un ordre cohérent que l'institution du chapitre général a donnée à l'ordre cistercien. Les recherches de dom Trilhe et de dom Ducourneau menées dans les années 1920-1930 aboutirent à la découverte, dans des manuscrits du ^{xiii}^e siècle, le ms. latin 1207 de la Bibliothèque Sainte-Geneviève et le ms. latin 4346 de la Bibliothèque nationale de Paris, d'un résumé de la Charte de Charité remontant au ^{xiii}^e siècle. Dom Tiburtius HÖMPFNER a publié en 1932 le texte du ms. latin 4346 de la Bibliothèque nationale que le contexte permet de dater de 1123¹. Si important que soit ce texte par les différences de fond, de forme et de plan qu'il présente avec le texte jusque-là connu de la Charte de Charité, il ne s'agissait encore que d'un résumé dont la comparaison avec le texte du manuscrit de 1191-1194 ne pouvait être absolument probante. Dom Joseph TURK découvrait, dans les mêmes années, dans le ms. 31 de la Bibliothèque de l'Université de Laybach (entre 1150 et 1191) et dans le ms. Car C. 175 de la Zentralbibliothek de Zurich (1273) un texte entier différent du texte du manuscrit de Dijon, en lequel il reconnaît le texte primitif de la Charte de Charité ; il vient de le publier sous le titre de *Charta Prior* en indiquant soigneusement ses variantes par rapport au texte de Dijon désormais désigné sous le nom de *Charta Posterior* et republié également². C'est de cette édition que se serviront désormais les historiens.

Il est difficile de suivre dom Turk dans son affirmation que l'authenticité du texte primitif découle de la concordance des deux manuscrits de Laybach et de Zurich, puisque le second risque fort, en des lieux si voisins, d'avoir été copié sur le premier. La comparaison qu'il ne fait pas, de façon inexplicable, de ce texte et de celui du résumé de 1123 prouve avec bien plus de clarté et de pertinence que c'est bien ce nouveau texte qui a été résumé : les titres de ses onze chapitres se retrouvent dans les titres des quatre chapitres ou dans le texte du résumé (le texte du manuscrit de Dijon n'a pas de titres de chapitres) ; et, en particulier, deux membres de phrase du résumé qui manquent dans le texte du manuscrit de Dijon s'y retrouvent aussi : « excepto quod si aliquis eorum alba indutus fuerit stans ante omnes prioris (in sinistro choro) officium per omnia complebit licet sit junior omnium » (Laybach, ch. x ; résumé ch. iv) ; « et in leviori culpa, quamdiu magister capituli judicaverit, satisfaciat » du ch. viii du texte de Laybach, devenu au ch. ii du résumé « et abbatum iudicio satisfaciat, et hoc in leviori » où la concentration est évidente.

Le texte du manuscrit de Laybach est donc bien, pour d'autres raisons, plus solides que celles que fait valoir dom Turk, le texte primitif de la Charte

1. *Exordium Cistercii cum Summa Cartae Caritatis et fundatio primarum quattuor filiarum Cistercii*. Vac, 1932, 29 p.

2. Joseph TURK, *Charta Charitatis Prior*, dans *Analecta S. Ordinis Cisterciensis*, t. I (1945), p. 11-57.

de Charité. Il fut rédigé par Étienne Harding en 1118 à un moment où la fondation d'une fille par Clairvaux, Trois-Fontaines, première petite-fille de Cîteaux, venait de mettre ce monastère dans une situation éminente à l'intérieur de l'ordre, ce qui explique que l'abbé de Clairvaux et les deux abbés des abbayes plus anciennes, La Ferté et Pontigny, constituent le groupe des trois premiers abbés auquel la Charte confie le contrôle de Cîteaux. Il est difficile d'accorder à dom Turk que ce texte avait douze chapitres à l'origine. Ses arguments, qui reposent sur la valeur mystique du chiffre 12 et l'existence de douze oratoires autour du Sagro Speco à Subiaco, sont trop moraux pour être probants ; et il est permis de considérer que cette insistance sur les douze oratoires ou celles de Subiaco tend à souligner que la constitution d'un ordre, si elle n'était pas inscrite dans la règle de saint Benoît, découlait naturellement de l'imitation de son exemple. Et le texte fut résumé en 1123 par un esprit intelligent qui en bouleversa le plan en le condensant.

Vers le milieu du XII^e siècle apparaît une nouvelle rédaction de la Charte de Charité qui sera reproduite dans le manuscrit de Dijon. On datait jusqu'ici cette *Charta Posterior* par référence aux bulles de confirmation d'Eugène III (1^{er} août 1152) et d'Alexandre III (5 août 1165) où trois premiers abbés dans l'une, quatre (par adjonction de celui de Morimond, devenue très féconde surtout en Europe Centrale), dans l'autre, étaient mentionnés, croyait-on, des années 1152-1165. Dom Turk montre que, les originaux des bulles étant perdus et les copies qui nous en restent ne donnant pas le même texte, on ne peut pas faire fond sur ces bulles pontificales. Par contre, certains des statuts pris au chapitre général de 1134 annoncent déjà la *Charta Posterior*, mais avec des différences ; comme on ne peut penser que ces statuts furent pris en contradiction avec la Charte de Charité, il faut conclure qu'ils lui sont antérieurs et que la deuxième rédaction de celle-ci date de la période 1134-1152 ; sans doute date-t-elle de l'année 1152, car on dut se préoccuper d'en obtenir dès qu'elle fut rédigée la confirmation par le Pape, confirmation que le cistercien Eugène III ne dut pas faire attendre longtemps. Cette nouvelle rédaction, au nom d'une logique plus abstraite, bouleversait l'ordre du texte primitif ; et elle ne comprenait plus de chapitres.

Cette découverte et cette reconstitution de l'histoire primitive du texte de la Charte de Charité apportent sur les débuts de l'ordre de Cîteaux des lumières nouvelles. La comparaison attentive des deux textes de la *Charta* montre des différences qui s'expliquent par le grand développement de l'ordre entre 1118 et 1152 ; elles révèlent une évolution dans son organisation et dans sa structure. Tandis que la *Charta Prior*, œuvre d'Étienne Harding, donnait à l'abbé de Cîteaux un grand pouvoir en face du chapitre général comme en face des premiers abbés, la *Charta Posterior* réduit sensiblement son autorité en face d'eux. En même temps, l'intervention de l'évêque du lieu, exigée dans certains cas et à certains moments par la *Charta Prior*, disparaît de la *Charta Posterior*. Dès le milieu du XII^e siècle, l'ordre cistercien évoluait rapidement vers un gouvernement oligarchique où les quatre pre-

miers abbés jouaient le rôle prépondérant et vers l'exemption. Il serait intéressant de rechercher quel rôle a joué saint Bernard dans le premier aspect au moins de cette évolution.

A cette publication capitale, dom Turk, devenu Mgr Turk, a ajouté un recueil de très anciens documents de l'ordre de Cîteaux d'après la nouvelle étude qu'il a faite des manuscrits¹. Cette édition comprend les *Instituta Generalis Capituli apud Cistercium*, toute une série de variantes, de résumés et de chapitres peu connus de l'*Exordium Cisterciensis Cenobii*, et à nouveau la *Charta Charitatis* dans ses deux textes *prior* et *posterior*, mais accompagnée cette fois du Résumé de 1123 dont c'est ici la première édition critique et des passages des *Statuta ordinis Praemonstratensis antiquissima* qui se sont inspirés si profondément de la *Charta Prior*. De précieuses tables de concordances et des indices rendent la consultation aisée. Des introductions et des notes encadrent ces textes et exposent les résultats des recherches et des comparaisons de Mgr Turk à leur sujet.

En ce qui concerne les *Instituta Generalis Capituli apud Cistercium*, il pense, d'après l'étude du manuscrit de Laybach, que, comme la *Charta Charitatis*, ils ont connu deux rédactions successives : la première, antérieure à 1152, fut l'œuvre de l'abbé de Cîteaux, Raynard de Bar ; la seconde, définitive, qui se trouve dans le ms. 114 de la Bibliothèque municipale de Dijon, qu'ont suivi les précédents éditeurs, Guignard, Séjalon et d. Canivez, date des années 1175-1182.

L'étude de l'*Exordium*, de la *Charta Charitatis* et des textes qui s'en inspirent ou les résument amène Mgr Turk à projeter une lumière nouvelle sur les origines et le premier siècle de l'ordre cistercien. Les débuts de l'ordre furent extrêmement difficiles à cause des prétentions contradictoires des moines qui quittaient Molesme et de ceux qui y restaient d'appliquer exactement la règle de saint Benoît : les hésitations de Robert, qui revient de Cîteaux à Molesme, le soulignent. L'avenir de Cîteaux ne fut assuré qu'après l'arrivée de Bernard et de ses compagnons et le succès de sa tentative qu'après la confirmation par le Pape en 1119 de la *Charta Charitatis* qui organisait l'ordre. Les Cisterciens eurent tellement conscience que leur force comme leur originalité provenaient de cette Charte de Charité qu'ils la gardèrent jalousement secrète. Mais le résumé en fut connu vers 1130 par les Prémontrés qui imitèrent, à travers lui, dans leurs statuts les dispositions de la Charte de Charité. Cela aurait tant déplu aux Cisterciens qu'ils modifierent la Charte de Charité, la mettant en accord avec les nécessités imposées par le développement de l'ordre, mais se gardèrent bien de faire connaître le nouveau texte. Et ce n'est qu'aux environs de 1170 que les Prémontrés auraient connu la *Charta Charitatis Posterior*. Ainsi s'expliquerait, en particulier, que le résumé de la *Charta Prior* soit effacé dans tous les manuscrits cisterciens et subsiste dans tous les manuscrits prémontrés.

1. *Cistercii Statuta antiquissima*, dans *Analecta Sacri Ordinis Cisterciensis*, t. IV (1940), 160 p.

On discutera assurément ces hypothèses de Mgr Turk. Mais ses travaux ont transformé la connaissance de l'histoire et des institutions primitives de Cîteaux. Ses éditions de la *Charta Charitatis* et des *Instituta* ont rendu périmées celles de Guignard et de d. Canivez.

Les statuts qui régissent l'ordre de Prémontré avaient été rédigés en 1131-1134 en s'inspirant, on vient de le voir, de la Charte de Charité ; ils furent modifiés et complétés en 1174, en 1236-1238, en 1290 et en 1505 avant d'être à nouveau soumis à une refonte depuis 1917. Les statuts de 1131-1134 et de 1174 ont été publiés par le chanoine R. van Waefelgern ; les statuts de 1505 furent imprimés officiellement peu après cette date par ordre du Chapitre général. Des statuts intermédiaires, ceux de 1234-1236 étaient encore inédits et ceux de 1290 avaient été publiés par Lepaige en 1633 d'après des textes altérés : le chanoine Pl. F. LEFÈVRE en donne une édition critique dans la Bibliothèque de la Revue d'Histoire ecclésiastique qui avait accueilli l'édition fondamentale des *Statuta capitulorum Ordinis Cisterciensis* de dom Canivez¹. Il comble ainsi heureusement la lacune qui subsistait dans la série des Statuts de Prémontré. L'édition qu'il donne des Statuts de 1236-1238 pris sur les ordres du grand canoniste que fut Grégoire IX pour remédier à une grave crise de l'ordre de Prémontré, victime, comme tous les ordres de chanoines, d'une insuffisante organisation hiérarchique initiale, est excellente et fondée sur une judicieuse interprétation de la tradition manuscrite ; mais il faut regretter que l'édition des variantes et des ajoutés de la compilation promulguée au chapitre général de 1290, qui sont publiés en petits caractères en note des Statuts de 1236-1238, n'ait pas été conduite à partir de tous les manuscrits : elle risque, dans ces conditions, à la différence de la précédente, de ne pas pouvoir être tenue pour définitive. D'excellents indices des matières, des fêtes et des textes liturgiques et une table de concordance des chapitres dans les diverses rédactions des statuts rendront les plus grands services aux chercheurs.

C'est dans le même esprit que le R. P. DE MEYER publie les principaux textes qui font connaître l'histoire de la Congrégation de Hollande, ferment principal de la réforme de l'ordre des Frères-Prêcheurs au xv^e siècle : actes de convocation de cette Congrégation, extraits des registres des lettres des maîtres généraux de l'ordre concernant cette Congrégation entre 1474 et 1506, bulles pontificales et pièces diverses. La publication, excellente, est accompagnée du *curriculum vitae* de chacun des vicaires généraux de la convocation et de précieux indices des matières, des personnes, en particulier des Frères-Prêcheurs cités dans les textes, qui constituent un modèle pour tout éditeur de travaux de cette sorte².

1. *Les Statuts de Prémontré réformés sur les ordres de Grégoire IX et d'Innocent IV au XIII^e siècle*, édités par Pl.-F. LEFÈVRE, O. Praem. Louvain, 1946, in-8°, xxxii-167 p. (Enc. 23 de la Bibliothèque de la Revue d'Histoire ecclésiastique).

2. R. P. Albert DE MEYER, O. P., *La congrégation de Hollande ou la réforme dominicaine en arrière bourguignon, 1465-1515*. Documents inédits ornés d'une introduction générale, de notes historiques, critiques et biographiques. Liège, Soled, s. d., in-8°, cxxii-473 p.

Tout en prétendant n'apporter que des documents pour faire l'histoire de la Congrégation dominicaine de Hollande, le R. P. de Meyer esquisse celle-ci à grands traits dans une substantielle introduction. L'idée de la réforme de l'ordre des Frères-Prêcheurs où la pauvreté, la clôture, la vie commune et l'uniformité d'habit étaient trop souvent abandonnées au début du xv^e siècle vint des cercles de la « famille » de Catherine de Sienne, de Raymond de Capoue ; du couvent d'études de Bologne, elle fut probablement apportée dans les Pays-Bas au milieu du xv^e siècle par Jean Huyt den Hove. Celui-ci rétablit le retour à l'observance stricte au couvent de Gand en 1456 et, de proche en proche, dans d'autres monastères des provinces dominicaines de France et de Saxe. Ces monastères furent groupés à partir de 1457-1464 en une compagnie dite de Hollande dirigée par un vicaire général dépendant directement du maître général de l'ordre : ce vicaire général a seul autorité sur la vie intérieure des monastères de la Congrégation, mais ceux-ci doivent toujours payer les redevances antérieures aux provinciaux. La Congrégation réformée se développe grâce à l'appui des ducs de Bourgogne, malgré l'hostilité naturelle des provinciaux et les contradictions des maîtres généraux et des papes. Son influence la plus marquante sur les populations est la propagation de la dévotion du rosaire. En 1514, elle groupait cinquante couvents dont les plus éloignés du noyau néerlandais primitif étaient à l'est ceux de Riga et de Revel, à l'ouest ceux de Morlaix et de Nantes, au sud ceux de Marseille et d'Annecy, sans compter Paris, conquis en 1501. Ils étaient répartis par « nations » entre des vicaires substitués. Le 3 novembre 1514, le maître général Cajetan détachait de la Congrégation de Hollande les monastères situés dans la province de France et en constituait une « congregatio gallicana ». Puis il modifiait complètement la géographie de l'ordre en constituant avec les monastères, réformés ou non, des pays néerlandais, détachés des provinces de Saxe, d'Allemagne et de France, une province nouvelle, la province de Germanie Inférieure, dont la création par une bulle pontificale du 2 juillet 1515 abolissait *ipso facto* la Congrégation de Hollande.

La Congrégation de Hollande avait ainsi préparé par le renouveau spirituel, moral et sans doute intellectuel qu'elle suscita, un des éléments qui s'avérèrent le plus actif pour défendre les positions de l'Église catholique contre la réforme luthérienne dans les années suivantes. L'esquisse détaillée que donne le R. P. de Meyer de son histoire permet de la mieux connaître qu'il n'était possible de le faire par les travaux antérieurs consacrés à la Pré-réforme. Mais il faudrait, pour l'étudier à fond, consulter, avec les textes administratifs et moraux qu'il publie, les documents qui permettraient de connaître son activité intellectuelle ; dans la mesure où elle favorisait la restauration du thomisme intégral dans ses couvents d'études de Cologne, Rostock, Louvain, Metz, Nantes, puis Paris, et dans les Universités de celles de ces villes qui en abritaient, elle maintenait des méthodes intellectuelles qui ne satisfaisaient plus les esprits les plus cultivés et les plus inquiets du temps : au cœur même de sa zone d'action, Érasme, tout en se moquant des

moines mendiants, surtout, il est vrai, des Franciscains non réformés, ouvrait de nouveaux chemins à la réflexion philosophique et théologique.

A ces publications scientifiques, il faut ajouter quelques traductions de grands textes monastiques composées à l'usage du grand public et particulièrement nombreuses à une période où les difficultés matérielles de l'existence et l'inquiétude générale favorisaient la lecture et la méditation. Et les tendances nouvelles de l'Eglise, moins résolument attachée au latin devenu trop ésotérique dans le monde moderne, n'ont pas contrarié ces initiatives.

Les éditions et les traductions de la Règle de saint Benoît ont été particulièrement nombreuses depuis 1941 : après l'édition de dom Ph. Schmitz et les traductions françaises du même dom Schmitz et de dom Morin, dom Eugène PFIFFNER, doyen de l'abbaye d'Einsiedeln, vient d'en donner une traduction allemande précédée d'une brève introduction où en sont rassemblées les principales prescriptions et accompagnée d'excellents indices¹. Une autre traduction en allemand de la Règle de saint Benoît, due au P. Franz FAESSLER, a paru peu à peu chez le même éditeur dans le *Recueil de traductions des grandes règles d'ordres monastiques* publié par Hans URS VON BALTHAZAR dans la collection qu'il dirige². Elle y fait suite aux traductions des règles de Basile (reprise de Valentin Gröne) et d'Augustin (par W. HÜMPFNER) et y précède celles des deuxième et troisième règles de saint François (par L. CASUTTI) et des Statuts de la Compagnie de Jésus (par M. SCHÖNENBERGER et R. STALDER). D'autre part, le Fr. FRANÇOIS DE SAINTE-MARIE a publié un excellent choix de textes carmélitains du XIII^e siècle traduits en français³. Par son ampleur même comme par l'esprit de discernement critique qui a fait éliminer les textes d'authenticité douteuse et rechercher sous les gloses et les adjonctions postérieures les leçons primitives, ce recueil est assuré d'une grande diffusion tant chez les historiens que dans le grand public. L'intérêt des textes publiés est, en effet, fort grand, puisqu'il s'agit de la période héroïque de la vie de l'ordre, celle où il s'est établi en Palestine, pour laquelle abondent les incertitudes sur des questions aussi essentielles que ses origines et les conditions rapides de son évolution d'un ordre contemplatif à un ordre mendiant principalement voué à l'apostolat. Les historiens regretteront simplement, tout en comprenant que les fins pratiques et positives visées par la publication les ait fait écarter, l'absence des textes obscurs et contradictoires qui laissent enveloppés d'ombre et de mystère la fondation même et les débuts de l'ordre, ses liens éventuels avec le joachimisme. Mais ils seront reconnaissants à l'auteur d'avoir rassemblé en les présentant dans une traduction simple et claire, avec des notices expli-

1. *Die Regel des Heiligen Benedikt, übersetzt und kürz erklärt von d^r P. Eugen PFIFFNER*. Einsiedeln-Zürich, Benziger, 1947, in-16, 181 p.

2. *Die Grossen Ordensregeln*, hg. vom Hans URS VON BALTHAZAR. Einsiedeln-Zürich, Benziger, 1948, in-8°, 348 p. (t. VIII des *Menschen der Kirche in Zeugnis und Urkunde*).

3. *Les plus vieux textes du Carmel*, traduits et commentés. Paris, Éditions du Seuil, 1945, petit in-16, 272 p.

catives précises, mais malheureusement sans index, des textes parfois difficiles à trouver dans des bibliothèques non spécialisées. Viennent d'abord, en introduction, pour ainsi dire, des textes tirés de la Bible et des Pères de l'Église relatifs à Élie, le précurseur du monachisme et le premier ermite du Mont-Carmel, et des textes de pèlerins et de chroniqueurs concernant les pèlerinages au Mont-Carmel et la vie des premiers ermites jusqu'au XIII^e siècle. Puis sont publiés les textes fondamentaux du premier siècle de l'histoire de l'ordre : la règle donnée aux ermites du Carmel par le Patriarche de Constantinople, Alberto Avogadro, entre 1205 et 1210 ; les neuf premiers chapitres de l'*Institution des premiers moines*, œuvre anonyme rédigée à une date incertaine du XIII^e siècle, où s'exprime pleinement l'esprit ascétique du Carmel initial tout tendu vers la solitude contemplative ; la *Flèche ardente*, opusculé rédigé en 1270 par Nicolas le Français, dans lequel ce deuxième prieur général de l'ordre, en exprimant sa souffrance de voir les ermites du Mont-Carmel, déjà rangés parmi les Ordres Mendians sous le priorat de Simon Stock, attirés à l'apostolat, à l'imitation des Frères-Prêcheurs, mais sans avoir la solide formation intellectuelle de ceux-ci, rend sensible au lecteur moderne la grave crise traversée par l'ordre à la fin du XIII^e siècle au moment où se multiplient ses maisons d'Occident ; enfin, la chronique de Guillaume de Sanvic (Sandwich ?) dont la partie vraisemblablement primitive raconte l'histoire du Carmel de 1250 à 1291, date à laquelle, après la prise de Saint-Jean d'Acre par les Musulmans, l'ordre est contraint d'abandonner la Palestine et de se replier tout entier en Occident. En conclusion sont donnés des textes païens, musulmans et israélites des VI^e-XIV^e siècles et des commentaires de divers théologiens chrétiens des XII^e-XIII^e siècles qui éclairent de l'extérieur la vie et la spiritualité de l'ordre, au risque d'apporter un peu d'hétérogénéité au recueil.

D. *Textes divers*. — C'est ce même désir de vulgarisation sérieuse des grands textes et d'édification efficace des laïques qui a amené la publication par divers savants, au moment où était entreprise la grande traduction de la Bible en français sous la direction de l'École biblique de Jérusalem, de divers autres ouvrages.

Telle est la traduction donnée par le P. DONDAINE du plus ancien abrégé connu des légendes des saints¹, œuvre du dominicain JEAN DE MAILLY, dont la première édition date des années 1225-1230, la deuxième où est insérée la légende de saint Dominique de 1243 environ. Comme auteur du plus ancien abrégé connu de légendes de saints, et sous réserve de découvertes ultérieures, Jean de Mailly doit retenir l'attention : cet ancien membre du clergé d'Auxerre, devenu moine du couvent dominicain de Metz, a fondé un genre littéraire : un « résumé manuel où est mis à la portée des humbles pasteurs

1. JEAN DE MAILLY, O. P., *Abrégé des Gestes et Miracles des saints*, traduits du latin par Antoine DONDAINE, O. P. Paris, Les Éditions du Cerf, 1947, in-8°, 525 p. (t. I de la Bibliothèque d'Histoire dominicaine).

le donné substantiel des riches et énormes recueils hagiographiques » qui leur était souvent inaccessible. Son exemple fut suivi et son recueil imité, avec divers ajoutés et substitutions, successivement par Barthélemy de Trente après 1244, Jacques de Voragine vers 1270 dont une nouvelle édition de la *Légende dorée* pour le grand public vient d'être précisément donnée en 1942, Bernard Gui, puis Pierre Calo au xiv^e siècle. Le P. Dondaine souligne dans son Introduction que tous ces auteurs furent Frères-Prêcheurs. Il conviendrait d'insister, semble-t-il, sur cette forme nouvelle de culture du clergé et, par lui, des fidèles que l'ordre semble avoir ainsi apporté à la Chrétienté : les Frères-Prêcheurs entendent instruire, et c'est une forme essentielle d'instruction religieuse élémentaire qu'ils apportent avec ces manuels, comme leurs sommes et leurs encyclopédies apportent l'instruction supérieure. Si cette idée, qu'il aurait fallu exposer et discuter, était juste, le problème de la biographie de Jean de Mailly rebondirait : avait-il commencé son œuvre avant d'entrer chez les Frères-Prêcheurs et son tour d'esprit l'a-t-il attiré vers cet ordre porté à la prédication qu'il s'était lui-même efforcé de faciliter ? ou était-il déjà Prêcheur lorsqu'il a rédigé son ouvrage ? En tout cas, il appartient à la première génération de Prêcheurs et ce fait est significatif : tout se passe comme si — jusqu'à plus ample informé — la vocation pédagogique des Prêcheurs avait suscité un genre littéraire de conséquences intellectuelles et morale capitales : ces légendiers portatifs ont petit à petit dicté l'iconographie et suscité le culte des saints, qui est un des caractères dominants de la piété de la fin du Moyen Age. L'introduction de P. Dondaine n'effleure pas ces problèmes que pose sa lecture ; aussi bien l'éditeur s'efforce-t-il d'être bref pour ne pas trop retenir sur des problèmes scientifiques l'attention du lecteur. Mais, de toute évidence, une recherche s'impose pour les traiter à fond, comme aussi pour comparer l'un à l'autre les cinq légendiers cités. Nul mieux que le P. Dondaine n'est qualifié pour l'entreprendre¹.

C'est dans le même esprit que M. Pierre PASCAL présente au large public des honnêtes gens préoccupés de vie intérieure les deux plus importants traités d'initiation à la vie mystique de GERSON, la *Montagne de Contemplation* et la *Mendicité spirituelle*, qui n'avaient pas été publiés depuis plus de quatre siècles². Ces traités, écrits par Gerson pour ses sœurs lors du séjour de repos qu'il fit à Bruges en 1399-1400, introduisent simplement et familièrement, dans la langue du peuple, le français, à l'union affective avec Dieu

1. La permanence du genre si brillamment inauguré par Jean de Mailly est affirmée par une publication sans prétention de l'abbé Henri BERTHET, qui donne, sous le titre *Le saint du jour*, Paris, Lethielleux, 1947, in-16, 330 p., 380 brèves notices sur la fête liturgique de chaque jour de l'année : tous les saints principaux du calendrier y sont rapidement présentés à un grand public peu cultivé depuis les saints de la primitive Eglise jusqu'aux derniers grands saints canonisés : Thérèse de l'Enfant-Jésus, Thomas More, Jeanne Anthilde Thouret. Il n'y a naturellement dans ce recueil rien qui prétende retenir l'attention de l'historien.

2. Jean GERSON, *Initiation à la vie mystique*, présentée et préfacée par Pierre PASCAL, Paris, Gallimard, 1943, in-16, 252 p.

et à la prière. Ils comptent parmi les premiers traités de théologie rédigés en langue vulgaire plus de cent ans avant les écrits des Réformateurs ; ils intéressent donc l'historien de la langue autant que celui de la vie spirituelle et celui du xv^e siècle. Malheureusement, le parti adopté par M. Pascal pour son édition est dicté par le souci de rendre le texte aisément accessible au grand public ; aussi ses interventions pour donner une édition qui n'est critique que dans l'intention et dont l'orthographe est modernisée risquent-elles de ne pas empêcher le curieux de la première langue théologique française de recourir aux manuscrits.

On peut adresser le même reproche au P. José LLAMAS, qui a, avec encore moins de raisons, modernisé arbitrairement la graphie du texte des bibles médiévales en langue castillane dont il entreprend la publication complète d'après les nombreux et célèbres manuscrits, surtout ceux de l'Escorial, qui les renferment¹. Les manuscrits subsistant dépendent de six traductions indépendantes de la Bible dont la plus ancienne semble remonter au début du xiii^e siècle, au moment où venait de se fixer la langue castillane. C'est de ce texte si vénérable qu'Amerigo Castro, Agustín Millares et Ángel Battisterra ont publié en 1927, du point de vue philologique, un fragment, le *Pentateuque*. L'originalité de ces traductions en langue castillane de la Bible parmi les traductions en langue vulgaire faites dans tous les pays d'Europe à partir du xiii^e siècle est d'avoir été faite par des Juifs et de conserver le plus souvent une saveur nettement judaïque. Le P. José Llamas donne pour commencer l'édition de la plus complète de ces anciennes bibles, la Bible qu'il appelle judéo-chrétienne ; elle a été composée au xiv^e siècle par un Juif qui traduisait directement un original hébreu ; elle contient l'Ancien Testament en entier. Les manuscrits du xv^e siècle qui en subsistent ont été copiés par des chrétiens. A propos d'un tel texte, la modernisation de la graphie ne s'explique pas : il est peu vraisemblable que les personnes même cultivées qui désirent lire la Bible recourent jamais à ce texte ancien ; aussi aurait-il fallu penser avant tout aux savants, philologues et historiens, que ce texte intéresse au premier chef et leur éviter par l'édition le recours au manuscrit. Voilà donc encore un grand effort d'érudition qui, faute de s'en tenir aux règles scientifiques nécessaires de publication intégrale et exacte des textes, risque fort de demeurer d'une utilité réduite.

On ne retrouve les méthodes classiques, à l'utilité si éprouvée et si durable, de l'édition scientifique des textes que dans l'édition de la *Correspondance* d'YVES DE CHARTRES dont dom Jean LECLERCQ a donné le premier tome dans la Collection des Classiques de l'Histoire de France au Moyen Âge², où

1. *Biblias Medievales Romanceadas. Biblia medieval romanceada judío-cristiana. Version del Antiguo Testamento en el siglo XIV sobre los textos hebreo y latino*. Edición y estudio introductorio por el P. JOSÉ LLAMAS, O. S. A., vol. I : *Genesis-Reyes*. Madrid, 1950, in-8°, LX-611 p.

2. YVES DE CHARTRES, *Correspondance*, t. I (1090-1098), éditée et traduite par dom Jean LECLERCQ, Paris, Les Belles-Lettres, 1949, in-16, 313 p. (22^e volume des Classiques de l'Histoire de France du Moyen Âge).

la vigilante direction du regretté Louis Halphen a maintenu ces caractères de rigueur scientifique tout en mettant par des traductions les textes qu'elle publie à la portée d'un vaste public : établissement du texte d'après les meilleurs manuscrits ; datation au moins approximative de toutes les lettres ; explications précises en notes ; traduction aisée, exacte et élégante ; biographie liminaire qui tire des données mêmes de la *Correspondance* sa nouveauté et sa densité. Il n'y a plus lieu de regretter, au moment où les travaux de M. Fliche projettent une vive lumière sur la querelle des Investitures, que l'on n'ait pas donné d'édition de la *Correspondance* d'Yves de Chartres depuis celle de Migne dans la *Patrologie latine*.

II. HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'ÉGLISE. — A. *Revue*s. — La vitalité des études d'histoire ecclésiastique s'est manifestée par l'apparition de revues nouvelles dès que la fin de la deuxième guerre mondiale a rendu normales les conditions de travail. Ces nouvelles revues se répartissent en deux groupes principaux : les revues d'histoire ecclésiastique de cadre national et les revues publiées par un ordre religieux.

La France et l'Allemagne étaient jusqu'à présent les seuls grands pays à publier une revue d'histoire ecclésiastique nationale, encore que les multiples revues allemandes d'histoire ecclésiastique ne fussent pas aussi précisément spécialisées. Le succès de la *Revue d'Histoire de l'Église de France*, créée en 1909, développée par la prestigieuse direction du chanoine Carrière décédé pendant la guerre, lui a suscité des émules. Depuis 1947 paraît en Italie la *Rivista di Storia della Chiesa in Italia* dont le programme s'inspire de celui de la *Revue d'Histoire de l'Église de France* : les directeurs s'interdisent seulement l'histoire de l'Église universelle, mais s'attachent à tous les aspects de la vie de l'Église en Italie. En 1948, le Consejo Superior de Investigaciones Cientificas a fondé en Espagne une revue parallèle à laquelle il a donné pour titre celui du grand ouvrage de Florez *España Sagrada*. La distribution de la matière y est la même que dans la revue italienne : une partie de chaque livraison est consacrée à des articles, communications et recensions ; l'autre partie est documentaire et bibliographique : répertoires de manuscrits, catalogues d'ouvrages concernant les églises italienne ou espagnole, bulletins bibliographiques systématiques ordonnés chaque année autour de thèmes définis. Les premières années de ces revues, dont une partie des articles ne concernent naturellement pas la période médiévale, en ont fait des instruments de travail indispensables non seulement pour l'historien de l'Église, mais pour celui de l'Italie ou de l'Espagne. Enfin commencé en 1950 le *Journal of Ecclesiastical History* : il se propose d'être la revue d'histoire ecclésiastique et de liturgie qui manque encore en langue anglaise. Il accueillera des études consacrées à toutes les églises chrétiennes. C'est donc une grande revue de caractère universel : l'histoire des églises non catholiques y occupera sans doute le premier plan pour la période moderne, mais l'histoire de l'Église d'Angleterre avant la

réforme y trouvera son moyen d'expression naturel et, à ce titre, pour le médiéviste, le *Journal of Ecclesiastical History* jouera probablement le rôle d'une revue d'histoire de l'Église d'Angleterre.

Simultanément apparaissent trois nouvelles revues fondées par des ordres religieux : les *Analecta Sacri Ordinis Cisterciensis* fondées par les Cisterciens en 1945, les *Archives d'Histoire dominicaine* ouvertes par les Dominicains de langue française en 1946 et *Benedictina* créée par les Bénédictins en 1947.

B. Manuels. — Plusieurs manuels de dimensions, de caractères et d'intentions divers ont paru depuis dix ans.

Faire tenir l'histoire du catholicisme en 124 pages, la faire lire en deux heures peut sembler une gageure. L'étendue des connaissances, l'esprit de synthèse et le talent d'exposition de M. DUROSELLE l'ont tenue¹. Son récit bien équilibré donne aux origines et au Moyen Âge la grande place qui leur revient, souligne la crise de la Réforme, la renaissance du XVII^e siècle, analyse les causes du déclin des XVIII^e et XIX^e siècles et conclut sur les perspectives actuelles. Le lecteur suit une évolution au déroulement dramatique dont les ombres et les lumières sont objectivement présentées : il risque aussi d'être poussé à s'informer davantage dans les œuvres bien choisies qu'une bibliographie sommaire lui propose. Il serait vain de discuter des nuances dans l'éclairage ; le titre même interdit de regretter qu'une définition un peu étoffée du catholicisme n'ait pas été tentée. Il n'y a qu'à admirer une réussite qui justifie si parfaitement la collection qui l'a permise.

C'est une histoire de l'Église catholique qu'ont aussi entendu composer MM. DE PLINVAL, PITTET et leurs collaborateurs dans la formule, nouvelle pour ce genre d'ouvrage, mais qui a si parfaitement réussi pour l'histoire de la littérature, d'une *Histoire illustrée*². Les directeurs avertissent dans leur Introduction du but qu'ils ont poursuivi : réaliser une histoire de l'Église attrayante, destinée au grand public, une histoire catholique où l'accent soit mis sur les grands personnages et sur les époques décisives, une histoire enfin où les faits et les événements tiennent, en définitive, moins de place que le tableau évolutif de tous les aspects de la civilisation chrétienne. L'on serait mal venu, dans ces conditions, à regretter une répartition systématique de la matière entre les chapitres qui sacrifient le récit d'événements capitaux, comme le conflit de la Papauté et des Empereurs aux XII^e-XIII^e siècles ou celui de périodes entières comme les XIV^e-XV^e siècles qualifiés de « période transitoire ». Bien que le XIX^e siècle ne puisse passer pour une plus grande période dans l'histoire de l'Église que le XV^e, sa quasi-actualité lui

1. J.-B. DUROSELLE, *Histoire du catholicisme*. Paris, Presses Universitaires de France, 1949, in-16, 125 p. (Coll. *Que sais-je?*)

2. *Histoire illustrée de l'Église*, publiée sous la direction de Georges DE PLINVAL et Romain PITTET. Genève, Éditions de l'*Écho illustré*-Paris, Édition du Cerf, 1946-1948, 2 vol. in-4°, 519 et 512 p.

vaut, inversement, par fusion avec le xx^e siècle dans des chapitres systématiques : vie spirituelle, missions, problèmes politiques, problèmes moraux et religieux, d'occuper le quart de l'ouvrage. *L'Histoire illustrée de l'Église*, qui n'est destinée « ni aux spécialistes ni aux théologiens », ne constituera donc pas le manuel maniable qu'attendent les étudiants de nos Facultés.

Au moins satisfera-t-elle le grand public pour l'information duquel elle est écrite par son admirable et luxueuse présentation typographique, son papier couché et l'excellence de ses nombreux clichés. Cette illustration fait sa nouveauté et son attrait. Par là, elle devrait amener bien des esprits nonchalants à s'intéresser aux questions qu'elle expose souvent un peu rapidement, sans donner de façon égale des indications numériques, mais toujours clairement, parfois avec élégance et talent. Elle devrait introduire ces esprits aux ouvrages plus austères qu'elle énumère dans ses bibliographies. L'illustration s'ajoute heureusement au texte pour souligner l'unité et la romanité de l'Église qui sont les idées cardinales du développement. Mais combien il faut regretter qu'un sens plus strictement scientifique n'ait pas présidé au choix de l'illustration et que l'anachronisme s'y glisse parfois surtout dans la première partie ! Qu'ajoute aux magnifiques photographies des premiers lieux du christianisme, aux reproductions des peintures des Catacombes, à la carte des missions de saint Paul la représentation en frontispice de la toile de Burnand « Les disciples » ? A quoi bon donner comme portrait de saint Louis le tableau de convention et postérieur de trois siècles du maître de sainte Lucie quand la statuette de pierre de Manneville proposait un portrait contemporain du roi sans doute pris sur le vif ? Il y a ainsi parmi plusieurs centaines d'illustrations admirables quelques dizaines d'erreurs qu'il aurait été facile d'éviter. C'est un grand dommage sur le plan intellectuel, car une aussi magnifique publication, en suscitant strictement chez le grand public le goût du document iconographique, aurait pu servir davantage à développer chez lui le sens de la culture historique réelle qui lui manque si souvent.

L'Histoire de l'Église du P. Philip HUGUES constitue, au contraire, un manuel qui, grâce au rythme assez rapide de sa publication, rendra de grands services même aux étudiants de langue française en attendant l'achèvement des *Histoires de l'Église* parallèles en français. Le P. Hugues a conçu son œuvre à la façon d'une fresque pour dégager de grands ensembles dans une évolution bimillénaire¹. Le troisième volume, ou premier tome de la troisième partie, consacré à la Révolte contre l'Église de Thomas d'Aquin à Luther (1270-1517), qu'il vient de publier, apporte un exposé commode des grandes lignes de cette période de crise que négligent par dessein apolo-

1. *History of the Church* : I : *The Church and the world in which it was founded*, 1934 ; II : *The Church and the World the Church created*, 1935 ; III : *The Church and the Revolt against it or the Church-created World* : A. *The Revolt against the Church : Aquinas to Luther*. Londres, Sheed and Ward, 1947.

gétique certains ouvrages comme l'*Histoire illustrée de l'Église* et par épuisement de leurs auteurs bien des Histoires de l'Église au Moyen Age qui parviennent difficilement à leur conclusion. Les faits principaux sont exposés avec clarté ; peu de place est réservée aux institutions. C'est, comme le souligne le titre, sur l'évolution intellectuelle et spirituelle qu'est mis l'accent : le récit, aussi attachant que lumineux, est très romain d'orientation ; les tendances mystiques, les tendances au développement d'une religion purement intérieure sont jugées sans ménagement par un ferme partisan de la valeur essentielle de la théologie et de la connaissance.

M. Hermann Tüchle vient de donner, parallèlement, une douzième édition complétée et refondue du tome II de l'*Histoire de l'Église* de Karl Bihlmeyer¹. On y trouvera toujours aussi clairement exposée l'excellente description en un volume de l'histoire de l'Église au Moyen Age définie, selon des dates valables pour l'Allemagne, de 692 à 1517.

L'*Histoire de l'Église* publiée sous la direction de MM. A. Fliche et E. Jarry depuis la mort de Mgr V. Martin n'est pas, elle, un manuel. C'est la grande histoire de l'Église qui manquait jusqu'à ce jour en n'importe quelle langue et dont le public savant attend avec impatience la publication des vingt volumes. La guerre mondiale elle-même ne l'a pas entièrement interrompue : quatre tomes et demi concernant l'histoire du Moyen Age ont paru depuis 1940. Il en sera rendu compte à propos des recensions d'ouvrages couvrant une période chronologique déterminée.

Enfin, il suffit de mentionner comme une première tentative dans une direction nécessaire le petit atlas géohistorique d'histoire de l'Église publié à l'occasion de l'Année sainte à l'intention des enfants de l'enseignement primaire, voire de l'enseignement secondaire².

Y. RENOARD,

Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Bordeaux.

(Sera continué.)

1. *Kirchengeschichte* von Karl BIHLMAYER neubearbeitet von Hermann TÜCHLE. Zweiter Teil : *Das Mittelalter*. Paderborn, Schöningh, 1949, in-8°, 530 p.

2. *Les vingt siècles de l'Église*. Atlas géo-historique avec commentaires. Paris, Éditions du Témoignage chrétien, 1950, oblong, 20 cartes en couleur.

LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

(Fin¹)

PÉRIODE NAPOLÉONNIENNE

PUBLICATIONS DE TEXTES ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL. — La publication des mémoires et papiers de Lebzeltern, le diplomate autrichien, par M. Emmanuel DE LÉVIS-MIREPOIX, prince de Robech, intéresse de très près l'histoire européenne et la politique religieuse de Napoléon². Né en 1774 à Lisbonne, où son père occupait la légation, Lebzeltern fut initié par ce dernier à la diplomatie et devint en 1801 secrétaire à Rome, y resta jusqu'en 1809 et y exerça plusieurs fois les fonctions de chargé d'affaires par intérim. Après un séjour à Totis, au cours des négociations qui y préparèrent la paix de Vienne, il accompagna Metternich à Paris et se vit dépêcher à Savone auprès de Pie VII. C'est dire l'importance de son témoignage en ce qui concerne le conflit du sacerdoce et de l'empire. De décembre 1810 à mai 1812, il séjourna auprès du tsar comme conseiller de légation, participa également aux rapports diplomatiques de 1813, reçut une mission en Suisse et, en 1814, ramena le pape dans sa capitale. A partir de 1816, on l'accrédita comme ministre à Pétersbourg, où il se trouva au courant de la politique de Metternich et d'Alexandre. C'était un gentilhomme du XVIII^e siècle, avide de plaisir et d'argent, d'un conformisme catholique inébranlable nonobstant, et contre-révolutionnaire décidé. Fidèle serviteur des Habsbourg, il conseilla au pape tantôt la conciliation, tantôt la résistance, suivant les intérêts momentanés de son souverain ; néanmoins, il garda une certaine indépendance d'esprit dans ses rapports avec le chancelier et n'approuva pas les ambitions territoriales de ce dernier à l'égard des possessions pontificales. L'insurrection décabriste mit fin à sa carrière active ; par son mariage avec M^{lle} de Laval, il se trouvait parent du prince Troubetzkoy, dont la complicité avec les conspirateurs le compromit. Il quitta la Russie en 1826 et à Naples, de 1830 à 1844, il ne joua plus un rôle important. Ses archives se conservent au château de la Morandière en Maine-et-Loire. Masson y avait eu accès. Leur propriétaire actuel les a mises à la disposition de M. de Lévis-Mirepoix. Elles comprennent, outre les mémoires rédigés en français, les lettres reçues par Lebzeltern, par exemple de Metternich, et le double d'une partie de ses rapports à la chancellerie ; les archives de Vienne ont permis de compléter la collection. M. de Lévis-Mirepoix n'a pas jugé utile d'imprimer l'ensemble

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CCV, 1951, p. 78.

2. Un collaborateur de Metternich. *Mémoires et papiers de Lebzeltern*. Paris, Plon, s. d. (1949), in-8°, n-501 p., portrait, fac-similé d'une lettre de Metternich.

et a procédé par extraits et analyses ; en caractères différents, il a joint ses propres réflexions.

Une autre publication, de moindre importance, quoique intéressante, est celle des *Cahiers de Sainte-Hélène*, rédigés par le général BERTRAND¹, en caractères abrégés, ce qui les rend malaisément déchiffrables, mais permet de conclure que, contrairement à ce qu'en avaient dit Masson et Aubry, ils ont été tenus au jour le jour, sinon au cours des entretiens. M. Fleuriot de Langle n'en a encore pu établir le texte que de janvier 1821 à la mort de l'Empereur et, bien qu'ils ne bouleversent pas la connaissance jusqu'à présent, on souhaite que l'intégralité des cahiers soit publiée, car la manière dont l'auteur a pris ses notes semble leur conférer une supériorité marquée sur les autres documents de cette espèce.

M. Louis GARROS a établi un Itinéraire de Napoléon², tâche ingrate et entreprise d'autant plus méritoire que l'énormité des dépouillements dut intimider plus d'un érudit. Malheureusement, l'auteur ne renseigne pas avec précision sur les siens et se contente de produire çà et là des listes d'ouvrages sans notations bibliographiques suffisantes. Dans un certain nombre de cas, l'origine du renseignement se trouve indiquée sommairement et on constate que la source n'est pas toujours de première main. La plupart du temps, l'indication manque. Si la vérification paraît nécessaire, elle exigera tant de recherches que l'ouvrage, on le craint, sera jugé décevant. M. Garros allègue qu'il lui a fallu s'abstenir de citer toutes les références, afin de ne pas alourdir le texte. Pourtant, il l'a étendu parce qu'il s'est proposé non pas seulement de constituer un instrument de travail, ce qui semble la destination exclusive d'un itinéraire, mais aussi d'écrire un livre qu'on « lise sans ennui », à raison de quoi, il a enrichi son répertoire chronologique d'extraits variés assortis à l'occasion de critiques rectificatives. On estime qu'il eût été préférable d'opter.

Sur le séjour à l'île d'Elbe, M. Ersilio MICHEL a édité ceux des documents émanés des papiers de Drouot, le gouverneur, qui, conservés dans des dépôts publics ou des collections particulières, n'avaient pas encore été imprimés pour la plupart³.

On signale en finissant que M. Louis MADELIN a donné une nouvelle édition des mémoires de Fouché⁴; que M. B.-A. POCQUET DE HAUT-JUSSÉ a

1. M. Fleuriot de Langle en avait publié des extraits dans la *Revue de Paris*, en novembre et décembre 1949. Le volume, daté aussi de 1949, n'a pas été reçu par la *Revue historique*.

2. *Quel roman que ma vie ! Itinéraire de Napoléon Bonaparte, 1769-1821*. Paris, Les Éditions de l'Encyclopédie française, s. d. (1947), in-8°, 518 p., 24 illustrations (l'auteur et la provenance se trouvent indiqués à la fin du volume) ; prix : 550 fr.

3. *Napoleone all' Elba (Documenti dell' Archivio Drouot)*. Livourne, Stabilimento Poligrafico Toscano, 1962, in-4°, 117 p., fac-similé. (*Collana Storico Provinciale Livornese*, n° 3.)

4. On sait que M. Madelin a, depuis longtemps, émis l'opinion que ces mémoires, si on ne peut les regarder comme entièrement écrits par Fouché, comprennent sûrement des fragments rédigés par lui ou d'après ses notes. Il a annoté le texte de manière à signaler les faits

publié les souvenirs du colonel Rapatel, aide de camp de Moreau¹, et que M. P.-L. COUCHOUD a tiré des œuvres de l'empereur et des mémorialistes un grand nombre de passages où la pensée et le caractère de Napoléon lui ont paru se manifester de la manière la plus saisissante².

HISTOIRE GÉNÉRALE. — La première place revient toujours à la grande entreprise que M. Louis MADELIN poursuit rapidement ; son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, accrue de quatre volumes³, en est arrivée à la veille de l'invasion de 1814. La première partie du tome X pousse la description chronologique jusqu'à la naissance du roi de Rome et jusqu'au concile de 1811 ; la seconde traite de l'opinion dans l'entourage de l'empereur à la même époque et de la personnalité du maître parvenu à l'apogée ; la troisième étudie les pays vassaux, les réformes napoléoniennes et la conception d'un empire européen de civilisation française ; le contenu de ce volume ne répond donc pas exactement à son titre et on estime que le « système continental » méritait qu'il lui fût entièrement consacré. Le tome XI s'attache exclusivement à la France ; il décrit d'abord la cour, les salons, la vie à Paris et en province ; viennent ensuite les divers éléments de la société, la vie intellectuelle, le personnel militaire ; il termine par une vue générale de l'opinion. Les espérances ne se trouvent point parfaitement satisfaites ; à part l'enseignement peut-être, les services publics n'obtiennent pas d'examen institutionnel et fonctionnel. L'activité économique non plus : elle ne se laisse entrevoir qu'à propos des classes occupées à la production ; les effets du blocus, la crise de 1811, la disette de 1812 et le maximum ne se voient pas attribuer, avec elle, un chapitre particulier. L'armée elle-même n'entre en compte que du point de vue de son état moral. Tout compte fait, M. Madelin estime qu'en dépit des griefs, la grande majorité des sujets de Napoléon lui demeurerait attachée ; mais son optimisme pâlit : au tome XI, il constate, parmi les grands, de la fatigue et une inquiétude croissante qui, déjà, mène certains à la trahison ; au tome XII, il ne nie pas que l'effort devient démesuré. Dans les deux volumes qui suivent, les catastrophes se succédant, il reconnaît que Napoléon, tout-puissant et même populaire tant que la victoire lui a souri, se vit abandonné par la nation quand la défaite le contraignit à lui imposer de grands sacrifices.

L'ouvrage de M. J. LUCAS-DUBRETON embrasse aussi toute la période,

que le personnage semble seul capable de rapporter. L'ouvrage, paru en 1945, n'est point parvenu à cette revue.

1. *Le général Moreau. Souvenirs de son aide de camp, le colonel Rapatel*, dans *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. XXVII, 1947, p. 109-167.

2. *Voix de Napoléon. Paroles authentiques recueillies par Raderer, Molé, Talleyrand, Metternich, Narbonne, Caulaincourt, Benjamin Constant, etc.* Genève, Éditions du milieu du monde, s. d. (1949), in-8°, 251 p.

3. Tomes X : *L'Empire napoléonien*. XI : *La nation sous l'Empereur*. XII : *La catastrophe de Russie*. XIII : *L'écroulement du Grand Empire*. Paris, Hachette, s. d. (1946, 1948, 1949, 1950), in-8°, 421, 500, 404, 406 p.

mais il tient en un petit volume de lecture attrayante¹. M. Jean THIRY, qui a borné son dessein à décrire la chute en partant de la campagne de France, est parvenu à la seconde abdication, mais il ne s'informe pas uniquement dans les mémoires et dans les ouvrages des historiens français ; on rencontre mention dans son appareil critique de documents d'archives et de sources étrangères².

On regrette que le livre de M. P. GEYL, écrit en néerlandais³ et traduit en anglais⁴, n'ait pas encore tenté un traducteur français, car il trouverait sûrement chez nous de nombreux lecteurs et leur rendrait service. M. Geyl examine, en effet, l'un après l'autre, les historiens français de Napoléon qui lui ont paru présenter une originalité plus ou moins accusée dans leur interprétation, et signale les traits qui les caractérisent à ses yeux. Ceux qui s'intéressent à la personnalité de Napoléon — et qui ne s'y intéresse? — ne peuvent manquer de curiosité devant ce vaste panorama. En même temps, M. Geyl met les courants opposés en rapport avec les alternatives de la vie politique et sociale du pays : tel est bien l'un des principes qui devraient dominer cette « histoire de l'histoire » que nous ne possédons pas encore, et, à ce titre, le livre de M. Geyl peut en être considéré comme un fragment.

NAPOLÉON, SA FAMILLE ET SON ENTOURAGE. — M. Jules BERTAUT a suivi l'histoire du Consulat et de l'Empire du point de vue des événements de la cour et de la vie privée de Napoléon : c'est naturellement pittoresque et récréant⁵. M. Georges MAUGUIN l'est aussi en rassemblant les anecdotes et les propos qu'on a cités pour affirmer ou nier que Napoléon fut superstitieux⁶ (l'auteur conclut négativement) et en montrant, d'autre part, qu'il n'a manqué ni de gaieté ni d'humour⁷, sans laisser pourtant de rappeler quelques circonstances où il se montra bien étranger à la « gentillesse française », voire à l'élémentaire courtoisie. Miss Dormer CRESTON a parcouru à son tour la période pour collectionner les faits qu'elle rapporte à l'occasion sous forme romancée, afin de faire ressortir les traits essentiels de la personnalité de l'empereur et de son fils⁸. M. Bernard NABONNE a raconté la vie de Pauline⁹ et de Joseph¹⁰ avec un esprit critique plus aiguisé qu'on n'en rencontre d'ordinaire dans les volumes narratifs de ce genre.

1. *La France de Napoléon*. Paris, Hachette, s. d. (1947), in-8°, 299 p.

2. *La seconde abdication de Napoléon I^{er}*. Paris, Berger-Levrault, 1945, in-8°, 295 p.

3. *Napoleon voor en tegen in de Franse Geschiedschrijving*. Utrecht, Oosthoek, 1946, XVIII-529 p.

4. *Napoleon for and against*, traduction d'Olive REINER. Londres, Jonathan Cape, s. d. (1949), 477 p.

5. *Napoléon I^{er} aux Tuileries*. Paris, Hachette, s. d. (1949), in-8°, 303 p.

6. *Napoléon et la superstition. Anecdotes et curiosités*. Rodez, Carrère, 1946, in-8°, 238 p.

7. *L'humour de Napoléon*. Paris, J. Peyronnet et C^{ie}, 1948, in-8°, 30 p.

8. *In search of two Characters. Some intimate Aspects of Napoleon and his son*. Londres, Macmillan, 1945, in-8°, xi-402 p., 13 illustrations.

9. *Pauline Bonaparte, 1780-1825*. Paris, Hachette, 1948, in-8°, 255 p. — M. Nabonne

M. E. Wilson LYON, dont on possédait depuis 1934 une *Louisiana in French Diplomacy (1759-1804)*, a consacré un volume à Barbé-Marbois, qui gérait précisément le Trésor au moment où Bonaparte vendit cette colonie à Jefferson. Par exception, on se trouve, dans ce compartiment, en présence d'une étude érudite où les archives américaines sont utilisées en même temps que les françaises¹.

On s'étonnerait sans doute si Talleyrand n'avait pas trouvé de nouveaux biographes. Qu'on se rassure : il en compte trois de plus. M. Jules BERTAUT et M. Édouard AUJAY racontent sa vie, le premier avec l'admiration traditionnelle², le second avec une sévérité justifiée³, atténuée, toutefois, dans les dernières lignes qui ne s'expliquent guère quand on lit, p. 239 : « Faut-il qu'une nation soit dépourvue d'hommes de caractère pour regretter un Talleyrand. » Dans un court « essai » qu'il fait suivre d'un choix de documents et d'extraits, traduits en allemand, destinés à faire connaître l'habileté diplomatique du prince, M. Rudolf RAHN se range parmi les laudateurs⁴. Il estime que la raison désigna toujours le but et l'idée les moyens de la diplomatie française et il admire la logique dont fit preuve Talleyrand en tirant les conséquences du principe qu'il avait posé. Mais n'a-t-il pas changé de principes ? De parti seulement, répond M. Rahn, qui est d'avis, comme son personnage, qu'il faut savoir passer d'un parti à un autre pour demeurer fidèle à son opinion. La discussion nous mènerait trop loin. Quant à la vénéralité, il la regarde comme sans importance.

MONOGRAPHIES. — Le premier volume des études de M. Charles DURAND sur le Conseil d'État napoléonien, dont il avait déjà en 1937 abordé l'examen en consacrant un livre aux auditeurs, constitue la plus importante contribution qui ait été apportée à la connaissance des institutions depuis les thèses de M. Jean Bourdon⁵. Il résulte, comme ces dernières, de recherches d'érudition ; l'introduction bibliographique en indique l'étendue, et le mérite en est d'autant plus grand que, l'incendie de 1871 ayant détruit les archives du Conseil, les sources restent fragmentaires et dispersées. L'ou-

complète et rectifie l'ouvrage de M. KÜHN, paru en 1937 et traduit de l'allemand par M. DAUMAS (la *Revue* n'a reçu ni l'ouvrage ni la traduction), à l'aide, non seulement des *Lettres de Leclerc*, publiées en 1937 par M. ROUSSEAU, mais aussi de l'ouvrage de M. FLEURIOT DE LANGLE, qui a publié des lettres inédites ; la *Revue* n'a pas non plus reçu ce dernier livre, paru en 1944.

10. [Page précédente.] *Joseph Bonaparte. Le roi philosophe*. Paris, Hachette, 1949, in-8°, 253 p.

1. *The man who sold Louisiana. The career of François Barbé-Marbois*. Norman, University of Oklahoma Press, in-8°, 240 p., portrait.

2. *Talleyrand*. Paris, H. Lardanchet, s. d. (1945), in-8°, 288 p.

3. *Talleyrand*. Paris, Tallandier, s. d. (1946), in-8°, 284 p.

4. *Talleyrand. Portrait und Dokumente*. Tübingen, H. Laupp, s. d. (1949), in-12, 268 p., portrait (celui de Gérard).

5. *Études sur le Conseil d'État napoléonien*. Paris, Presses universitaires, 1949, in-8°, 788 p. (Bibliothèque de l'Université d'Aix-Marseille, série I, Droit-Lettres, n° 6.)

vrage envisage successivement la création du corps, ses attributions, son organisation, son recrutement, la situation de ses membres. Vient ensuite un long chapitre où défilent les conseillers ; les deux dernières sections traitent de l'esprit de l'assemblée et de son rôle politique : ce sont les plus intéressantes pour l'histoire générale. Un second volume traitera des « rapports qui existent dans la pratique entre Napoléon et le Conseil d'État » ; on espère y rencontrer également une étude approfondie de la juridiction administrative à ses débuts, bien que des indications figurent déjà dans le tome I^{er} et en montrent le caractère encore incertain. Dans la majorité des cas, chacun des chapitres embrasse le régime dans toute sa durée ; on est donc en présence d'« études » plutôt que d'une synthèse proprement dite, telle que l'historien la souhaiterait. M. Durand s'efforce de prouver que, si la composition du Conseil évolua dans le même sens que celle des autres grandes administrations, la réaction y fut moins sensible que dans le personnel préfectoral, par exemple, en sorte que la bourgeoisie de 1789, de nuance modérée et conservatrice, y demeura prédominante. Ses représentants s'attachèrent d'ailleurs avant tout à la sauvegarde du régime au point d'écarter les principes au profit du « réalisme » politique, c'est-à-dire de ses intérêts ; ils devinrent de plus en plus jaloux de la suprématie des notables et hostiles à la démocratie. M. Durand estime, d'autre part, que les événements de l'an X n'entraînèrent pas pour le Conseil des conséquences aussi défavorables qu'on l'a dit si ce n'est du point de vue honorifique à l'avantage du Sénat : il ne fut pas réduit à la seule préparation des codes et à la juridiction contentieuse et Napoléon continua de le consulter sur les lois projetées. Il ne paraît pourtant pas douteux que le rôle des brumairiens alla s'atténuant et M. Durand lui-même convient que, si l'Empire avait duré, le Conseil serait vraisemblablement devenu un simple organe administratif.

Sur la politique religieuse du Consulat et de l'Empire, les ouvrages de M. A. Latreille et de M. le chanoine J. Leflon sont à mentionner de nouveau, ainsi que les mémoires de Lebzeltern. Ce très catholique diplomate n'invoque jamais de motif doctrinal en faveur du domaine temporel ; au contraire, il estime que Pie VII aurait dû, comme souverain, consentir à Napoléon les concessions qui s'imposent aux États faibles. Il fournit, du reste, la preuve que l'Empereur, ses desseins étant ce qu'ils étaient, ne pouvait pas tolérer que le domaine pontifical gardât une soi-disant neutralité : alors que les troupes françaises l'occupaient déjà, Lebzeltern y fit de son mieux pour exciter une insurrection populaire à l'instar de l'Espagne et tint au courant Pacca qui ne fit aucune objection ; expulsé par les Français en 1809, il alla faire ses adieux au pape et eut la satisfaction de l'entendre former des vœux chaleureux pour la victoire de l'Autriche. Plus tard, en 1821, il vit Pie VII accorder à Metternich ce qu'il n'accordait pas à Napoléon : le passage des troupes dirigées contre Naples ; c'est qu'il s'agissait cette fois d'écraser une révolution. Il n'y a aucun doute que, durant les pontificats de Pie VI et de Pie VII, la cour de Rome demeura constamment favorable à la coalition

contre la France. M. de Lévis-Mirepoix a lui-même jugé bon de formuler son opinion sur le domaine temporel ; elle est conforme à celle de Lebzeltern, mais non pas bornée aux circonstances : souverain territorial, le pape courait les mêmes risques que les autres et ne pouvait s'en plaindre ; l'argument de l'indépendance nécessaire est illusoire ; en employant l'excommunication pour défendre ses domaines, il a transporté spontanément le conflit du temporel dans le spirituel et ouvert une crise religieuse qui ne s'imposait nullement.

A propos de l'opposition qu'elle ranima contre l'Empereur, la biographie du comte Ferdinand de Bertier par M. G. DE BERTIER DE SAUVIGNY apporte des lumières nouvelles¹. Bertier était entré dans la Congrégation de la Vierge et, à ce titre, joua son rôle dans l'action catholique en faveur du pape ; mais, politiquement, l'auteur exempte la Congrégation de toute responsabilité, comme l'avait déjà fait M. Geoffroy de Grandmaison ; elle incombe à Bertier et à ses amis, Mathieu de Montmorency entre autres : le comte créa une société secrète des « Chevaliers de la Foi », qui s'employa de son mieux à la restauration en intriguant à Paris, avec Talleyrand, par exemple, mais, beaucoup plus efficacement à Toulouse et surtout à Bordeaux, dont Bertier assura la livraison à l'ennemi. L'action de cette société se poursuivit sous la Restauration et il en sera parlé ailleurs ; la question de savoir jusqu'à quel point il convient d'en séparer la Congrégation se verra sans doute discutée aussi. Mais il est acquis que la thèse de M. de Bertier, fondée en grande partie sur les archives de la famille, enrichit nos connaissances de manière fort originale.

Ajoutons que M. L. HASTIER, dans le volume déjà cité², a consacré une étude à l'anecdote « Comédiant ! Tragédiant ! » qu'il montre sans fondement.

L'histoire diplomatique n'aligne en France que les mémoires et la correspondance de Lebzeltern. De l'avis de M. de Lévis-Mirepoix, ils montrent que Metternich souhaitait en 1812 que la guerre n'éclatât point entre Napoléon et Alexandre, car, de la victoire de l'un ou de l'autre, l'Autriche ne pouvait rien attendre de bon ; qu'en 1813, redoutant les prétentions éventuelles de la Russie et de la Prusse, il ne désirait pas la ruine de l'Empire français, mais seulement un rétablissement de l'équilibre et une restauration de l'Autriche ; que, par suite, il n'est entré dans la coalition qu'en désespoir de cause et à raison de l'obstination de Napoléon. On concède que, comme homme d'État, il eût probablement préféré la solution de compromis ; mais il faudrait ajouter qu'il n'y croyait guère, persuadé que Napoléon ne céderait pas, et que l'aristocrate qu'il était aussi ne pouvait s'empêcher de s'en réjouir, car il partageait le sentiment de ses congénères à l'égard du souverain qui représentait la Révolution pour l'Europe d'ancien régime³.

1. *Le comte Ferdinand de Bertier (1782-1864) et l'énigme de la Congrégation*. Paris, Les Presses continentales, 1949, in-8°, xli-572 p., portrait.

2. *Supra*, p. 87.

3. P. 286, on voit Lebzeltern, en Suisse, montrer à Reding l'acceptation des bases de

La politique européenne a séduit davantage les historiens étrangers. M^{re} Joséphine BUNCH STEARNS a décrit la politique de Metternich à l'égard de Napoléon. Son essai consciencieusement préparé à l'aide de l'imprimé ne renouvelle pas le sujet¹. On lira avec un vif intérêt la biographie de Gentz par M. Paul R. SWEET². Elle repose sur une information extrêmement étendue et témoigne d'un esprit critique que n'obnubile pas la curiosité sympathique inspirée à l'auteur par la vive intelligence du personnage. Il ne dissimule pas que ce disciple de l'*Aufklaerung*, rationaliste et libéral, fut orienté vers la réaction par son désir passionné de se voir admis dans la haute société aristocratique et non moins par sa recherche avide du plaisir et ses liaisons féminines; ses torturants besoins d'argent le portèrent à prendre de toutes mains et à offrir ses services à ceux qui pouvaient le stipendier. De bonne heure, il quitta la Prusse pour l'Autriche et parvint, non sans peine, à devenir le bras droit de Metternich sans d'ailleurs laisser de garder son franc parler à l'égard de la politique du chancelier. Le livre de M. Sweet intéresse l'histoire de la réaction post-napoléonienne, car Gentz vécut jusqu'en 1832. Plusieurs autres ouvrages se trouvent dans le même cas. Celui de M. Harold Nicolson rapporte l'histoire diplomatique de la période qui vit la chute de l'Empereur (à partir de la retraite de Russie), le pacte de Chaumont, la Sainte-Alliance et l'échec du système des conférences³; toutefois, ces deux dernières questions n'occupent que deux chapitres sur seize et l'ouvrage ne dépasse donc pas beaucoup l'année 1815; en fait, Castlereagh en est le centre. La documentation ne présente rien d'original; la description se limite à la formation et à la dislocation de la grande alliance; mais la présentation est d'une largeur et d'une vivacité qui rendent la lecture captivante; on n'est pas surpris qu'une traduction soit intervenue et elle n'éteint pas l'attrait⁴.

Le livre de M. H. G. SCHENK⁵ adopte comme point de départ la conclusion de la Sainte-Alliance et pousse jusqu'à la mort d'Alexandre; il ne se borne pas à la diplomatie traditionnelle et l'associe à l'histoire des idées.

Francfort par l'Angleterre. M. de Lévis-Mirepoix conclut qu'on allègue à tort que cette dernière puissance ne les admettait pas. Mais ce que Lebzeltern a utilisé doit être l'adhésion d'Aberdeen que Castlereagh ne confirma jamais.

1. *The role of Metternich in undermining Napoleon*. Urbana (Illinois), The University of Illinois Press, 1948, in-8°, 122 p.

2. *Friedrich von Gentz Defender of the old Order*. Madison (Wisconsin), The University of Wisconsin Press, s. d. (1944), in-8°, 326 p., portrait.

3. *The Congress of Vienna. A Study in Allied Unity, 1812-1822*. Londres, Constable, s. d. (1945), in-8°, xi-312 p., 2 cartes, 8 illustrations, dont 7 reproduisent des portraits par Lawrence, conservés au château de Windsor; prix: 18 sh.

4. *Le Congrès de Vienne. Histoire d'une coalition, 1812-1822*. Traduit par C. DE PALAMINY. Paris, Hachette, s. d. (1947), in-8°, 304 p., mêmes illustrations; prix: 300 fr. L'introduction de M. H. Nicolson est ici un peu plus étendue.

5. *The Aftermath of the napoleonic wars. The Concert of Europe. An Experiment*. Londres, Paul Kegan, Trench, Trubner et Co, s. d. (1947), in-8°, x-228 p., 17 illustrations; prix: 16 sh.

Il se p
gouss
partie
tant su
des égl
d'ailleu
l'action
livre a
rapiden
l'équilib
L'ou
ture de
l'auteur
Consal
antérie
Londre
la moit
catholi
M. T
1813, d
Châtill
léon, la
sentant
l'abdic
s'assure
un long
Le li
Russie
l'histoir
comme
d'Alexa
ments
Pour
chie. M
un cert

1. Car
Universit
2. Car
Upala, A
VII-83 p.
3. Rus
18-8°, XVI
4. Mar
16 illustr

Il se propose, en effet, de mettre en lumière le rôle des conceptions religieuses dans l'essai de pacification de l'Europe ; en conséquence, la première partie décrit leur renaissance durant les guerres napoléoniennes en insistant sur les deux courants qui les nuancent : l'un vise à soutenir par l'alliance des églises la restauration de l'Ancien Régime, l'autre, d'esprit novateur et d'ailleurs entaché de mysticisme occultiste, caractérise, d'après l'auteur, l'action d'Alexandre et inspira la Sainte-Alliance. La plus grande partie du livre analyse ensuite les intérêts et la conduite des puissances qui ramènent rapidement la politique européenne à la préoccupation traditionnelle de l'équilibre et en éliminent l'idéologie pacifiste.

L'ouvrage de M. John Tracy ELLIS est de portée plus restreinte et de facture nettement érudite, bien que les circonstances n'aient pas permis à l'auteur de travailler ni à Rome ni à Londres¹. Il s'agit des rapports de Consalvi avec le gouvernement britannique. Après l'examen des contacts antérieurs à 1814, M. Ellis décrit en détail les négociations de Consalvi à Londres et son rôle au Congrès de Vienne, puis consacre beaucoup plus de la moitié du livre aux efforts du cardinal pour améliorer la situation du catholicisme dans le Royaume-Uni et notamment celle des Jésuites.

M. Towald Tison HÖJER, après avoir rappelé le rôle de Bernadotte en 1813, décrit sa politique en 1814, particulièrement à propos du congrès de Chatillon. Il met en relief l'espoir du prince de succéder en France à Napoléon, la résistance que lui opposèrent le chancelier Wetterstedt et le représentant suédois Löwenhielm, et la volte-face de Charles-Jean qui, après l'abdication, se hâta de gagner Paris pour se raccommode avec les alliés et s'assurer l'acquisition de la Norvège. Écrit en suédois, l'ouvrage comporte un long résumé en français².

Le livre de M. Andrei A. LOBANOV-ROSTOWSKY, sur les rapports de la Russie et de l'Europe, de 1789 à 1825, doit être également cité à propos de l'histoire diplomatique, car c'est elle seule qu'il retient. Il est intéressant comme écrit du point de vue de la Russie des tsars et du « génie » d'Alexandre I^{er}, mais, préparé d'après l'imprimé, il n'utilise pas de documents nouveaux³.

Pour ce qui est de l'histoire militaire, aucun ouvrage essentiel ne l'a enrichie. M. A. AUGUSTIN-THIERRY a raconté la vie de Masséna⁴ en utilisant un certain nombre de documents, tirés des archives de la Guerre principa-

1. *Cardinal Consalvi and Anglo-papal relations, 1814-1824*. Washington, The Catholic University of America Press, 1942, in-8°, xi-202 p. ; prix : 2 d. 50.

2. *Carl Johan I den Stora Koalitionens mot Napoleon. Sverige och Kongressen i Chatillon*. Uppsala, A.-B. Lundequistska Bokhandeln ; Leipzig, O. Harassowitz, s. d. (1940), in-8°, vii-83 p. (Recueil de travaux publiés par l'Université d'Upsala, 1940, n° 4.)

3. *Russia and Europe, 1789-1825*. Durham (North Carolina), Duke University Press, 1947, in-8°, xviii-448 p.

4. *Masséna. L'enfant gâté de la victoire*. Paris, Albin Michel, s. d. (1947), in-8°, 348 p., 16 illustrations.

lement. M. Louis GARROS s'est attaché à Cambronne¹ : Waterloo et le procès de 1816 tiennent une place importante dans son récit qui reproduit des textes, mais sans appareil bibliographique.

M. Jean SAVANT a publié deux savants ouvrages qui sont le fruit de recherches approfondies dans les archives de la Guerre. L'un s'attache aux Mamelouks de Napoléon², organisés d'abord en Égypte, puis en France sous le Consulat, finalement adjoints à la Garde et renforcés en fait par des recrues d'origine française. La carrière d'un certain nombre de personnages est retracée en détail ; une liste des soldats et sous-officiers figure en appendice ; Roustan est particulièrement retenu et ses souvenirs sont ici réimprimés intégralement (p. 346-412). Un autre livre concerne les militaires d'origine grecque qui combattirent dans les armées impériales ; l'un d'eux est le colonel Denis Bourbaki dont le fils servit sous Napoléon III³.

M. A. THOMAZI a retracé l'histoire maritime du Consulat et de l'Empire. Il se défend d'avoir voulu renouveler cette histoire et déclare l'avoir brièvement racontée pour pouvoir replacer dans ce cadre les marins qui ont dirigé ou illustré la lutte. Il n'en reste pas moins qu'on pourra consulter son livre sur les projets de Napoléon et sur les opérations ; le chapitre XVII sur le matériel naval se recommande particulièrement, ainsi que le XVIII^e sur les équipages et leurs chefs⁴. Un complément, d'autant plus méritoire que son but et ses résultats furent pacifiques et purement géographiques, s'offre dans l'expédition du commandant Baudin dans les mers australes, de l'île de France à Timor, puis le long de la côte occidentale de l'Australie jusqu'à la Tasmanie. Cette croisière, qui dura de 1800 à 1803, est racontée par MM. René BOUVIER et Édouard MAYNIAL, d'après les manuscrits conservés à la bibliothèque du Muséum⁵.

Deux des régions dominées par Napoléon, l'Italie et l'Espagne, s'attribuent plusieurs publications. La plus importante est celle de M. André FUGIER, qui utilise les documents déjà publiés et réunit toutes les connaissances procurées par les historiens antérieurs sur l'œuvre accomplie en Italie ; la bibliographie et les indications critiques des notes confirment d'ailleurs la solidité de la synthèse⁶. Néanmoins, deux autres ouvrages méritent aussi considération en ce qui concerne la dernière période du régime. M. R. John RATH a étudié la chute du royaume d'Italie ; il ne recourt

1. *Le général Cambronne*. Paris, Calmann-Lévy, s. d. (1949), in-8°, 282 p., 13 illustrations, 4 cartes ; prix : 450 fr.

2. *Les Mamelouks de Napoléon*. Paris, Calmann-Lévy, s. d. (1949), in-8°, 469 p.

3. *Napoléon et les Grecs. Sous les aigles impériales*. Paris, Nouvelles éditions latines, s. d. (1946), in-8°, 400 p.

4. *Napoléon et ses marins*. Paris, Berger-Levrault, 1950, in-8°, vi-316 p., 3 croquis ; prix : 390 fr.

5. *Une aventure dans les mers australes. L'expédition du commandant Baudin (1800-1803)*. Paris, Mercure de France, 1947, in-8°, 232 p.

6. *Napoléon et l'Italie*. Paris, J.-B. Janin, s. d. (1947), in-8°, 374 p., 10 illustrations, 2 cartes ; prix : 335 fr.

pas seulement à l'imprimé et a mis à contribution les archives de Milan, Venise et Vienne : les chapitres qu'on appréciera sans doute comme les plus originaux ont trait à l'administration autrichienne dans la Vénétie et la Lombardie recouvrées¹. M. Antonio CAPOGRASSI remonte sensiblement plus avant en examinant le rôle de Bentinck en Sicile d'abord, puis en Italie ; à l'œuvre de ses prédécesseurs, qu'il critique à l'occasion d'ailleurs, ses recherches dans les archives napolitaines, antérieures aux désastres de la dernière guerre, lui ont permis d'ajouter nombre de documents dont il reproduit quelques-uns en appendice ; on retiendra notamment tout ce qui touche à l'attitude de l'aristocratie sicilienne, à la constitution de 1812, à son fonctionnement et à sa suppression².

Les événements espagnols ont été racontés par M. J. LUCAS-DUBRETON avec sa verve ordinaire et des références fréquentes à l'œuvre de Goya³. Mais, du point de vue de l'érudition, ce sont les publications de M. Juan MERCADER RIBA qui attirent surtout l'attention⁴. Elles sont à la vérité bornées à la Catalogne, mais, depuis la thèse de Conard, des documents nouveaux et des études aussi ont paru ; au surplus, Conard s'arrêtait à janvier 1810 et ne s'intéressait pas aux institutions. Une exploration complémentaire des archives et un exposé synthétique furent jugés nécessaires. M. Mercader a concentré son effort sur Barcelone, mais une grande partie de la province restait aux mains des insurgés et, visant les réformes napoléoniennes, ainsi que l'attitude de la population, les résultats, valables pour tout le pays occupé, sont de portée générale. L'auteur a d'ailleurs publié une étude particulière sur le département du Sègre⁵. La réforme a commencé en 1811 et, au début de 1812, le pays fut divisé en quatre départements en vue de l'annexion ; l'assimilation fut poursuivie avec quelque réserve et ne put être menée à terme, puisque le travail ne dura guère qu'un an. Il laissa des traces ou constitua des précédents, mais M. Mercader estime que les transformations ultérieures n'en résultèrent pas moins du mouvement propre du libéralisme péninsulaire ; en tout cas, la population catalane n'apprécia pas favorablement les nouveautés parce qu'introduites par l'étranger et qu'avant tout, elle souhaitait se voir délivrée de l'occupation militaire : la Catalogne se montra plus conservatrice que les Cortès de Cadix.

La récolte de l'histoire économique est moins volumineuse. Après avoir

1. *The fall of the napoleonic Kingdom of Italy (1814)*. New-York, Columbia University Press, 1941, in-8°, 247 p. (Studies in historic, economics and public law edited by the faculty of political science of Columbia University, n° 484.)

2. *Gl'Inglese in Italia durante le campagne napoleoniche (Lord W. Bentinck)*. Bari, G. Laterza, 1949, in-8°, 316 p. (Bibliotheca di Cultura moderna, n° 460.)

3. *Napoléon devant l'Espagne. Ce qu'a vu Goya*. Paris, A. Fayard, s. d. (1946), in-8°, 531 p.

4. *Barcelona durante la ocupacion francesa (1811-1814)*. Madrid, Instituto Jeronimo Zurita, 1949, in-8°, 527 p.

5. *Puigcerda, capital del departamento del Segre ; noticias ineditas sobre el dominio napoleónico en la Cerdania ; tirage à part de Pirineos* (Saragosse), 1949, p. 413-457.

étudié précédemment le mouvement des prix de 1798 à 1820¹, M. A. CHABERT s'est attaqué aux revenus durant la même période². Recherche beaucoup plus difficile ; pour le revenu foncier, l'auteur, disposant des prix et d'un rendement approximatif, parvient à estimer qu'il augmenta de 50 pour cent ; pour les salaires, les documents déjà rares au XVIII^e siècle le deviennent bien plus encore ; néanmoins, il s'en est trouvé suffisamment pour suggérer une conclusion qui s'harmonise avec celles de M. Labrousse : le salaire réel a augmenté seulement de 25. Mais, sur le profit commercial et industriel, les renseignements font défaut, les archives d'affaires s'étant rarement conservées et leurs détenteurs refusant souvent de les ouvrir. Pour réaliser son dessein, M. Chabert s'est trouvé obligé d'étendre ses recherches à l'ensemble de l'activité et aux variations de la conjoncture : on ne peut douter que le profit se soit renforcé. L'exposé se présente comme un essai ; il constitue pourtant une utile contribution et confirme que, tout compte fait, l'époque témoigna d'une prospérité relative.

M^{lle} Odette VIENNET n'a pas exploré la province comme M. Chabert et s'en est tenue aux Archives nationales et à l'imprimé. Cependant, le titre de sa thèse³ annonce une description de l'industrie française sous le régime napoléonien et, bien que les sous-séries F¹² et F²⁰ soient riches, il paraît difficile de pousser pareille étude à fond sans recourir aux archives départementales et même à celles des grandes villes. En fait, cet objet n'occupe que deux chapitres dont le premier traite de la politique de l'Empereur et le second déroule un panorama de l'activité dans les diverses régions. C'est au sous-titre, la crise de 1810-1811, que le livre se rapporte principalement, avec cette addition qu'il s'étend jusqu'à la disette de 1812. La crise commença dans les villes hanséatiques et en Hollande, quoique la France en eût déjà ressenti les prodromes ; pour en renouveler l'histoire, se recommandait donc la consultation de dépôts étrangers que M^{lle} Viennet ne pouvait évidemment atteindre. Aussi a-t-elle adjoint un troisième sujet aux précédents et a recherché les origines de la crise dans la politique générale de Napoléon, dans la lutte contre l'Angleterre et les vicissitudes du blocus. S'engageant dans un domaine si vaste, il était à prévoir qu'elle ne dépasserait pas les connaissances acquises.

C'est au contraire une œuvre d'érudition singulièrement approfondie que celle de M. Pierre LEBRUN sur les origines de la révolution industrielle dans la manufacture de la laine à Verviers⁴. L'auteur décrit en détail la situation

1. T. CXCVI, p. 213.

2. *Essai sur les mouvements des revenus et de l'activité économique en France de 1798 à 1820*. Paris, Librairie de Médecis, Éditions M.-Th. Génin, s. d. (1949), in-8°, 490 p.

3. *Napoléon et l'industrie française. La crise de 1810-1811*. Paris, Plon, 1947, in-8°, 343 p.

4. *L'industrie de la laine à Verviers pendant le XVIII^e et le début du XIX^e siècle. Contribution à l'étude des origines de la révolution industrielle*. Liège, Faculté de philosophie et lettres, 1948, in-8°, 536 p., 38 pièces justificatives, 6 annexes, 3 planches et 7 diagrammes. (Bibliothèque de la Faculté, n° 114.)

depuis la fin du XVIII^e siècle ; elle se caractérise notamment par la liberté dont jouissait l'industrie et par la concentration capitaliste déjà accusée aux mains de négociants-fabricants. Il apporte ensuite de précieux renseignements sur les conséquences économiques de la conquête française qui ouvrit aux Verviétois le marché belge et celui de l'empire entier. Enfin, il étudie l'avènement du machinisme qui offre ici le spectacle d'une mutation brusque et paisible, ce qu'explique la maîtrise incontestée que l'évolution avait préalablement assurée à la bourgeoisie d'affaires.

HORS DE FRANCE. — M. C. J. BRITTON et son préfacier Sir Geoffrey CALLENDER, directeur du National Maritime Museum, estiment qu'une biographie pleinement satisfaisante de Nelson reste à écrire. Sir Callender signale qu'elle aurait à rectifier des légendes traditionnellement acceptées ; par exemple : qu'il manquait un œil à Nelson ; en réalité, il fut atteint à l'œil droit, au siège de Calvi, par une pierre qu'un boulet projeta par ricochet ; la blessure parut superficielle, mais graduellement la vue s'affaiblit ; puis l'œil gauche périclita également. Pour aider les futurs historiens, M. Britton a publié ou reproduit un certain nombre de documents, établi des tables chronologiques, rappelé divers traits de la vie de son héros et insisté sur ses grandes victoires, particulièrement sur Trafalgar¹.

Le Catalogue des gravures satiriques du British Museum, publié par M^{rs} Mary Dorothy GEORGE, dont le tome VII a été signalé plus haut, s'est augmenté de deux volumes relatifs aux années 1801 à 1810 et 1811 à 1819². La politique intérieure de l'Angleterre y tient naturellement grande place ; le caricaturiste Gillray, le plus important, était secrètement subventionné par le gouvernement, mais il gardait une réelle indépendance et ne menageait pas la cour et le pouvoir ; il reste néanmoins frappant que les démocrates ne sont pas représentés dans ces campagnes et que la satire des mœurs, à laquelle s'est plutôt consacré Rowlandson, n'affecte pas de caractère social. Au service de la propagande, la caricature vise spécialement les Français et, avant tout, Napoléon. La collection comporte d'ailleurs un certain nombre d'estampes d'origine française qui s'en prennent aux Anglais et à leurs dirigeants. Ces volumes comportent des introductions copieuses, où sont examinées les questions que pose l'usage du répertoire et, cela va de soi, des index très étendus.

Une nouvelle étude sur le développement du sentiment national en Prusse après l'éna émane de M. Eugene Newton ANDERSON³. Dans un premier cha-

1. *New Chronicles of the Life of Lord Nelson*. Birmingham, Cornish brothers, s. d. (1946), in-8°, 125 p., 7 portraits ; plusieurs tableaux et plans ; prix : 15 sh.

2. *Catalogue of political and personal satires preserved in the department of prints and drawings in the British Museum*. Londres, British Museum, in-4° : vol. VIII (1801-1810), 1947, XLIV-1.079 p. ; vol. IX (1811-1819), 1949, LX-1.095 p.

3. *Nationalism and the cultural Crisis in Prussia, 1806-1815*. New York, Farrar et Rinehart, s. d. (1939), in-8°, 303 p.

pitre, l'auteur analyse les divers éléments générateurs de ce qu'il appelle « nationalisme » et de ce que nous nommons « patriotisme » ou sentiment national ; mais il ne se propose pas de rechercher ceux d'entre eux qui émurent particulièrement le peuple allemand ou ses différentes classes durant la période napoléonienne ; ils sont très complexes et les individus sont plus ou moins sensibles à tel ou tel suivant leur origine sociale, leur éducation, leur tour d'esprit, leur tempérament. Il a donc paru plus instructif à l'auteur de s'en tenir à sept personnages ; des écrivains : Fichte, Arndt, Kleist ; un héros du *Befreiungskrieg* : Gneisenau ; un bourgeois libéral : Nathusius ; le roi Frédéric-Guillaume III ; enfin, Marwitz, représentant du *Junkertum*. Ainsi conçue, l'analyse de M. Anderson est fort instructive : le sentiment national anime également ces hommes parce que, consciemment ou non, ils le nuancent en fonction de leurs intérêts de classe ou de leurs ambitions personnelles.

Georges LEFEBVRE,

Professeur honoraire à la Sorbonne.

H. va
Étu
1 fr
Le
les ca
Candi
Lassit
pauvr
villes
citade
menan
côté d
bons
un to
L'a
d'Olor
histor
étude
L'enq
templ
d'ana
(voir,
plus
Effen
et n'a
la pa
riel d
Elles
ment
une p
enval
celle
aux
voisi
gnaie
résist
l'esse
et D
que

COMPTES RENDUS CRITIQUES

H. VAN EFFENTERRE. **Mirabello : nécropoles** (École française d'Athènes : Études crétoises, VIII). Paris, Geuthner, 1948 ; in-4°, xvi-69 pages, 1 frontispice et 47 pl. hors texte.

Le remarquable ouvrage de M. van Effenterre expose d'abord très clairement les caractères généraux du pays du Cadiston, situé au nord de la route allant de Candie à la Crète orientale et que la vallée de Mirabello sépare des hauteurs du Lassithi : c'est une région fort sauvage, au sol rocailleux, aux cultures rares et pauvres et aux communications très malaisées. Elle n'en a pas moins possédé trois villes : Milatos (ouest), sise au débouché d'une importante vallée et munie d'une citadelle inexpugnable ; Dréros (centre), qui contrôlait l'unique passage terrestre menant de la Crète centrale à la Crète orientale ; Olonte (est), moins favorisée du côté de la terre que du côté de la mer : elle était proche du golfe de Mirabello, aux bons et nombreux mouillages. Le pays semble avoir formé dès les temps minoens un tout bien individualisé.

L'auteur s'est proposé d'examiner principalement les nécropoles de Dréros et d'Olonte, en adoptant le plan suivant : 1° une brève esquisse de l'occupation pré-historique ; 2° une description détaillée de l'une et l'autre nécropoles ; 3° une étude unique — autorisée par l'unité même de la contrée — du matériel funéraire. L'enquête s'arrêtera au temps où l'écriture fit son apparition sur les murs des temples archaïques de Dréros. Menée avec une extrême précision, toute remplie d'analyses méticuleuses, qui n'excluent pas, le cas échéant, les aperçus d'ensemble (voir, notamment, p. 37-38), cette enquête aboutit à une conclusion générale du plus haut intérêt. L'exploration des nécropoles de Dréros et d'Olonte, dit M. van Effenterre, n'a guère renouvelé nos connaissances historiques sur l'époque égéenne et n'a pas sérieusement enrichi notre patrimoine artistique ; le fait s'explique par la pauvreté et l'isolement de la contrée, dont les tombes n'ont livré qu'un matériel de modeste valeur. Et cependant, ces fouilles sont loin d'être restées inutiles. Elles nous ont révélé, d'abord, l'existence d'une population qui s'animerait seulement depuis l'âge mycénien : à la différence de celle de Mallia, elle n'habitait pas une plaine riche, mais un rude pays montagneux, où les indigènes avaient fui les envahisseurs venus de l'Hellade. La civilisation de ce site écarté et sauvage était celle de gens pacifiques, longtemps rebelles à l'emploi du fer ; très attachés au sol, aux traditions et au culte de leurs ancêtres, n'écoutant guère l'appel de la mer voisine (cependant si propice au trafic), ils achetaient peu à l'étranger et répugnaient aux modes exotiques. Ces ignorants, néanmoins, n'ont pas farouchement résisté à tout progrès : durant la « période intermédiaire », sur laquelle a porté l'essentiel de l'enquête de M. van Effenterre, une assimilation entre Créto-Achéens et Doriens s'est plus aisément accomplie sur les rivages occidentaux du Mirabello que sur les hauts plateaux de l'arrière-pays. Il s'y produisit alors une évolution

vers le régime à la fois oligarchique et égalitaire qui dominera dans la Crète archaïque : les tombes à tholos, propres aux grandes familles féodales des siècles mycéniens, ne s'y rencontrent pas ; à Dréros, les différences sociales qui régnaient deux siècles auparavant dans les sépultures d'Olonte sont en train de s'effacer. Enfin, tranchant d'heureuse façon sur la médiocrité générale de cette civilisation routinière, des préoccupations esthétiques assez originales se manifestent — bien rarement, il est vrai — chez tel fabricant de sarcophages ou tel potier : il y a là comme le gage et le prélude de la renaissance dont bénéficiera la région avec les citoyens de Dréros et les soldats et marins d'Olonte. — Un important appendice, consacré au catalogue des trouvailles, et une abondante illustration ajoutent encore à la valeur de cette très solide et précieuse étude.

Paul CLOCHÉ.

P. MELONI. *Servio Sulpicio Rufo e i suoi tempi, Studio biografico*. Sassari, Gallizzi, 1946, 181 pages. (Annali della Facoltà di lettere e filosofia della Università di Cagliari, vol. XIII.)

Id. *Il regno di Caro, Numeriano e Carino*. Università di Cagliari, 1948, 222 pages. (*Ibid.*, XV.)

M. Piero Meloni, professeur d'antiquités grecques et romaines à l'Université de Cagliari, apporte deux intéressantes contributions à l'histoire romaine, relatives l'une au dernier siècle de la République, l'autre à la grande crise qui se déchaîna sur l'Empire au III^e siècle ap. J.-C.

Servius Sulpicius Rufus, excellent orateur et le plus célèbre juriste de son temps, né probablement en 105, consul en 51 et mort en 43, appartient à la génération de Cicéron ; il a donc été contemporain d'événements décisifs dans l'histoire de la constitution républicaine, comme le début des guerres civiles avec Marius et Sylla, la dictature de Sylla, la conjuration de Catilina, la fondation du pouvoir personnel avec César et des faits qui suivirent immédiatement l'assassinat de ce dernier. Il n'existait pas jusqu'ici de biographie satisfaisante consacrée au personnage. L'auteur s'est proposé de combler cette lacune et il y a réussi. Il insiste surtout, et avec raison, sur deux années capitales dans la carrière politique de Servius Sulpicius Rufus, sa candidature au consulat en 63, où il trouve en face de lui, outre Catilina, D. Junius Silanus et L. Licinius Murena et échoue, son consulat en 51, où il est élu avec M. Claudius Marcellus et s'efforce, par ses conseils de modération, de prévenir la rupture menaçante entre le parti sénatorial et César.

Le second travail de M. P. Meloni concerne les trois années (septembre 282-été 285 ap. J.-C.), où Carus et ses deux fils, Carin et Numérien, occupèrent successivement le trône impérial. Pour être courte, cette période, qui, comme le fait remarquer l'auteur lui-même, n'avait jamais donné lieu à une étude approfondie, n'en présente pas moins pour l'histoire de l'Empire une importance considérable et ceci pour deux raisons : elle fait partie de cette terrible crise qui, dès le III^e siècle, a failli emporter le monde romain et, d'autre part, elle constitue le lien entre ces deux grandes générations de Danubiens, Claude II, Aurélien, Probus, d'abord, Dioclétien, ses collègues et ses successeurs, ensuite, dont les efforts persévérants ont réussi, dans la mesure où elle pouvait l'être encore, à redresser la situation et à prolonger pour plusieurs siècles la grandeur romaine chancelante. L'auteur étudie sous leurs divers aspects, tant extérieur qu'intérieur, les règnes de Carus et de ses

deux fils, Carin et Numérien. Deux intéressants appendices sont consacrés, le premier, à une tentative de reconstruction de la *Chronique impériale*, source directe aujourd'hui perdue de l'*Histoire Auguste*, le second aux titulatures et aux emblèmes monétaires de la dynastie. Carus, sans doute, et ses fils plus encore, n'apparaissent pas, dans la lignée des empereurs du III^e et du IV^e siècle, comme des personnages de premier plan, mais, malgré la brièveté de son règne et en marge des difficultés immédiates auxquelles il lui a fallu faire face, quelques faits précis révèlent qu'il a pleinement pris conscience de la situation générale et des remèdes qu'elle comportait. Unitaire comme ses prédécesseurs les grands Illyriens, il reprend à son compte les projets d'Aurélien contre les Perses et, au cours d'une brillante campagne, reconquiert la Mésopotamie romaine. Mais, en même temps, précurseur de Dioclétien et de sa politique, il se rend compte que la charge toujours plus lourde de l'Empire excède les forces d'un seul homme et que son salut, outre le partage du pouvoir, exige l'établissement d'une règle fixe de succession. Aussi se hâte-t-il de conférer à ses deux fils le titre de Césars, qui les désigne pour ses futurs successeurs et, de son vivant même, prend-il comme collègue son fils aîné Carin, auquel, comme naguère Valérien, et dans des circonstances analogues, il délègue l'administration de l'Occident. Appuyée sur une solide documentation, où textes, inscriptions et monnaies trouvent leur place légitime, et présentée avec méthode, l'étude de M. P. Meloni apporte une pierre nouvelle à la connaissance de ce III^e siècle, si important pour l'évolution de l'Empire romain et, en raison de la pauvreté des sources, encore si imparfaitement connu.

Léon Homo.

Marcel SIMON. *Verus Israel. Étude sur les relations entre chrétiens et juifs dans l'Empire romain (135-425)*. Paris, de Boccard, 1948; in-8°, 475 pages.

L'objet de cette thèse est ainsi défini par l'auteur lui-même : « Faire le tableau des rapports entretenus dans l'Empire romain par les deux religions, chrétienne et juive, depuis le moment où la première a pris une claire conscience de son autonomie et de sa mission universelle, jusqu'au jour où la seconde, incapable désormais de soutenir la lutte, se replie sur elle-même et paraît se désintéresser des Gentils » (p. 11). Le début de l'enquête est fixé en principe à l'an 135, date de la destruction finale de la Jérusalem juive et de l'édification d'Aelia Capitolina; son terme, à l'an 425, date à laquelle disparaît le Patriarcat juif et où le centre de gravité du judaïsme se transporte de Palestine en Mésopotamie, hors de l'Empire. Durant ces trois siècles, les deux religions vécurent côte à côte, en concurrence, et l'évolution de chacune d'elles fut plus ou moins commandée par ses réactions à l'égard de l'autre. Sur le plan politique, le christianisme, d'abord persécuté par l'Empire, finit par triompher et par devenir, avec Constantin, la religion même de l'Empire; le judaïsme, au contraire, généralement traité avec bienveillance par l'Empire païen, se voit étroitement surveillé et de plus en plus gravement opprimé par l'Empire chrétien, sous la pression de l'Église. L'auteur consacre la première partie de sa thèse à retracer ce cadre; mais, note-t-il justement, le problème essentiel « n'est pas un problème de législation et de politique, mais bien, au premier chef, un problème de concurrence religieuse » (p. 162). De ce point de vue, les relations judéo-chrétiennes se présentent sous deux aspects : « hostilité ouverte d'une part, contacts syncrétisants de l'autre » (p. 16); à chacun de ces deux aspects sont consacrées respectivement la seconde et la troisième partie de l'ouvrage.

Nous ne saurions analyser ici en détail une œuvre aussi ample et aussi riche. Chaque chapitre, traité avec un soin parfait, examine les témoignages, les interprète avec une rare profondeur, dégage des conclusions sagement équilibrées. D'un chapitre à l'autre, l'exposé progresse avec sûreté, projetant une neuve et fine lumière sur mille questions obscures et complexes, et excitant un intérêt de plus en plus vif. Certes, l'auteur est un pur historien, soucieux de l'objectivité la plus stricte ; mais le sujet qu'il aborde, bien que limité à l'époque ancienne, n'est pas dépourvu d'actualité : c'est en ces siècles éloignés que se sont fabriquées des haines susceptibles encore aujourd'hui d'explosions tragiquement sanglantes. L'historien a conscience de la gravité de son sujet, et, s'il se tourne avec une égale impartialité et une égale sympathie vers l'une et l'autre parties, ceci ne l'empêche pas de dénoncer, chaque fois qu'il y a lieu, les outrances et les fanatismes, de quelque côté qu'ils soient venus.

Une des idées maîtresses de l'auteur, celle qui donne à l'ensemble de son enquête un caractère de réelle nouveauté, c'est que le judaïsme, contrairement à l'opinion presque générale, a continué après 70 et après 135, en dépit de la catastrophe politique, à déployer une réelle puissance d'expansion, à pratiquer un prosélytisme et une propagande intenses, visant à conquérir le monde païen. S'il s'est un jour entièrement replié sur lui-même, si, pour mieux se survivre, il s'est sévèrement renfermé dans la Loi et dans le Talmud, abandonnant au christianisme la propagande parmi les Gentils, cette transformation ne s'est pas produite au début du second siècle, mais seulement trois siècles plus tard, quand il dut se reconnaître vaincu par le succès bien supérieur de la propagande chrétienne. L'auteur, dans la conclusion de sa thèse, recherche les raisons profondes de cet échec du judaïsme ; voici en quels termes il s'exprime : « Pauvreté de la doctrine, absence de l'élément mystique, fardeau de l'observance expliquent pour une large part que le judaïsme n'ait pu à la longue soutenir auprès des Gentils la concurrence du christianisme. Il a été desservi encore, surtout peut-être, par ce caractère national qui lui est inhérent et dont il n'est jamais parvenu à se défaire complètement » (p. 441). Le christianisme, au contraire, quand il eut proclamé, avec saint Paul, qu'il n'y avait plus « ni Juif ni Grec », que la Loi était abolie, brisa l'obstacle le plus grave à l'expansion de la foi nouvelle. En outre, pour gagner le monde païen, pour devenir une religion vraiment universaliste, il fallait enrichir la doctrine d'éléments nouveaux empruntés à la théologie païenne : si le judaïsme, surtout dans la Diaspora, s'engagea dans cette voie, il ne put sur ce point rivaliser avec le christianisme, qui sut « enrichir sa théologie et sa pratique rituelle d'apports venus du monde antique tout entier ». Le christianisme, par sa foi essentielle au sauveur incarné, mort et ressuscité, était « le type même de la religion de salut » : comme tel, il devait attirer à soi les aspirations diffuses de la religiosité antique, alors toute marquée par la mystique du salut.

Le lecteur trouvera dans la thèse de M. Simon une véritable « somme » de l'histoire religieuse du judaïsme, en ses mouvements profonds, durant la période cruciale, où, antérieurement au repli définitif, et encore en pleine vitalité conquérante, la concurrence du jeune christianisme l'oblige à lutter, à chercher les voies les plus sûres pour se survivre et pour s'imposer. Il y trouvera aussi nombre d'exposés de détail qui sont d'un extrême intérêt ; je signale, presque au hasard, les pages d'une érudition et d'une densité remarquables sur les synagogues à images, sur la difficile question des Minim, sur les allusions du Talmud à un « autre Dieu », sur l'ancienne magie juive.

On serait presque tenté de reprocher à l'auteur — mais ce reproche n'est pas une

critique — d'avoir délibérément commencé son enquête seulement en 135, c'est-à-dire un siècle environ après la mort de Jésus ; on eût aimé, en effet, le voir aborder, avec la même maîtrise, l'étude des relations entre Juifs et Chrétiens en ce premier siècle. Mais c'était assurément son droit strict de limiter son sujet comme il l'a fait. C'était aussi réserve prudente, comme s'il avait eu le pressentiment que, bientôt, serait livrée aux historiens des origines chrétiennes une documentation toute nouvelle : je fais allusion aux écrits hébreux émanant de la secte juive de la Nouvelle Alliance, écrits tout récemment découverts en Palestine et qui jettent des lumières toutes neuves sur le milieu religieux palestinien au temps même où le christianisme prit naissance. Mieux que d'autres, l'éminent christianisant qui vient de faire si magnifiquement la preuve de son talent et de sa parfaite méthode est qualifié pour aborder, à l'aide des données nouvelles, le problème de la formation du christianisme primitif et de ses rapports initiaux avec le judaïsme, — le plus grand problème peut-être de toute l'histoire des religions.

A. DUPONT-SOMMER.

Émile MÂLE. *La cathédrale d'Albi, cent trente et une photographies de* Pierre DEVINOT. Paris, Paul Hartmann, 1950 ; in-4°, 48 pages, 1 plan, 11 fig. dans le texte, 1 frontispice et 120 planches hors texte.

Pour étudier l'architecture de la cathédrale d'Albi, M. Mâle ne pouvait mieux faire que de reprendre sa belle étude sur l'architecture gothique du Midi, publiée en 1926 dans la *Revue des Deux Mondes*, puis dans son recueil d'articles *Arts et artistes du Moyen Âge*. Une retouche pourtant était devenue nécessaire depuis la publication de l'*Architecture gothique religieuse en Catalogne*, par M. Pierre Lavedan, qui date de 1935 et que l'on regrette de ne pas voir citée ici. En effet, conçue à la fin du XIII^e siècle, la cathédrale d'Albi est une nouveauté en Languedoc : tous les autres exemples de cette forme architecturale ne datent que du XIV^e ou du XV^e siècle, et la nef de la cathédrale de Toulouse, seule plus ancienne, puisqu'elle a été construite dans les premières années du XIII^e, ne présente pas la disposition essentielle des contreforts intérieurs. Mais, dès le milieu du siècle, le type achevé du gothique méridional apparaît dans deux églises de Barcelone, celle des Dominicains et celle des Franciscains, malheureusement détruites aujourd'hui, mais dont les dates, le plan et l'élévation nous sont suffisamment connus. Aussitôt après ces deux premiers exemples, dans toute la seconde moitié du siècle, on en trouve plusieurs autres en Catalogne, à Villafranca, à Perpignan, etc. Puisque M. Mâle signale les importations françaises au delà des Pyrénées (le chœur de la cathédrale de Gironne élevé sur le modèle de celui de la cathédrale de Narbonne) et souligne les rapports suivis de la Catalogne avec le Languedoc à cette époque, pourquoi ne pas indiquer aussi le courant inverse et constater que le type d'église, dont la cathédrale d'Albi est le plus magnifique exemple et le premier en France, s'était formé en Catalogne, peut-être d'ailleurs parce que le développement de l'art méridional avait été interrompu en Languedoc par la défaite des Albigeois ?

Peut-être aussi est-il trop systématique de dire que « presque toutes les églises romanes du Midi se présentent à nous avec une nef unique » et que « seules font exception les grandes églises de la route de Saint-Jacques de Compostelle ». Sans discuter le problème des « coupes asiatiques » de Souillac, contentons-nous de citer Saint-Paul-Trois-Châteaux et Saint-Trophime d'Arles, qui n'ont rien à faire

avec le pèlerinage et n'en sont pas moins, dans le Midi, d'importants exemples d'églises à bas-côtés. Enfin, comment oublier les églises du premier art roman?

M. Mâle avait déjà étudié, dans l'*Art religieux de la fin du Moyen Age*, les sculptures et les peintures dont la richesse somptueuse tranche avec l'austérité de cette architecture. Les voici maintenant reproduites, non pas encore intégralement, comme il serait souhaitable, mais enfin dans un choix excellent. Une partie du Jugement dernier, qui avait disparu sous la poussière, nous a été rendue par un nettoyage récent. Même pour les parties restées toujours visibles, les photographies de M. Devinoy sont une révélation et doivent permettre une étude plus approfondie de ces œuvres jusqu'ici bien mal connues. Déjà M. Mâle, par un rapprochement avec Pinturicchio, a pu préciser le style de l'atelier qui décora la voûte. On peut espérer encore d'autres recherches. Les statues du chœur sont-elles purement bourguignonnes? M. Mâle, se fondant sur quelques particularités iconographiques, y voit l'œuvre des sculpteurs qui venaient de travailler pour Jean de Bourbon à Cluny; mais les sculpteurs toulousains et peut-être plus encore les sculpteurs rhodaniens, Jacques Morel, Antoine Le Moiturier, n'ont-ils pas eu une part plus importante encore dans la formation de cet art? En ce qui concerne la peinture, l'étude stylistique du Jugement dernier reste à faire et le groupement iconographique des ensembles qui décorent la voûte n'a pas encore été expliqué.

On regrettera de trouver dans ce bel ouvrage quelques lapsus. Relevons seulement ceux qui risquent d'égarer le lecteur. C'est en 1145 que saint Bernard est allé prêcher contre les Albigeois, bien avant le concile hérétique de Saint-Félix de Caraman, qui n'eut lieu, en 1167, que longtemps après sa mort. La nef de la cathédrale de Chartres a seize mètres de large et non treize. Le nom populaire du palais épiscopal, la Berbie, est une déformation du mot Bisbe, qui est préférable, parce que conforme à l'étymologie (Bisbe, episcopus).

Dans l'admirable suite des planches, on se demande pourquoi l'ordre chronologique n'a pas été respecté. Nous aurions aimé trouver dans leur succession exacte les trois importants groupes d'œuvres décoratives : sculptures du chœur, à la fin du xv^e siècle, peintures du Jugement dernier, à peu près contemporaines, les unes et les autres entièrement françaises, marquant la fin de l'art gothique; enfin, les peintures de la voûte, datées de 1509 à 1512, œuvre de peintres italiens qui, tout en admettant quelques souvenirs français, apportent un style et une iconographie entièrement nouveaux. Cet exemple typique de la Renaissance, par lequel il fallait terminer, est sans doute moins éclatant que les expressives figures des Apôtres et des Prophètes, ou que les affreux supplices des damnés; mais, comme le dit si bien M. Mâle, nous trouvons là « un délicieux repos, un Paradis tout de lumière, d'azur et d'or ».

Ce livre tout entier, par l'ampleur des idées qui sont exprimées dans le texte, par la beauté des images photographiques et la qualité excellente des reproductions, est digne du chef-d'œuvre auquel il est consacré.

Georges GAILLARD.

J. E. NEALE. *The Elizabethan House of Commons*. Londres, Jonathan Cape, 1949, 455 pages. Prix : 18 s.

Le professeur Neale, titulaire de la chaire Astor d'histoire anglaise à l'Université de Londres, est l'auteur de cette *Queen Elizabeth*, une des biographies les plus

généralement appréciées de ces dernières années. Il poursuit ici une étude plus technique, fruit de longues recherches auxquelles il associe depuis vingt ans les meilleurs élèves de son *Seminar*, savoir : comment se recrutait, fonctionnait, travaillait la Chambre des Communes à l'époque d'Élisabeth. Que faut-il entendre au juste par cette unité administrative et politique qu'on appelle comté? En cas d'élection, quels étaient la procédure traditionnelle, les droits respectifs du sheriff, des partis? Quel rôle jouait la *gentry* locale, parfois la noblesse de cour, dans les élections soit de comtés, soit de bourgs? Quelle était la valeur de l'assemblée ainsi élue, les indemnités payées à ses membres, les offices de la Chambre, la procédure des séances? On saisit l'ampleur du sujet.

Mais c'est seulement à la lecture qu'on en mesure l'intérêt vraiment profond. Car, de par les mœurs du temps, les élections reflètent encore moins les institutions que la structure sociale. Elles sont, en fait, beaucoup moins un compte des voix opposées qu'une épreuve de force entre les grandes maisons, noblesse locale ou noblesse de cour. Et, basées sur les documents originaux, les études de Neale en reçoivent, comme il arrive, une couleur, une vie, un parfum de vérité incomparables. Voici, par exemple, une élection dans le comté de Montgomery : deux familles, les Edwards et les Price, s'y partagent l'influence : tant qu'elles sont unies par le mariage d'Élisabeth Price avec un Edwards, les sièges se distribuent entre elles par une sorte d'harmonieuse rotation ; Élisabeth morte, la querelle s'élève. Arthur Price — qui n'est, même dans sa maison, qu'un cadet — croyant la voie libre, se porte candidat. Indignation en face. Le vieil Edwards, qui a soixante-quinze ans — soixante-quinze ans au *xvi^e* siècle — lui conteste le siège, chambré qu'il est par son gendre Jenkin Lloyd, qui est sheriff. Le jour de l'élection, Price, crainte qu'on le joue, occupe avec ses partisans le Hall du comté : ainsi le sheriff ne pourra pas brusquer les choses, sur un prétendu vote à mains levées ; il faudra aller aux voix. Le magistrat contre, en n'appelant à voter les premiers que les cantons (*hundreds*) favorables à Edwards ; au bout de trois cantons, il s'arrête, déclare la majorité atteinte, et proclame son beau-père. En un jour et une nuit, il a compté 760 votes. — Autre élection-type dans le comté de Denbigh : Owen Brereton, sheriff, transporte le lieu de vote dans la maison forte appartenant à l'oncle de son candidat, place aux portes des sentinelles, mousquet chargé, avec consigne d'écarter les gens du parti adverse, et, lui aussi, proclame son homme élu.

Le *canvassing* des électeurs relève de méthodes non moins énergiques. John Edwards menace d'éviction ceux de ses tenanciers qui ne voteraient pas droit. Il fallait être un tenancier payant quarante shillings pour avoir droit de vote : les squires en « créaient » de tels pour les jours d'élections ; de sorte qu'il y avait des foules pour gonfler le compte de voix ; mais, pour le jury ou tout autre service public, plus personne ! Sir Richard Trevor allait plus loin : il envoyait les récalcitrants aux guerres d'Irlande. Chargé par le Conseil de lever soixante hommes pour tout le comté, il en levait quatorze dans une seule paroisse, « ceux qui lui avaient refusé leurs voix, ou dont les maîtres avaient décliné leur appui... Beaucoup des hommes qu'il soumettait à la « presse » étaient des tenanciers payant trente livres l'an et, par là, exempts du service obligatoire ; certains étaient âgés, impotents, ou seulement impropres au service militaire. Il les tint éloignés de l'élection par un ordre d'avoir à se tenir, ce jour-là, à distance sous peine de mort. Cependant, tous ne partirent pas pour l'Irlande. En lui graissant la patte ou promettant de le servir, on obtenait qu'il vous relâche. Des quatorze de la paroisse de Ruabon,

six seulement atteignirent Chester, le port d'embarquement. Un homme payait vingt shillings pour qu'on le renvoie : il était bon pour le service. Le pauvre John ap John, boiteux, impotent et mutilé, n'avait pas d'argent. Avec une touche vraiment shakespearienne, c'est lui qu'on envoya à la guerre... ».

Neale rend clair, d'autre part, le système de *patronage* qui dominait les bourgs. Durant le seul règne d'Élisabeth, trente et un, envoyant au Parlement soixante-deux députés, furent créés, et à l'occasion de ces naissances, on aperçoit nettement l'origine des choses. Le bourg, pour obtenir représentation à la Chambre (*franchise*), adressait sa pétition au souverain : pétition apostillée soit par le seigneur local, soit par quelque puissant personnage attaché à la cour : sur réponse favorable, il était naturel qu'on récompensât celui à qui étaient dues les lettres patentes. Les archives de Newport (île de Wight) reportent qu'en reconnaissance de l'appui ainsi prêté par Sir George Carey, la ville lui « accorde à vie le droit de nommer l'un des deux bourgeois députés ». Un droit tel — d'ailleurs sujet à dérogation s'il arrivait qu'une assemblée municipale regimbât — se consolidait par simple tradition, mieux encore du fait qu'il traduisait fidèlement la structure à demi féodale du temps. Puis, entre seigneurs ou prélats, de patron à patron, on s'offrait de petits cadeaux avec les sièges disponibles. Quelqu'un demandait pour un ami une place en Parlement à l'archevêque d'York, et l'archevêque « nommait » le *de cujus* pour un bourg à lui, Ripon. Chaque grand avait son groupe de fidèles aux Communes. Le système, un peu effarant pour nos notions modernes, n'avait pas tellement les inconvénients qu'il semble. Il était, répétons-le, l'image vraie des mœurs existantes. Il était exempt de corruption. Même, tant que vécurent les féaux d'Élisabeth, Leicester, Heneage, Hatton, le vieux Cecil, leur pluralité même procurait un certain équilibre. Le ver se mit dans le bois quand ne restèrent plus en face l'un de l'autre qu'Essex et le jeune Cecil, Robert. On se prit à demander aux patrons naturels des bourgs non plus de nommer des amis à soi, mais, ce qui était très différent, de transférer à demeure le droit même de nomination. Essex mort et Cecil triomphant, celui-ci ne fit qu'accentuer la tendance. Elle fut portée au comble, sous le faible Jacques I^{er}, par Buckingham, et cette habitude des premiers rois Stuart de malhonnêtement s'ingérer dans les élections ne fut pas une des moindres causes du soulèvement ultérieur contre la couronne. Toute déclinante qu'elle fût, la vieille Élisabeth avait bien deviné ce que devenait, après ce coup de pousse, le système : une corruption profonde et un danger. Elle s'y opposait de toutes ses restantes forces ; mais même elle, Gloriana, impuissante, elle sentait la marée monter et disait tristement à son « antiquaire », William Lambarde : « Aujourd'hui, l'esprit du renard est partout sur pied, et tellement, qu'à peine se peut-il trouver encore un homme de foi ou de vertu. »

Je m'assure qu'on perçoit maintenant la richesse de ce livre. S'il mérite un éloge, c'est celui du vieux La Bruyère : « il est bon, et fait de main d'ouvrier ».

Roger CHAUVINÉ.

Henri STROHL. *Le protestantisme en Alsace*. Strasbourg, Oberlin, 1950 ; in-8°, 508 pages, ill. hors texte, carte.

M. Strohl, doyen honoraire de la Faculté de théologie protestante de l'Université de Strasbourg, vient de publier sur *Le protestantisme en Alsace* un ouvrage qui plongera les spécialistes dans l'envie et l'admiration et vaudra auprès du public,

pour la bonne compréhension des choses alsaciennes, mieux que bien des articles et des discours.

« Ému à jalousie », le lecteur l'est déjà par la remarquable présentation du volume, qu'il s'agisse du papier, de la typographie, des illustrations, mais aussi de la Bibliographie et de l'Index alphabétique : les éditeurs alsaciens font bien les choses, et c'est une constatation qu'on a plaisir à faire, tant il est important et réconfortant que ce soit là, à Strasbourg, que la France continue à publier des ouvrages de si belle apparence.

A lire celui-ci, la jalousie se confirme, quand on s'occupe d'histoire du protestantisme français. Que ne possédons-nous des travaux semblables pour toutes nos provinces ! L'histoire générale de la Réforme en France, telle que l'historiographie moderne a le droit de la demander, serait facile à faire. Mais l'on sent bien qu'ici l'envie cède le pas à l'admiration.

Il fallait évidemment toute une vie de recherches et d'enseignement pour mener à bien cette tâche énorme qu'était l'histoire du protestantisme alsacien. Dans d'autres provinces, la Réforme a été la manifestation locale d'un mouvement et de situations qui avaient ailleurs leur centre principal ; d'autres encore, au premier plan à ce point de vue à telle époque, perdirent de leur importance par la suite. L'Alsace a été un des centres primordiaux de la Réforme, et l'a toujours été, en sorte que l'on peut prendre à travers elle une vue à peu près complète de cette grande révolution religieuse. Mais, nulle part ailleurs en France, l'histoire religieuse et ecclésiastique n'est aussi complexe, du fait de la complexité féodale qu'elle eut à sa base et de la diversité spirituelle d'un peuple particulièrement nuancé. Que M. Strohl soit arrivé à l'exposer avec la plus limpide clarté montre une maîtrise du sujet qu'on lui connaissait, mais dont cette nouvelle preuve confine au chef-d'œuvre.

Aucune époque n'est sacrifiée ici : si la période de la Réforme est traitée en 200 pages, le *xvii^e* et le *xviii^e* siècle le sont en une centaine et le reste du volume conduit cette histoire jusqu'aux lendemains de la Libération. Ces deux cents dernières pages ne sont pas les moins intéressantes, et l'on a plaisir à y suivre l'intrication des tendances religieuses les plus diverses, libéralisme, calvinisme, piétisme, luthéranisme officiel et vieux-luthéranisme. On pourrait, naturellement, demander plus encore de détails et d'aucuns trouveront un peu réduite, pour la période la plus récente, la part des dissidences, toujours particulièrement intéressantes comme révélant ce que les communautés conformistes ne montrent pas toujours. Mais une histoire d'ensemble doit tenir compte des proportions (et des dimensions du volume), et l'on ne s'étonnera pas que, la place du piétiste Haerter ayant été bien marquée, ses émules et épigones, Froelich et autres, n'aient pas été cités, et que, le vieux-luthérien Horning étant étudié ici en une dizaine de pages, il n'en soit pas resté pour les récentes *Protestgemeinden* et la *Lutheranische Freikirche*.

M. Strohl avait également trop à faire à raconter les événements, à présenter les personnalités, à distinguer les tendances pour que son étude fût aussi d'histoire sociale. Le besoin s'en faisait d'ailleurs beaucoup moins sentir que dans l'histoire protestante des autres régions françaises. Dans ces derniers pays, le protestantisme est, en gros, un protestantisme de choix ; en Alsace, c'est un protestantisme de masse. Le choix y est surtout intervenu dans la formation des dissidences, et c'est en quoi celles-ci y méritent spécialement l'étude.

Ce serait cependant méconnaître l'un des mérites et des enseignements du livre

de M. Strohl de le croire surtout intéressé par les manifestations du protestantisme officiel, où s'unissent d'une manière si surprenante pour le protestant « de l'intérieur » la vie civile et la vie religieuse. Tout au contraire, c'est sur l'élément de diversité apporté par l'Alsace dans l'histoire protestante que M. Strohl a voulu insister en finissant. « A l'époque de l'œcuménisme, écrit-il (p. 474), c'est presque devenu un cliché de parler du « scandale de nos divisions » (*protestantes*). Elles ont eu et elles ont leur côté scandaleux quand elles s'accompagnent d'orgueil, de jugements injustes, d'excommunications. Mais en soi les différences sont une manifestation de vie. Il n'y a pas dans la création deux feuilles pareilles à un arbre, ni deux âmes également douées. Seule la technique humaine fabrique des articles en série et rend la vie monotone. » Ce ne sont pas naturellement les seuls coreligionnaires de M. Strohl qui peuvent profiter de cette mise en garde contre le totalitarisme et le conformisme. La leçon est plus vaste et ce n'est point M. Strohl seul qui l'administre, mais toute l'Alsace.

Émile-G. LÉONARD.

Richard B. MORRIS. *Government and Labor in Early America*. New-York, Columbia University Press, 1946 ; 557 pages.

L'étude du travail dans la période initiale de l'histoire des États-Unis est un sujet auquel l'importance croissante de la législation sociale américaine confère en quelque sorte un intérêt d'actualité. L'auteur rattache effectivement son sujet à la politique d'intervention récemment adoptée par le gouvernement américain dans l'organisation du travail. A cette attitude, il démontre que l'histoire des États-Unis offre, dès le début, de nombreux précédents. Il a le tort, peut-être, de ne pas délimiter son étude avec assez de précision sur le plan chronologique. Elle reste, d'autre part, un peu confuse. Les idées générales disparaissent sous un amoncellement de faits et d'exemples qui indiquent une maîtrise insuffisante du sujet. Mais l'ouvrage révèle une érudition extraordinaire qui lui apporte une valeur documentaire de premier ordre.

Le problème de la réglementation des prix et des gages retient longuement son attention et lui permet d'établir l'étroite corrélation qui, sur un plan théorique au moins, rapprochait les conceptions américaines et britanniques du travail au cours de la période coloniale. L'héritage médiéval et « mercantiliste » de l'Angleterre s'imposa, en effet, aux colonies du Nouveau Monde dès leur naissance, surtout à celles de la Nouvelle Angleterre. C'est ce qui explique l'apparition immédiate d'un système de réglementation qui s'incorporait aussi bien d'ailleurs à l'éthique puritaine et qui se proposait d'établir un parfait équilibre entre les gages des salariés et les prix des denrées. Au début, cependant, c'est aux autorités centrales que la tâche incombait, à la différence de l'Angleterre de la même époque, où elle revenait aux pouvoirs locaux. Au contact de la frontière, dans une société où la main-d'œuvre spécialisée était rare, recherchée, et bénéficiait de salaires plus élevés que dans la métropole, cette politique de réglementation centrale fut rapidement l'objet de nombreuses exceptions : elle fit place sans tarder à un régime de contrôle décentralisé qui, lui-même, se désagrégea en grande partie dans le courant du XVIII^e siècle.

Lorsque, dans les années de la Révolution, la nécessité de prévenir la dépréciation monétaire exigea un retour à une politique de réglementation des prix, celle-ci

trion
plus
tante
Cong
mres
liens
musi
action
fédér
régim
Le
ment
la col
rare
comie
étaient
de ta
bien
princi
gève
d'acti
l'époq
dans l
mais l
Un
par un
avec p
lièrem
alimen
condai
tairem
cette f
une so
plemen
sur la l
sur les
vendre
esclave
aux qu
L'en
il sera
jusque

Winth
Soci
Sans

triumpha difficilement des habitudes de liberté qui s'étaient établies. Elle triompha plus difficilement encore du particularisme régional et de l'hostilité d'une importante fraction de l'opinion, hostilité qui se reflétait aussi bien dans une partie du Congrès. Lorsque ce dernier, après bien des hésitations, proposa en 1780 des mesures de réglementation applicables à tous les États, ses recommandations ne rallièrent pas l'adhésion spontanée et unanime de ces derniers. Et les difficultés que suscitérent ces tentatives de dirigisme, si elles se résolurent finalement dans une action concertée des États qui prépara les voies à la création d'un gouvernement fédéral, fortifièrent, d'autre part, les convictions de beaucoup en faveur d'un régime de libre concurrence.

Le système des corporations n'eut pas une plus longue existence que la réglementation des prix et des salaires. Il apparut dans le Massachusetts, au début de la colonisation, mais sous une forme plus souple qu'en Angleterre, et il fut très rarement représenté dans les autres colonies. Seuls, un certain nombre de métiers, considérés comme d'intérêt public (porteurs, boulangers, bouchers, charretiers), étaient dans toutes les colonies organisés en « gilds » et soumis à un régime officiel de tarifs fixés par les municipalités. Ces quelques corporations subsistèrent, en bien des cas, longtemps après la période coloniale, et elles se signalèrent souvent, principalement dans la ville de New-York, par le recours à l'action collective et à la grève pour obtenir des accroissements de salaires et de tarifs. D'autres exemples d'action collective, plus spécifiquement liés à la vie américaine, se retrouvent, à l'époque coloniale, parmi les artisans blancs désireux de prévenir l'entrée des noirs dans les métiers spécialisés : le fait se produisait surtout dans la ville de Charleston, mais il existait aussi dans la plupart des villes atlantiques.

Un chapitre intéressant est consacré au statut des « servants » liés à leurs maîtres par un contrat qui aliénait leur liberté pendant plusieurs années. L'auteur explique avec précision les origines de cette institution, qui rappelle, sur une échelle singulièrement plus importante, celle des engagés de nos colonies d'Amérique. Elle était alimentée par les « free willers », les convicts importés d'Angleterre, les personnes condamnées par les tribunaux coloniaux. Seuls, les « free willers » aliénaient volontairement leur liberté. Les autres étaient, en expiation de leurs fautes, astreints à cette forme de travail servile que constituait le « bound labor ». Le chapitre forme une source de documentation précieuse pour le rôle de ces « servants » dans le peuplement du Nouveau Monde à l'époque coloniale. Il est suivi d'un développement sur la législation de l'apprentissage, sur les types de contrats des « bound servants », sur les modalités de leur application, sur la latitude qu'ils laissaient aux maîtres de vendre et de négocier leurs « servants » et leurs apprentis, au même titre que des esclaves, avec cette seule différence que le droit de propriété du maître se limitait aux quelques années de l'engagement.

L'ensemble forme un ouvrage bien composé, admirablement documenté, auquel il sera indispensable de se reporter pour la connaissance d'une question qui n'avait jusque-là fait l'objet que d'exposés fragmentaires.

Marcel GIRAUD.

Winthrop Papers, vol. V : 1645-1649. Boston, The Massachusetts Historical Society, 1947 ; 408 pages.

Sans présenter l'intérêt d'ordre plus général des volumes précédemment consa-

crés à la correspondance du gouverneur Winthrop, ce luxueux recueil de ses papiers, publiés par les soins de la Massachusetts Historical Society, aborde une extrême diversité de sujets et fournit d'innombrables indications sur la vie des colonies puritaines de la Nouvelle Angleterre. Le Massachusetts y tient naturellement une place prépondérante. Mais les colonies voisines y figurent également, et la correspondance de leurs personnalités, entre autres celle de Roger Williams, est pleine d'intérêt. On ne saurait puiser dans ce volume, postérieur à la phase initiale de la colonisation, une documentation relative aux motifs déterminants de celle-ci, ou à la composition du peuplement des colonies de la Baie. Mais on y trouvera, sur les préoccupations matérielles, scientifiques, économiques ou morales de la population, des éléments de premier ordre, susceptibles de compléter les aspects qui retiennent généralement l'attention des historiens.

La lecture de ces documents est rendue difficile par l'archaïsme de leur style, qui a été scrupuleusement respecté. Mais on ne peut que se féliciter de cette transcription littérale, car elle permet de reconstituer les habitudes de langage, le mode de pensée, et, en un sens, jusqu'aux intonations de voix des premiers colons.

Le grand nombre des lettres consacrées aux Indiens est symptomatique du rôle qu'ils jouaient dans les préoccupations de la population et de l'inquiétude qu'ils lui causaient. L'hostilité de la puissante tribu des Narragansetts, les guerres qui la mettaient aux prises avec les tribus alliées des Anglais, l'incertitude du loyalisme de ces dernières, que Winthrop entretenait par la menace de les abandonner aux représailles des Narragansetts si elles ne restaient pas fidèles aux colons, rappellent les difficultés des premières colonies françaises du Bas-Mississippi et la politique indigène de Le Moyne d'Iberville. Parfois, cependant, les Indiens paraissent s'incorporer à la vie des colonies puritaines : ils pouvaient être chargés d'arrêter un condamné à mort, de conduire un troupeau de bétail d'une colonie dans une autre, de rendre divers services, établissant leur résignation à la présence des Blancs. Ça et là, des documents nous sont fournis sur le statut de l'apprentissage, sur les contrats d'engagement des serviteurs, régis par une durée de quatre ans et par des gages modiques pouvant se limiter à 40 shillings par an, sur les modalités de location des fermes, sur le mobilier des personnes de qualité, tel qu'il ressort de l'inventaire détaillé de la succession de J. Winthrop. Les données réunies sur la situation de la plantation puritaine de la Barbade, sur les divisions dont elle est le théâtre, sur les opérations commerciales qui y sont tentées par l'un des fils de J. Winthrop, débordent largement le cadre de la Nouvelle Angleterre et mettent en lumière les liens qui unissaient les différentes positions du monde puritain.

Au-dessus de cet ensemble de détails, dont on ne peut donner ici qu'une idée très sommaire, se détache la physionomie de quelques personnalités marquantes de cette première époque : celle du jeune J. Winthrop, le gouverneur du Connecticut, celle de Roger Williams, le « démocrate », celle surtout du Dr Robert Child, le « remontrant ». La curiosité d'esprit de ce Robert Child, la diversité de ses préoccupations scientifiques, l'intérêt qu'il portait aux sciences naturelles, ses tentatives d'acclimatation de la vigne dans la Nouvelle Angleterre, ses efforts pour en découvrir les richesses minières, sont autant d'éléments sur lesquels le recueil de la Massachusetts Historical Society apporte des précisions supplémentaires. Par là, Robert Child rejoignait le jeune Winthrop, passionné des mêmes questions, associé aux mêmes entreprises ; en dépit du violent conflit auquel ses idées religieuses et politiques donnèrent lieu avec le gouverneur du Massachusetts, il entre-

trac
scat
tion
liam
sa p
cont
liar
thop
sans
veloc
God
sion
seuil
respo
tions
d'équ
time
men.
Sou
ligenc
qui de
analy

I. —
Con
II. —
1866
hist

III. —
New

I. —
ou, peu
C'est, é
naissan
diffusion
as innu
suscitée
question
devant
ment do
les point
intellig
Le pro
pour de
sous la

tenait avec le fils une correspondance pleine de cordialité. Il n'est pas moins significatif de l'état d'esprit de ces Puritains de constater, sous la vigueur des convictions qui les opposaient, la sympathie et presque la déférence de ton de Roger Williams envers le gouverneur Winthrop. On sait pourtant qu'il avait été réduit par sa position politique radicalement opposée à l'orthodoxie de celui-ci, par sa défense contre John Cotton des idées de tolérance religieuse, à s'exiler dans le Rhode Island. De sa nouvelle résidence, il n'en correspondait pas moins avec John Winthrop et l'entretenait des événements susceptibles d'affecter le sort des colonies, sans sacrifier pour autant ses convictions personnelles, et principalement cette volonté de paix qu'il avait toujours défendue : « My humble requests are to the God of peace that no English blood be further spilt in America », disait-il à l'occasion de la guerre qui opposait les Narragansetts et les Mohingans (Mohegans) au sein du Rhode Island. Avec le jeune Winthrop, il poursuivait aussi bien une correspondance amicale, où il lui dispensait les conseils d'ordre pratique sur des questions aussi prosaïques que l'ensemencement du foin, ou lui traçait les principes d'équité et de paix dont son attitude devait s'inspirer à l'égard des Indiens : « First kiss Truth..., 2. Advance justice... 3. Seeke and make peace if possible with all men. »

Sous l'uniformité d'une orthodoxie de surface, asservissant les âmes et les intelligences, un individualisme profond animait la société de la Nouvelle Angleterre, qui devait favoriser l'éclosion de personnalités fortes et faire échouer, en dernière analyse, le gouvernement de l'« oligarchie puritaine ».

M. GIRAUD.

I. — Russel B. NYE. *Fettered Freedom. Civil Liberties and the Slavery Controversy*. East Lansing, Michigan State College Press, 1949.

II. — Ollinger CRENSHAW. *The Slave States in the presidential election of 1860*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1945. (Studies in historical and political science. Series LXIII, n° 3.)

III. — Herbert APTHEKER. *Essays in the history of the American negro*. New-York, International publishers, 1945.

I. — L'étude du mouvement abolitionniste n'a pas encore donné lieu, en dépit de sa richesse de ses aspects, à une synthèse définitive. C'est, évidemment, un champ d'études vaste et complexe, qui suppose une connaissance approfondie des personnalités qui ont contribué à l'élaboration et à la diffusion des idées antiesclavagistes, aussi bien que du mouvement lui-même, de ses innombrables répercussions sur la société américaine et des réactions qu'il a suscitées dans le pays. Le professeur Nye, renonçant à l'exposé historique de la question, se consacre à l'examen des réactions du peuple américain de 1830 à 1860 devant ce problème si passionnément discuté. Son ouvrage est bien fait, admirablement documenté, conçu dans un bel esprit d'objectivité, et, s'il ne résout pas tous les points du débat, il apporte aux historiens une série de développements clairs et intelligents sur ses principaux aspects.

Le problème central du mouvement abolitionniste, les principes dont il s'inspire pour demander, à partir de 1830-1831, la suppression immédiate de l'esclavage sous la direction de William Lloyd Garrison, l'idéologie humanitaire, libérale et

transcendentaliste qu'il reflète, la diversité de l'argumentation qu'il invoque pour réprouver l'esclavage et démontrer les bienfaits de sa destruction, les moyens qu'il met en œuvre pour éveiller l'intérêt et la sympathie du public, constituent le point de départ de l'étude du professeur Nye. Sans perdre de vue la variété des réactions provoquées par cette campagne dans les États du Nord, où il s'en faut que les abolitionnistes extrêmes de la nuance Garrison aient rallié tous les suffrages, il oppose en gros au programme de celui-ci la position des États du Sud, qu'il regarde non pas comme le fruit de l'entrée en scène de ce groupe hostile à toute idée de compromis, mais comme l'expression d'une philosophie depuis longtemps établie sur la rectitude de l'esclavage, sanctionné par les données de la Bible, de l'histoire, de la biologie et de la structure sociale et économique du Sud. Aux termes de cette philosophie, l'esclavage devenait une institution indispensable, d'une part, au fonctionnement d'une société basée sur la juxtaposition des deux races, et conçue, d'autre part, dans l'intérêt même des noirs, auxquels elle apportait une protection plus efficace qu'aucun autre système social. Entre ces deux groupes d'États, obéissant dans leur ensemble à ces idéologies, une frontière plus vague se dessinait, représentée surtout par la Virginie occidentale et le Kentucky, où les deux positions s'affrontaient sans que l'une ou l'autre parvint à s'imposer.

L'auteur passe ensuite en revue les trois éléments de la campagne antiesclavagiste qui posèrent devant le public la question des libertés inhérentes à la démocratie américaine, à savoir : le droit revendiqué par les abolitionnistes d'adresser au Congrès des pétitions en vue de la suppression de l'esclavage et de répandre leur littérature par les voies normales du service des postes ; leur prétention d'obtenir le droit de discuter les idées antiesclavagistes dans les établissements d'enseignement et d'organiser des écoles assurant aux noirs le bénéfice de l'instruction qui, dans les États du Sud, était réservée aux blancs ; celle, enfin, de fonder une presse abolitionniste, libre de défendre leur programme et les fins qu'ils poursuivaient.

Les controverses soulevées par ces points fondamentaux permirent aux deux camps de préciser leurs positions et leurs idéologies. Dans chaque cas, les abolitionnistes élargissaient la portée du débat en s'efforçant d'identifier leur position à celle de la défense des libertés civiles et humaines, et l'attitude adoptée par les antiabolitionnistes non seulement leur rendait la tâche aisée en apportant de nouveaux arguments à leur point de vue, mais augmentait le nombre de leurs partisans. C'est surtout la controverse engagée sur la question de la liberté de la presse qui servit leur cause : les violences exercées contre les journaux antiesclavagistes, même modérés, contribuèrent puissamment à rallier l'opinion des États du Nord, souvent incertaine au début, à l'idéologie qu'ils défendaient.

Aux succès croissants de leurs adversaires, les États du Sud ripostèrent par un raidissement de leur attitude, par la dénonciation de tout esprit de compromis et par une politique de force dirigée simultanément contre les gens du Nord soupçonnés de vouloir répandre leurs idées au cours de leurs déplacements et contre ceux de leurs propres habitants dont le loyalisme était sujet à caution. Cette politique s'exprima dans la formation des comités de « vigilance » ou de « sécurité », simple reflet de cette « mob law » qu'appliquaient les groupes de la frontière, mais plus systématiquement organisée ici, dégagée de l'anarchie de la frontière, et capable, par suite, de museler l'opposition avec plus d'efficacité. A mesure que, dans le Nord, les abolitionnistes gagnaient de nouveaux partisans, le Sud ralliait de son côté à sa philosophie traditionnelle les timides ou les hésitants, en sorte que,

de 1830 à 1860, l'opposition entre les deux groupes d'États s'établit sans équivoque.

Non pas que le Nord soit devenu radicalement abolitionniste : à la veille de la guerre civile, les abolitionnistes convaincus et agissants y étaient encore une minorité. Mais, en tirant habilement parti des circonstances susceptibles d'impressionner la fraction modérée de la population, ils parvinrent du moins à susciter dans la majeure partie des « Northerners » une vive hostilité à l'égard du Sud. La controverse déterminée par la législation relative aux esclaves fugitifs les aida beaucoup à développer cette animosité, d'autant plus qu'elle coïncida avec la discussion des notions de liberté et d'égalité inscrites dans la Déclaration d'indépendance et la Constitution américaine. Comme aucun de ces documents n'en précisait exactement le sens et la portée, partisans et adversaires de l'esclavage s'efforcèrent à partir de 1830, pour justifier leur position, de suppléer au défaut des textes officiels en donnant des termes « liberté » et « égalité » une définition philosophique et constitutionnelle. Or, les arguments présentés par les antiesclavagistes étaient de nature à convaincre l'opinion du Nord, que la philosophie des États du Sud laissait au contraire indifférente.

En fait, les abolitionnistes transposèrent le débat sur un plan plus national que régional : ils démontrèrent que les droits naturels de tous les hommes étaient impliqués dans un conflit qui, en apparence, n'intéressait que les droits des nègres, et ils purent ainsi donner à leur mouvement la portée d'une « croisade » engagée pour le triomphe des principes sur lesquels reposaient la religion et la constitution américaines. Au nom de ces principes, ils eurent beau jeu pour combattre la législation formulée contre les esclaves fugitifs, et ils purent représenter que l'Union était menacée par une conspiration des propriétaires d'esclaves tendant à s'emparer du gouvernement fédéral pour réduire les droits naturels et constitutionnels de la population au statut d'asservissement qu'ils imposaient aux nègres. Si, à l'issue de cette longue période de débats, il subsistait encore des dissensions à l'intérieur des États du Nord, l'hostilité envers les Sudistes était assez bien établie pour avoir raison des quelques désaccords, peu profonds d'ailleurs, qui s'y manifestaient.

Il va de soi qu'on ne saurait donner ici une idée exacte de la richesse de l'exposé du professeur Nye, ni passer en revue tous les aspects de la question qui figurent dans son ouvrage. Il n'y a pas lieu de critiquer le plan qu'il a suivi, ou de s'étendre sur la disposition fragmentaire de ses chapitres, auxquels un certain nombre d'idées directrices, bien dégagées, auraient pu donner plus de cohésion et un relief plus saisissant. Il suffira de retenir de cet excellent ouvrage sa nouveauté, son intérêt soutenu, sa valeur documentaire, et la contribution fondamentale qu'il apporte à l'étude d'une question dont l'opinion publique, aujourd'hui encore, exprime dans les États du Sud les lointaines et vives répercussions.

II. — On lira avec moins de profit, avec moins d'intérêt surtout, l'ouvrage que Ollinger Crenshaw a consacré à l'étude de la position des États à esclaves dans la campagne présidentielle de 1860. Le livre ne manque certes pas de bases documentaires solides. Malheureusement, l'auteur en a tiré un parti médiocre, et son exposé est trop confus pour présenter un tableau instructif de cette campagne à laquelle était lié le sort de l'Union. Il insiste à l'excès sur les modalités de la « stratégie politique » des États du Sud. Mais il est surprenant qu'il ne se soit pas efforcé, au lieu de nous encombrer d'entrée de détails souvent oiseux, de tracer un tableau

précis des programmes en présence et des personnalités qui les représentaient. Lorsqu'il paraît le faire, c'est dans un esprit désordonné qu'il exclut les conclusions et obscurcit les idées générales. Au prix d'une lecture patiente et attentive, on pourra en extraire des données intéressantes sur les désaccords qui brisèrent l'unité du parti démocrate et compromirent les chances de succès des États du Sud, sur la vanité des tentatives qui furent faites pour mettre un terme aux divisions de ces derniers, sur les divergences de vues entre les démocrates de John C. Breckinridge et ceux de Stephen A. Douglas, sur les arguments auxquels les uns et les autres avaient recours pour sauvegarder le droit du Sud à l'esclavage. Mais il faut renoncer à y voir autre chose qu'un ouvrage de documentation, utile par ses innombrables références et l'abondance des sources dont il s'inspire.

III. — Se plaçant à un point de vue différent, Herbert Aptheker n'envisage plus le problème de l'esclavage dans les répercussions qu'il a exercées sur la société blanche, sur sa vie politique ou sur l'orientation de sa pensée. Il l'examine dans la société noire elle-même, et il s'efforce de dégager l'attitude et les réactions des nègres, au cours des principales étapes de leur histoire, en face de la situation qui légalisait l'asservissement de la majorité d'entre eux.

D'une part, il trace un tableau succinct des révoltes et des insurrections des esclaves jusqu'à la guerre de Sécession : les périodes de malaise correspondant aux crises économiques de l'Union, les courants d'émancipation extérieurs à celle-ci, venus de pays proches comme Saint-Domingue ou plus éloignés comme la France, sont, à ses yeux, les éléments qui cristallisaient et faisaient éclater le mécontentement des nègres. D'autre part, il étudie leur attitude pendant les années de la guerre d'Indépendance, la volonté d'émancipation qu'ils manifestèrent alors, soit dans les États du Sud où elle s'exprimait dans les fréquentes évasions d'esclaves, soit dans les États du Nord où elle donnait lieu à des attaques plus directes contre le principe de l'esclavage. Il consacre un développement intéressant à la contribution que les nègres libres, et même les esclaves des États du Nord, apportèrent aux opérations militaires et navales de la guerre d'Indépendance, grâce aux nombreux engagements qu'ils contractèrent dans les forces américaines. Ces enrôlements furent naturellement suivis de l'affranchissement d'un grand nombre d'esclaves. L'auteur passe enfin en revue la part que les nègres prirent au mouvement abolitionniste, tantôt sous forme d'initiatives isolées, tantôt sous forme d'une action concertée, dont les premiers symptômes remontaient en fait à la Révolution américaine. Les abonnements souscrits par cette clientèle noire aux journaux le plus ouvertement hostiles à l'esclavage expliquent le succès de la publication du *Liberator* de W. Lloyd Garrison.

Il est certain que, en envisageant le problème sous cet angle, Herbert Aptheker a pu réunir des données qui compléteront utilement les ouvrages d'O. Crenshaw et de R. B. Nye. Mais il s'en faut que le livre ait une valeur scientifique comparable à celle des deux précédents. D'abord parce que les considérations politiques y tiennent trop de place et, tout en côtoyant souvent la banalité, y donnent lieu à des jugements qui sont du ressort de la polémique plus que de l'histoire. Ensuite parce que l'ouvrage est, en bien des cas, édifié sur des généralités hâtives qui dissimulent la complexité des événements et qui amènent l'auteur à énoncer des vues superficielles ou contestables. Telle est la collusion de principe qu'il établit entre les noirs et les pauvres blancs. Telle est encore la raison qu'il donne de l'attitude bienveillante des esclaves envers les Français au cours de l'insurrection de 1800.

Pour lui, tout se ramène à la proclamation des idées humanitaires de la Révolution française. Il néglige la politique de la France à l'égard des esclaves de ses possessions américaines sous la monarchie d'Ancien Régime, la législation du règne de Louis XIV qui avait, bien avant la Révolution, créé envers la France un préjugé de sympathie dont les nègres du Sud conservent aujourd'hui fidèlement le souvenir. On pourrait formuler les mêmes réserves sur la conclusion qui attribue les dispositions militaires des Sudistes à la nécessité que l'esclavage n'avait cessé de leur faire d'entretenir une discipline inflexible au milieu d'une population hostile, ou sur celle qui voit dans la non-émancipation des esclaves la principale cause de la haine de la victoire américaine sur les forces britanniques au cours de la guerre d'Indépendance. Ce n'aurait pas été sous-estimer les répercussions de l'esclavage que d'étayer ces considérations sur des aperçus plus complets, mieux documentés et plus objectifs.

M. GIRAUD.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Amérique latine. — Le tome suivant (XII) de la *Biblioteca de autores brasileiros traducidos al castellano* est consacré à l'œuvre du naturaliste Candido de MELLO-LEITÃO, « La vie dans la forêt » [*La vida en la selva por Candido de Mello-Leitão*, trad. de Maria Victoria C. de Lisandra. Prólogo de Federico A. Daus. Buenos-Aires, 1949, in-16, 265 p.]. L'auteur a dédié le gros de son livre à l'immense selva amazonienne qu'il connaissait d'expérience; il a su dépouiller la langue du savant pour se mettre à la portée des non-spécialistes. Quiconque cherche à comprendre les conditions biologiques qui ont présidé, président, présideront au passé, au présent et à l'avenir d'une région qui couvre près d'un tiers de la surface du continent sud-américain peut se référer au petit livre de Candido de Mello-Leitão. Il ne souffre pas trop d'être cité à côté des classiques, l'*Hileia Amazônica* de Gastao Cruls (Sao Paulo, Rio de Janeiro, Companhia Editoria Nacional, 1944) et même le classique d'entre les classiques, l'inépuisable *Voyage aux régions équinoxiales du nouveau continent* d'Alexandre de Humboldt.

P. CHAUNU.

— *Du nouveau sur Las Casas.* La *Sociedad económica de Amigos del País de La Habana* vient de prendre une initiative heureuse en publiant trois conférences de Lewis Hanke consacrées à un des thèmes centraux de l'œuvre du grand américaniste, Las Casas [*Bartolomé de las Casas*, fasc. V des publications de la *Sociedad de los Amigos del País*, por Lewis HANKE, version española de Antonio HERNANDEZ TRAVIESO, prólogo por Fernando ORTIZ. La Habana, 1949, in-8°, xlv-126 p.]. Ce petit livre, mais riche de matière et dense de pensée, comme tout ce qu'écrit Lewis Hanke, mérite d'être retenu à plusieurs titres. Le long prologue de Fernando Ortiz montre à quel point, s'il en est besoin, les querelles « pour et contre la colonisation espagnole », nées avec les guerres de l'Indépendance, étonnamment proches encore à Cuba, ont conservé toute leur actualité de part et d'autre de l'axe atlantique du monde hispanique. Le cœur du livre contraste avec le prologue passionné d'Ortiz par sa claire intelligence historique, qui n'exclut pas un grand fond de passion pour l'apôtre des Indiens. Après *La lucha por la justicia en la conquista de América* (Buenos-Aires, 1949), après *Las teorías políticas de Bartolomé de las Casas* (Buenos-Aires, 1935), Lewis Hanke avait-il encore quelque chose à dire sur Las Casas? Bien sûr, et il nous le prouve. Las Casas est envisagé successivement sous trois angles, comme champion de la lutte pour la justice dans la conquête de l'Amérique (ch. I), comme penseur politique et historien (ch. II) et comme anthropologue (ch. III). Hanke rappelle (ch. II) quel a été l'apport original de Las Casas dans la querelle des justes titres (cf. notre bulletin historique), le dominicain subordonnant l'efficacité de la donation d'Alexandre VI à l'action missionnaire et civilisatrice de l'Espagne, tout en mettant en garde le lecteur contre l'assimilation fautive que ne cessent de faire les trop fervents protagonistes de la « légende rose » et tout récemment encore Romulo D. Carbia, entre l'*Historia de las Indias*, l'œuvre maîtresse de Las Casas, où il révèle ses qualités d'historien, et le pamphlet célèbre que seule la postérité

a retenu, la *Brevissima relación de la destruccion de las Indias*. Pour finir (ch. III), Hanke attire l'attention sur un aspect trop peu connu de l'œuvre de Las Casas, celui de l'anthropologiste, si riche pourtant dans l'*Apologética historia de las Indias* (Madrid, ed. de Serrano y Sáenz, 1909). Hanke, enfin, nous annonce une bonne nouvelle : la publication imminente par ses soins d'une édition critique de l'*Historia de las Indias*. Nous l'attendons avec impatience.

P. C.

Espagne. — José M. DOUSSINAGUE. *El testamento político de Fernando el Católico* (Madrid, C. S. I. C., Patronato Menéndez y Pelayo, Biblioteca Reyes Católicos, 2^e d., in-4^o, 591 p.). — Avec cet ouvrage, M. Doussinague met un point final à sa longue série d'études de caractère quelque peu hagiographique sur la diplomatie de Ferdinand le Catholique. Il concerne les deux dernières années du règne (1514-1516), dont les événements les plus notables furent la paix séparée signée par Louis XII avec l'Angleterre et la reconquête du Milanais par François 1^{er}. L'essentiel du livre consiste en une publication de documents, que précède une étude assez poussée. Une fois de plus, l'auteur, à propos du détail de ces luttes diplomatiques un peu fastidieuses, formule sa conception de la politique du Roi Catholique : « Paix entre les Chrétiens, guerre contre les Infidèles. » La coalition hispano-germano-anglaise n'a pas pour but l'abaissement de la France ; elle vise seulement à contenir son exubérance. Charles Quint ne fera que poursuivre la même politique.

— Carmelo VIÑAS Y MEY et Ramón PAZ. *Relaciones histórico-geográfico-estadísticas de los pueblos de España hechas por iniciativa de Felipe II (Provincia de Madrid, Madrid, C. S. I. C., Instituto Balmes, de Sociología, Instituto Juan Sebastián Elcano, de Geografía, 1949, in-4^o, 784 p.).* — On a bien souvent parlé des fameuses « Relaciones » faites sur ordre de Philippe II et dont la Bibliothèque de l'Escorial conserve les manuscrits originaux. Jusqu'ici avaient été publiées celles des provinces de Guadalajara (par J. Catilina García et M. Pérez Villamil, Madrid, 1905-1915, 7 vol.) et de Cuenca (par le P. J. Zarco Cuevas, Cuenca, 1925, 2 vol.). Le Consejo Superior de Investigaciones Científicas entreprend d'en donner une édition complète, et le premier volume consacré à la province de Madrid vient de paraître. La transcription est intégralement l'œuvre de M. Ramón Paz. Ce n'est pas ici le lieu d'insister sur la valeur historique de ces précieux documents. Nous croyons qu'un des renseignements essentiels qu'on peut en extraire concerne la population. Dans beaucoup de villages, les déclarations confirment pleinement la thèse de Earl J. Hamilton, qui, contrairement à Haebler, croit à une augmentation au cours du règne de Philippe II.

H. LAPEYRE.

— Higinio ANGLÉS. *Cancionero musical de Palacio (XV^e-XVI^e s.)*. T. II (Polyphonie profane) : *La musique à la cour des Rois Catholiques* (Madrid, s. l. n. d.). — Il s'agit de la publication d'un manuscrit de la fin du xv^e siècle ou du début du xvi^e, conservé à la Bibliothèque du Palais royal de Madrid et qui constitue, avec ses 463 pièces, la plus riche collection qui soit parvenue jusqu'à nous de la chanson polyphonique profane de la cour de Ferdinand le Catholique et de la maison ducal d'Albe, entre lesquelles régnèrent d'étroites relations musicales. Une première édition, celle de Barbieri (1890), imposait une révision ; celle dont M. Anglés présente le premier volume offre un répertoire des pièces de maniement fort aisé, tout en respectant l'ordre du manuscrit, et indique, s'il y a lieu, toutes les sources manuscrites de certaines compositions, que le Chansonnier du Palais n'est pas seul à nous avoir gardées. La présentation musicale a fait l'objet du plus sérieux tra-

vail critique préalable. Cette publication vient compléter deux grandes collections de musique espagnole médiévale, relevant l'une et l'autre du genre sacré : *Cantigas de Santa Maria* del Rey don Alfonso el Sabio (xiii^e siècle) ; *Códice Musical de las Huelgas* (du vi^e au xiii^e siècle). Son principal intérêt historique est de nous révéler le moment où la musique espagnole profane s'individualise parmi les autres écoles européennes, se dégage de l'emprise des Franco-Flamands et, après les cours de France et de Bourgogne, présente à son tour un riche ensemble de chansons amoureuses, de caractère typiquement national : l'apport populaire, avec son instinct dramatique, s'y épanouit surtout dans le « villancico » castillan, où des formes techniquement très simples, voire archaïques, enveloppent plus d'un saisissant contenu émotif. La lecture du Chansonnier amènera ainsi à réviser certaines opinions : à savoir que l'Espagne n'avait pas connu la polyphonie avant le temps de Philippe le Beau, ou encore que le répertoire amoureux avait été introduit en Espagne par la « frottola » italienne (ici désignée sous le nom d'« estrambote »). La majeure partie des compositeurs du chansonnier furent des chanteurs et musiciens attirés des chapelles royales d'Aragon et de Castille, unifiées à la mort d'Isabelle ; l'un des plus authentiquement espagnols, pour son inspiration amoureuse, fut, en dépit de son séjour en Italie (postérieur à celles de ses œuvres qui sont contenues dans le manuscrit), ce Juan del Encina (1469-1529) qui étudia à Salamanque avant d'entrer au service du duc d'Albe et passe pour être le père du théâtre espagnol ; avec quatre-vingts pièces environ, il est le compositeur le plus souvent représenté dans le *Cancionero*.

L'Institut espagnol de musicologie nous annonce deux autres volumes : suite et fin de la transcription musicale du chansonnier ; étude de la notation musicale et de l'apport populaire ; en préparation : études biographiques, publication des pièces inédites du chansonnier de la Colombina de Séville et une étude de Jorje Rubió sur la poésie amoureuse à l'époque des Rois Catholiques.

Cette monumentale publication, qui fait honneur à l'Institut musicologique espagnol et à son directeur, vient combler une lacune d'histoire musicale, en jetant un jour nouveau sur l'éveil des écoles nationales à la fin du xv^e siècle. Elle ne sera pas moins précieuse aux historiens pour éclairer la civilisation espagnole au temps des Rois Catholiques.

Alice GERVAIS.

— *Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón*, vol. III (Zaragoza, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1947-1948, in-8°, 774 p.). — Ce troisième volume d'*Études* atteste l'intensité du labeur historique réalisé par la section aragonaise de l'*Escuela de Estudios Medievales*. Il réunit une quinzaine d'articles originaux, complétés par la publication de nombreux documents inédits. A. UBIETO ARTETA étudie les conditions du partage de la Navarre entre les souverains de Castille et d'Aragon, au lendemain de la mort du roi Sanche de Peñalen (1076). J. M. LACARRA apporte de nouvelles précisions sur les relations entre les deux monarchies rivales, à propos des accords conclus à Tamara par Alphonse VII et Alphonse le Batailleur. F. BALAGUER montre combien les renseignements fournis par la Chronique de San Juan de la Peña sont sujets à caution en ce qui concerne le règne de Ramire « le Moine ». Citons encore un important article de J. R. CASTRO sur *Le mariage de Pierre IV d'Aragon et de Marie de Navarre* et des études de M. GUAL CAMARENA sur la « territorialité » des *fueros* de Valence, de M. SAEZ POMES sur l'aide apportée par Valence au dernier roi d'Arménie, Léon V, de M. DUALDE SERRANO sur les conditions dans lesquelles furent élus les « commissaires » qui réso-

lurent par le « compromis de Caspe » la question successorale posée par la mort de Martin el Humano (1410). En ce qui concerne plus particulièrement les sources de l'histoire d'Aragon, il convient de signaler l'article de A. L. JAVIERRE MUR, qui fournit d'utiles indications sur les archives de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, conservées actuellement aux Archives nationales de Madrid, et l'étude de R. DEL ARCO montrant l'intérêt que présentent certains actes aragonais des XI^e et XII^e siècles dont la date est exprimée en fonction d'événements historiques contemporains.

M. DEFOURNEAUX.

— José Maria LACARRA. *Documentos para el estudio de la Reconquista y Repoblación del Valle del Ebro*, Segunda Serie. Tirage à part des *Estudios de Edad Media de la Corona de Aragon*, vol. III (cf. *supra*) (Zaragoza, 1949, 227 p.). — J. M. Lacarra se propose de publier tous les documents du premier tiers du XII^e siècle relatifs à Saragosse et aux territoires de la vallée de l'Èbre reconquis par Alphonse le Batailleur et d'y ajouter les documents qui — même hors de cette limite chronologique — apportent des renseignements sur les grands faits de l'histoire aragonaise au XIII^e siècle, principalement ceux qui se réfèrent aux conditions de la « repoblación » (repeuplement, répartition des terres, conditions d'exploitation) de la vallée de l'Èbre. La précédente série (publiée en 1946 dans le volume I des *Estudios*) comportait 93 numéros ; celle-ci, beaucoup plus importante, en compte 196, et un index très complet rend la consultation facile. Particulièrement intéressants apparaissent les documents qui nous fournissent des indications sur les conditions sociales des « colons » établis sur les terres reconquises : « exaricos » musulmans, « francs » venus d'outre-Pyrénées, juifs et mozarabes.

M. D.

— Salvador CABEZA DE LEON. *Historia de la Universidad de Santiago de Compostela* (Santiago de Compostela, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Instituto de Estudios Gallegos, 1947, 3 vol. in-8°, xxiv-538, 484 et 623 p.). — Saint-Jacques de Compostelle n'a pas eu, dans l'ordre universitaire, un éclat digne de sa gloire comme centre de pèlerinage. Son université, de fondation tardive (ce n'est qu'en 1555 qu'elle se dégage d'un *Estudio Mayor* qui ne datait lui-même que de la fin du XV^e siècle), n'a jamais eu le prestige qui s'attachait à Salamanque ou à Alcalá de Henares. Les trois gros volumes qui viennent de lui être consacrés sont la mise en forme, par Enrique Fernandez Villamil, des matériaux qu'avait rassemblés l'ancien doyen de la Faculté de droit, Salvador Cabeza de Leon, mort en 1934. Conçue sur un plan à la fois méthodique et chronologique, cette *Historia* étudie successivement l'organisation de l'Université, telle qu'elle ressort de ses « Constitutions », la vie académique (fonctionnement du « claustro », concession des grades académiques), la condition des étudiants, enfin l'enseignement donné dans les diverses facultés. Un recueil de pièces justificatives et deux copieux index (onomastique et méthodique) terminent l'ouvrage.

M. D.

États-Unis. — Un très important inventaire, dans la série des inventaires sauvegardés des National Archives des États-Unis, a été compilé par MM. Harold E. HAFFORD et Watson G. CAUDILL des papiers du Sénat (*Preliminary inventory of the records of the United States Senats*, Washington, 1950, in-4°, x-284 p.). Le Sénat a commencé de fonctionner à New-York dès 1789, ensuite à Philadelphie, puis à Washington ; les archives fédérales en ont les papiers jusqu'au 79^e congrès de 1945-1946. Une courte introduction détermine les caractères généraux de l'insitution et la nature des documents qui émanent de celle-ci. Notons la présence de

films concernant les grèves de 1936-1937. L'index terminal est excellent. J'y relève le nombre élevé des conventions passées avec les tribus indiennes, révélatrices d'un souci plus humain qu'on ne reconnaît d'habitude des blancs à l'égard des rouges.

G. Bn.

— La série des inventaires provisoires des Archives nationales (fédérales) des États-Unis est publiée avec une louable activité. Nous signalons particulièrement celui des *Records of the adjutant general's office*, par M^{rs} L. H. SANDELL et E. BATHET (n° 17, Washington, 1949, in-4°, 149 p.) et celui des *Records of the United States counsel for the persecution of axis criminality*, par M. F. G. HALLEY (n° 21, Washington, 1949, in-4°, 182 p.). Le premier s'applique à la période 1790-1947, décrit les documents d'une importante administration militaire, dont les fonctions très variées sont élucidées dans une excellente introduction; les grandes guerres livrées par les États-Unis après 1892 se reflètent particulièrement dans les dossiers répertoriés. Le second décrit les documents constitués par le juge Robert H. Jackson dans la préparation et la poursuite du procès intenté par les Alliés contre les criminels de guerre de l'Axe. Il est intéressant de noter qu'une partie de ces documents est restée sous la garde du juge Jackson lui-même. Pour l'histoire de la seconde guerre mondiale, les documents ici décrits sont naturellement d'une importance capitale.

G. Bn.

— Vernon J. PURYEAR et John D. HICKS. *The Federal Union United States history, 1607-1865* (Berkeley (Cal.), 1948, 2 vol., 216 p., phototypie). — Ces deux fascicules, publiés par l'Université de Californie, sont destinés à l'étude par correspondance de l'histoire fédérale des U. S. A. jusqu'à la fin de la Guerre Civile, comme compléments du manuel rédigé par l'un des auteurs. Ils comprennent une série de trente plans de leçons, complétés par des exercices et des indications bibliographiques. L'aspect de ces plans, formés d'une succession de paragraphes mal ou peu liés les uns aux autres, déconcertera peut-être le lecteur français, mais ils pourront cependant rendre bien des services pour l'enseignement, car ils mettent l'accent sur les faits essentiels de chaque chapitre.

F. C.

— M. Irving BRANT poursuit une biographie de James Madison (1751-1836) qui comprendra quatre volumes; les deux premiers (*The Virginia Revolutionist, 1751-1780*; *The Nationalist, 1780-1787*) ne me sont pas connus, je l'avoue; le quatrième (*The President, 1800-1836*) est en préparation; voici, pour l'instant, le troisième: *James Madison Father of the Constitution 1787-1800* (Indianapolis et New-York, The Bobbs-Merrill Co, s. d. [1950], in-8°, 520 p.; prix: 6 d.). M. Brant reprend d'abord l'histoire de la Convention qui élaborait la Constitution fédérale, pour mettre en lumière le rôle de Madison, comme aussi des difficultés qui retardèrent son adoption par les États et sa mise en vigueur. Le chapitre XII est consacré à des conclusions sur la valeur de la Constitution, sur ses auteurs et sur les mérites de Madison et de Franklin, qui contribuèrent plus que nul autre à incliner la Convention vers un self-government démocratique; il est louangeur et ne mentionne ni ne réfute le livre de Beard¹ quant à la prédominance dans la Convention des hommes qui, s'installant ensuite dans le Congrès et dans le pouvoir exécutif, y assurèrent le succès de la politique de Hamilton. Dans le Congrès, Madison apparaît d'abord comme le leader de la majorité fédéraliste; Jefferson, de son côté, accepta, à son retour de France, les fonctions de secrétaire d'État aux

1. *Economic Interpretation of the Constitution*, 1913.

Affaires étrangères à côté de Hamilton, secrétaire à la Trésorerie. Le reste du livre nous montre Madison et Jefferson se séparant de Hamilton et constituant peu à peu un parti d'opposition qui prit le nom de *républicain*. Le règlement de la dette fut le premier facteur du schisme, et le plus important. M. Brant montre Madison combattant la solution que Hamilton fit adopter et défendant la cause des vétérans de la guerre d'indépendance contre les financiers spéculateurs ; ici, son exposé se trouve d'accord avec celui de Beard et fournit à l'appui un exemple caractéristique de spéculation sur les titres de la dette et le papier dépréciés où figurent Duer, que Hamilton prit comme assistant, les deux Morris et le financier Constable (p. 300 et suiv., 354). Comme Beard, M. Brant reconnaît que rien ne met en cause l'intégrité personnelle de Hamilton, mais il soutient que le secrétaire d'État savait parfaitement à quoi s'en tenir. Le choix des recettes lors de l'établissement du budget prolongea le conflit. Les discussions l'envenimèrent. Puis l'attitude à adopter à l'égard de la Révolution française intervint. Madison se montra favorable à Genet, que Jefferson abandonna le premier. L'un et l'autre réagirent contre la politique anglophile de Hamilton, qui aboutit au traité Jay ; elle faillit provoquer la guerre avec le Directoire ; Adams, successeur de Washington, ne s'y décida pas ; Madison et Jefferson n'en combattirent pas moins les préparatifs militaires, l'*Alien bill* et le *Sedition act*, ce dernier surtout parce qu'ils le regardèrent avec raison comme une arme tournée par les Fédéralistes contre leurs adversaires.

L'ouvrage est fondé sur l'exploration des archives comme des documents antérieurement publiés, des brochures et des journaux du temps. Dans l'appareil critique, je vois fort rarement cités les travaux des historiens. Je dois m'en rapporter à nos confrères des États-Unis pour se prononcer dans le détail sur ce que M. Brant apporte de nouveau par ses recherches d'une incontestable étendue. L'esprit est nettement favorable à l'opposition républicaine, mais Madison, nettement opposé comme Jefferson au capitalisme financier, ne semble pas aussi hostile que lui à l'industrialisation et ses vues économiques et sociales paraissent donc moins originales.

G. LEFEBVRE.

— Il n'est pas sûr que l'affaire des anarchistes d'origine italienne Sacco et Vanzetti, condamnés à mort et exécutés aux États-Unis le 23 août 1927, ait eu dans le monde la même résonance que l'affaire Dreyfus. Mais l'une et l'autre ont eu une résonance nationale considérable. MM. G. Louis JOUCHIN et Edmund M. MORGAN, et particulièrement le premier de ces auteurs, se sont donné la tâche d'étudier cette question dans un très gros livre, *The legacy of Sacco and Vanzetti* (New-York, Harcourt, Brau and Co, 1948, in-8°, xvii-598 p.), produit d'une enquête objective et considérable. Il faut considérer, en effet, que l'affaire Sacco-Vanzetti débuta le 23 novembre 1919 par le vol d'une Buick utilisée par un groupe de bandits pour attaquer sans succès, un mois après, le payeur d'une société industrielle à Bridgewater, à la suite de quoi, le 15 avril 1920, une attaque de même style avait lieu à South Braintree, qui coûtait cette fois-ci la vie au payeur d'une autre société et un garde. C'est à la suite de ce crime que, le 5 mai 1920, furent arrêtés Sacco et Vanzetti, possesseurs d'armes et surtout connus pour leurs convictions anarchistes. On trouve dans ce volume un exposé critique des faits, de leurs causes et de leurs conséquences politiques, l'exécution des deux condamnés eut, affirment les auteurs, sur l'opinion américaine un effet comparable à celui que déterminèrent le bombardement de Pearl Harbour ou la mort du président Roosevelt. Mais les conditions mêmes de l'instruction, puis des sentences successives dont Sacco et

Vanzetti furent l'objet ne cessèrent de troubler l'opinion des milieux américains avancés, tandis que les éléments conservateurs s'affirmaient les défenseurs de sanctions qui avaient sauvé la société menacée par l'anarchisme. Cette étude de l'opinion publique américaine est faite avec le plus grand soin, en profondeur, et elle présente un intérêt actuel évident, car l'affaire Sacco-Vanzetti a servi à orienter beaucoup d'esprits américains contre le socialisme et particulièrement le communisme russe. L'épouvantable erreur judiciaire commise aux États-Unis s'inscrit donc dans l'histoire politique et sociale, et le livre de MM. Joughin et Morgan, reposant sur de nombreuses références et une vaste bibliographie (p. 519-580), apporte une contribution de premier ordre à l'analyse d'un événement particulièrement riche de signification.

G. Bn.

France. — Nous avons reçu, en ronéo, le compte rendu du Congrès d'études régionales tenu à Agen en 1948 par la Fédération historique du Sud-Ouest et la Fédération des sociétés académiques et savantes Languedoc-Pyrénées-Gascogne. Envoi significatif sous deux aspects : d'abord touchant la crise de l'imprimerie en ce qui concerne les publications savantes, et à laquelle nous étions déjà habitués par la présentation dactylographique des thèses, mais qui tend, selon les prévisions pessimistes de M. P. Caron, à se perpétuer, et qui pose la question de l'enregistrement bibliographique, avec dépôt légal et parution des titres au *Journal de la librairie*, sans compter la standardisation des formats ; d'autre part, le mouvement fédéraliste au sein de l'historiographie française, annoncé, sinon déterminé par la décadence du Comité des Travaux historiques, tandis que s'affirment l'action du Centre national de la Recherche scientifique, qui subventionne dès maintenant un très grand nombre de revues locales, celle du Comité des historiens français, où M. Fawtier pousse de toutes ses forces dans le sens du fédéralisme, celle, enfin, de la Société des historiens locaux, elle-même depuis peu réunie à la Société de folklore.

Ceci dit, nous n'énumérerons pas toutes les études et discussions résumées dans ce fascicule et qui intéressent toutes les périodes et toutes les disciplines de l'historiographie. Nous indiquons seulement que le Congrès, qui a duré trois jours, était présidé par MM. J. Calmette et Y. Renouard, avec MM. Higounet et Coppolani comme secrétaires. Belle réussite à laquelle la capitale doit applaudir.

G. Bn.

— Georges LIZERAND. *Un siècle de l'histoire d'une commune rurale. Vergigny* (Delalain, 1949, in-8°, 127 p., avec 7 croquis et plans). — Professeur honoraire du lycée Michelet, l'auteur s'intéresse depuis longtemps à l'histoire agraire de notre pays. Retiré à Vergigny, village de l'Yonne, dont il fut maire un moment, il nous en retrace la vie depuis la Révolution. Après avoir décrit le finage de la commune (les croquis et plans, bien venus, présentent une image précise du terroir), il narre les événements. Pour cela, il découpe la suite des faits en tranches qui correspondent aux régimes politiques successifs. De loin en loin, il décrit les travaux, peint les mœurs, relève les manifestations de l'esprit public ; à un moment, il note le langage. Matériaux utiles. Mais il nous semble que de la mise en œuvre les traits caractéristiques auraient pu se dégager avec plus de netteté : encore aurait-il fallu opérer des regroupements. Ainsi pour l'administration des choses ; également pour les hommes eux-mêmes. Sans doute, ici et là, quelques précisions, mais qui nous mettent en goût d'en demander davantage : ne nous est-il pas donné de savoir quels sont les revenus du curé Pouillot qui prête le serment

civique en 1792 et combien il paie d'impôts? quelle est l'étendue des terres que possède Dubois, le maire de la Restauration? Donc, suffit-il de nous dire que Chevreau, procureur de la commune en 1792, fut « marchand de bois et gros propriétaire »? Et comme voilà notre curiosité en même temps mise en éveil et déçue par ce signalement d'un municipal de 1848 : « Le conseiller Roy était un cultivateur important de trente-six ans. Il était hardi, énergique et parfois même plus que cela. Il était déjà sous la monarchie de Juillet l'animateur du petit groupe des républicains! » Ces Chevreau, ces Dubois, ces Roy, qui figurent sur la liste des édiles — avec d'autres —, ils méritaient qu'on les replaçât dans les lignages, parmi leurs biens.

R. SCHNERB.

— Marcel AUBERT. *La France glorieuse au Moyen Age, de Philippe Auguste à François I^{er}* (Paris, Robert Laffont, 1947, in-8°, 186 p., 40 planches. Collection *L'art français raconte la France*). — Dans une collection qui veut « montrer par le texte et par l'image l'évolution de l'art et des artistes en concordance avec le destin français », M. Marcel Aubert pouvait mieux que personne aujourd'hui traiter de la période la plus glorieuse de notre art, l'épanouissement de l'art gothique. L'histoire générale et l'histoire de la pensée servent d'introduction à une magistrale présentation de l'architecture, de la sculpture et de la peinture en France pendant ces trois grands siècles. L'expansion de l'art français à travers le monde chrétien occupe, comme il convient, une place importante dans cet ouvrage. Les illustrations sont bonnes. Un surprenant défaut de la typographie : le titre courant, en caractères trop gros, donne, à chaque page, l'illusion d'une tête de chapitre.

— Jean BABELON. *La médaille en France* (Paris, Librairie Larousse, 1948, in-12, 148 p., 48 planches. Collection *Arts, styles et techniques*). — Dans cette excellente collection, les arts mineurs, disposant d'une place relativement plus étendue que l'architecture, la sculpture ou la peinture, ont pu faire l'objet d'études plus complètes, qui ne sont pas seulement un résumé précis et utile des connaissances acquises, mais qui apportent du nouveau. C'est ce qu'a fait M. Jean Babelon, conservateur du Cabinet des Médailles, héritier d'une tradition savante dans ce domaine et auteur lui-même d'ouvrages importants sur cet art.

Il s'est attaché à montrer qu'« en France plus qu'ailleurs l'histoire de la médaille présente une continuité sans lacune, une trame dense, jamais amincie par l'usure ou l'indigence ». Il faut avouer, pourtant, que les siècles récents, auxquels ce livre fait une part égale à celle des premiers, nous paraissent bien pauvres après le xvi^e et le xvii^e. Néanmoins, l'histoire détaillée de la médaille et des médailleurs échappe à la monotonie grâce à ses rapports avec les autres arts et avec l'histoire générale. On souhaiterait seulement une illustration encore plus abondante, car les exemples de cet art sont moins connus que ceux des arts majeurs et l'on n'a pas la ressource de trouver dans d'autres ouvrages facilement accessibles l'image indispensable à la connaissance des œuvres dont il est question. Sous cette seule réserve, le petit livre de M. Jean Babelon est d'une lecture aussi attachante qu'utile.

Georges GAILLARD.

— Docteur CABANÈS. *Dans les coulisses de l'histoire*, 4^e série (Albin Michel, s. d. [1947], in-12, 324 p.). — Une étude sur *Les origines du musée de médecine historique de la Faculté de Paris* occupe plus du tiers du volume. C'est, à propos de portraits et de bustes, une évocation des plus célèbres représentants de l'art médical fran-

çais au XVIII^e siècle. Puis, en traitant de l'histoire du pain, de ses différentes variétés, l'auteur nous promène à travers les siècles, mais s'arrête plus longuement sur le XVII^e et le XVIII^e. A la même époque, nos rois nous sont présentés dans l'exercice de leurs talents culinaires, quand par hasard ils en avaient, ce qui fut le cas de Louis XIII et de Louis XV. Plus loin, nous faisons ample connaissance avec Ange Pitou, chansonnier royaliste sous la Terreur; et nous voyons Talma, candidat au mariage religieux, se heurter en 1791 encore à l'impitoyable préjugé qui mettait les comédiens hors l'Eglise.

G. ZELLER.

— Richard HAYES. *Biographical Dictionary of Irishmen in France* (Dublin, Gill and Son, 1949, in-8°, 332 p.). — Plus de trois cents personnages figurent à ce répertoire, dont les éléments ont été empruntés en majeure partie aux archives parisiennes. Ils appartiennent tous aux deux siècles qui séparent la première révolution d'Angleterre de la chute de la monarchie de Juillet. Les régiments irlandais au service du roi de France constituaient sous l'Ancien Régime le principal centre d'attraction pour ceux que l'esprit d'aventure ou l'attachement à la dynastie catholique poussait à quitter leur pays natal. Aussi les soldats et les officiers sont-ils ici le très grand nombre. Quelques-uns, parmi ceux qui devaient atteindre les grades les plus élevés, ont fait souche chez nous. Au nombre de ces Franco-Irlandais — les Dillon, les Fitzgerald, les Lally, les Mac-Mahon — il faut compter aussi le maréchal Bugeaud, descendant par sa mère de la famille Sutton, branche Sutton de Clonard.

G. Z.

— Dom Jean-Baptiste GAI. *La tragique histoire des Corses* (Paris, Robert Laffont, 1946, in-12, 348 p.). — « Moine bénédictin de l'abbaye de Hautecombe », dom J.-B. Gai a cédé au désir de glorifier sa petite patrie insulaire quand il a entrepris de raconter son histoire, une histoire presque uniquement militaire et guerrière. On n'y trouvera rien sur le peuplement, les activités économiques, les modes de vie. Une première partie, sous le titre *La Corse pontificale*, traite des origines religieuses et des débuts de la domination génoise. Simple et brève entrée en matière. Tout le reste — c'est-à-dire les trois quarts du volume — est consacré à la Corse française, d'abord à l'épisode des années 1553-1559, puis aux événements du XVIII^e siècle, enfin à la période contemporaine. Que cette histoire des Corses soit en réalité une histoire des relations entre la Corse et la France, on l'admettra volontiers; c'est un parti qui peut se défendre. Encore faudrait-il ne pas induire en erreur le lecteur non prévenu en inscrivant en tête de la seconde partie : *La Corse province française sous Henri II*. Même si l'expression pouvait être employée, elle ne serait valable que pour moins de deux années, l'incorporation de l'île à la couronne ayant été annoncée en 1557 seulement et sa restitution à Gênes décidée par le traité du Cateau. Le livre ne manque pas de vie. Il intéressera, mais il rendra peu de services, faute d'une bibliographie. Des éléments épars devront en être cherchés dans les quelques pages de notes où l'auteur fait connaître, au hasard des occasions, ses principales sources d'information.

G. Z.

— Le deuxième fascicule du travail de M. Étienne DELCAMPRE, sur *Le concept de la sorcellerie dans le duché de Lorraine au XVI^e et au XVII^e siècle* (Nancy, Société d'archéologie lorraine, 1949, in-8°, 288 p.), qui concerne *Les malélices et la vie supranormale des sorciers*, a les mêmes qualités et le même intérêt que le premier, établi avec les mêmes sources, du savant archiviste de Meurthe-et-Moselle. Sorciers, magiciens, striges, s'accusent et on les accuse d'exercer des malélices contre

le règne végétal (eau, grêle, foudre, brouillard, gelée blanche), contre les hommes et les bêtes, maléfices reconnus par l'Église et les gens cultivés, et qui aboutissent bien souvent au « mal donné » à la maladie inguérissable, à des succès ou à des échecs amoureux, à des accidents de toute nature, à la possession diabolique elle-même, aux tourbillons de vent, à moins qu'il ne s'agisse de l'action, directe ou par l'intermédiaire d'une baguette ou par des imprécations, du fluide émanant des sorciers, formes savantes des sortilèges enseignés par les sciences occultes (envoûtements, espèces eucharistiques profanées), d'ailleurs rarement employés dans la sorcellerie lorraine. Les sorciers ont des rapports étroits avec le diable, comme les saints avec Dieu, et c'est une mystique inversée qui préside aux visions corporelles et imaginaires qu'ils ont du démon, apparu comme un homme hideux ou un animal anormal et qui explique l'esclavage auquel le démon les soumet, leur interdisant les sacrements ou les obligeant à les profaner, les persécutant, les battant, les obsédant, les forçant au suicide, les métamorphosant à sa volonté; mais des prodiges extraordinaires peuvent être opérés par les sorciers, de la bilocation à l'invisibilité, de la télépathie à la découverte des objets perdus ou cachés, des tintamarres aux phénomènes de lévitation ou de gravitation, du « charme du silence » à l'inhibition des larmes. Au cours de son exposé fortement documenté, M. Delcambre ne cesse pas de se demander et de discuter les origines des croyances gravitant autour du pouvoir maléfique et des mystères de la vie des sorciers et des sorcières : théologie dogmatique et sacramentaire, théologie mystique, transmissions de croyances païennes, permanence de l'animisme — sans compter les maladies mentales et les épidémies psychiques susceptibles de se manifester dans un groupe social déterminé — telles sont les origines variées et parfois convergentes de ces croyances qui apparaissent comme un corpus de la société lorraine à un instant de son évolution. Ainsi M. Delcambre, en utilisant les sources judiciaires de son département et certains textes démonologiques lorrains, est-il parvenu à fournir une analyse puissante et complète des phénomènes singuliers et à en présenter l'explication.

G. BN.

— *Le Journal de Marie-Amélie, duchesse d'Orléans* (t. III : 1822-1830), publié, par S. A. R. le duchesse DE VENDÔME, princesse de Belgique (Paris, Plon, 1943, in-8°, v-291 p.), apporte des détails précis sur la vie familiale du duc d'Orléans et confirme par de nombreux exemples des faits bien connus, comme la simplicité relative de sa vie mondaine, l'intérêt qu'il témoignait pour tout ce qui touchait aux enfants, etc. Des récits de cérémonies, par exemple le sacre de Charles X, ou de voyages, comme celui à Chambéry en 1826 ou celui en Normandie l'année suivante, donnent à ce journal d'un témoin oculaire une valeur pittoresque indéniable. Mais, si l'on y trouve aussi mainte preuve de la piété de la duchesse d'Orléans et de son amour pour sa famille, on n'y rencontre, en dehors d'une préface de Charles Maurras, que de très rares indications sur la vie politique, et elles deviennent encore plus discrètes à partir de 1829.

J. VIDALENC.

— Jules BERTAUT. *Le retour à la monarchie (1815-1848)* (Paris, A. Fayard, 1943, in-8°, 279 p. Collection *Connaissance de l'Histoire*). — Ce résumé alerte reprend la plupart des explications traditionnelles des événements, qu'il s'agisse de la Première Restauration ou de l'insurrection du 24 février 1848. Seules les questions purement politiques ont été examinées et les problèmes économiques ou sociaux sont à peine évoqués au passage. Même sur le plan de l'histoire parlementaire.

taire, l'ouvrage semble souvent se limiter à l'exposé des thèses dans leur version orléaniste.

J. V.

— Docteur VÉRON. *Mémoires d'un bourgeois de Paris*. Textes choisis et présentés avec un avant-propos et un index par Pierre JOSSEMAN (Paris, Guy Le Prat, s. d. [1945], 2 vol. in-8°, 245 et 251 p.). — Le sous-titre de la couverture, « chronique de la vie mondaine et littéraire de 1815 à 1852 », annonce l'idée qui a présidé au choix des textes : le premier volume réunit, après un choix ingénieux de portraits du docteur Véron par des contemporains, une liste de ses ouvrages, son autobiographie, des notes groupées autour de sujets se rapportant surtout au premier romantisme. Le second, sauf deux chapitres sur la *Revue de Paris* et le *Constitutionnel*, un autre sur les beaux-arts sous la monarchie de Juillet et un sur « Mademoiselle » Rachel », est entièrement consacré à l'Opéra et aux gens qui l'entourent.

J. V.

— Adolfo OMODEO. *La cultura francese nell'età della Restaurazione* (Rome, Mondadori, 1946, in-8°, 271 p.). — Cette étude tend à replacer les divers mouvements idéologiques et les courants intellectuels de la Restauration dans l'ensemble de l'évolution spirituelle de l'Europe entre le Siècle des Lumières et le Risorgimento. La première partie est consacrée aux conditions de la vie politique, en insistant, en particulier, sur les orientations héritées de la période consulaire ou impériale et en faisant une place de choix aux doctrinaires. La seconde met au point les relations des divers courants de la vie spirituelle, entre autres ceux qu'exprimaient les premières œuvres de Lamennais, auxquelles l'auteur attache une grande importance. La dernière, consacrée au retour aux idéaux de la « Grande Révolution », insiste sur la place des premiers historiens de la Révolution ; on peut seulement regretter que les antécédents idéologiques de l'Orléanisme et les débuts de la légende napoléonienne n'aient pas été mieux associés à ce tableau de la culture française sous la Restauration.

J. V.

— Duchesse DE VENDÔME. *Les pensées de Marie-Amélie, reine des Français* (Paris, la Bonne Presse, 1946, 196 p. ; prix : 80 fr.). Ce petit volume réunit en quatre chapitres (la vie chrétienne, les leçons de la vie, la vie familiale, le monde) des pensées extraites de la correspondance ou des souvenirs de la reine Marie-Amélie.

J. V.

— Madeleine-Louise DE S. *La baronne de Barante (née Césarine Houdetot), 1794-1877* (Paris, P. Lethielleux, 1947, in-12, x-287 p.). — Cette biographie de la femme d'un préfet de l'Empire, secrétaire général du ministère de l'Intérieur de la Seconde Restauration, doctrinaire marquant avant de devenir diplomate sous la monarchie de Juillet, apporte des détails sur le genre de vie de la haute société de Paris, de province ou de divers pays étrangers. Surtout, elle montre avec précision les manifestations du renouveau catholique après l'Empire. Le cas personnel de la baronne de Barante, les préoccupations qu'elle rapporte chez diverses personnes de son entourage obligent à nuancer sérieusement les jugements habituels sur l'anticléricalisme voltairien des milieux dirigeants de la monarchie de Juillet.

J. V.

— André TRANNOY. *Montalembert* (Paris, Les Presses d'Ile-de-France, 1947, in-8°, 118 p. ; prix : 80 fr. Collection *Amitié des héros*). — Le titre même de la collection montre qu'il s'agit plus d'une apologie de Montalembert que d'une étude

critique de son œuvre. Le rôle de ce représentant caractéristique du parti catholique naissant semble, d'ailleurs, avoir été amplifié au détriment de ses compagnons de lutte, qu'il s'agisse de Lamennais dans les premières années de son action politique ou, plus tard, de Louis Veuillot, d'Ozanam, du comte de Falloux ou de Mgr Dupanloup.

J. V.

— Albert BOLLENGIER. *Une belle figure de gentilhomme normand : Pierre Victor, comte de Tocqueville, 1791-1871* (Paris, P. Fournié, 1947, in-4°, 77 p.). — Cette biographie est surtout orientée vers les problèmes généalogiques et familiaux. Elle retrace pourtant avec un détail suffisant la carrière caractéristique de cet officier d'infanterie de l'Empire, garde du corps passé en Belgique avec Louis XVIII, décoré à Lutten, à Château-Thierry, puis à Madrid en 1823, qui finit par prendre la tête d'une colonne de volontaires rouennais marchant au secours des Parisiens en 1830. Elle donne aussi un exemple précis du rôle de la noblesse rurale dans la transformation de l'agriculture et dans l'extension de l'industrie au début du XIX^e siècle.

J. V.

— Emmanuel DE LÉVIS-MIREPOIX, prince de Robech. *Un salon politique sous la Restauration : Correspondance de la marquise de Montcalm, née Richelieu* (Paris, Éditions du Grand Siècle, 1949, in-8°, 297 p.). — La liste même des correspondants dont les lettres ont été regroupées dans ce recueil suffit à montrer l'intérêt de cette publication : à côté d'une amie, M^{me} d'Orglandes, femme d'un pair de France fidèle défenseur des ultra-royalistes, la marquise de Montcalm avait gardé de nombreuses lettres du comte Alexis de Noailles, du marquis de Caraman, ambassadeur de France à Berlin, du cardinal de Bausset, de M^{me} de Genlis, du comte Molé, d'Astolphe de Custine, de Lady Elliot, de M^{me} Swetchine et de Lamartine. À côté de renseignements biographiques d'un intérêt indéniable, ces lettres apportent des indications précieuses sur les mouvements de l'opinion dans les milieux politiques, en particulier dans l'entourage du duc de Richelieu, ainsi que sur divers aspects de la vie mondaine ou, plus largement, de la vie sociale.

J. V.

— A. FALCIONELLI. *Nuevos puntos de vista sobre la « Cartuja de Parma » y las ideas de Stendhal* (Universidad Nacional de Cuyo ; Facultad de Filosofía y Letras ; Instituto de lenguas y literaturas modernas, Mendoza, 1949, in-8°, xvi-195 p.). — Cette traduction en espagnol d'une étude d'abord rédigée en français est une tentative, appuyée de très près sur le texte de la *Chartreuse de Parme*, pour mettre au point les idées de Stendhal sur les États italiens. L'auteur se penche, en particulier, sur les ressemblances qu'on a pu relever entre le personnage du roman, Ernest IV de Parme, et divers princes de Modène contemporains de Stendhal. C'est à la fois une étude des procédés de documentation, des méthodes de travail de Stendhal et un examen ingénieux de la situation politique de l'Italie après le Congrès de Vienne.

J. V.

— Dom Charles POULET. *Histoire de l'Église de France. T. III : Époque contemporaine, 1789-1914* (Paris, Beauchesne, 1949, in-16, 443 p.). — Dans la préface, Dom Charles Poulet explique clairement l'idée qui l'a guidé dans la rédaction de son ouvrage : « Nous n'avons pas à prendre parti sauf pour l'Église romaine qui, en ce XIX^e siècle, a triomphé définitivement du gallicanisme. » Cette pensée domine tous les chapitres, qu'il s'agisse de l'étude du « schisme constitutionnel », de « la

lutte du sacerdoce et de l'Empire », de « l'aventure mennaisienne » ou de ceux qui, avec un titre simplement chronologique, viennent les compléter. Il est toutefois regrettable que l'auteur n'ait pu insister davantage sur le problème des missions religieuses françaises à l'étranger et que la place limitée dont il disposait lui ait interdit de replacer l'évolution de l'Église catholique dans le cadre du mouvement général des esprits au XIX^e siècle ni de mentionner, fût-ce sommairement, les grandes phases de l'histoire des autres communautés religieuses. J. V.

— C.-J. GIGNOUX. *Restaurations, 1814-1821* (Paris, Robert Laffont, 1947, in-8°, 361 p.). — Le relèvement de la France après les guerres de l'Empire et les débuts du régime représentatif à travers les vicissitudes politiques ou militaires sont les thèmes essentiels de cet ouvrage, qui accorde une grande place aux questions financières, en particulier à l'œuvre du baron Louis, non sans quelques allusions à la vie politique la plus contemporaine. Il faut regretter qu'une plus large part n'ait pas été faite aux conditions psychologiques du retour des Bourbons et, en particulier, à la propagande royaliste sous l'Empire, ou aux conditions d'élection de la « Chambre introuvable ». J. V.

— Robert BURNAND. *Le duc d'Aumale et son temps* (Paris, Hachette, 1949, in-8°, 253 p. Collection *Le rayon d'histoire*). — La sympathie de l'auteur pour son héros se voit à chaque page de cette biographie d'un prince dont les débuts furent si prometteurs, mais qui vit sa carrière interrompue par la révolution de 1848, alors qu'il n'avait que vingt-six ans. Sa dignité dans l'exil, juste interrompu de 1870 à 1886 — du procès Bazaine au ministère Boulanger — complète d'une teinte plus discrète le portrait du brillant officier de la monarchie de Juillet. J. V.

— Pierre ROBIN-HARMEI. *Le prince Jules de Polignac, ministre de Charles X. Sa vie de 1829 à 1847* (Avignon, Aubanel père, 1950, in-8°, 295 p.). — C'est une apologie du prince de Polignac que présente M. P. Robin-Harmel. Il passe assez rapidement sur les divers aspects de la politique du ministère et s'attache surtout à montrer la grandeur morale du prisonnier de Ham. Le régime des détenus était, à vrai dire, assez large, et il est regrettable que l'auteur n'ait pas utilisé davantage les mémoires d'un co-détenu, le comte de Guernon-Ranville, qui donnent un tout autre point de vue du comportement du prince. L'attachement de Jules de Polignac pour la monarchie légitime, son dévouement personnel à Charles X et sa piété ne furent guère mis en doute, mais la clairvoyance de sa politique ou l'efficacité de son action demeurent sujets à caution. J. V.

— Félix PONTEIL. *La monarchie parlementaire, 1815-1848* (Paris, A. Colin, 1949, in-16, 224 p. Collection Armand Colin). — Volontairement limité aux seuls aspects politiques de la période, ce petit volume ne se borne pas pour autant à ne retracer que les péripéties de luttes parlementaires. Il ne néglige pas leurs antécédents économiques et ne sous-estime pas leurs conséquences sociales. Il présente, sous une forme nécessairement condensée, tenant compte, cependant, des publications les plus récentes, une mise au point indispensable après les publications qui accompagnèrent le centenaire de la Révolution de 1848. J. V.

— Maxime DU CAMP. *Souvenirs d'un demi-siècle*. Vol. I : *Au temps de Louis-Philippe et de Napoléon III (1830-1870)*; Vol. II : *La chute du Second Empire et la III^e République* (Hachette, 1949, 316 et 355 p.; prix : 400 fr. chaque). — Les mémoires d'un contemporain ne laissent jamais indifférent. A plus forte raison

Jusqu'un écrivain de qualité, curieux d'informations précises, ayant beaucoup vu et beaucoup retenu nous apporte un témoignage d'outre-tombe. L'histoire, l'histoire contemporaine surtout, a ses conformismes, son hagiographie : il est toujours salubre qu'un témoin vienne redresser le pli que le temps, peu à peu, lui imprime. Du Camp appartient à cette famille d'esprits qui a le goût de « l'histoire secrète » des hommes célèbres et des événements notoires. Les confidences du préfet de police Pietri, celles des familiers des souverains d'Europe du Nord l'ont confirmé dans cette tendance naturelle. C'est dire que ces mémoires, si attrayants à lire, doivent être critiqués avec un soin vigilant.

Tout d'abord, il convient de remarquer que ces souvenirs ont été rédigés tardivement, de 1882 à 1888. L'auteur, s'il est sans ambitions, n'est pas, à coup sûr, sans passions. La défaite de 1870 et les drames de la Commune commandent sa perspective. La moitié de l'ouvrage est consacrée à la guerre de 1870. Passant très vite sur la période antérieure au 2 décembre (on notera surtout son récit du coup de feu du boulevard des Capucines en février 1848 et l'exposé de négociations entre Louis-Napoléon Bonaparte, le duc de Broglie et Guizot en 1851, ainsi que les détails relatifs à la préparation d'un complot orléaniste), Du Camp brosse deux portraits intéressants de Napoléon III et de l'Impératrice. Mais il n'était pas le familier des souverains et certaines affirmations étonnent (ainsi I, 173, il avance que Victor Duruy fut désigné par l'Impératrice à l'Empereur, « qui en ignorait même l'existence »). Plus véridique est le portrait du prince Napoléon, que Du Camp a connu personnellement (à noter, I, 203, que le prince aurait essayé de mettre Gambetta en relations avec l'Empereur). Du Camp, sans être bonapartiste, fait cependant figure de demi-rallié. Son portrait d'Émile Ollivier, qu'il a connu, tourne au réquisitoire.

Le récit de la guerre est aujourd'hui défloré par les publications postérieures à sa rédaction. De plus, son hostilité à l'égard des hommes du gouvernement de la Défense nationale, tout en apportant l'antidote à des apologies intéressées, l'écarte presque toujours de l'objectivité. Il serait curieux de vérifier son affirmation que Thiers, en 1871, eût pu obtenir l'évacuation immédiate du territoire et repoussa cette opportunité pour garder figure de libérateur par la suite (II, 275). Par contre, les derniers chapitres sur les préparatifs d'un « retour de l'île d'Elbe » de Napoléon III, interrompus par sa mort, et sur le Prince impérial sont d'un vif intérêt. Sans se dissimuler que la France démocratique est la France de l'avenir, l'auteur reste un homme de l'Empire et ne comprend pas la politique de la III^e République — dont il ne parle d'ailleurs que très peu.

En résumé, en tant que source de documentation historique, ces « souvenirs » méritent — c'est la loi du genre — la vérité et l'erreur dans une proportion délicate à discerner. En tant que témoignage de la psychologie d'un contemporain, ils sont d'un puissant intérêt, et leurs qualités de forme leur confèrent un attrait presque dangereux.

Louis GIRARD.

— Robert BURNAND. *Napoléon III et les siens* (Hachette, 1948, 383 p.; prix : 250 fr.). — Écrite pour le très grand public, cette suite de croquis n'apporte rien de nouveau. Les vues générales, très optimistes, ne sont pas inexactes en dépit de quelques erreurs de détail (p. 239 : « dès 1854, Morny, fraîchement duc », etc.). Certaines pages bien enlevées portent la marque de l'auteur de l'étingelante *Vie quotidienne en France de 1870 à 1900*.

L. G.

— Lynn M. CASE. *French opinion and Napoleon III's decision after Sadowa*, paru dans *The Public Opinion Quarterly*, 1949, p. 441-461 (publications de Princeton University). — L'auteur, s'appuyant sur le dépouillement des rapports des préfets et des procureurs généraux, sur celui de la presse française et sur les correspondances des agents diplomatiques étrangers, expose de façon très précise et convaincante comment Napoléon III, pendant la crise de 1866, se guida sur les réactions de l'opinion publique. Cette dernière voulait unanimement la paix. Le discours d'Auxerre fut un « ballon d'essai ». Il fut entièrement désapprouvé par l'opinion, qui se rallia à l'idée d'une médiation de Napoléon III dans la mesure où elle n'entraînerait pas une intervention militaire française. Dans la nuit fameuse du 5 au 6 juillet, l'empereur s'est rangé au point de vue de Lavalette, Rouher et Baroche parce que ces derniers exprimaient exactement la véritable opinion du pays.

L. G.

— Franklin Charles PALM. *England and Napoleon III. A study of the rise of a utopian dictator* (Durham (N. C.), Duke University Press, 1948, 183 p. ; prix : \$ 2,50). — L'auteur utilise la correspondance diplomatique de l'ambassadeur français à Londres et celle de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris. Il a dépouillé méthodiquement le *Times* et l'*Economist*. S'appuyant sur les ouvrages de Simpson, Dunham et Boon, il expose avec pénétration l'influence anglaise sur les idées et la carrière de Napoléon III de 1839 à 1853. Les gouvernants britanniques, surtout Palmerston, dès 1848, ont placé leurs espoirs en Louis-Napoléon, en qui ils voyaient un champion du libre-échange qui permettrait d'ouvrir un débouché plus large aux marchandises anglaises, et aussi la seule force politique capable d'abattre le radicalisme. Toutefois, à partir du rétablissement de l'Empire, si les industriels anglais restaient favorables à un régime de prospérité, les gouvernants craignirent la reprise d'une politique française d'expansion en Europe. Aussi Napoléon III se rangea aux côtés de l'Angleterre dans la question d'Orient et prépara le traité de commerce qui devait être conclu en 1860.

L. G.

— Jacques DESMAREST. *La défense nationale, 1870-1871* (Flammarion, 1949, 474 p. ; prix : 575 fr. Collection *L'Histoire*). — L'auteur a réussi une mise au point de la question qui joint l'agréable à l'utile. Informé, clair et objectif, son récit se suit sans fatigue, qu'il retrace les opérations du siège ou de la guerre en province ou qu'il expose la lutte des partis politiques et les négociations des diplomates. Les fautes du gouvernement de Paris, celles de la délégation de Tours sont clairement mises en lumière ; mais aussi les problèmes que leur résistance posa jusqu'à la fin aux dirigeants allemands. En dépit de l'autorité du maréchal Foch, il semble toutefois difficile d'adhérer entièrement à cette thèse que la résistance à outrance était possible, même après la capitulation de Paris. L'état politique et moral de l'opinion ne l'aurait pas permis. Trop aisément résigné à la défaite, Thiers avait bien compris la situation. Aussi bien M. Desmarest nuance-t-il beaucoup ses suggestions. Une omission dans la bibliographie : le livre de Georges Duveau sur le siège de Paris. Une erreur (p. 46) : Alfred Blanche n'était pas préfet de la Seine le 4 septembre 1870.

L. G.

— Une bourse française à l'occasion du centenaire de la Révolution de 1848 a permis à M. Raffaele CIAMPINI, maître de conférences à l'Université de Florence, d'écrire un petit livre sur *Thiers et le « Risorgimento »* (d'après des documents inédits) (Florence, Public. de l'Institut français de Florence, 1948, in-8°, 70 p.). M. Ciampini

ini y rappelle les rapports de Thiers avec Tommaseo, Capponi, Canestrini, les voyages du ministre en Italie en 1836, puis en 1838 — car Thiers a eu le projet d'écrire une Histoire de Florence, à la documentation de laquelle Capponi lui a beaucoup servi. Thiers est revenu en Italie en 1852 et il s'est vivement intéressé au Piémont, à Cavour, à l'occasion de qui il y a un échange de lettres suggestives avec Salvagnoli, et il y aura d'ailleurs une correspondance sympathique, dont M. Ciampini nous donne quelques exemples, entre Thiers et Cavour. On trouve également dans ce petit livre des documents concernant la famille Bonaparte (intervention du comte Demidoff pour sa belle-fille, la princesse Mathilde), mais surtout des textes utiles sur les années 1848-1849 en Italie (lettres du Sicilien Butera, du roi de Belgique Léopold, du maréchal Bugeaud, de l'ambassadeur de Corcelles, du duc d'Harcourt). Thiers, hostile à l'unité italienne, favorable au maintien du pouvoir temporel du pape, a eu entre 1860 et 1866 une correspondance utile à ce sujet avec Corcelles et Matteucci, et nous sommes heureux des utiles corrections qu'il apporte en un assez grand nombre de points à la publication par M. D. Halévy des lettres de Thiers. Après 1866, celles-ci cessent en ce qui touche les hommes politiques italiens. Les indications qui précèdent suffisent pour donner une idée du riche contenu de l'opuscule du très diligent M. Ciampini.

G. Bn.

— Jacques CHASTENET. *La France de M. Fallières* (Paris, Fayard, 1949, 421 p.). — C'est le tableau d'une société que nous présente ici M. Chastenet : les chapitres consacrés à la politique intérieure et extérieure sont là un peu pour mémoire et ne prétendent pas trancher les problèmes qui se posent ; ils adoptent simplement à leur égard une position moyenne, souvent artistement balancée. Par contre, la peinture de la société est très largement comprise : nous voyons défiler devant nous les différentes classes sociales, chacune caractérisée de la façon la plus concrète et la plus vivante. La seconde moitié du livre est presque entièrement consacrée aux courants de pensée et à leurs manifestations scientifiques, littéraires, artistiques, etc. Là s'exprime la thèse du livre, à savoir que cette époque, si stable en apparence, a vu s'esquisser un profond renouvellement spirituel dont la guerre de 1914 viendra compromettre l'essor.

Pourtant — suis-je victime de l'optique déformée du spécialiste ? — il me semble que l'unique chapitre consacré aux questions économiques et démographiques n'est pas au niveau du reste. M. Chastenet n'a certes pas tort de mettre en relief la notion de stabilité monétaire, si bien oubliée aujourd'hui ; mais il aurait pu insister sur ce qui, dès ce moment, menaçait cette stabilité : le vieillissement de la population, le détournement d'une grande part du capital français vers des placements étrangers aventureux, etc... (A ce propos, pourquoi la bibliographie, qui mentionne le livre d'Herbert Feis, *Europe, the world's banker*, ne fait-elle pas état de l'ouvrage capital de Harry D. White, *The French international accounts, 1880-1913*?)

Cette réserve faite, il faut insister sur les mérites du livre, dont l'agrément ne nuit jamais au sérieux et qui ne sacrifie pas à la mode d'accabler notre temps sous les souvenirs nostalgiques de la « Belle époque » : l'humour discret de l'auteur remet, au contraire, bien des choses en place. Il serait bien désirable que le public

1. Harry D. WHITE, *The French international accounts, 1880-1913*, Cambridge, Harvard University Press, 1933.

étendu auquel cet ouvrage s'adresse n'ait jamais que des lectures historiques de cette qualité.

J. NÉL.

— Mildred J. HEADINGS. *French Freemasonry under the Third Republic* (Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1949, 314 p. *Studies in historical and political science*, série LXVI, n° 1). — Un ouvrage impartial sur la franc-maçonnerie française n'est certes pas à dédaigner. Celui-ci développe des idées qui paraissent raisonnables : à savoir que la franc-maçonnerie, imprégnée en France de positivisme vers le milieu du XIX^e siècle, a été le grand agent d'unification des forces républicaines françaises autour du programme de laïcité. Dans les autres domaines, la tendance maçonnique a été moins continue et moins nette, et la franc-maçonnerie apparaît, en somme, comme un reflet soit de l'opinion moyenne française (et je pense au passage progressif du patriotisme blessé d'après 1870 à l'internationalisme qui paraît un trait beaucoup plus profond et plus permanent), soit des idées de certains éléments de gauche qui ont vu dans les loges un moyen d'action commode (d'où l'adhésion verbale à des thèses socialistes auxquelles beaucoup de maçons, parmi les plus influents, ne croyaient sans doute qu'à moitié). Plus contestable est l'assimilation que fait M. Headings de la franc-maçonnerie à un « groupe de pression » à la mode américaine ; pour ma part, je verrais plutôt la franc-maçonnerie française comme une Église — une Église sans religion, mais ayant conservé certains traits de son adversaire catholique : la hiérarchie, l'influence occulte, etc. A cet égard, il manque au livre de M. Headings un chapitre préliminaire indispensable sur « Le secret maçonnique », qui permettrait de se faire une idée plus exacte du phénomène et constituerait en même temps une introduction critique et méthodologique indispensable, précisant ce qu'on peut savoir et ce qu'on ne peut pas savoir. Ce n'est pas là, d'ailleurs, la seule réserve à faire : le désordre et la confusion gâtent trop souvent le détail des chapitres, dont les divisions correspondent, et sans que rien l'indique, tantôt à une séparation des matières (ch. iv), tantôt à une séparation chronologique très imprécise. Certains chapitres même ne répondent qu'imparfaitement à leur titre : celui sur « Le recrutement » ne contient guère que des listes de membres ; celui sur « La franc-maçonnerie ciment de la République » se borne à énumérer différents moyens d'action des maçons. Avec ses imperfections, le livre apporte néanmoins une somme d'informations considérable et souvent précieuse, dont un index d'une quinzaine de pages, faisant une très large place aux noms propres, vient faciliter l'utilisation.

J. N.

ERRATUM

L'auteur de l'ouvrage *The english Revolution 1640*, signalé dans notre numéro d'octobre-décembre 1950, p. 340, est Christopher HILL et non Christopher HOLLIS comme il avait été imprimé par erreur.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Charles C. Gillispie. The work of Elie Halévy : a critical appreciation. [*J. of mod. hist.*, septembre 1950.] — Lucien Febvre. Dom Bernard Berthet, 1909-1950. [*Annales*, avril-juin 1950.] — Juge Ed. Fabre-Surveyer. James Cuthberts et ses biographes (mort en 1798). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1950.] — H. Baryes. Joseph Feldman (1899-1946). [*Roc. Hist.*, XVIII, 1949.] — Anne Zelenska-Chelkavsk. Bibliographie des travaux du professeur Joseph Feldman. [*Ibid.*]

J. W. Blake. The Study of African History. (Inventaire et programme d'études.) [*Transact. of the R. Hist. Soc.*, 4th Series, vol. XXXII, 1950.] — Bibliography of books in economic history published in Germany in the period 1939-1948, inclusive. [*J. of econ. hist.*, mai 1950.] — Thomas S. Berry. The effect of business conditions on early judicial decisions, concerning restraint of trade. [*Ibid.*] — J. Stengens. A propos de deux ouvrages d'histoire néerlandaise : le *Geschiedenis van de Nederlandse Stam* de M. Geyl et l'*Algemene Geschiedenis der Nederlanden*. [*R. belge de ph. et d'hist.*, 1950, n° 1.] — Gabriel Debien. Les études historiques sur Saint-Domingue depuis 1938. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1950.] — J. Crompton. Chro-

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *American historical review* (juillet 1950). — *Anjou historique* (avril-juin 1950). — *Annales* (janvier-mars et avril-juin 1950). — *Annales de Bourgogne* (avril-juin 1950). — *Annales de l'Est* (1950, n° 1). — *Annales du Midi* (1950, n° 2). — *Archivo hispalense* (1949, n° 36, 37, 38). — *Bulletin de l'I. F. A. N.* (avril 1950). — *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'histoire du Protestantisme français* (avril-juin 1950). — *Bulletin of the Institute of historical research* (1950, t. XXIII). — *Cahiers d'histoire de la guerre* (mai 1950, n° 4). — *Czasopismo Prawno-histeryczne* (*Annales d'histoire du droit*, 1949, t. II). — *English historical review* (avril-juillet 1950). — *Études guinéennes* (1950, n° 4). — *Hispania* (1949, n° 36). — *Historische Zeitschrift* (Bd 170, Heft 1, juin 1950). — *Hommes et mondes* (avril à juin 1950). — *Journal of economic history* (mai 1950). — *Journal of modern history* (juin-septembre 1950). — *Journal of the history of ideas* (juin 1950). — *Mid-America* (octobre 1940, janvier 1950). — *1848* (juillet 1950). — *Mississippi valley historical review* (octobre et décembre 1950). — *Monde français* (avril à juin 1950). — *Nuova rivista storica* (janvier-avril 1950). — *Politique étrangère* (juin-juillet, août-septembre 1950). — *Rassegna storica del Risorgimento* (juillet-décembre 1950). — *Review of politics* (juillet 1950). — *Revue belge de philologie et d'histoire* (1950, n° 1). — *Revue bénédictine* (1950). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (juin 1950). — *Revue des Deux Mondes* (avril à juin 1950). — *Revue de Paris* (avril à juin 1950). — *Revue d'histoire de l'Église de France* (juillet-décembre 1949). — *Revue d'histoire ecclésiastique* (1950, n° 1-2). — *Revue d'histoire économique et sociale* (1950, n° 1 et 2). — *Revue archéologique* (janvier-mars 1950). — *Revue de Défense nationale* (juin-juillet, août-septembre 1950). — *Revue de la Méditerranée* (mars-avril 1950). — *Revue de l'histoire des religions* (janvier-mars 1950). — *Roczniki historyczne* (*Annales historiques*, t. XVIII, 1949). — *Speculum* (1950, t. XXV). — *Transactions of the royal historical society* (1950, 4^e série).

nique des travaux d'histoire du droit publiés en Angleterre de 1939 à 1940 (en français). [*Czas. Prawno-Hist.*, II, 1949.]

Pierre Gazotte. Essai sur la Révolution. (Tend à démontrer que la Révolution a été « la chose d'une minorité audacieuse et active ».) [*Rev. des Deux Mondes*, 15 juin 1950.] — *Jean Imbert*. Note sur l'histoire du droit privé lorrain. [*An. de l'Est.*, 1950, n° 1.] — *Henri Menahem*. Le droit international et l'opposition des systèmes économiques et sociaux. [*Pol. étr.*, août-septembre 1950.] — *Heinrich Rommen*. Church and state. [*Rev. of politics*, juillet 1950.] — *Hannah Arendt*. The imperialist character. [*Ibid.*] — *Gaston Bouthoul*. Guerre et théologies. [*R. de Déj. nat.*, juin 1950.] — *Lucien Febvre*. De l'à peu près à la précision en passant par ouï-dire. (A propos d'un article de A. Koyré relatif au machinisme.) [*Annales*, janvier-mars 1950.] — *Georges Friedmann*. Problèmes du « facteur humain » dans l'industrie américaine. [*Ibid.*] — *Sergio Buarque de Holanda*. Les civilisations du miel. [*Ibid.*] — *Henri Mappero*. Le taoïsme. [*Hommes et Mondes*, avril 1950.] — *M. Maduina-Keita*. Aperçu sommaire sur les raisons de la polygamie chez les Malinkés. [*Ét. guinéennes*, 1950, n° 4.]

Marc Bloch. Critique historique et critique du témoignage. (Discours de distribution des prix au lycée d'Amiens en 1914.) [*Annales*, janvier-mars 1950.] — *Herbert Weisinger*. English origins of the sociological interpretation of the Renaissance. [*J. of the hist. of ideas*, juin 1950.] — *T. F. T. Plucknett*. Presidential Address : Deeds and Seals. (Programme pour un manuel de diplomatie anglaise.) [*Transact. of the R. Hist. Soc.*, 4th Series, vol. XXXII, 1950.] — *K. D. Erdmann*. Das Problem des Historismus in der neueren englischen Geschichtswissenschaft. [*Hist. Zeitschrift*, Bd. 170, Heft 1, juin 1950.] — *E. Molitor*. Ständerechtsverhältnisse als Geschichtsquelle. [*Ibid.*] — *G. Ritter*. Gegenwärtige Lage und Zukunftsaufgaben deutscher Geschichtswissenschaft. [*Ibid.*] — *Lucien Febvre*. Un grand livre sur l'Allemagne. (*R. Minder* : Allemagne et Allemands, t. I.) [*Annales*, avril-juin 1950.] — *J. Sigman*. En lisant les revues allemandes. (Les tendances de l'*Historische Zeitschrift* renaissante.) [*Ibid.*]

Joan C. Lancaster. Microphotography for Historians. (Instruments en France, Angleterre et U. S. A.) [*Bull. of the Institute of Hist. Research*, t. XXIII, 1950.] — *Pierre Vilar*. Les archives économiques de Barcelone. [*Annales*, avril-juin 1950.] — *Victor Tremblay*. Les archives de la Société historique du Saguenay. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1950.] — *J. Sawicki*. La gravure et état actuel des travaux préparatoires relatifs à la publication du *Corpus Conciliorum Poloniae*. (En français.) [*Czas. Prawno-Hist.*, II, 1949.] — *S. Szczotha*. Études d'histoire sur le droit valaque en Pologne. (Résumé en français.) [*Ibid.*] — *W. Soboeniske*. Histoire des régences en Pologne. (Résumé en français.) [*Ibid.*] — *St. Raspond*. La culture de la langue en Silésie. [*Roc. Hist.*, XVIII, 1949.]

Shirley Howard Weber. Further additions to modern Greek historical material in the Gennadeion in Athens, 1937-1949. [*J. of mod. hist.*, septembre 1950.]

II. PRÉHISTOIRE, ORIENT CLASSIQUE ET ANTIQUITÉ

Lionel Balout. La préhistoire, science française. [*R. de la Médit.*, mars-avril 1950.]

Thomas S. Hall. The scientific origins of the protoplasm problem. (Étude de science présocratique.) [*J. of the hist. of ideas*, juin 1950.] — *L. Derooy*. Le culte du foyer dans la Grèce mycénienne. [*Rev. de l'hist. des rel.*, janvier-mars 1950.]

R. Taubenschlag. Les papyrus et les parchemins non égyptiens originaires des provinces orientales de l'Empire romain (Catalogue). (Résumé en français.) [*Czas. Prawno-Hist.*, II, 1949.] — *Philip Merlan.* Lucretius, primitivism or progressivist? [*J. of the hist. of ideas*, juin 1950.] — *J. F. Verbruggen.* Note sur le sens des mots *castrum*, *castellum* et quelques autres expressions qui désignent des fortifications. [*R. belge de ph. et d'hist.*, 1950, n° 1.] — *Y. Béquignon-Ed. Will.* Observations sur le décret de 425 relatif à la taxation du tribut. [*R. A.*, janvier-mars 1950.] — *J. Aymard.* Lucilla Augusta. [*Ibid.*] — *W. Deonna.* Phalères celtiques et gallo-romaines avec décor de têtes humaines. [*Ibid.*] — *Ern. Will.* Le bas-relief mithriaque de Strasbourg-Königshoffen. [*Ibid.*] — *André Chastagnol.* Un scandale du vin à Rome sous le Bas-Empire : l'affaire du préfet Orfitus. [*Annales*, avril-juin 1950.] — *M. Renard.* Inscriptio romana ad res belgicas pertinens. (Découverte à Rome et publiée en 1940.) [*R. belge de ph. et d'hist.*, 1950, n° 1.] — *G. Gougenheim.* La dislocation de la Romania. [*Annales*, janvier-mars 1950.]

III. LE MOYEN AGE

P. Lebel et G. Chevrier. Dans le brouillard mérovingien. (Étude des ouvrages de M. Salin et L. Dupraz.) [*A. de Bourg.*, avril-juin 1950.] — *E. Thévenot.* Un débris de sarcophage en plomb historié trouvé en forêt de Cléteaux. [*R. A.*, janvier-mars 1950.]

Ferdinand Lot. Formation de la nation française. [*Rev. des Deux Mondes*, 15 mai et 1^{er} juin 1950.] — *P. Petot.* Licence de mariage et formariage des serfs dans les coutumes françaises du Moyen Age. (En français.) [*Czas. Prawno-Hist.*, II, 1949.] — *R. S. Hoyt.* The nature and origins of the ancient demesne. [*E. H. R.*, avril 1950.] — *B. Berthet.* Abbayes et exploitations. [*Annales*, janvier-mars 1950.] — *W. Maas.* L'Europe centrale-orientale au x^e siècle. [*Ibid.*] — *Jean Halpérin.* Les transformations économiques aux xii^e et xiii^e siècles. [*R. d'Hist. écon. et soc.*, 1950, n° 1 et 2.]

René Dochaerd. Laon, capitale du vin au xii^e siècle. [*Annales*, avril-juin 1950.] — *J. Coppelani.* Essai de solution géographique du problème des origines de Toulouse. [*An. du Midi*, 1950, n° 2.] — *M. Gouron.* Découverte du tympan de l'église Saint-Martin à Saint-Gilles (Gard). [*Ibid.*] — *Ch. Higounet.* Observations sur la seigneurie rurale et l'habitat en Rouergue du ix^e au xiv^e siècle. [*Ibid.*] — *J.-P. Trabut-Cussac.* Les coutumes ou droits de douane perçus à Toulouse sur les vins et les marchandises par l'administration anglaise de 1252 à 1307. [*Ibid.*] — *L. d'Alauzier.* L'héritage des Trancavels. [*Ibid.*] — *Ch.-V. Aubrun.* Lettres de Ferdinand le Catholique concernant les affaires locales du midi de la France (1479-1483). [*Ibid.*]

F. T. Wainwright. Cledemutha. (Forteresse galloise mentionnée dans les Chroniques anglo-saxonnes, sans doute près de Rhuddlan.) [*E. H. R.*, avril 1950.] — *David Douglas.* Some problems of early Norman chronology. [*Ibid.*, juillet 1950.] — *Frank Barlow.* Roger of Howden. [*Ibid.*] — *H. G. Richardson.* King John and Isabelle of Angoulême. [*Ibid.*] — *C. R. Cheney.* The « paper constitution » preserved by Matthew Paris. [*Ibid.*, avril 1950.] — *J. E. Neale.* The Elizabethan Acts of Supremacy and Uniformity. [*Ibid.*, juillet 1950.] — *E. B. Fryde.* Materials for the Study of Edward III's Credit operations, 1327-1348 (fin). (Très important pour la comptabilité des emprunts, le calcul de l'intérêt, les méthodes de remboursement.) [*Bull. of the Institute of Hist. Research*, t. XXIII, 1950.] — *J. S. Roskell.* The

Medieval Speakers for the Commons in Parliament. (Depuis 1376.) [*Ibid.*] — Edwin B. Place. The *Amadis* question. (*Amadis des Gaules* aurait été composé en Gascogne, dans l'entourage de Simon de Montfort.) [*Speculum*, t. XXV, 1950.]

H. Silvestre. Les citations et réminiscences classiques dans l'œuvre de Rupert de Dentz (théologien du XII^e siècle). [*R. H. E.*, 1950, nos 1-2.] — J. M. Hussey. The Byzantine Empire in the eleventh century : Some different interpretations. [*Transact. of the R. Hist. Soc.*, 4th Serie, vol. XXXII, 1950.] — Einar Joranson. The problem of the spurious letter of emperor Alexius to the Count of Flanders. [*Am. hist. rev.*, juillet 1950.] — Curtis H. Walkers. Eleanor of Aquitaine and the disaster at Cadmos Mountain on the Second Crusade. [*Ibid.*] — Maurice Lombard. Caffa et la fin de la route mongole. [*Annales*, janvier-mars 1950.] — D. P. Waley. Pape Boniface VIII and the Commune of Orvieto. [*Transact. of the R. Hist. Soc.*, 4th Series, vol. XXXII, 1950.] — Ernest H. Wilkins. Petrarch and Giacomo de' Rossi. (Note sur G. de' Rossi et ses séjours auprès de Pierre I^{er} de Chypre.) [*Speculum*, t. XXV, 1950.] — Theodor E. Mommsen. Antal's Florentine painting and its social background. (Compte-rendu.) [*J. of the hist. of ideas*, juin 1950.] — Yves Renouard. Finances et financiers dans la Bruges médiévale. [*Annales*, avril-septembre 1950.] — E. Coornaert. Draperies rurales, draperies urbaines. L'évolution de l'industrie flamande au Moyen Age et au XVI^e siècle. [*R. belge de ph. et d'hist.*, 1950, n° 1.] — Pierre Chaunu. Christophe Colomb. [*Annales*, janvier-mars 1950.] — Hipólito Sancho de Sopranis. La incorporación de Cádiz a la Corona de Castilla bajo Alfonso X. (L'événement se place, d'après l'auteur, à la fin de 1262.) [*Hispania*, t. IX, 1949, n° 36.]

V. Vanecek. Les druziny (gardes) princières dans les débuts de l'État tchèque. (En français.) [*Czas. Prawno-Hist.*, II, 1949.] — S. Wojciechowski. Le patriciat de Boleslas le Vaillant. [*Roc. Hist.*, XVIII, 1949.] — C. Tymcenecki. Les chevaliers teutoniques. (Essai sur la source de leur idéologie.) [*Ibid.*] — Ch. Gorski. Les traités polonais de défense de la Confédération prussienne. [*Ibid.*] — A. Vetulani. La Pologne et le duché de Prusse dans les rapports juridiques. [*Ibid.*] — L. Czaplinsky. Expédition de Czarniecki en Poméranie en 1057. [*Ibid.*] — J. Matuzewski. L'évêché de Lubusz. Remarques critiques. (Résumé en français.) [*Czas. Prawno-Hist.*, II, 1949.] — Z. Kaczmarczyk et S. Urbareczyk. L'office des castellans dits « konarski ». (Résumé en français.) [*Ibid.*] — S. N. Hagen. The Kensington Runic Inscription. (Estime authentique cette inscription, qui prouverait le voyage d'une bande d'aventuriers scandinaves dans le Minnesota en 1362.) [*Speculum*, t. XXV, 1950.]

Georges Marçais. Ibn Khaldoun et le livre des Prolégomènes. [*R. de la Médit.*, juillet-août 1950.]

IV. LE XVI^e SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

M. Rossi. Note sulla modernità del Rinascimento. [*Nuova riv. st.*, janvier-avril 1950.] — H. de Vocht. Le dernier *Amanuensis* d'Érasme. [*R. H. E.*, 1950, nos 1-2.] — Jacques Levron. Musiciens angevins du XVI^e siècle. [*Anjou hist.*, avril-juin 1950.] — L. Courant. Jean Daniel, organiste de Saint-Pierre d'Angers (1521-1525). [*Ibid.*] — Henri Drouot. Gentilshommes ayant maison à la ville. Une liste dijonnaise de 1575. [*A. de Bourg.*, avril-juin 1950.] — Ch. Dartigue. Un exemple du conflit entre Henri de Navarre et Armand de Gontaut, maréchal de Biron : « l'affaire de Lan-

gon », avril 1578-janvier 1581. [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'Hist. du Prot. fr.*, avril-juin 1950.] — *Pierre Chaunu*. Une grande puissance économique et financière : les débuts de la Compagnie de Jésus au Japon (1547-1583). [*Annales*, avril-juin 1950.]

G. Connell-Smith. English Merchants trading with the New World in the early sixteenth century. [*Bull. of the Institute of Hist. Research*, t. XIII, 1950.] — *A. H. Dodd*. An « electioneering » lease of 1585. [*E. H. R.*, avril 1950.]

P. Enrique de Vargas Zúñiga, S. J. Iconografía artística de San Ignacio de Loyola en Sevilla. [*Archivo hispal.*, 1949, n° 36-38.] — *Alvaro Huerga*, O. P. Fray Luis de Granada en Escalaceli. Nuevos datos para el conocimiento histórico y espiritual de su vida (1534-1544). [*Hispania*, t. IV, 1949, n° 36.] — *P. Joaquín Iriarte*, S. J. Francisco de Vitoria, del linaje de los Arcayas de Vitoria-Alava. (Fixe l'origine de la famille de l'historien.) [*Ibid.*] — *Vicente Romero Muñoz*. Martínez Montañés y las leyes sociales. (Vie corporative des sculpteurs à Séville aux xvi^e et xvii^e siècles.) [*Archivo hispal.*, 1949, n° 35.]

C. Lepzy. Un ennemi des Habsbourg : Jean Zamoyski. [*Roc. Hist.*, XVIII, 1949.]

Joseph Grelier. Bussac en 1656. (D'après le rôle de répartition de l'impôt du sel.) [*Anjou hist.*, avril-juin 1950.] — *R. Lespire*. Le « libertinage » de Molière et la portée de « Dom Juan ». [*R. belge de ph. et d'hist.*, 1950, n° 1.] — *P. Polman*. La biographie de Blaise Pascal par Gilbert Perier. [*R. H. E.*, 1950, n° 1-2.] — *Lucien Febvre*. Savants et métaphysiciens au xvii^e siècle. [*Annales*, janvier-mars 1950.] — *J. Gessler*. Tortures et supplices « modérés » sous l'Ancien Régime. [*R. belge de ph. et d'hist.*, 1950, n° 1.] — *Robert Amadou*. Un grand mystique protestant français : Pierre Poiret (1646-1719). [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'Hist. du Prot. fr.*, avril-juin 1950.] — *Daniel Robert*. La tournée du pasteur Gilbert et du frère morave Fries dans les églises de Saintonge (1761). [*Ibid.*] — *Gaston Zeller*. L'industrie en France avant Colbert. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1950, n° 1.] — *Lucien Febvre*. A propos de La Tour (Georges). [*Annales*, janvier-mars 1950.] — *A. Louant*. Le P. Louis Hennepin, nouveaux jalons pour sa biographie. (Missionnaire récollet qui aurait descendu le Bas-Mississippi en 1680.) [*R. H. E.*, 1950, n° 1-2.] — *P. R.* Le pont du Lion d'Angers en 1750. [*Anjou hist.*, avril-juin 1950.] — *Jean Rigault*. Pour une histoire de la propriété rurale dans le Pays Messin à la fin du xvi^e et au xvii^e siècle (1552-1685). [*An. de l'Est*, 1950, n° 1.] — *René Taveneaux*. Le jansénisme dans le diocèse de Verdun au début du xviii^e siècle. [*Ibid.*] — *A. Brust*. Un collège d'Oratoriens au xviii^e siècle. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-décembre 1949.] — *Aram Vartanian*. Trembley's polyp, La Mettrie, and 18th century french materialism. [*J. of the hist. of ideas*, juin 1950.]

R. C. Bald. Sir William Chambers and the Chinese garden. [*Ibid.*] — *C. V. Welgwood*. Anglo-Scottish Relations, 1603-1640. [*Transact. of the R. Hist. Soc.*, 4th Series, vol. XXXII, 1950.]

Menna Prestwich. Diplomacy and trade in the Protectorate (de Cromwell). [*J. of mod. hist.*, juin 1950.] — *Ph. de Vries*. L'animosité anglo-hollandaise au xviii^e siècle. [*Annales*, janvier-mars 1950.] — *H. J. Habakkuk*. Marriage settlements in the eighteenth Century. (Important travail sur les « règlements » qui préservèrent l'unité des grandes fortunes de l'aristocratie.) [*Transact. of the R. Hist. Soc.*, 4th Series, vol. XXXII, 1950.]

F. Bolgiani. Il quietismo italiano del seicento. [*Nuova riv. st.*, janvier-avril 1950.] — *Hipólito Sancho*. Un Dominicano de pró : vida y obras de Fray José Cantero Pala-

clos, O. P. (Historien de la fin du XVIII^e siècle ; à suivre.) [*Archivo hispal.*, 1949, n^{os} 36-38.] — V. M. Godinho. Création et dynamisme économique du monde atlantique (1520-1670). [*Annales*, janvier-mars 1950.] — Vitorino Magalhães Godinho. Le Portugal, les flottes du sucre et les flottes de l'or (1670-1770). [*Ibid.*, avril-juin 1950.]

F. L. Carsten. The Great Elector and the foundation of the Hohenzollern despotism. [*E. H. R.*, avril 1950.] — J. Wolinski. Démarches brandebourgeoises visant le trône de Pologne pendant l'inter règne (1673-1674). [*Roc. Hist.*, XVIII, 1949.] — L. Konopczynski. Le maréchal Flemming. [*Ibid.*] — V. Długoborski. Les foires de Wrocław, 1742-1743. [*Ibid.*] — E. Rostworowski. Achèvement sur le premier partage de la Pologne. (Frédéric II et la dissolution de l'alliance franco-autrichienne en 1769-1772.) [*Ibid.*] — Noël Falaise. Les Iles-de-la-Madeleine sous le régime français. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1950.] — Lionel Groulx. Colonisation au Canada sous Talon. [*Ibid.*]

V. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, LE PREMIER EMPIRE ET LE XIX^e SIÈCLE

Octave Festy. L'agriculture pendant la Révolution française. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1950, n^{os} 1 et 2.] — Joseph J. Mathews. Napoleon's military bulletins. [*J. of mod. hist.*, juin 1950.] — Daniel Robert. La communauté morave de Bordeaux sous l'Empire. [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'Hist. du Prot. fr.*, avril-juin 1950.] — G. de Lagranges-Ferrègues. M^{me} Cottin et le pasteur Meskezat. [*Ibid.*] — Robert Laurent. La lutte pour l'individualisme agraire dans la France du Premier Empire. [*A. de Bourg.*, avril-juin 1950.] — David Pinkney. Paris, capitale du coton sous le Premier Empire. [*Annales*, janvier-mars 1950.] — T. Mancel. L'introduction du Code Napoléon dans le duché de Varsovie (1808). (En français.) [*Czas. Prawn-Hist.*, II, 1949.]

Fritz Machlup et Edith Penrose. The patent controversy in the nineteenth century. [*J. of econ. hist.*, mai 1950.] — Georges Lefebvre. A Verviers : capitalisme et draperie. (Au XVIII^e et au XIX^e siècle.) [*Annales*, janvier-mars 1950.] — Paul Leuilliot. Les Correspondances consulaires modernes, 1825-1830. [*Annales*, avril-juin 1950.] — G. Mollat. Contribution à l'histoire de la Chambre apostolique au XIX^e siècle. [*R. H. E.*, 1950, n^{os} 1-2.]

P. Pieri. Carlo Caffero. [*Nuova riv. st.*, janvier-avril 1950.] — C. de Biase. Carlo Ilarione Petitti di Roreto nella rivoluzione piemontese del 1821. [*Ibid.*] — A. R. Guido. Cavalcanti e un suo strano carteggio in rima. [*Ibid.*] — Elio Conti. Lettere inedite di G. Mazzini a Giuseppe Dolfi. (Texte de quarante lettres inédites, envoyées par Mazzini à G. Dolfi, chef du parti démocrate toscan. C'est une précieuse contribution à l'histoire de l'élément républicain en Toscane de 1861 à 1867.) [*Ras. st. del Risorg.*, juillet-décembre 1949.] — Luigi Antonio Pagano. Garibaldi nei rapporti degli agenti diplomatici napoletani (1850-1857). (L'auteur étudie les pérégrinations de Garibaldi après la chute de la République romaine. Tour à tour, on le retrouve à Tunis, à Tanger, à New-York et à Nice. Les agents diplomatiques du roi de Naples suivent de près ses relations avec Mazzini, Kossuth et les autres chefs du mouvement révolutionnaire italien.) [*Ibid.*] — Romolo Quazza. Problemi di politica ecclesiastica nel carteggio Torino Roma (1847-1848). (Étude de la politique religieuse à la fin du règne de Charles Albert d'après la correspondance du marquis D. Pareto, ministre de Sardaigne à Rome. En dépit des excellentes relations entre la Cour de Turin et le Saint-Siège, on devine quelques points de fric-

tion au sujet de l'interprétation de l'Édit royal du 30 octobre 1847 relatif à la liberté de la presse et de la situation des Jésuites dans les États sardes.) [*Ibid.*]

William A. Smith. The background of the Spanish Revolution of 1868. [*Am. hist. rev.*, juillet 1950.]

J. Bourdon. La vie matérielle à Bruxelles entre 1820 et 1830 d'après les lettres de Bertier à Thibaudeau. [*R. belge de ph. et d'hist.*, 1950, n° 1.] — J. Willequet. Léopold I^{er} et le Portugal. Une mission de Van de Weyer en 1836. [*R. belge de ph. et d'hist.*, 1950, n° 1.]

Merle Curti. America at the world fairs, 1851-1893. [*Am. hist. rev.*, juillet 1950.]

— C. Bruce Staiger. Abolitionism and the Presbyterian schism. (Étude du schisme déterminé en 1838 dans l'église presbytérienne par la question de l'esclavage.)

[*Mississippi Valley hist. rev.*, décembre 1949.] — Roman J. Zorn. Minnesota public opinion and the Secession controversy (déc. 1860-avril 1861). [*Ibid.*] — Leroy H. Fischer. Lincoln's gadfly : Adam Gurowski. (Bref exposé de la carrière politique

de Gurowski, l'âme damnée de Lincoln, et de ses démêlés avec le président.) [*Ibid.*]

— G. E. Mowry. The California progressive and his rationale : a study in middle class politics. (Étude du mouvement « progressiviste » en Californie au début du xix^e siècle : mouvement de révolte de la classe moyenne contre les « unions » ouvrières et les grandes entreprises capitalistes.) [*Ibid.*, septembre 1949.] — W. H. G. Armytage. H. G. Coke on the Oregon trail. [*Mid America*, octobre 1949.] —

G. L. Chevre. American metropolitan press reaction to the Paris Commune of 1871. [*Ibid.*, janvier 1950.] — Maurice Lévy. Dans l'Ouest américain (1860-1900).

[*Annales*, janvier-mars 1950.] — Willson H. Coates. Benthamism, laissez-faire and collectivism. [*J. of the hist. of ideas*, juin 1950.]

Sheila Lambert. The Presentation of Parliamentary Papers by the Foreign Office. (Évolution dans la seconde moitié du xix^e siècle.) [*Bull. of the Institute of Hist. Research*, t. XXIII, 1950.] —

A. Aspinall. Statisticall accounts of the London Newspapers, 1800-1836. [*E. H. R.*, avril et juillet 1950.] — Robert K. Webb. Working class readers in early Victorian England. [*Ibid.*, juillet 1950.] —

L. de Rosa. Un « radicale » inglese del secolo scorso : James Bronterre O'Brien (1805-1864). [*Nuova riv. st.*, janvier-avril 1950.] —

Ethel Drus. The Colonial Office and the Annexation of Fiji. (Minutieuse et intéressante analyse de l'attitude du gouvernement et de l'administration britanniques.) [*Transact. of the R. Hist. Soc.*, 4th Series, vol. XXXII, 1950.] —

W. C. Mallalieu. Joseph Chamberlain and workmen's compensation. [*J. of econ. hist.*, mai 1950.]

Richard E. Pipes. The russian military colonies, 1810-1831. [*J. of mod. hist.*, septembre 1950.] —

Warren B. Walsh. Political parties in the Russian Dumas. [*Ibid.*, juin 1950.] — E. Kieniewicz. L'orientation autrichienne au temps des partages.

[*Roc. Hist.*, XVIII, 1949.] — H. Bornkamm. Die Staatsidee im Kulturkampf. [*Hist. Zeitschrift*, Bd. 170, Heft 1, juin 1950.] —

R. W. Seton-Watson. Some aspects of dynastic policy in the Balkans. [*Transact. of the R. Hist. Soc.*, 4th Series, vol. XXXII, 1950.] —

J. Pajewski. Berlin-Bagdad. (Fragments historiques sur la politique allemande au temps de Guillaume II.) [*Roc. Hist.*, XVIII, 1949.] —

Knight Biggerstaff. The secret correspondence of 1867-1868 : views of leading chinese statesmen regarding the further opening of China to Western influence. [*J. of mod. hist.*, juin 1950.]

Jules Bertaut. Abd el Kader. [*R. de Déf. nat.*, juillet 1950.] — G.-H. Bousquet. Un culte à détruire : l'adoration de Hanoteau et Letourneux. (Auteurs de *La Ka-*

bylie et les coutumes kabyles, paru en 1857; critique très vive.) [*R. de la Médit.*, juillet-août 1950.]

Pierre Genevray. La Paix chrétienne, l'harmonie des cultes et les protestants du Sud-Ouest sous la monarchie constitutionnelle (1814-1848). [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'Hist. du Prof. fr.*, octobre-décembre 1949.] — *André Trannoy*. Responsabilités de Montalembert en 1848. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-décembre 1949.] — *R. Gossez*. Un tournant dans nos études. (A propos de la thèse de *L. Chevalier*: La formation de la population parisienne au XIX^e siècle.) [1848, juillet 1950.] — *M. Dommanget*. Blanqui et le document Taschereau, Les « faveurs » de Blanqui. [*Ibid.*] — *Belin-Milleron*. Les pétitions de 1848. [*Ibid.*] — *Stephan Kieniewicz*. L'historiographie polonaise de 1848. [*Ibid.*] — *P. Cousteix*. Les financiers sous le Second Empire. [*Ibid.*] — *R. Amanieu*. Élections législatives et plébiscites à Toulouse sous le Second Empire. [*An. du Midi*, 1950, n° 2.] — *Frère Robert Sylvain*. Lamartine et les catholiques de France et du Canada (I). (Il s'agit, en réalité, des attaques dirigées contre le poète par Vuilliot.) [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1950.] — *A.-G. Manry*. En Limagne entre 1865 et 1905. [*Annales*, janvier-mars 1950.] — *Robert F. Byrnes*. Mores « the first national socialist ». (Il s'agit du marquis de Mores, ami de Drumont, Barrès et Déroulède.) [*Rev. of politics*, juillet 1950.] — *Marcel Pierrugues*. Une source d'Anatole France : Mgr Gouthé-Soulard et l'abbé Guitrel. [*R. de la Médit.*, juillet-août 1950.] — *André Siegfried*. Une crise ministérielle en 1887, d'après le Journal de mon père. [*Hommes et Mondes*, avril 1950.] — *G. Edgar-Bonnet*. Ferdinand de Lesseps. La lutte politique pour la création du canal de Suez (1854-1866). (Lesseps eut à lutter à la fois contre les hésitations de Napoléon III, la vive opposition de Palmerston et la versatilité du vice-roi d'Égypte Ismaïl.) [*Rev. des Deux Mondes*, 1^{er} et 15 avril, 1^{er} et 15 mai 1949.]

Édouard Dolléans et *Michel Collinet*. Masses et militants. Quelques aspects de l'évolution des minorités agissantes au syndicalisme de masse. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1950, n° 2.] — *Henry W. Ehrmann*. Recent writings on the French Labor movement. [*J. of mod. hist.*, juin 1950.] — *Maximilien Rubel*. Contribution à l'histoire de la genèse du *Capital*. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1950, n° 2.] — *Eric Voegelin*. The formation of the Marxian revolutionary idea. [*Rev. of politics*, juillet 1950.] — *J.-L. Puech*. Quelques récents commentateurs de Proudhon. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1950, n° 1.] — *Walter Brauer*. Thünen et la France (économiste allemand, 1783-1850). [*Ibid.*, 1950, n° 2.] — *Jean Maitron*. Jean Grave. [*Ibid.*, 1950, n° 1.]

VI. L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

Suzanne Tassier. L'opinion publique américaine en 1914. [*Annales*, janvier-mars 1950.] — *Anne Owsinka*. Plans annexionnistes de l'État-Major général allemand à l'égard de la Pologne pendant les années 1914-1916. [*Roc. Hist.*, XVIII, 1949.] — *Capitaine-commandant Werbrouck*. Les troupes coloniales belges au cours des deux guerres mondiales. [*R. de Déf. nat.*, août-septembre 1950.] — *Général Rivet*. Étions-nous renseignés en mai 1940? [*Ibid.*, juin et juillet 1950.] — *H. Drouot*. La fin de la 8^e région (en juin 1940). [*A. de Bourg.*, avril-juin 1950.] — *Amiral de Belot*. L'attaque du « Tirpitz ». [*Hommes et Mondes*, avril 1950.] — *Maxime Mourin*. Une sédition allemande à Paris (le 20 juillet 1944). [*Rev. de Paris*, avril 1950.] — *Georg Fischer*. Genesis of U. S.-Soviet relations in World war II. [*Rev. of politics*, juillet 1950.] — *P. Aubé*. Une méthode, un bilan. (La méthode des Allemands pour asser-

vir et exploiter la France occupée.) [*Cahiers d'hist. de la guerre*, mai 1950, 4.] — P. Arnould. Comment, pour acheter notre économie, les Allemands prirent nos finances. [*Ibid.*] — X. Le marché noir allemand en France. [*Ibid.*] — L'économie française sous l'occupation. (Bibliographie.) [*Ibid.*] — M. Michel-Dansac. Les archives de la Haute-Cour de Justice. [*Ibid.*]

Robert Coulondre. Souvenirs de mon ambassade à Berlin (de novembre 1938 à septembre 1939). [*Rev. de Paris*, mai 1950.] — S. W. Gould. Austrian attitudes towards Anschluss, octobre 1918-septembre 1919. [*J. of mod. hist.*, septembre 1950.] — Marcel Brion. Jung et Jaspers jugent la culpabilité allemande. [*R. de la Médit.*, juillet-août 1950.] — Henri Brunschwig. Propos sur les nationalismes allemands. [*Annales*, janvier-mars 1950.] — Edmond Vermeil. Réflexions sur les Mémoires du Dr Schacht. [*Pol. étr.*, juin-juillet et août-septembre 1950.] — Wolfgang Harkhe. Quelques aspects de la réforme agraire en Allemagne. [*Annales*, janvier-mars 1950.] — William Pickles. Le Plan Schuman devant l'opinion britannique. [*Pol. étr.*, août-septembre 1950.] — X. L'acte du 9 mai. (Proposant de placer sous une autorité commune l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier.) [*Ibid.*]

N. Valeri. Due biografii di Giolitti. [*Nuova riv. st.*, janvier-avril 1950.] — Maurice Vaussard. Les dernières heures de la dictature fasciste. [*Rev. des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1950.]

E. Spina. Una biografia politica di Stalin (par L. Deutscher). [*Nuova riv. st.*, janvier-avril 1950.] — Waldemar Gurian. From Lenin to Stalin. [*Rev. of politics*, juillet 1950.]

Étienne Juilliard. Val d'Anniviers 49. [*Annales*, janvier-mars 1950.]

R. Capot-Rey. Problèmes nord-africains d'après quelques ouvrages récents. [*R. de la Médit.*, mai-juin 1950.] — Hildebert Isnard. Sur les destins de l'Afrique du Nord. [*Annales*, janvier-mars 1950.] — J.-H. Lasserre-Bigorry. Le statut international du Maroc : le mythe d'Algésiras. [*Pol. étr.*, juin-juillet 1950.] — Paul Henry. L'aide américaine et le développement de l'Afrique française. [*Ibid.*] — J.-J. Royer. Les musulmans algériens en France et dans les pays islamiques. [*R. de la Médit.*, mars-avril 1950.]

Wolfgang von Weisl. Quelques problèmes économiques et stratégiques de l'État d'Israël. [*Pol. étr.*, juin-juillet 1950.] — Mahmoud Azmi. La dernière réunion du Conseil de la Ligue arabe. [*Ibid.*] — Antoine Lamy. La côte française des Somalis. [*R. de Déf. nat.*, juillet 1950.] — Jean Amanrich. Diego-Suarez, base stratégique. [*Ibid.*, juin 1950.] — Th. de Bot. Les nouvelles relations entre l'Europe et l'Asie. Les Pays-Bas et l'Indonésie. [*Pol. étr.*, août-septembre 1950.] — R. de L. L'intervention des troupes chinoises en Indochine à la suite de la capitulation japonaise. [*Ibid.*, juin-juillet 1950.]

George H. Gorse. Que reste-t-il du Plan Monnet? [*R. de Déf. nat.*, juillet 1950.] — Jean Gascuel. Vers une politique européenne. [*Pol. étr.*, août-septembre 1950.]

VII. HISTOIRE RELIGIEUSE

O. Masson. A propos d'un rituel hittite pour la lustration d'une armée : le rite de purification par le passage entre les deux parties d'une victime. [*Rev. de l'hist. des rel.*, janvier-mars 1950.] — M. Alliot. Le culte d'Horus à Edfou au temps des Ptolémées. [*Ibid.*]

C. Charlier et L. Fransen. Bulletin d'ancienne littérature chrétienne latine, t. III. [*Rev. bén.*, 1950.] — Ph. Schmitz. Bulletin d'histoire bénédictine, t. V. [*Ibid.*]

G. Bardy. Le patriotisme égyptien dans la tradition patristique. [*R. H. E.*, 1950, nos 1-2.] — N. Charlier. Le *Thesaurus de Trinitate* de S. Cyrille d'Alexandrie. [*Ibid.*] — P. Collinet. Les supplices de l'immersion et du sac appliqués à des martyrs chrétiens. [*Ibid.*] — B. Altaner. Augustinus und Basilius der Grosse. Eine quellenkritische Untersuchung. [*Rev. bén.*, 1950.] — C. Lambot. Le catalogue de Possidius et la collection carthusienne de sermons de saint Augustin. [*Ibid.*] — Id. Sermon inédit de saint Augustin sur un verset du psaume LVI. [*Ibid.*] — Ph. Delhaye. Le florilège moral d'Oxford. *Bodl. Lib.* 633. [*Ibid.*] — A. Mundé. « Bibliotheca », Bible et lecture de carême d'après saint Benoît. [*Ibid.*] — J. Winandy. L'œuvre littéraire d'Ambroise Autpert. [*Ibid.*] — P. Blanchard. La règle du Maître et la règle de saint Benoît. [*Ibid.*] — F. Baiz. L'hagiographie à Stavelot-Malmédy. [*Ibid.*] — H. Glaesener. Saint Poppon, abbé de Stavelot-Malmédy. [*Ibid.*]

L. Lok. Les protestants et la langue bretonne. [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'Hist. du Prot. fr.*, octobre-décembre 1949.]

J. Filliosat. Avalokiteçvara, d'après un livre récent. [*Rev. de l'hist. des rel.*, janvier-mars 1950.]

H. Lhote. L'anneau de bras des Touareg, ses techniques et ses rapports avec la préhistoire. [*Bull. de l'I. F. A. N.*, avril 1950.] — J. Onedraogo. Les funérailles en pays Mossi. [*Ibid.*] — J. Sauvaget. Les épitaphes royales de Gao. [*Ibid.*]



un
Jac
l'av
C
seu
gra
Alb
pas
côt
plus
imp
A
aut
kan
rièr
grap
L
toir
étud
d'au
tivité
publ
En
l'Eu
l'éto
1910
cene
Man
Arch
W
après
diocr
nièr
crit,

CHRONIQUE

NÉCROLOGIE

GEORGES WEULERSSE
(1874-1950)

Georges Weulersse est mort brusquement le lundi 20 février. Il avait conservé une étonnante jeunesse de corps et d'esprit; la disparition brutale de son fils Jacques Weulersse, ce jeune géographe dont les travaux faisaient déjà autorité, l'avait frappé au cœur.

Georges Weulersse était né à Paris, le 18 avril 1874. Sa famille ne comptait qu'un seul universitaire, Georges Renard, dont l'action sur le jeune homme devait être grande. A vingt ans, il entrait à l'École normale, où il rencontra Paul Mantoux, Albert Mathiez et Charles Péguy. Sa turne, qu'il partageait avec ces deux derniers, passait pour la plus « avancée » de l'École. Weulersse et Péguy combattaient côte à côte dans la *Revue socialiste*. Plus tard, ses idées devaient sensiblement évoluer; plus tard aussi, il rompit avec Péguy, mais cette brouille, qui ne lui était en rien imputable, laissa en lui des regrets durables.

Après son agrégation, la bourse Albert Kahn permit au jeune Parisien de voyager autour du monde, de 1898 à 1900. A son retour, le lycée de Toulon, puis celui d'Orléans l'accueillirent, et, en 1907, c'était l'arrivée au lycée Carnot, où toute sa carrière devait se dérouler, ainsi qu'à l'É. N. S. de Saint-Cloud, où il initia à la géographie des jeunes gens venus de milieux fort divers.

L'œuvre littéraire de Weulersse s'oriente vers deux pôles : la géographie, l'histoire économique. De son voyage autour du monde, il avait rapporté deux alertes études : *Chine ancienne et nouvelle : impressions et réflexions* (1902) et *Le Japon d'aujourd'hui : études sociales* (1904), reportages d'un voyageur intelligent et cultivé qui s'intéresse surtout aux questions économiques et sociales. En 1921, il publiait une étude bien documentée sur le *Port du Havre*.

En 1920, il avait donné, avec Georges Renard, un ouvrage sur le *Travail dans l'Europe moderne, du xv^e au xviii^e siècle*. Mais son œuvre de prédilection, c'est l'étude du mouvement physiocratique : on peut dire qu'il lui a consacré sa vie. En 1910, il passait son doctorat ès lettres avec une thèse en deux volumes sur le *Mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770* et une petite thèse, consacrée aux *Manuscrits économiques de François Quesnay et du marquis de Mirabeau aux Archives nationales*.

Weulersse avait arrêté son étude en 1770, parce qu'à son avis il n'existait plus, après cette date, de « mouvement » physiocratique. Mais il y avait encore des physiocrates. Il dut attendre la retraite pour les étudier. Sa *Physiocratie sous les ministres de Turgot et de Necker* vient de paraître, et il a pu achever, en manuscrit, l'histoire des physiocrates jusqu'à la Révolution,

Si Georges Weulersse n'a pas publié davantage, c'est qu'il s'était donné avec ardeur à la *Société des Professeurs d'Histoire et de Géographie de l'enseignement public*, dont il demeura pendant vingt-cinq ans le secrétaire général. Il sut donner au *Bulletin* une forme attrayante, inaugurant les Bibliographies si précieuses aux candidats à l'agrégation. A tous ceux qui l'ont connu, il laisse le souvenir de son infatigable ardeur et de sa rayonnante bonne grâce. Ed. BRULEY.

— La *Société d'histoire de la Révolution française*, créée il y a près de soixante-dix ans, a été présidée pendant de longues décades par Alphonse Aulard. Après sa mort, en 1928, c'est Louis Barthou qui devint président de la Société. Depuis 1934, la présidence est confiée à Philippe Sagnac, dont la forte personnalité résiste magnifiquement à tous les assauts de la maladie. On sait que la Société a publié de nombreux ouvrages : monographies, textes, recueils de documents, etc., et publié, en dehors des *Cahiers d'Histoire de la Révolution française* (8 vol., 1934-1939), la revue : *La Révolution française*.

Dissoute en 1940 par le Gouvernement de Vichy, la Société eut ses publications confisquées par les autorités d'occupation. En 1949, elle a repris ses travaux et elle a tenu sa première Assemblée générale à la Sorbonne le 23 juin 1950, sous la présidence de M. Georges Bourgin, tenant la place de M. le Recteur Jean Sarraûh, absent de Paris. Au cours de cette séance, les communications suivantes ont été faites par MM. Henri de MONTFORT, *Rapport annuel*; — Albert BAYET, *Les origines de la Déclaration des Droits de l'Homme*; — Georges BELLONI, *Aulard et la liberté politique*; — Bourdeau de Fontenay, *Un document d'épuration de l'an II*; — Georges Bourgin, *Cabet et la Révolution française*; — René Cassin, *Le Conseil d'État gardien des principes de la Révolution française*; — Marcel Dunan, *Aulard et notre Paris d'il y a 150 ans*; — Boris Mirkine-Guetzévitch, *La Convention et le régime parlementaire*. La Société prépare actuellement la commémoration du bicentenaire de l'*Encyclopédie*.

— L'accord franco-italien du 1^{er} août 1949 portant remise réciproque de documents d'archives entre les deux pays étant à la veille d'être ratifié par le Président de la République, son exécution est maintenant prochaine. Elle est même déjà amorcée par la remise aux Archives de France d'un premier lot d'archives historiques de Savoie. Ainsi se termine une longue querelle d'érudits; reste maintenant, en ce qui concerne la France, à distribuer les documents restitués entre les dépôts de Paris, Chambéry et Annecy. G. BN.

— La Société d'histoire du droit a donné un compte-rendu partiel des Journées d'histoire du droit et des institutions tenues à Bâle les 10 et 11 juin 1948. Parmi les communications faites, je relève : J. DRONDT, *L'origine des États de Flandre*; — C. JOSET, *Qu'est-ce qu'une ville au Moyen Âge?* — B. ELIACHEVITCH, *Le régime juridique de la propriété foncière au Moyen Âge russe*; — R. GRAND, *Certaines survivances régionales d'une ancienne communauté de famille ou de clan dans la pratique coutumière concernant la propriété foncière (XI^e-XIV^e siècle)*; — A. MELLOR, *Le mouvement des idées en faveur de l'abolition de la torture avant le XVIII^e siècle*; — P. LABORDERIE-BOULOIR, *L'indigence et les secours publics dans les doléances de la Marine à Rochefort (en 1789)*. G. BN.

— La Seizième Semaine de Synthèse (30 octobre-7 novembre 1950) a été consacrée à la « recherche de la mentalité préhistorique : origines ou psychisme, l'homme

faber, sapiens, religiosus, aestheticus, un programme de recherche », tel a été le programme des exposés et des discussions, dont nous espérons qu'un compte-rendu imprimé sera prochainement publié. G. BN.

— Du 21 au 26 août 1950 s'est tenu à l'hôtel Rohan (Archives nationales) le premier Congrès international des Archives organisé par le Conseil international des Archives qui a été institué à l'UNESCO et l'Association professionnelle des archivistes français. M. Bourgin, qui en avait lancé l'idée à la Commission supérieure des Archives, avait espéré que ce Congrès pourrait coïncider avec le Congrès international des Sciences historiques : c'est ce qui a pratiquement été réalisé, et, grâce à l'activité de M. C. Braibant et de ses collaborateurs, le Congrès a été une réussite. Les discussions qui se sont développées autour des trois thèses à l'ordre du jour : contrôle et formation des archives, la microphotographie et les archives, les publications bibliographiques relatives aux archives, ont donné lieu à d'utiles échanges de vues, et l'on peut souhaiter que celles-ci puissent inspirer l'action du Conseil international des Archives. G. BN.

— En liaison avec le Congrès international des Archives, et publié, en ronéo, par le Conseil international des Archives, signalons le *Répertoire sélectif de guides des archives*, supplément au *Guide international des archives* de 1934, avec introduction de M. Ch. SAMARAN. G. BN.

Nouvelles revues. — Depuis la disparition de *Klio*, il n'existait plus en Allemagne de périodique exclusivement consacré à l'histoire de l'Antiquité. *Historia*¹, la belle revue fondée sous l'impulsion du professeur G. Walser, de Bâle, et du professeur K. Stroheker, de Tübingen, vient combler cette lacune. Un comité de patronage où se rencontrent des spécialistes parmi les plus éminents des pays occidentaux lui assure une collaboration internationale des plus remarquable. Ainsi le premier fascicule réunit les noms de A. Piganiol, S. de Laet, L. Ross Taylor, W. Ensslin, K. v. Fritz, A. Monheim, H. Nesselhauf, J. Straub, J. Vogt. Des comptes rendus substantiels et une analyse des principaux articles parus dans les autres revues en font une source précieuse et commode d'information. Enfin, la présentation, remarquablement soignée, répond à la qualité du texte. Voilà donc un excellent organe de coopération érudite internationale auquel il nous est agréable de souhaiter une longue et fructueuse carrière. M. F.

— C'est avec la plus cordiale sympathie que la *Revue historique* note la naissance d'une nouvelle sœur, la *Revue économique*, dont le premier numéro porte la date de mai 1950, et qui sera publiée cinq fois par an par la librairie Armand Colin, avec le concours de la VI^e Section de l'École des Hautes Études². Le comité de rédaction, présidé par M. A. Aftalion, comprend MM. Lhomme, Marchal, Noyelle, Weiller, professeurs des Facultés de droit, et nos amis F. Braudel et E. Labrousse ; le secrétaire général est M. Jean Meynaud. Ce dualisme de la direction révèle l'objet essentiel des fondateurs du nouveau périodique : il s'agit d'« encadrer solidement l'économie politique dans l'ensemble des sciences et de recherches sociales », en parti-

1. *Historia, Zeitschrift für alte Geschichte*, herausgegeben von Gerold WALSER und Karl STROHEKER, Verlag für Kunst und Wissenschaft, Baden-Baden.

2. Toute correspondance concernant la rédaction doit être adressée à M. J. Meynaud, Fondation nationale des Sciences politiques, 7, rue Saint-Guillaume, Paris, VII^e. Par contre, les abonnements sont à envoyer à la librairie A. Colin, 103, boulevard Saint-Michel, V^e.

culier d'assurer un rapprochement, une liaison toujours plus étroites, une confrontation constante de points de vue entre économistes, historiens et géographes, car « les faits économiques ne peuvent se détacher de la masse des faits sociaux que par abstraction, par violence, nous dirions volontiers par mutilation ». Si donc la nouvelle revue entend réserver la première place aux travaux de théorie économique, ou d'économie appliquée (et elle entend se pencher, en particulier, sur les réalités économiques présentes), elle fera appel le plus largement possible aux représentants des disciplines voisines et en particulier aux historiens. C'est précisément le problème essentiel des rapports et des échanges entre économistes et historiens qui est abordé dans deux importants articles de méthode du premier numéro, dus à A. Marchal et F. Braudel, et que l'on lira avec le plus vif intérêt ; un article est consacré par J. Gotman aux rapports de l'économie et de la géographie. Dans les deux numéros parus, articles de théorie ou de méthode voisinent avec des chroniques plutôt orientées vers l'actualité. Au total, une entreprise qui promet et dont la réussite serait capitale. Un simple regret : la part des historiens n'est-elle pas un peu faible...?

Soutenances de thèses de doctorat en Sorbonne.

LOUIS CHEVALIER, *Les fondements économiques et sociaux de l'histoire politique de la région parisienne, 1848-1870. — La formation de la population parisienne au XIX^e siècle.* — Soutenance : samedi 18 mars 1950.

C'est à peine un paradoxe d'avancer que notre connaissance d'une période varie en raison inverse de sa proximité dans le temps : ainsi, sans ignorer l'existence d'œuvres de valeur, l'histoire de notre XIX^e siècle ne reste-t-elle pas à faire en grande partie? Nous ne savons pratiquement rien de la structure agraire de la France sous la monarchie censitaire, alors que nous disposons pour les dernières années de l'ancien régime de nombreuses et valables études sur la répartition de la propriété. Mais peut-être cette situation est-elle à la veille de se modifier et le XIX^e siècle sera-t-il de moins en moins ce champ de recherche où les zones d'ignorance l'emportent encore sur les certitudes : il vient, en tout cas, de trouver plusieurs de ses historiens. Quelques mois à peine après l'excellente thèse inspirée à J.-B. Duroselle par les débuts du catholicisme social et dont nous avons ici même redit, après le jury les mérites et l'intérêt (on en pourra bientôt juger sur pièces, puisqu'elle doit incessamment paraître en librairie), voici, presque coup sur coup, deux importants travaux consacrés l'un et l'autre à ces mêmes vingt années 1850-1870 qui représentent dans l'histoire française un tournant décisif. Avec la politique des grands travaux publics, l'étude de M. Louis Girard écrit un chapitre essentiel du Second Empire ; celle de M. Louis Chevalier a chance d'enrichir considérablement, voire de renouveler en partie notre connaissance de cette période. C'est dire l'intérêt qui s'attache à ces deux nouvelles thèses et à leur récente discussion. Assurément, ce n'est pas un simple compte rendu de soutenance, si fidèle soit-il, qui peut prétendre exprimer la nouveauté et mesurer la portée d'un travail aussi important que celui de M. Chevalier : tout au plus peut-il se proposer, en attendant l'analyse d'ensemble qu'il mérite et qu'il trouvera certainement, d'en laisser pressentir ce qu'on peut bien appeler, sans craindre cette fois de céder à quelque inflation verbale, l'exceptionnel intérêt et la prodigieuse richesse.

Première observation qu'un chroniqueur de soutenance n'a pas souvent l'oc-

casion de formuler : l'importance de la thèse complémentaire. Certes, beaucoup de ces travaux ne sont, aux yeux des spécialistes, pas dépourvus d'intérêt ; il en est même de remarquables, mais reconnaissons que d'ordinaire ils disparaissent dans l'ombre, ou l'éclat, de la thèse principale : jury, auditoire et lecteurs ne leur concèdent, et comme par délégation, qu'une fraction de l'intérêt qu'ils réservent à la grande thèse. Il n'en va pas ainsi avec Louis Chevalier : sa petite thèse n'est ni un chapitre détaché de la grande œuvre ni un de ses satellites qui tournent dans l'orbite de leur soleil ; elle a son autonomie ; ses dimensions, son ampleur, l'étendue de sa bibliographie, l'extension des recherches dont elle est l'aboutissement suffiraient à la mettre au rang des thèses principales ; son intérêt achève d'en faire une œuvre qui vit de sa vie propre et s'impose par elle-même.

Étudiant la population de Paris au long du XIX^e siècle, Louis Chevalier a voulu déterminer les étapes de sa formation et retrouver le rythme de son développement : il a si largement conçu et si heureusement traité son étude qu'il s'est trouvé faire l'histoire de Paris, et une histoire digne d'un tel sujet ; non pas une histoire exclusivement démographique ou cette histoire monumentale des façades et des bâtiments qu'on nous propose souvent sous la rubrique histoire urbaine, mais une histoire totale de la réalité sociale que constitue l'agglomération parisienne, de ce complexe urbain au moment où s'élabore le Paris moderne.

Chacun devine, si peu familière que lui soit l'histoire de Paris, quelques-unes des difficultés auxquelles M. Chevalier a dû se mesurer. Agglomération parisienne ? On n'a pas affaire à une notion stable, mais à une réalité mouvante qui recouvre au cours du siècle plusieurs réalités successives aux contours changeants. La documentation est très inégalement répartie dans le temps : les recensements, d'abord très espacés, ne furent jamais, même une fois leur périodicité devenue quinquennale, que des indications discontinues et ne donnent de réponses satisfaisantes aux curiosités de l'historien qu'à partir de 1861. Pour remplir les vides, Louis Chevalier a fait parler une immense documentation qu'il a souvent été le premier à exploiter, dont parfois même il a été le premier à concevoir l'utilisation : listes électorales, fonds des faillites, tableaux de l'octroi de Paris... De ce seul point de vue, son travail mériterait la gratitude pour avoir ouvert à la recherche des voies nouvelles dont on ne soupçonnait pas l'intérêt et dont il a révélé la fécondité.

Il a su ordonner, dominer, exploiter cette énorme documentation dans un ouvrage dont nous ne rappellerons pas les conclusions, puisque sa publication en permet la consultation. Nous mentionnerons seulement les points où se localise le débat : c'est un caractère des travaux de valeur que de susciter des soutènements dont l'intérêt est proportionné à leur importance ; celle de M. Chevalier vérifie la règle. Son analyse de la croissance de Paris l'a conduit à définir trois grandes étapes dont les dates de 1831 et 1850 marqueraient les frontières communes. M. Labrousse, prolongeant ces conclusions et les reliant au contexte de l'histoire générale, avance, à titre d'hypothèse, quelques vues dont l'ampleur donnait au travail de M. Chevalier ses véritables dimensions. La moyenne annuelle de l'accroissement de la population, considérée à très grands traits, présente des variations assez considérables : de 1,87 % pour les années 1800-1817, elle descend à 1,48 % entre 1817 et 1851, s'élève à plus de 3 % dans les années 1851-1881 et s'affaïsse dans les deux dernières décades du siècle à 1,30 %, c'est-à-dire un taux moyen inférieur à celui de la monarchie censitaire. Compare-t-on ces fluctuations à celles

de la courbe des prix et aux variations de l'économie française, la coïncidence de l'accroissement maximum (plus de 3 %) avec les trente années de prospérité qui commencent en 1851 pour finir en 1880 s'impose à l'esprit. Y a-t-il là autre chose qu'une coïncidence, plus et mieux qu'une hypothèse, seule, assurément, une analyse minutieuse menée autour des éventuelles ruptures de pente serait en mesure de le dire. Mais la suggestion n'en apparaît pas moins séduisante. Confirmée, elle révélerait un accord étroit entre la prospérité du pays et la croissance de sa capitale : au reste, qu'y aurait-il de surprenant, du point de vue de la psychologie individuelle, à ce que les candidats à l'exode urbain aillent vers Paris quand ils savent y trouver du travail ? Du coup se dessinent les proportions du sujet choisi par Louis Chevalier : Paris apparaissant comme un baromètre de la vie et de l'activité nationales, c'est notre connaissance de toute la France que son étude enrichit. Une recherche conçue initialement comme d'histoire démographique s'élargit ainsi jusqu'aux dimensions de l'histoire générale : telles sont les vertus d'un travail conçu et mené en conformité avec la réalité historique.

Ces mérites et d'autres, plus éclatants, devaient trouver leur consécration à propos de la thèse principale. Pour un sujet dont la nouveauté a conduit l'auteur à élaborer une méthode originale de recherche et d'interprétation, le parti le plus sûr nous paraît être de lui donner la parole et de rapporter fidèlement les formules essentielles d'un exposé de soutenance tout particulièrement remarquable.

Le point auquel Louis Chevalier aboutit après dix ans de recherche est en définitive assez éloigné de son point de départ : en chemin, il a peu à peu infléchi la direction de sa marche. Son intention primitive était d'entreprendre une étude de géographie électorale sur le type de celles dont M. Siegfried avait tracé le modèle dans son *Tableau de la France de l'Ouest* : il se proposait, en somme, de faire pour la région parisienne ce que son prédécesseur avait fait, trente ans plus tôt, pour les départements de l'Ouest. De ce projet initial, il est progressivement venu à un ordre de recherches qui doit, certes, beaucoup encore à la géographie électorale, et Louis Chevalier se plaît à reconnaître l'étendue de sa dette, mais n'y ajoute pas moins, et dont l'originalité est à coup sûr incontestable. La comparaison des deux méthodes et des deux points de vue donna lieu entre M. Chevalier et M. Siegfried à une confrontation d'où ressortit avec une clarté extrême la nouveauté du propos de Louis Chevalier : parti de la géographie politique, il a abouti à une histoire où le social l'emporte, en définitive, sur le politique. Il s'agit, en effet, de dresser pour la région parisienne le tableau des structures sociales ou des paysages sociaux, selon l'expression dont lui-même use de préférence. Il n'est évidemment pas question de les atteindre directement : la documentation statistique qui pourrait y donner accès est notoirement insuffisante, incomplète et peu sûre. Il a donc fallu recourir à une documentation proprement historique et principalement politique, celle-là même qui constitue le matériel habituel de l'historien. Mais, au lieu d'étudier événements et structure politique pour eux-mêmes, ils sont ici utilisés comme autant de moyens d'accès à la connaissance de ces structures sociales qui reste l'objectif ultime et la raison d'être de la recherche. Ainsi Louis Chevalier a-t-il analysé minutieusement tous les scrutins, mais avec le souci d'en dégager les indices qui permettent de remonter aux formations sociales dont il pense que les résultats électoraux sont l'expression politique. Pour reprendre ici dans son exactitude littérale une formule de l'auteur, le social c'est le bénéfice d'une immense recherche qui ne s'assigne au départ aucune limite.

L'immensité de la documentation disponible, recensée, utilisée est peut-être, en effet, le premier trait qui s'impose à l'attention de qui parcourt cette thèse. Dans une telle perspective, en effet, comment écarter au principe tel ou tel ordre de documents? Tout peut concourir à évoquer les paysages sociaux. De plus, si Louis Chevalier a fixé son choix sur l'histoire de 1848, c'est parce que, précisément, elle lui offrait une documentation dont aucune autre période ne fournit l'équivalent. Son immensité a quelque chose de confondant pour l'esprit : sa seule énumération occupe cent bonnes pages dactylographiées sans interlignes, et encore Louis Chevalier a-t-il pris le parti, pour faire bref, de se borner, pour certains chapitres, à reproduire simplement les cotes de la Bibliothèque nationale. Des problèmes que l'interprétation de cette littérature a pu poser, des difficultés multiples que comportait l'élaboration et le maniement d'une méthode toute nouvelle, nous ne dirons rien, on les imagine : ce sont eux qui ont donné sa valeur exceptionnelle à la recherche comme son caractère unique à cette soutenance qui ne sanctionnait pas seulement les beaux résultats d'un travail scientifique, mais qui consacrait une expérience de vie. Nous sommes-nous trompé s'il nous a semblé que Louis Chevalier attachait, du reste, plus de prix à son expérience méthodologique qu'à ses fruits?

Qu'on n'en conclue pas que la réalisation est de moindre valeur que les intentions ! Le résultat de cette prodigieuse investigation, la réponse à cette curiosité neuve, on les trouve inscrits dans cet énorme volume de plus de 800 pages qui ne va pas au delà de décembre 1851 et auquel on nous fait espérer une suite comparable (la bibliographie est, au contraire, établie pour les vingt-deux années). Le plan général de l'ouvrage reflète la démarche de la recherche : après une première partie surtout méthodologique qui expose les intentions et qui inclut aussi la bibliographie, Louis Chevalier refait à sa manière, c'est-à-dire en conformité avec une documentation presque entièrement originale, l'histoire de la région parisienne entre les dates limites de février 1848 et de décembre 1851. Une troisième partie, dans le prolongement du récit précédent, entreprend le tableau des structures sociales à partir des données de l'histoire politique.

Les résultats sont à plus d'un titre proprement admirables. Avec la seconde partie, c'est une histoire toute nouvelle de 1848 qui nous est donnée, dont la nouveauté faisait regretter à M. Renouvin que ce travail n'eût pas paru deux ans plus tôt : il eût été le livre du centenaire. La connaissance que nous avions jusqu'à présent des événements de la Seconde République était, sauf exception, fondée sur une documentation presque exclusivement parisienne, et principalement parlementaire. A cette histoire trop étroite et trop mince Louis Chevalier assure un arrière-plan : il élargit ses bases, lui donne des assises, précise ses contours. C'est à chaque instant qu'il retrouve sous la plume de modestes artisans, d'obscurs paysans les thèmes somptueusement développés à la tribune de l'Assemblée par les grands orateurs parlementaires. Mais cette histoire en profondeur est aussi une histoire neuve qui diffère de l'histoire parisienne aussi bien par l'importance relative des événements que par la disparité de leurs rythmes : les deux histoires sont fort loin de coïncider et sur plus d'un point Louis Chevalier a dû réviser, rectifier, limiter les affirmations jusqu'ici admises. L'essai de description des paysages sociaux n'est pas moins intéressant ni moins suggestif : il le conduit à différencier trois grands ensembles à l'intérieur de cette région parisienne. Un premier, où domine sans conteste la grande propriété, aristocratique ou bourgeoise, réunit

Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et Eure-et-Loir. La Marne et l'Aube constituent une zone toute différente, qui offre le spectacle d'une démocratie de petits propriétaires. A l'écart et tout à fait distinct des précédents, le département de l'Yonne vit à un rythme plus fiévreux et instable. Mais, dira-t-on, l'Oise et l'Aisne n'ont-elles pas autant de titres à faire partie de la région parisienne que l'Aube ou l'Yonne? Et le Loiret? Ce fut un des principaux griefs formulés par le jury que d'avoir ainsi ouvert deux brèches d'importance dans une unité géographique et politique : Louis Chevalier ne fit pas difficulté pour avouer que l'arbitraire de cette délimitation était dicté par des raisons pratiques plus qu'imposé par des considérations touchant à la nature du sujet.

Ce résumé succinct de quelques-unes des conclusions essentielles passe malheureusement sous silence une foule d'aperçus, de suggestions et d'indications. Nous n'en retiendrons qu'un point : ce que les documents exploités par Louis Chevalier nous apportent de neuf sur la formation et la composition du parti bonapartiste. Il apparaît désormais avec évidence que celui-ci n'a en aucune manière été un succédané du parti de l'ordre : non seulement leurs intérêts sont contraires, leurs idéologies souvent dissemblables, mais leurs clientèles ne se confondent pour ainsi dire jamais. Les troupes du parti bonapartiste sont, du reste, de toutes les moins aisément définissables : il est comme le point de rencontre de tous les éléments en rupture avec leur milieu social, le lieu de ralliement des déclassés. Cette composition hétérogène lui vaut, comme le fit remarquer M. Renouvin, d'être la pierre où achoppe l'entreprise de Louis Chevalier : la diversité de son recrutement interdit de l'assimiler à quelque formation sociale. Son existence même est la négation du reste de l'œuvre, puisqu'il repose sur la discordance entre structures sociales et opinion politique et s'affirme irréductible aux lois dont la tentative de Louis Chevalier implique la constante nécessité.

Nous touchons là à un point décisif que ni M. Pouthas ni M. Renouvin n'esquiverent ; au reste, l'insistance de M. Chevalier à le présenter comme le fondement de sa méthode et de sa recherche les y invitait. Le succès de son effort suppose une certaine stabilité des relations entre opinions politiques et structures sociales : car, autrement, comment et de quel droit remonter de la considération des premières à l'affirmation des secondes? Mais cette constance est-elle du domaine des constatations ou n'est-elle qu'une hypothèse? Les membres du jury confessèrent leurs doutes, à voir des paysages sociaux analogues engendrer des tendances politiques dissemblables et des votes identiques procéder de structures différentes. La fréquence des discordances affecte toute généralisation d'un coefficient d'incertitude qui n'est point négligeable. Dans ces conditions, comment passer avec certitude des manifestations de l'opinion politique à la description des paysages sociaux? Si la démonstration de Louis Chevalier est généralement convaincante, ne serait-ce pas que sa connaissance antérieure des structures l'a parfois aidée à son insu à interpréter les faits politiques et à y reconnaître les indices de ces mêmes structures? La démonstration ne serait à ce point convaincante que parce que les prémisses contiendraient déjà et par anticipation ce que la synthèse se réserve de tirer ensuite au jour. Question décisive trop vaste pour qu'on puisse ici faire autre chose que la poser, mais dont la solution commande en définitive toute appréciation d'ensemble sur la méthode de Louis Chevalier.

En regard de problèmes aussi vastes, et comparée à l'ampleur des résultats, les lacunes ou les imperfections sont ramenées à leur importance relative. Men-

tionons cependant, car l'omission est d'autant plus regrettable qu'elle est totale : Louis Chevalier a laissé à l'écart tout ce qui a trait à la situation religieuse de la région parisienne. Lacune fâcheuse quand il s'agit d'un facteur que l'on sait lié aussi étroitement, quoique par des liens souvent malaisés à déterminer et même déconcertants, tant à la vie politique qu'aux structures sociales. Faisons-nous, enfin, l'écho d'une querelle de forme dont l'importance dépasse sans doute son objet immédiat : on reprocha à M. Chevalier sa langue, trop abstraite, une terminologie que l'abus de termes empruntés au langage des économistes fit qualifier sans indulgence de vocabulaire pseudo-technique et teinté de sociologie. L'accusé le justifia par sa volonté de reprendre aux économistes un bien qui pourrait appartenir aussi bien aux historiens et de replacer sous des vocables économiques des réalités proprement historiques. Préoccupation d'historien authentique.

C'est, en effet, aux yeux d'historiens, un des mérites majeurs de Louis Chevalier d'avoir conçu et exécuté son œuvre dans une perspective qui emprunte à de nombreuses disciplines, mais est de bout en bout dominé par l'intelligence historique. Peut-être est-ce pour cela que sa réalisation comporte autant d'enseignements philosophiques : la diversité de ses analyses, la souplesse de sa démarche, l'ampleur de son champ de vision apportent la démonstration éclatante qu'aucun type d'explication ne rend compte de la réalité totale, qu'aucune série de facteurs n'épuise la richesse du donné historique. Considérations trop générales et hors de saison ? Il ne nous semble point qu'elles soient déplacées à propos d'un travail dont tous s'accordèrent à louer le caractère exemplaire et la valeur méthodologique et qui font de son auteur, selon le mot de M. Pouthas, le chef de file de sa génération. Puisse cet exemple faire école et susciter de nombreuses répliques qui s'inspireront de cette grande œuvre historique.

René RÉMOND.

M. AMANDRY, *La mantique apollinienne à Delphes. Essai sur le fonctionnement de l'oracle* (thèse principale). — *Fouilles de Delphes : le portique des Athéniens et la colonne des Naxiens* (thèse complémentaire). Soutenance : 29 avril 1950.

M. Amandry a été attaqué ; il s'est brillamment défendu ; voilà une nouvelle qui ne surprendra personne. N'était-ce pas aller au-devant de la bataille que de soutenir, comme il l'a fait dans sa thèse principale, que la Pythie, sorte de fonctionnaire livrée à l'automatisme de la routine, loin de connaître ces tranges et ces délires prophétiques dont la nature scandalisait si fort les Pères de l'Église, répondait tout bonnement par oui ou par non aux questions posées et cela en se servant de sortes, le plus paisiblement du monde ? Cela nous a valu un beau débat amorcé par M. Plassart, rapporteur de la thèse, puis repris par M. Flacelière et au cours duquel, invoqués tantôt par le jury, tantôt par M. Amandry, maints textes fameux se trouvèrent rudement écartelés.

Tout le problème était de savoir quelles sources utiliser et il faut reconnaître que M. Amandry entend se soustraire à l'embarras du choix. Il écarte, en effet, les philosophes, tel Platon, ou ceux qui s'en inspirent, tel Cicéron, comme entachés d'un parti pris incompatible avec le simple esprit d'observation ; il rejette également Diodore que son but hagiographique rend suspect ; à plus forte raison dédaigne-t-il Strabon, qui avoue lui-même ne parler que par oui-dire. Quant aux Pères de l'Église, mieux vaut n'en pas parler : l'obscurantisme les aveugle. Sans doute, mais, comme le note M. Ch. Picard, président du jury, un polémiste ne saurait imaginer de

toutes pièces l'objet de sa polémique ; comment, dès lors, pourrait-il se flatter de rencontrer quelque créance ? Reste Plutarque ; il avait sur beaucoup de témoins l'avantage d'être prêtre, mais, en revanche, il n'a connu le sanctuaire qu'en un temps où celui-ci était bien déchu de son antique splendeur. A côté de ce témoin de prédilection, M. Amandry réserve une place à Suidas, malgré l'époque tardive à laquelle il a vécu, car il lui semble retrouver en lui l'écho de sources plus anciennes. Mais Lucain ? interroge M. Flacelière. Le pur « Athénien » qu'est M. Amandry méprise le témoignage de ce Latin qui a emprunté les traits de sa description à celle faite par Virgile de la Sibylle de Cumès. Platon, il est vrai, assimile dans le *Phèdre* la Pythie aux sibylles, mais il est de ceux dont on récuse les allégations. M. Flacelière n'en persiste pas moins à croire que l'un comme l'autre devaient être documentés — et mieux que nous — et que les propos de Diodore attestent au moins, même si son récit est inventé, la croyance au délire extatique et désordonné de la Pythie.

Quelle opinion qu'on en ait, si l'on tient qu'une soutenance de thèse est un débat au cours duquel le candidat défend de toutes ses forces la position sur laquelle il a décidé de se placer, on reconnaîtra que M. Amandry a joué son rôle avec un rare brio et une présence jamais en défaut.

Mais M. Amandry ne serait pas ce connaisseur averti des choses de Delphes que nous avons tous apprécié depuis longtemps s'il n'avait fait la part belle, négligeant la littérature née de l'ombre de l'oracle, aux textes épigraphiques. Ceux-ci, malgré leur petit nombre, sont fort instructifs, avec leurs questions et leurs réponses rédigées en prose et de façon intelligible, semblables, somme toute, à celles des autres sanctuaires de Grèce ou d'Égypte. Sur le terrain épigraphique, M. Flacelière porte de nouveau le combat, retournant à M. Amandry les arguments qu'il nous servit lui-même naguère, dans l'excellente édition qu'il donna de la convention religieuse conclue entre Delphes et Skiathos (*Bulletin de Correspondance hellénique*, LXIII, 1939, 2, p. 183-219). Si le texte précise bien que le consultant désireux d'obtenir un oracle par les fèves doit les apporter lui-même, il n'exclut pas un autre mode de mantique et l'alternative qu'il semble indiquer invite, au contraire, à en supposer l'existence. Mais, rétorque M. Amandry, il faudrait alors admettre une lacune de plusieurs lignes, et, enfin, à quoi bon des transes pour répondre simplement par oui ou par non ? — Peut-on, cependant, ne pas entrer en transes lorsque l'on a le dieu en soi, ainsi que la Pythie, nouvelle Cassandre et comme elle possédée d'Apollon ? A cette assimilation de Cassandre et de la Pythie, M. Amandry se refuse énergiquement ; la Pythie n'est pas l'épouse du dieu et la comparaison de Plutarque serait strictement morale ; la chasteté exigée de la Pythie ne correspondrait qu'à une simple règle de pureté rituelle. — Que devient alors l'« enthousiasme » ? M. Flacelière ne se résigne pas à voir ainsi minimiser le rôle du dieu.

La thèse complémentaire, en dépit de ses grandes qualités, nous retiendra moins ; elle a donné lieu à M. Daux, rapporteur, de louer la minutie de l'étude et la perspicacité architecturale de son auteur, mais elle s'adresse à l'archéologue plus qu'à l'historien. Signalons, toutefois, que M. Chapouthier conteste l'interprétation proposée par M. Amandry de l'oracle rendu à Thémistocle au sujet d'une offrande de dépouilles perses ; la Pythie lui aurait, en effet, répondu : « Dépose-les dans l'*oikos* des Athéniens », et non : « Rapporte-les chez toi », comme on l'admet ordinairement. Pontow avait déjà voulu voir dans *oikos* un monument déterminé du sanctuaire, mais, selon M. Chapouthier, on ne saurait le suivre et, par conséquent,

M. Amandry ne peut déduire de cet oracle qu'au temps de Thémistocle le portique des Athéniens n'existait pas encore.

Delphes continue de ressusciter et son oracle compte un nouvel historien. Le sujet, déclarait M. Ch. Picard, était beau et dangereux. Nous nous permettrons d'ajouter qu'il fallait être M. Amandry pour oser se mesurer avec lui.

M. FASCIATO.

M. LACOMBRADÉ, *Synesios de Cyrène, hellène et chrétien* (thèse principale). — *Le discours sur la royauté de Synesios de Cyrène à l'empereur Arcadius* (thèse complémentaire). — Soutenance : le 6 mai 1950.

L'histoire ancienne a de la chance : elle a, cette fois encore, fourni le sujet d'une thèse excellente à la fois par la forme et par le fond. L'utilité du travail entrepris par M. Lacombrade dans sa thèse complémentaire est incontestable. Ce texte extraordinairement riche n'est pas toujours pour l'historien d'un accès commode et l'on saura gré à M. Lacombrade de l'exégèse savante dont il accompagne une traduction toujours aisée, sinon facile à établir. A cet égard, le lecteur ne manquera pas de s'associer au vœu de M. Chantraine souhaitant que le texte fût donné en regard, afin que l'on puisse donner son accord au traducteur en pleine connaissance de cause. Ce discours, qui met en lumière le problème des thèses sur l'évolution de la monarchie, a-t-il été réellement prononcé, du moins sous la forme souvent très acerbe que lui prête l'édition qui nous en est parvenue? M. Lacombrade n'en doute pas, se fondant sur l'affirmation de Synesios lui-même, qui se vante d'avoir parlé au roi avec une grande hardiesse. M. Aymard, rapporteur de la thèse, se montre plus réservé ; Synesios a, certes, prononcé son discours, mais l'a-t-il édité sur-le-champ ou seulement une fois Arcadius mort et après avoir donné à son œuvre un tour plus vif?

Synesios est traditionaliste ; il se refuse à reconnaître dans le prince la loi vivante ; il s'élève vigoureusement contre le faste oriental de la cour et le titre même de *Basileus*, quitte à l'employer lui-même à diverses reprises. Il apparaît, en somme, bien plus proche de Dion Chrysostome que de Themistios. Il dénonce l'anarchie militaire et le désordre de l'administration provinciale — le *koinon* l'avait dépêché pour obtenir une remise d'impôts — il flétrit la justice vendue par suite de la vénalité des charges et les spoliations dont se rendent coupables les *duces* et leurs hommes. De telles plaintes, fait remarquer M. Aymard, s'expliquent aisément : Synesios est lui-même grand propriétaire — et de noter encore combien ce « Romain » se sent, lui, proche de la Grèce classique : ne dit-il pas « nos ancêtres, puis les Macédoniens »?

Ce lettré, au dire de Nicéphore Grégoras, très au fait de la philosophie et de l'atticisme, ce patriote, que la présence des Goths irritait si fort, méritait bien l'attachante biographie, à la fois fine et érudite, que lui a consacrée M. Lacombrade. Synesios s'y montre d'abord « hellène », séjournant à plusieurs reprises à Alexandrie et y recueillant l'enseignement de la docte Hypathie, puis, encore païen, épousant une chrétienne par devant le patriarche Théophile. Le problème que pose ce mariage a été souligné par M. Marrou : un canon de Chalcedoine prévoit que les unions entre païens et chrétiennes ne sont valables que s'il y a au moins promesse de baptême ; Synesios a dû s'inscrire alors parmi les catéchumènes. L'élève des rhéteurs s'adonne avec prédilection aux maîtres de la seconde sophistique. C'est

alors que, dans cet esprit distingué, mais rarement original et où abondent les réminiscences des littératures antérieures, la vocation philosophique se dessine. Elle porte d'abord la marque du néo-platonisme alexandrin à la manière de celui qui devait régner sur les beaux esprits du cercle d'Hypathie. Synesios ne tarde pas à se forger une philosophie éclectique, professant que Dieu est surtout intelligence et croyant à la survie des âmes dans le pneuma devenu corps astral. Les travaux grossiers n'inspirent que mépris à ce pur intellectuel dont les vœux seraient que l'on consacrat ses loisirs à l'esprit seul ; l'idéal monastique lui apparaît comme une étrange aberration. Cet ennemi des moines n'en fondera pas moins un monastère, mais il faut pour cela attendre sa conversion. Grâce à une minutieuse étude des hymnes, M. Lacombrade en a très finement noté les étapes. Bientôt évêque de Ptolemais, le *φιλόσοφος επαις*, comme Synesios se plaît à se nommer, se consacre aux bonnes œuvres, ayant à cœur de faire passer sa religion dans ses actes.

Quel meilleur modèle que cet humaniste pour étudier les rapports de l'hellénisme et du christianisme oriental au IV^e siècle? Synesios donne, assurément, l'idée la plus fidèle des échanges intellectuels incessants entre les deux partis. Il illustre, de plus, à merveille ce que représente pour un homme de son genre la conversion au christianisme : une promotion sociale marque l'étape finale d'une vie qu'on ne saurait dissocier de la pensée de celui qui l'a vécue.

On ne s'étonnera pas que l'enseignement d'Hypathie et la conversion de Synesios aient constitué les deux pôles de la discussion. M. Plassart, rapporteur de la thèse, est frappé par le souci constant chez cette femme illustre et ses disciples de garder le secret de l'enseignement philosophique. En quoi consistait donc ce dernier? Porphyre, Jamblique et les Oracles chaldaïques en devaient fournir l'essentiel. M. Plassart s'attache également aux circonstances de l'élection de 410, voulue par le peuple avant même que Synesios n'ait reçu le baptême ; il hésita et paraît n'avoir été consacré que six mois plus tard. C'est aussi à l'enseignement reçu par Synesios que s'arrête naturellement M. Marrou. A quelle espèce appartenait celui que dispensait Hypathie? M. Marrou voit plaisamment en elle l'ancêtre des maîtres de propédeutique. Quant à la conversion de Synesios, elle était fortement préparée, selon M. Marrou, par la nature même du paganisme qu'il professait. Pour Synesios, comme déjà pour Porphyre, le véritable culte est non-sanguinolent ; mais, au paganisme entaché de magie de Porphyre, il préférerait celui de Plotin, purifié des éléments irrationnels et déjà plus ouvert à la collaboration avec le christianisme. Il convient de rechercher autour d'Hypathie le début d'une évolution qui a mené le néo-platonisme alexandrin vers le christianisme et dont Synesios est l'illustration. C'est au même cercle, signale M. Marrou, que l'on doit une édition chrétienne du Manuel d'Épictète.

M. Marrou s'arrête aussi un instant sur le rôle social du nouvel évêque. Il souligne que Synesios apparaît comme une sorte de *defensor plebis*, à une date où, précisément, l'institution vient d'être vidée de son contenu par la loi qui remet aux *potentes* la désignation du *defensor*.

Des recherches à la rigueur desquelles M. Séchan, président du jury, s'est plu à rendre hommage, une étude minutieuse et neuves des hymnes et des lettres de Synesios ont ainsi permis à M. Lacombrade de nous livrer l'histoire de cet homme si représentatif en qui l'on verra volontiers le premier humaniste byzantin.

M. FASCIATO.

États-Unis. — Nous avons le regret d'apprendre la nouvelle du décès subit du professeur Thomas WHITTEMORE à Washington. Sa mort prématurée sera vivement ressentie par tous les archéologues et historiens de Byzance. Il était directeur de l'Institut byzantin d'Amérique, qui siège à la fois à Boston et à Paris. Il avait consacré une partie de son activité à restaurer, avec l'autorisation du gouvernement turc, les mosaïques murales de Sainte-Sophie et d'autres anciennes églises de Constantinople. Nous avons signalé ici même (*Revue historique*, avril 1948, p. 267), au fur et à mesure, les résultats de ces magnifiques et délicats travaux qui ont ressuscité le foyer principal de la mosaïque byzantine à son apogée. — L. B.

Italie. — C'a été pour les historiens français un véritable coup et une grande douleur que d'apprendre la mort subite, à Florence, de ce jeune maître de l'historiographie italienne qu'était Carlo MORANDI.

Je l'avais rencontré plusieurs fois en Italie, et nous l'avions vu à Paris lors du Congrès pour la commémoration de la Révolution de 1848, et je l'aimais pour sa réserve distinguée, pour sa science précise, pour sa courtoisie délicate. Né à Suna (Novare), le 5 mai 1904, d'une famille originaire de Pavie, élève du collège Ghislieri, il était *lauré* en novembre 1925. Professeur d'histoire et de philosophie au lycée de Tarente, puis à celui de Pavie, il fit partie, en 1930-31 et en 1933-34, de l'École d'histoire moderne et contemporaine de Rome, dirigée par Volpe, et, en 1936, entra dans l'enseignement supérieur comme professeur l'histoire du *Risorgimento* : il enseigna celle-ci à Pise de 1936 à 1939, date à laquelle il fut chargé de l'histoire moderne à la Faculté des lettres de Florence.

Incapable de se compartimenter dans les limites étroites de la chronologie ou d'une stricte discipline historique, Morandi a appliqué à des recherches extrêmement variées un esprit incisif, un sens critique affiné et un juste souci de la synthèse. On le vit dès ses premières publications : *Idee e formazioni politiche in Lombardia del 1740 al 1814*, paru en 1927 ; *Assetto Europeo e fattori internazionali nelle origini del Risorgimento*, de la même année. Il se plaisait à analyser la pensée politique de ceux qui ont contribué à former l'esprit italien, Foscolo, Bonghi, Pietro Verri, Botero et plusieurs autres. Sur le xvi^e siècle, sur les problèmes historiques de la Réforme, sur Machiavel, il avait écrit des études magistrales. L'histoire diplomatique l'avait aussi attiré, d'où des études excellentes sur la guerre de la Succession d'Espagne, l'édition des *Relazioni di ambasciatori Sabaudi, Genovesi e Veneti (1693-1710)*, dans la collection *Fonti per la storia moderna d'Italia*, qui date de 1935, et des contributions de premier ordre à l'histoire politique des États italiens au xviii^e siècle. Il avait assumé la charge d'une des séries de documents diplomatiques du royaume d'Italie depuis 1861 qui va bientôt paraître, hélas ! sans sa collaboration définitive. Mais je relève aussi, dans une bibliographie extrêmement riche, des livres lucides sur l'histoire contemporaine : *La sinistra al potere*, Florence, 1944 ; *I partiti politici nella storia d'Italia*, Florence, 1945, et des articles sur l'histoire du socialisme dans *Belfegor*, 1946, et sur Nello Rosselli dans *Il Ponte*, 1947.

Son obligeance était, je l'ai dit, infinie : je lui dois plus d'une des notes qui figurent dans les derniers volumes des *Documents relatifs aux origines de la guerre de 1914*, 2^e série.

Sa gentillesse et sa science en faisaient un collaborateur désigné pour l'*Enciclopedia italiana* et pour la *Rivista storia italiana*.

C'est un deuil cruel pour M^{me} Morandi mère — cruel aussi pour ses collègues

qui, de Naples à Turin, en passant par Rome et Florence, avaient une amitié sans mélange pour celui qu'une crise cardiaque subite a terrassé le 31 mars 1950. Plus d'un Français — et moi d'abord — gardera de Carlo Morandi un inoubliable souvenir.

G. Bn.

— Depuis le 1^{er} novembre 1949 paraît à Milan un *Bolletino mensile di storia del movimento operaio italiano*. D'abord simplement ronéotypée, maintenant normalement imprimée, cette publication, parfaitement érudite, s'applique à l'histoire de toutes les idéologies ouvrières et fournit des contributions utiles sur les grands leaders de ces idéologies, Marx, Engels, Bakounine, Costa, etc., et sur les organisations nationales et internationales.

G. Bn.

Pays-Bas. — Du 5 au 9 septembre s'est tenue à Amsterdam une Conférence internationale sur « la deuxième guerre mondiale à l'Occident ». Une importante délégation française conduite par M. Bourgin y représentait la Commission d'histoire de l'occupation et de la libération, et les Services historiques de l'armée, de la marine et de l'air. Les travaux, remarquablement organisés par l'Institut néerlandais, avec, comme responsables, M. le professeur van Winter et le secrétaire M. A. Jong, ont fait l'objet de résumés ou de publications ronéotypées, qui constituent une collection remarquable de contributions à une histoire qui est en train de se constituer. M. Vermeil avait, dans une conférence riche et de haute tenue, étudié les origines philosophiques du nazisme. Sur les camps de concentration, M^{lle} Tillon et le professeur américain Abel ont fourni des vues précises et intéressantes; M^{lle} Wiskemann a indiqué de quelle façon pouvaient être utilisées par les historiens certaines œuvres littéraires, et, dans l'ensemble, tant sur l'histoire de la guerre, la « drôle de guerre » de 1940, que sur la guerre sérieuse de 1944 et des années suivantes, sur les diverses formes de la résistance, les délégués des divers pays — particulièrement des pays occupés — ont donné les résultats de travaux personnels ou collectifs dont nous espérons bien que la trace ne sera pas perdue. Aussi faut-il souhaiter que les vœux exprimés par cette conférence au moment de se séparer pourront être réalisés : former une commission privée chargée de maintenir une tradition qui s'affirme, préparer une nouvelle Conférence, publier une revue internationale — qui pourra être la *Revue* éditée, sous le contrôle de la Commission française, par M. H. Michel — mettre sur pied une bibliographie internationale, pour laquelle on pourra mettre en pratique les excellents conseils présentés par M. Debyser, conservateur de la Bibliothèque internationale d'histoire contemporaine de Paris.

G. Bn.

La prosopographie chrétienne du Bas-Empire. — Au I^{er} Congrès international des Études classiques (Paris, août 1950), une communication conjointe de MM. H.-I. MARROU, professeur à la Sorbonne, et A. H. M. JONES, professeur à l'Université de Londres, a fait connaître au monde savant deux projets parallèles et complémentaires de prosopographie intéressant le Bas-Empire.

Depuis deux ans, des historiens français, d'une part, britanniques, de l'autre, préparaient l'élaboration d'un instrument de travail jugé indispensable pour l'étude de cette période à cheval sur l'Antiquité et le Moyen Âge. Des échanges de vues, menés en toute franchise et cordialité entre les deux groupes, ont abouti à un accord complet, qui a pu être exposé dans une séance du Congrès de Paris. En voici les grandes lignes :

1) La *Prosopographia of the Later Roman Empire*, patronnée par la « British

Academy » et dirigée par le professeur JONES, contiendra les noms de tous les dignitaires, civils et militaires, de l'Empire romain, de l'avènement de Dioclétien (284) à la mort d'Héraclius (641). Elle fera suite à la *Prosopographia Imperii Romani* des trois premiers siècles, actuellement en cours de réédition sous la direction des professeurs GROAG et Arthur STEIN.

II) La *Prosopographie chrétienne du Bas-Empire*, dont la direction est assurée par le R. P. Vitalien LAURENT, A. A., et les professeurs H.-I. MARROU (Paris) et J.-R. PALANQUE (Aix-en-Provence), s'attachera à rassembler tous les personnages ayant appartenu au clergé ou joué un rôle dans l'histoire de l'Église, depuis l'avènement de Constantin (312) jusqu'à Héraclius (641), dans les pays qui faisaient partie de l'Empire romain au IV^e siècle. Elle formera comme le prologue de la *Prosopographie byzantine* que le R. P. LAURENT prépare pour la période du VII^e au IV^e siècle, l'une et l'autre étant, d'ailleurs, publiées par l'Institut français d'Études byzantines que dirigent les RR. PP. Assomptionnistes.

Pour préparer la rédaction ultérieure des notices, il est fait appel pour le dépouillement des sources à toutes les bonnes volontés qualifiées. Le dépouillement des sources profanes est, en principe, assuré par les collaborateurs de la P. L. R. E. britannique, celui des sources ecclésiastiques par ceux de la P. C. B. E. française, étant entendu que chaque comité transmettra à l'autre, après classement et, éventuellement, duplication, le matériel pouvant l'intéresser.

Toute la correspondance (demandes de renseignements, offres de collaboration, etc.) devra être adressée au secrétariat de la P. C. B. E., au nom de M^{lle} LA BONNARDIÈRE, Bibliothèque d'histoire des Religions, Palais de la Sorbonne, Paris (V^e).

Études byzantines. — Le journal turc d'Istanbul *La République* (rédigé en français) donne, dans ses numéros du 16 novembre et du 1^{er} décembre 1950, des détails sur les découvertes importantes de ruines d'époque byzantine faites au cours des travaux de reconstruction du Palais de Justice : une partie intacte de l'hippodrome avec des gradins en maçonnerie encore en place, des égouts, des pavements de mosaïque, le palais dit d'Antiochus, des thermes, les ruines de l'église Sainte-Euphémie, en bref les monuments du quartier le plus fréquenté de Byzance. Malheureusement, il est question de combler ces ruines comme n'offrant aucun intérêt archéologique. On veut espérer que les services administratifs reviendront sur cette décision, qui priverait l'histoire d'une civilisation millénaire de l'un des témoignages les plus intacts qu'elle nous ait laissés.

Louis BRÉHIER.

— Le VIII^e Congrès international des Études byzantines sera tenu à Palerme du 3 au 10 avril 1951. Le président du Comité provisoire est le professeur S. G. MERCATI, de l'Université de Rome, et le secrétaire général le professeur B. LAVAGNINI, de l'Université de Palerme. Trois sections seront organisées : *Histoire, Littérature, Art*. Des facilités de voyage seront accordées aux congressistes et des excursions à travers la Sicile sont prévues.

L. B.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Aclocque (Geneviève)*. Contribution à l'histoire du faubourg Saint-Marcel. Un défenseur du roi. André-Arnould Aclocque, 108.
- Aimond (Ch.)*. Histoire religieuse de la Révolution dans le département de la Meuse, 100.
- Alazard (Jean)*. L'art italien, des origines à la fin du xiv^e siècle, 124.
- Amandry (M.)*. La mantique apollinienne à Delphes, 361.
- Fouilles de Delphes : le portique des Athéniens, 361.
- Ambrosi (Dominique)*. Les chefs nazis, 162.
- Anderson (Eugene Newton)*. Nationalism and the cultural crisis in Prussia, 307.
- Anglés (Higinio)*. Cancionero musical de Palacio, t. II, 327.
- Annuaire de la Résistance, 156.
- Appel de Louis XVI à la Nation, 81.
- Appolis (Émile)*. La vie intime d'un conventionnel régicide, 110.
- Aptheker (Herbert)*. Essays in the history of the American negro, 321.
- Armitage (Angus)*. Copernicus and the Reformation of Astronomy, 154.
- Aubert (Marcel)*. La France glorieuse au Moyen Âge, 333.
- Aubry (Octave)*. La Révolution française. La République, 82.
- Augustin-Thierry (A.)*. Masséna. L'enfant gâté de la victoire, 303.
- Aujay (Édouard)*. Talleyrand, 299.
- Babelon (Jean)*. La médaille en France, 333.
- Baiz (François)*. La chambre apostolique et les « Libri Annatarum » de Martin V, 277.
- Balladore Pallieri (Giorgio)* et *Vismara (Giulio)*. Acta pontificia juris gentium usque ad annum MCCCIV, 276.
- Ballesteros Beretta (Antonio)*. Historia de América y de los pueblos americanos, 56.
- Barnes (Donald Grove)*. George III and William Pitt, 114.
- Bautier (R.)*. Les courants de diffusion de la Grande Peur dans le Centre-Ouest, 85.
- Belloni (Georges)*. Aulard, historien de la Révolution, 81.
- Berr (Henri)*. Allemagne. Le contre et le pour, 162.
- Bertaut (Jules)*. Napoléon I^{er} aux Tuileries, 298.
- Talleyrand, 299.
- Le retour à la monarchie, 335.
- Berthet (Henri)*. Le saint du jour, 289.
- Bertier de Sauvigny (G. de)*. Le comte Ferdinand de Bertier et l'énigme de la Congrégation, 301.
- Bertrand (général)*. Cahiers de Sainte-Hélène, 296.
- (*Jacques*). La taxation des prix sous la Révolution française, 96.
- Bethet (E.)*. Voir Sandell (L.-H.).
- Beyssi (Jean)*. Le parti jacobin à Toulouse, 99.
- Bihlmeyer (Karl)*. Kirchengeschichte, t. II, 294.
- Billig (J.)*. L'Allemagne et le Génocide, 162.
- Bollengier (Albert)*. Une belle figure de gentilhomme normand : Pierre Victor, comte de Tocqueville, 337.
- Borregan (Alonso)*. Crónica de la conquista del Perú, 164.
- Bouchard (Georges)*. Un organisateur de la victoire : Prieur de la Côte-d'Or, 108.
- Bouchary (Jean)*. Les faux monnayeurs sous la Révolution française, 96.
- L'eau à Paris à la fin du xviii^e siècle, 96.
- Bouvier (René)*. Une aventure dans les mers australes, 304.
- Brace (Richard Munthe)*. Bordeaux and the Gironde, 98.
- Brant (Irving)*. James Madison, t. III, 330.
- Braubach (Max)*. Der Westfälische Friede, 161.
- Braunthal (Julius)*. The tragedy of Austria, 163.
- Brison (C. F.)*. New Chronicles of the Life of Lord Nelson, 307.
- Brunschwig (Robert)*. La Berbérie orientale sous les Hafsides, 127.
- Brunschwig (Henri)*. La crise de l'État prussien à la fin du xviii^e siècle, 115.
- Bunch Stearns (Joséphine)*. The role of Metternich in undermining Napoleon, 302.
- Burnand (Robert)*. Le duc d'Angoulême et son temps, 338.

- Burnand (Robert). Napoléon III et les siens, 339.
- Burchbeck (E. H.). Austria, 162.
- Cabanis (docteur). Dans les coulisses de l'histoire, 333.
- Cabeza de Leon (Salvador). Historia de la Universidad de Santiago de Compostela, 329.
- Cahn (Herbert A.). Monnaies grecques archaïques, 155.
- Camp (Maxime du). Souvenirs d'un demi-siècle, 338.
- Canoes (dom). Statuta Capitulum Generalem Ordinis Cisterciensis, 281.
- Capograssi (Antonio). Gli Inglesi in Italia durante le campagne napoleoniche, 305.
- Caron (Pierre). Manuel pratique pour l'étude de la Révolution française, 78.
- Paris pendant la Terreur, t. IV, 80.
- La première Terreur, 85.
- Carr (E. H.). International relations between the two World wars, 150.
- Cass (Lynn M.). French opinion and Napoleon III's decision after Sadowna, 340.
- Cassidy (R. J.). La guerre sous-marine au Pacifique, 157.
- Castellan (Georges). Histoire de l'armée, 151.
- Castelnau (Jacques). Le club des Jacobins, 92.
- Les grands jours de la Convention, 92.
- Caudill (Watson G.). Voir Hafford (Harold E.).
- Chabert (A.). Essais sur les mouvements des revenus et de l'activité économique en France de 1798 à 1820, 306.
- Charles-Roux. Cinq mois tragiques aux Affaires étrangères, 158.
- Chartes (Yves de). Correspondance, 290.
- Chastenet (Jacques). La France de M. Talleyrand, 341.
- Chazotte (Paul). L'insurrection parisienne et la prise de la Bastille, 85.
- Chevalier (Louis). La formation de la population parisienne au XIX^e siècle, 356.
- Les fondements économiques et sociaux de l'histoire politique de la région parisienne, 356.
- Chervier (Jean-Jacques). Mirabeau, 112.
- Christophe (Robert). La Révolution française racontée à tous, 84.
- Ciampini (Raffaele). Thiers et le « Risorgimento », 340.
- Ciardo (Manlio). Illuminismo e Rivoluzione francese, 83.
- Clapham (John). The Bank of England, 113.
- Cluzot (E.). Pouillé des provinces de Besançon, de Tarentaise et de Vienne, 277.
- Clavier (René). L'économie de l'Europe centrale germanique, 152.
- Codignola. Carteggi di Giansenisti liguri, 244.
- Codignola. Illuministi, Giansenisti et Giacobini nell'Italia del settecento, 244.
- Giansenismo toscano nel carteggio di Fabio de Vecchi, 244.
- Cobban (Alfred). The Debate on the French Revolution, 115.
- Couchoud (P.-L.). Voix de Napoléon. Paroles authentiques recueillies par Roderer, Molé, etc., 297.
- Crenshaw (Ollinger). The Slave States in the presidential election of 1860, 321.
- Creston (Miss Dormer). In search of two characters, 298.
- Dammig (E.). Il movimento giansenista a Roma nella seconda metà del secolo XVIII^o, 244.
- Dautry (Jean) et Pastor (Louis). Histoire de la Résistance, 157.
- David (Pierre) et Sousa Soares (T. de). Liber Anniversariorum Ecclesiae Cathedralis Colimbriensis, 280.
- Dechamps (Jules). Les Iles britanniques et la Révolution française, 114.
- Decoux (amiral). A la barre de l'Indochine, 159.
- Delcambre (Étienne). Le concept de la sorcellerie dans le duché de Lorraine au XVI^e et au XVII^e siècle, fasc. II, 334.
- Dentin (Paul). La Chaussée-Tirancourt pendant la Révolution, 99.
- Desai (A. R.). Social Background of Indian Nationalism, 141.
- Desmarest (Jacques). La défense nationale, 1870-1871, 340.
- Diaz Venteo (Fernando). Las Campanas militares del Virrey Abascal, 164.
- Dobb (Maurice). Studies in the Development of capitalism, 174.
- Documents inédits sur la révolution vauchoise de 1798, 113.
- Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, 260.
- Dollot (Louis). Histoire diplomatique, 150.
- Dommanget (Maurice). Jacques Roux, le curé rouge, 110.
- Doussinague (José M.). El testamento político de Fernando el Católico, 327.
- Dovring (Folke). Attungen och marklandet. Studien över agrara förhållanden i medeltidens Sverige (Étude sur la structure agraire dans la Suède médiévale), 123.
- Dowd (David Lloyd). Pageant-Master of the Republic. Jacques-Louis David and the French Revolution, 110.
- Droz (Jacques). L'Allemagne et la Révolution française, 116.
- Duparc (Pierre). Les actes du traité de Munster entre la France et l'Empire, 161.
- Durand (Charles). Études sur le Conseil d'État napoléonien, 299.

- Duroselle (J.-B.)*. Histoire du catholicisme, 292.
- Edeine (Bernard)*. Les assemblées préliminaires et la rédaction des cahiers de doléances dans le bailliage secondaire de Romorantin, 79.
- Egret (Jean)*. La Révolution des Notables. Mounier et les Monarchiens, 84.
- La seconde assemblée des notables, 84.
- Ellis (John Tracy)*. Cardinal Consalvi and Anglo papal relations, 303.
- Erdmann (Karl Dietrich)*. Volks-Souveränität und Kirche, 103.
- Esteve Barba (Francisco)*. Descubrimiento y conquista de Chile, 56.
- Estre (Henry d')*. Bonaparte. T. III : le mirage oriental, 112.
- Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón, t. III, 328.
- Fabre (Marc-André)*. Hoche, 95.
- Falconelli (A.)*. Nuevos puntos de vista sobre la « Cartuja de Parma », 337.
- Farmer (Paul)*. France reviews its revolutionary origins, 82.
- Fawel (Denise)*. Chronologie économique internationale, 1946, 153.
- Feichtenberger (Alois)*. Voir *Stüral (Erwin)*.
- Festy (Octave)*. Les animaux ruraux en l'an III, t. II, 79.
- L'agriculture pendant la Révolution française, 95.
- Findlay (Arthur)*. The curse of Ignorance. A History of Mankind, 149.
- Frankfort (Henri)*. Ancient Egyptian Religion, 26.
- Kingship and the Gods, 26.
- Froidcourt (Georges de)*. Le tribunal révolutionnaire de Liège, 112.
- Grétry, Rouget de Lisle et la Marseillaise, 113.
- Fugier (André)*. Napoléon et l'Italie, 304.
- Gai (dom Jean-Baptiste)*. La tragique histoire des Corses, 354.
- Gandillon (R.)*. Inventaire des affiches de la guerre de 1939-1945, 157.
- Garrone (Alexandro Galante)*. Buonarroti e Babeuf, 110.
- Garros (Louis)*. Itinéraire de Napoléon Bonaparte, 296.
- Le général Cambronne, 304.
- Gasnier (P. Michel)*. Les Dominicains de Saint-Honoré. Histoire et préhistoire du club des Jacobins, 91.
- Gaston-Martin*. Les Jacobins, 91.
- George (Mary Dorothy)*. Catalogue of political and personal Satires preserved in the Department of Prints and Drawings in the British Museum, 115.
- Catalogue of political and personal satires, 307.
- Gerson (Jean)*. Initiation à la vie mystique, 289.
- Geyl (P.)*. Napoléon voor en tegen in de Franse Geschiedschrijving, 298.
- Gignoux (C.-J.)*. Restaurations, 338.
- Goehring (Martin)*. Weg und Sieg der modernen Staatsidee in Frankreich, 83.
- Geschichte der Grossen Revolution, t. I, 83.
- Gonsague-Martin (Louis de)*. Saint Martin, 156.
- Gottschalk (Louis)*. Lafayette between the American and the French Revolution, 138.
- Lafayette and the Close of the American Revolution, 138.
- Grimaud (Louis)*. Histoire de la liberté d'enseignement en France, 106.
- Guérin (Daniel)*. La lutte de classes sous la première République, 89.
- Hadrovics (Ladislav)*. L'Église serbe sous la domination turque, 130.
- Hafford (Harold E.) et Caudill (Watson G.)*. Preliminary inventory of the records of the United States Senate, 329.
- Halley (F. G.)*. Record of the United States counsel for the prosecution of axis criminality, 330.
- Hanke (Lewis)*. Bartolomé de Las Casas, 326.
- Harsany (Zoltan-Etienne)*. Cahiers du bailliage de Pont-à-Mousson, 78.
- Hastier (Louis)*. Enigmes du temps passé, 87.
- Les Chénier, frères ennemis, 112.
- Hayes (Richard)*. Biographical Dictionary of Irishmen in France, 334.
- Headings (Mildred J.)*. French Freemasonry under the Third Republic, 342.
- Herbaut (général)*. Le colonel Bouchotte, ministre de la Guerre en l'an II, 94.
- Hérissay (Jacques)*. Les journées de septembre 1792, 86.
- Herreman (Maurice-Pierre)*. Personnes déplacées (rapatriés, disparus, réfugiés), 156.
- Hicks (John D.)*. Voir *Puryear*.
- Higounet (Charles)*. Le comté de Comminges, de ses origines à son annexion à la couronne, 120.
- Höjer (Towald Tison)*. Carl Johan I des Stora Koalitionens mot Napoleon, 303.
- Hönn (Karl)*. Solon Staatsmann und Weiser, 117.
- Hugenholz (Dr F. W. N.)*. Drie Boerenopstanden uit de veertiende eeuw, 126.
- Hugues (Philip)*. History of the Church, 293.
- Hümpfner (dom)*. Exordium Cistercii cum Summa Cartae Caritatis et fundatio primarum quattuor filiarum Cistercii, 287.

- Hampreys (R. A.)*. Latin America, a selective Guide to publications in English, 163.
- Jacob (Louis)*. Fabre d'Eglantine, 112.
- Jemolo (M. A. C.)*. La scetticismo del nostro tempo nei riguardi del diritto, 151.
- Il giansenismo in Italia prima della Rivoluzione, 243.
- Jéquier (Gustave)*. Considérations sur les religions égyptiennes, 24.
- Jewell (N. L. A.)*. Missions secrètes, 158.
- Joughin (G. Louis)* et *Morgan (Edmund M.)*. The legacy of Sacco and Vanzetti, 331.
- Journal de Marie-Amélie*, duchesse d'Orléans (de), 335.
- Jurji (Edward J.)*. The Great Religions of the Modern World, 150.
- Kempf (Père F.)*. Regestum Innocenti papae super negotio Romani imperii, 272.
- Die Register Innocenz III, 273.
- Krupp (Alfr.)*. Acta Pontificum Danica, 278.
- Kunster (Charles)*. Fersen et son secret, 112.
- Labracherie (Pierre)*. Camille Desmoulins, 112.
- Laura (José Maria)*. Documentos para el estudio de la Reconquista y Repoblacion del Valle del Ebro, 329.
- Lambrade (M.)*. Synesios de Cyrène, hellène et chrétien, 363.
- Le discours sur la royauté de Synesios de Cyrène 363.
- Lardas (Henri)*. La vie privée de Mirabeau, 112.
- Laurelle (André)*. L'Eglise catholique et la Révolution française, 104.
- Laure de Tassigny (général de)*. Histoire de la 1^{re} armée française. Rhin et Danube, 158.
- Laurent (R. P. H.)*. La décime de 1274-1280 dans l'Italie septentrionale, 276.
- Lebrun (Pierre)*. L'industrie de la laine à Verviers, 306.
- Leffevre (Pl.-F.)*. Les statuts de Prémontré réformés sur les ordres de Grégoire IX et d'Innocent IV, 285.
- Leffon (chanoine J.)*. Monsieur Émery, 101.
- Histoire de l'Eglise, t. XX. La crise révolutionnaire, 1789-1846, 106.
- Lépine (Josette)*. Babeuf, 110.
- Lerat*. Les Locriens de l'Ouest, 183.
- Levesquey (J.)*. La vie religieuse d'une province : le diocèse d'Arras, 147.
- Lévis-Mirepoix (Emmanuel de)*. Un collaborateur de Metternich. Mémoires et papiers de Lebeltern, 295.
- Un salon politique sous la Restauration, 337.
- Levitzier (Michel)*. Liberté (1789-1790). Les Girondins. Bordeaux et la Révolution française, 97.
- Lizerand (Georges)*. Un siècle de l'histoire d'une commune rurale, 332.
- Llamas (José)*. Biblias medievales Romanecadas, 290.
- Lobanov-Rostowsky (Andrée A.)*. Russia and Europe, 1789-1825, 303.
- Loture (Robert de)*. Histoire de la grande pêche de Terre-Neuve, 153.
- Lucas-Dubreton (J.)*. Aspects de Monsieur Thiers, 140.
- La France de Napoléon, 298.
- Napoléon devant l'Espagne, 305.
- Lyon (E. Wilson)*. The man who sold Louisiana, 299.
- Maclean (Fitzroy)*. Eastern approaches, 160.
- Madelin (Louis)*. Histoire du Consulat et de l'Empire, t. X, XI, XII, XIII, 297.
- Maes (Louis Th.)*. Vijf eeuwen stedelijk strafrecht, 137.
- Mailly (Jean de)*. Abrégé des Gestes et Miracles des saints, 288.
- Mâle (Émile)*. La cathédrale d'Albi, 313.
- Marchand (Jean)*. Jacques-Antoine Creuzé-Latouche, premier député des communes de Châtelleraut, 79.
- Massé (Pierre)*. Les journées révolutionnaires à Lusignan, 100.
- Masson (André)*. Histoire de l'Indochine, 142.
- Mauguin (Georges)*. Napoléon et la superstition, 298.
- L'humour de Napoléon, 298.
- Mauret (Marc)*. L'histoire anecdotique. « Ça ira », 84.
- Maynial (Édouard)*. Voir Bouvier.
- Mello-Leitão (Candido de)*. La vida en la selva, 326.
- Meioni (Piero)*. Servio Sulpicio Rufo, 310.
- Il regno di Caro, Numeriano e Carino, 310.
- Mercader Riba (Juan)*. Barcelona durante la ocupacion francesa, 305.
- Puigcerda, capital del departamento del Segre, 305.
- Meyer (R. P. de)*. La congrégation de Hollande, 285.
- Michel (Ersilio)*. Napoleone all' Elba, 296.
- Mollat (Michel)*. Le commerce maritime normand au xv^e siècle, 185.
- La comptabilité du port de Dieppe au xv^e siècle. Le commerce maritime normand au xv^e siècle et dans la première moitié du xvi^e siècle, 185.
- Moodie (A. E.)*. Geography behind politics, 151.
- Morgan (Edmund M.)*. Voir Joughin.
- Morris (Richard B.)*. Government and Labor in Early America, 318.
- Morton (J. B.)*. Brumaire. The rise of Bonaparte, 92.

- Nabonne (Bernard)*. Pauline Bonaparte, 298.
 — Joseph Bonaparte, 299.
Neale (J. E.). The Elizabethan House of Commons, 314.
Nemours (général). Histoire des relations internationales de Toussaint-Louverture, 95.
 — Les premiers citoyens et les premiers députés noirs et de couleur, 95.
 — Toussaint-Louverture, 95.
Nicolson (Harold). The Congress of Vienna, 302.
Nye (Russel B.). Fettered Freedom, 321.
Omnis (Pia). Filippo Buonarroti, 111.
Omodeo (Adolfo). La cultura francese nell'età della Restaurazione, 336.
Palm (Franklin Charles). England and Napoleon III, 340.
Palmer (R. R.). Twelve who ruled, 88.
Pastor (Louis). Voir Dautry (Jean).
Paz (Ramón). Voir Viñas y Mey (Carmelo).
Pfiffner (Eugen). Die Regel des Heiligen Benedikt, 287.
Pittet (Romain). Voir Plinval (Georges de).
Plinval (Georges de) et Pittet (Romain). Histoire illustrée de l'Eglise, 292.
Pocquet du Haut-Jussé (B.-A.). Le général Moreau. Souvenirs de son aide de camp, le colonel Rapatel, 297.
Pomaret (Charles). Monsieur Thiers et son siècle, 140.
Pommeret (Hervé). An Escop Dervek : l'évêque aux Feuilles de chêne. Jean-Marie Jacob, évêque constitutionnel des Côtes-du-Nord, 102.
Ponteil (Félix). La monarchie parlementaire, 338.
Poulet (dom Charles). Histoire de l'Eglise de France, t. III, 337.
Purvis (J. S.). Tudor parish documents of the diocese of York, 280.
Puryear (Vernon J.). The Federal Union United states history, 330.
Rabinowitz (L.). Jewish Merchant Adventurers. A study of the Radanites, 119.
Rahn (Rudolf). Talleyrand. Portrait und Dokumente, 299.
Rain (Pierre). La diplomatie française, t. II, 92.
Rath (R. John). The fall of the Napoleonic Kingdom of Italy, 305.
Rebér (Charles). Un homme cherche la liberté : Jean-Paul Marat, 112.
Reinhard (Marcel). Avec Bonaparte en Italie, d'après les lettres inédites de son aide de camp, Joseph Sulkowski, 95.
 — Le grand Carnot, t. I, 107.
Robin-Harmel (Pierre). Le prince Jules de Polignac, 338.
Rodolico. Gli amici e i tempi di Scipione dei Ricci, 243.
Rodgers (Cornwell B.). The spirit of Revolution in 1789, 83.
Rothschild (K. W.). Austria's economic development between the two wars, 162.
Rubio (Julian Maria). Exploracion y conquista del Rio de la Plata, 57.
Rufer. Novate. Eine Episode aus dem Revolutionsjahr 1793, 113.
S. (Marie-Louise de). La baronne de Barente, 336.
Sainte-Claire Deville (Paul). La Commune de l'an II, 86.
Sainte-Marie (François de). Les plus vieux textes du Carmel, 287.
Saitta (Armando). Filippo Buonarroti, 111.
Salvant (Jean). Les Mamelouks de Napoléon, 304.
 — Napoléon et les Grecs, 304.
Sandell (L. H.) et Bethel (E.). Records of the adjutant general's office, 330.
Sangnier (Georges). Le district de Saint-Pol de thermidor à brumaire, 98.
Santifaller (Leo). Urkunden und Forschungen zur Geschichte des Trienter Domkapitels im Mittelalter, 280.
Sauvel (Louis). Hoche, 95.
Savant (Jean). Napoléon à Auxerre, 112.
Savio (Mgr). Devozione di Mons. Adeodato Turchi alla Santa Sede, 244.
Schäfer (Ernesto). El Consejo Real y supremo de las Indias. Su historia, organizacion y labor administrativa hasta la terminación de la Casa de Austria, 132.
Schazmann (P. E.). La Révolution de 1793 à Lyon vue par un témoin oculaire, Jean Fazy, 98.
Schenk (H. G.). The Aftermath of the Napoleonic wars, 302.
Schlabendorff (F. von). Officiers contre Hitler, 162.
Schreiber (Georg). Zwischen Demokratie und Diktatur, 162.
Serra (Rius). Regesto Iberico de Calixto III, 275.
 — Raciones Decimarum Hispaniae 1270-1280, 277.
Shaw (Edward Pease). Jacques Cazotte, 109.
Simon (Marcel). Verus Israël. Etude sur les relations entre chrétiens et juifs dans l'Empire romain, 311.
Sirich (John Black). The revolutionary Committees in the departments of France, 87.
Six (Georges). Les généraux de la Révolution et de l'Empire, 93.
Soboul (Albert). La Révolution française, 82.
Sol (chanoine E.). L'église de Cahors au

- XVIII^e siècle et à l'époque contemporaine, 103.
- Seuss Soarès (T. de)*. Voir *David (Pierre)*.
- Speidel (Hans)*. Invasion 1944. Ein Beitrag zu Rommels und des Reiches Schicksal, 161.
- Soutai (Jean)*. Les sondages de l'opinion publique, 149.
- Srohl (Henri)*. Le protestantisme en Alsace, 316.
- Stuart Jones (E. H.)*. An invasion that failed. The French expedition to Ireland of 1795, 93.
- Stürzl (Erwin) et Feichtenberger (Alois)*. Kreta, die Insel im Herzen der alten Welt, 155.
- Sweet (Paul R.)*. Friedrich von Gentz, Defender of the Old Order, 302.
- Turn (W. W.)*. Alexander the Great, 118.
- Tuanay (Alfonso de E.)*. San Pablo en el siglo XVI, 164.
- Terreine (Anne)*. L'œuvre historique de M. Walter, 78.
- Thiery (Jean)*. Le coup d'État du 18 Brumaire, 92.
- La seconde abdication de Napoléon I^{er}, 298.
- Thomas (A.)*. La bataille de l'Atlantique, 157.
- Napoléon et ses marins, 304.
- Thompson (David)*. The Babay Plot, 110.
- Toupance (André)*. Diot, évêque constitutionnel de la Marne, 102.
- Trannoy (André)*. Montalembert, 336.
- Trénard (L.)*. L'École centrale du Doubs, 107.
- Turt (dom Joseph)*. Charta Caritatis Prior, 282.
- Turt (dom Joseph)*. Cisterci statuta antiquissima, 284.
- Uhle (Max)*. Fundamentos etnicos y arqueologia de Arica y Tacna, 59.
- Urs von Balthazar (Hans)*. Die Grossen Ordenaregeln, 287.
- Valentin (Antonia)*. Mirabeau, 112.
- Van den Borren (Charles)*. César Franck, 153.
- Van Effensierre (H.)*. Mirabello : nécropoles, 309.
- Vendôme (duchesse de)*. Les pensées de Marie-Amélie, reine des Français, 336.
- Venturi (Franco)*. Jean Jaurès e altri storici della Rivoluzione francese, 82.
- Véron (docteur)*. Mémoires d'un bourgeois de Paris, 336.
- Viennet (Odette)*. Napoléon et l'industrie française, 306.
- Viñas y Mey (Carmelo) et Paz (Ramón)*. Relaciones histórico-geográfico-estadísticas de los pueblos de España hechas por iniciativa de Felipe II, 327.
- Vismara (Giulio)*. Voir *Pallieri*.
- Vuillermoz (Émile)*. Histoire de la musique, 144.
- Walter (Gérard)*. Le comte de Provence, 109.
- Marie-Antoinette, 109.
- Warschauer*. Studien zur Entwicklung der Gedanken Lazare Carnots über Kriegsführung, 92.
- Wawell (Earl)*. National and International History, 149.
- Werner*. Le rattachement douanier de l'Alsace à la France, 96.
- Weygand (général)*. Le général Frère, 158.
- Winthrop Papers*. Vol. V : 1645-1649, 319.

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLES DE FOND

GAGÉ (Jean). Gadès, l'Inde et les navigations atlantiques dans l'Antiquité.	189
MOUSNIER (Roland). L'évolution des finances publiques en France et en Angleterre pendant les guerres de la Ligue d'Augsbourg et de la Succession d'Espagne.	1

MÉLANGES

BORSCHAK (Élie). La Ruthénie prémongole.	217
CHAUNU (Pierre). Quelques aspects d'une Hispano-Amérique sacrifiée.	56
MACHU (Jean). Cyrène : la cité et le souverain à l'époque hellénistique.	41
MARINESCO (Constantin). Jacques Cœur et ses affaires aragonaises, catalanes et napolitaines.	224
RENOUVIN (Pierre). La politique anglaise pendant la crise de Munich.	260
SAINTÉ FARE GARNOT (Jean). Notes sur les religions égyptiennes antiques.	24
SOARES DE AZEVEDO. Notes sur les consuls français à Lisbonne.	238
SPITZMÜLLER (Alexandre). L'automne 1918 en Autriche-Hongrie.	69
VAUSSARD (Maurice). Les jansénistes italiens et la Constitution civile du clergé.	263

BULLETINS HISTORIQUES

La Révolution et l'Empire, par Georges LEFEBVRE.	78, 295
Histoire ecclésiastique du Moyen Age (1 ^{re} partie), par Yves RENOARD.	272

COMPTES RENDUS CRITIQUES

ALAZARD (Jean). L'art italien des origines à la fin du XIV ^e siècle (L. Bréhier).	126
APTNEKER (Herbert). Essays in the history of the American negro (Marcel Giraud).	321
BRUNSCHVIG (Robert). La Berbérie orientale sous les Hafsides (Régis Blachère).	127
CRENSHAW (Ollinger). The Slave States in the presidential election of 1860 (Marcel Giraud).	321
DESAI (A. R.). Social Background of Indian Nationalism (Jean Filliozat).	141
DOVRINA (Folke). Attungen och marklandet (P. Jeannin).	123

	GOTTSCHALK (Louis). La Fayette and the Close of the American Revolution. — La Fayette between the American and the French Revolution (Georges Lefebvre)	138
	HADROVICS (Ladislav). L'Église serbe sous la domination turque (Roger Portal)	130
	HIGOUNET (Charles). Le comté de Comminges (Yves Renouard)	120
	HÖHN (Karl). Solon Staatsmann und Weiser (Paul Cloché)	117
	HUGENHOLZ (F. W. N.). Drie Boerenopstanden uit de veertiende eeuw (J. Godard)	126
	LESTOCQUY (J.). La vie religieuse d'une province : le diocèse d'Arras (Fer- dinand Lot)	147
	LUCAS-DUBRETON (J.). Aspects de Monsieur Thiers (J. Néré)	140
	MARS (Louis-Th.). Vijf eeuwen stedelijk strafrecht (J. Godard)	137
	MÂLE (Émile). La cathédrale d'Albi (Georges Gaillard)	313
	MASSON (André). Histoire de l'Indochine (G. Cœdès)	142
	MELONI (P.). Servio Sulpicio Rufo. — Il regno di Caro, Numeriano e Carino (Léon Homo)	310
	MORRIS (Richard B.). Government and Labor in Early America (Marcel Giraud)	318
	NEALE (J. E.). The Elizabethan House of Commons (Roger Chauviré)	314
	NYE (Russel B.). Fettered Freedom (Marcel Giraud)	321
	POMAREY (Charles). Monsieur Thiers et son siècle (J. Néré)	140
	RABINOWITZ (L.). Jewish Merchant Adventurers (Claude Cahen)	119
	SCHÄFER (Ernesto). El Consejo Real y Supremo de las Indias (Pierre Chaunu)	132
	SHON (Marcel). Verus Israël (A. Dupont-Sommer)	311
	STROHL (Henri). Le protestantisme en Alsace (Émile-G. Léonard)	316
	TARN (W. W.). Alexander the Great (Paul Cloché)	118
	VAN EFFENTERRE (H.). Mirabello : nécropoles (Id.)	309
	VUILLERMOZ (Émile). Histoire de la musique (Alice Gervais)	144
	Winthrop Papers, vol. V (Marcel Giraud)	319
	NOTES BIBLIOGRAPHIQUES. — Histoire générale, 149 ; Antiquité, 155 ; Allemagne, 161 ; Amérique latine, 163, 326 ; Autriche, 162 ; Espagne, 327 ; États-Unis, 329 ; France, 332.	

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

- I. Histoire générale et instruments de travail, 164, 343.
 - II. Préhistoire, Orient et Antiquité classiques, 166, 344.
 - III. Moyen Age, 167, 345.
 - IV. Le XVI^e siècle et l'Ancien Régime, 163, 346.
 - V. La Révolution française, le Premier Empire et le XIX^e siècle, 171, 348.
 - VI. L'époque contemporaine, 172, 350.
 - VII. Histoire religieuse, 174, 351.
- CORRESPONDANCE, 174.

CHRONIQUE. Nécrologie : Georges WEULERSSE (1874-1950), par Ed. Bruley, 353.

Thèses soutenues en Sorbonne : AMANDRY (M.), *La mantique apollinienne à Delphes*. — *Fouilles de Delphes*, par M. Fasciato, 361.

CHEVALIER (Louis), *Les fondements économiques et sociaux de l'histoire politique de la région parisienne (1848-1870)*. — *La formation de la population parisienne au XIX^e siècle*, par R. Rémond, 356.

LACOMBRADÉ (M.), *Synesios de Cyrène, hellène et chrétien*. — *Le discours sur la royauté de Synesios de Cyrène*, par M. Fasciato, 363.

LERAT (M.), *Les Locriens de l'Ouest : topographie et ruines*. — *Histoire, institutions, prosopographie*, par M. Fasciato, 183.

MOLLAT (Michel), *La comptabilité du port de Dieppe au XV^e siècle*. — *Le commerce maritime normand au XV^e siècle*, par Marc-Bonnet, 185.

Le IX^e Congrès international des Sciences historiques, par Michel Mollat, 182 ; États-Unis, 365 ; France, 179, 354 ; Grande-Bretagne, 188 ; Italie, 365 ; Pays-Bas, 366 ; La prosopographie chrétienne du Bas-Empire, 366 ; Études byzantines, 367.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 368.

TABLE DES MATIÈRES, 374.

Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.

